

CONTRIBUTION A L'ETUDE DU DROIT D'AUTEUR

SA NATURE JURIDIQUE A TRAVERS SON ÉVOLUTION
ÉTUDE DE DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 Juin 1938, à 14 heures

PAR

Liviu N. CRISTEA

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. ESCARRA, Professeur

Suffragants : MM. ESMEIN, Professeur
MAZEAUD, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

—
1938

CONTRIBUTION A L'ETUDE DU DROIT D'AUTEUR

SA NATURE JURIDIQUE A TRAVERS SON ÉVOLUTION
ÉTUDE DE DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 Juin 1938, à 14 heures

PAR

Liviu N. CRISTEA

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. ESCARRA, Professeur

Suffragants : MM. ESMEIN, Professeur
MAZEAUD, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1938

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni im-
probation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



AVANT-PROPOS

En France la législation sur le « droit d'auteur » est à la veille d'une refonte importante. La France a été une des premières — à la fin du xviii^e siècle — à consacrer législativement le droit de l'auteur sur son œuvre. La matière était connue sous le nom de « propriété littéraire et artistique », expression impropre du point de vue juridique, et qui a donné l'occasion à de singulières confusions quant à la nature de cette institution juridique. Aujourd'hui, la doctrine et même la jurisprudence — de même que les législations récentes — ont adopté le terme de « droit d'auteur ».

Quel est l'intérêt de notre étude ? Quel est le but que nous nous sommes assignés ?

A la veille d'une nouvelle réglementation, nous avons considéré utile de contribuer à l'étude de ce droit, en suivant à cet effet son développement, son évolution.

La nature juridique de ce droit est une des plus discutées. Le droit lui-même n'a pas trouvé, jusqu'à présent sa place dans aucune des classifications connues.

Les textes qui régissent aujourd'hui la matière du « droit d'auteur » remontent à la fin du xviii^e siècle ; le xix^e siècle n'a pas ajouté grand'chose dans le domaine de la législation. Ce dernier a toutefois son importance, à cause des travaux de la doctrine et surtout ceux de la jurisprudence. Que le législateur français ait éprouvé le besoin d'une nou-

velle réglementation, c'est très compréhensible, car la tâche de la jurisprudence n'est pas aisée, pour concilier d'une manière satisfaisante, avec les textes qu'on a mis à sa disposition, tous les intérêts qui sont évoqués devant elle.

Mais le législateur de 1936-1937, dans ses projets, voulait édicter des normes générales avant même de préciser la nature du droit qu'il comptait réglementer. Son œuvre aurait déjà un mérite incontestable du simple fait qu'il constituerait la réglementation d'ensemble du droit d'auteur et de ses modes d'exploitation. Toutefois elle aurait l'inconvénient de consacrer certaines dispositions en désaccord avec la nature foncière de ce droit.

Avant de légiférer il faut nécessairement connaître l'institution dont on veut ériger les piliers. Et tant que la nature du « droit d'auteur » reste imprécise, aucune œuvre durable et utile ne saurait être faite ; les dispositions de la loi ne doivent pas trahir par leurs conséquences l'essence du droit même.

Loin de prétendre résoudre toutes les questions délicates, dont nous venons d'esquisser l'étendue et l'importance, nous avons essayé, dans notre travail, de dégager les traits caractéristiques de l'institution que nous avons étudiée, afin de pouvoir tirer quelques conclusions précises et utiles pour l'étude de sa nature juridique. Pour y arriver il fallait nécessairement étudier la « propriété littéraire et artistique » historiquement. En effet, il fallait s'attacher à l'examen de ce droit durant toute son évolution, pour dégager plus aisément à chaque époque sa nature.

L'idée même de notre essai nous a été suggérée par l'enseignement de M. J. Escarra, notre professeur et président, qui, durant ses cours, sur la ma-

tière du droit d'auteur et du contrat d'édition, nous a donné un aperçu clair et précis de tous les intérêts qui s'attachent à ces deux institutions juridiques modernes.

Le présent travail, étant le premier de notre carrière, nous mettons le lecteur en garde contre toutes ses imperfections et toutes ses lacunes.

INTRODUCTION

D'après certains auteurs, la « propriété littéraire et artistique » aurait été une institution connue par les législations de l'antiquité. Naturellement, elle aurait revêtu un autre aspect. Comme cette première apparition aurait pu nous fournir des indications utiles, nous sommes remontés, par nos recherches, jusqu'à cette époque lointaine. Nous avons essayé de discerner ce que cette théorie contenait de vrai ou de vraisemblable.

Après cette première époque nous avons porté notre attention sur le moyen-âge. A ce point de notre étude, nous avons soumis les circonstances et les aspects de la vie à un examen assez précis, en les rapportant au problème qui nous préoccupait.

Avec la diffusion de l'imprimerie, notre institution commence à s'ébaucher. Tout est encore bien imparfait, mais c'est ici qu'il faut aller chercher son origine.

En effet, avec l'apparition de la valeur patrimoniale — « contenu économique » — du travail intellectuel, c'est-à-dire dès que l'exploitation économique d'une œuvre a commencé à s'esquisser, les imprimeurs ont cherché à s'assurer contre les risques que la contrefaçon pouvait leur faire courir.

C'est dans ces conditions et précisément pour protéger la profession et les établissements, que le « privilège en librairie » fut créé par l'autorité, à la demande — pleinement justifiée — des premiers imprimeurs, vers la fin du xv^e siècle.

Cette institution protectrice s'est répandue dans le premier quart du siècle suivant. Elle a connu une évolution très mouvementée. En effet, tant son étendue que son contenu étaient soumis aux caprices du prince et de l'administration. Préciser, à cette époque, la nature du privilège n'est pas chose aisée.

Nous nous sommes attaché à dégager les caractères généraux du privilège, c'est-à-dire à déterminer par qui il était accordé, à qui il était concédé, pour quel délai et avec quelles prérogatives. Après avoir passé en revue son historique, une classification générale nous est apparue comme indiquée.

Avec les privilèges et leurs continuations — car l'habitude de les renouveler s'était introduite au fur et à mesure — nous sommes en pleine histoire de la librairie. Le sort de notre institution lui sera intimement lié. Pendant les luttes acerbes qui se livrèrent entre les libraires-imprimeurs privilégiés et ceux qui ne l'étaient pas, le privilège sera l'occasion de plaintes et mémoires répétés.

Les règlements, les statuts, les ordonnances successifs en matière de librairie — et donc en matière de privilège — durant les xvi^e et xvii^e siècles, ne font même pas mention de la personne de l'auteur. Le créateur d'une œuvre ne deviendra titulaire d'un droit qu'au siècle de la Grande Révolution. Le profit du privilège reste acquis — pour des raisons d'organisation sociale et économique — aux libraires-imprimeurs. Ces derniers auront même plus tard le sentiment d'être dépouillés de leur avoir, lorsque les circonstances permettront aux auteurs de devenir titulaires de leurs droits. Passer les prérogatives reconnues aux libraires-imprimeurs, dès le xvi^e siècle, sur la tête des auteurs voilà l'évolution accomplie pendant trois siècles. Si

les premiers temps les intérêts n'aspirèrent pas à la dignité de droits, c'est que le système des privilèges leur donnait entièrement satisfaction et était le seul réalisable.

Si cette évolution a été aussi lente et acquise avec tant de difficultés, c'est à cause des idées sociales de l'époque. Les auteurs se désintéressaient de ce qui devait leur revenir légitimement ; car l'écrivain qui vivait de sa plume était l'objet du mépris public.

Naturellement les conditions n'étaient pas favorables à ce qu'un droit fût reconnu à l'écrivain sur les produits de son ouvrage. Et le changement dans la législation ne pouvait que suivre celui qui devait d'abord se produire dans l'esprit du temps. En effet, avec l'acheminement vers une organisation économique et sociale plus libérale, les intérêts des auteurs se détachent de ceux des libraires-imprimeurs et leur sont même opposés.

Le XVIII^e siècle verra apparaître et les premières affirmations et la consécration solennelle du droit de l'auteur. Mais un autre obstacle se dressera par la suite sur le chemin de ce droit, à savoir la controverse soulevée par la discussion concernant sa nature juridique. Les libraires-imprimeurs menacés par les revendications des auteurs cherchent alors un fondement à leurs prérogatives et croient l'avoir trouvé en la cession à eux consentie par les auteurs, lors de la vente de leurs manuscrits. A vrai dire, les auteurs commencèrent à prendre connaissance de leurs intérêts durant les luttes qui opposèrent les libraires-imprimeurs de Paris à ceux de province. Ce sont les libraires-imprimeurs privilégiés qui seront les premiers à plaider pour la cause des auteurs, sans se rendre compte que de

ce débat c'était eux qui devaient sortir vaincus. En effet, à force de s'ériger en cessionnaires des auteurs, ils ont fini par attirer l'attention sur les droits que ces derniers avaient pu leur céder.

Bref, le droit de l'auteur devient la clef de voûte de leur système de défense. Et c'est à partir de ce moment que l'expression « propriété littéraire » commence à faire son chemin.

Mais trop d'intérêts s'attachaient aux privilèges pour que le changement fût opéré sans opposition aucune. Les esprits les plus célèbres intervinrent dans le débat et y prirent même, parfois, part activement. Quelques procès retentissants firent incliner la balance du côté des auteurs.

En 1777-78 un nouvel état de choses est consacré par le législateur. Le privilège cesse de revêtir le caractère d'une simple mesure de grâce ; il s'érige en une grâce « fondée en justice ». C'est — comme un auteur italien l'avait très justement remarqué — l'étape intermédiaire, entre l'ancien privilège arbitraire, qui ne dépendait que du bon plaisir du prince, et le droit subjectif qui devra avoir son fondement dans une règle légale impersonnelle et absolue. Le législateur, d'ailleurs, ne fait que consacrer en législation ce que les usages avaient déjà accredité et surtout ce qui n'était finalement que l'aboutissement normal d'un droit trop longtemps méconnu.

Sans aucun conteste, ce sont les arrêts de 1777-1778 qui forment la base de la législation moderne en France. La Révolution avait proclamé « l'éminente dignité du travail de l'homme » ; aussi le travail intellectuel ne pouvait-il pas rester en dehors de toute garantie légale.

Par les décrets de 1791 et surtout par ceux de 1793, le droit de l'auteur devient la norme « imper-

sonnelle et absolue » qui constate la réalité d'une prérogative naturelle et préexistante. Le droit qui existait de tout temps, fait ainsi son entrée dans la législation positive. Ce droit prend sa source dans le travail de l'auteur ; la création est génératrice de droits.

En 1793 tous, en commençant par le rapporteur de la loi — Lakanal —, ont qualifié ce droit de « propriété ». Ils ont même employé le terme de « propriété littéraire et artistique » ; mais personne ne s'est soucié de mettre un certain accord entre ce qu'on proclamait et ce qu'on accordait.

Les textes « de principe » de la période intermédiaire furent complétés par la suite, sur des questions de détail, à maintes reprises, durant les xix^e et xx^e siècles. Ainsi la durée de la jouissance exclusive fut prolongée et les droits des héritiers et cessionnaires affermis. C'est le grand mérite de la jurisprudence française d'avoir créé sur la base de textes rares et incomplets, un système de protection, du droit d'auteur, assez remarquable et efficace, malgré ses lacunes et certaines erreurs.

La France ne possède jusqu'à présent aucune réglementation d'ensemble du droit d'auteur et de ses moyens de mise en valeur.

Mais en dehors de la législation nationale, il y a lieu de faire mention aussi du rôle important que les congrès internationaux et surtout l'Union de Berne (1886), par les travaux, ont joué dans le développement et le perfectionnement de mainte législation nationale et dans l'étude du droit d'auteur, en général. Comme l'écrivait tout récemment un auteur français : « L'internationalisation des solutions en matière de droit d'auteur est aujourd'hui rendue de plus en plus indispensable, par l'ubiquité des modes d'exploitation. »

Dans la deuxième partie de notre travail nous nous sommes attachés à dégager ce que le xix^e et le xx^e siècles sont venus ajouter aux termes et à l'esprit de la loi de 1793.

La Doctrine et la Jurisprudence se sont efforcées, surtout vers la fin du xix^e et au début du xx^e, de préciser la notion du droit d'auteur, en étudiant tout spécialement sa nature foncière. En général, la doctrine française n'a soutenu que faiblement la jurisprudence dans ses efforts. Les travaux des doctrinaires étrangers ont eu une certaine influence et leurs théories ont eu des adeptes parmi les écrivains français.

Mais la question capitale, à partir de 1793, reste la nature même de la propriété littéraire et artistique.

Comme de très bonne heure on s'était aperçu que la propriété littéraire et artistique contenait des éléments étrangers au droit réel, et comme par certains de ses caractères elle s'apparentait aux droits personnels, de nombreuses solutions furent proposés pour élucider sa nature. Tour à tour on a essayé de forcer toutes les divisions classiques pour y intégrer le droit de l'auteur. Les théoriciens, après avoir vainement cherché un appui dans les dispositions du Code civil, se sont acharnés à élargir le contenu des catégories traditionnelles de droits.

De nombreuses théories firent leur apparition. Les énumérer toutes serait presque impossible, tellement elles sont nombreuses. Durant notre exposé nous avons essayé de les rassembler autour de quelques-unes qui nous ont paru plus dignes d'attention. Nous n'avons retenu des théories développées par des auteurs étrangers que celles qui ont eu un écho dans le droit français.

Rien que la riche floraison de théories, pour chercher le régime à appliquer au droit d'auteur, peut nous donner un court aperçu de l'importance de la matière discutée.

Mais pendant que la jurisprudence ne pouvait que continuer dans la voie tracée par les textes de 1793 et pendant que de nombreux auteurs n'avaient pas désespéré de trouver le moyen de rentrer ce nouveau droit parmi les droits des catégories traditionnelles, certains autres — en étudiant de plus près l'origine, la fonction et la nature du droit d'auteur — se sont rendu compte que tout effort dans ce sens serait vain.

A côté des intérêts respectifs des auteurs et des éditeurs, il fallait compter aussi avec ceux de la collectivité. Il fallait donc concilier les trois facteurs du problème.

Compte tenu de tous ces éléments, il fallait renoncer aux catégories classiques de droits — à savoir les droits réels et personnels — et se résigner à y ajouter une troisième. Quant à la dénomination de cette dernière plusieurs termes furent avancés. Mais le nom en soi n'avait qu'une infime portée ; ce qui importait avant tout c'était de s'entendre sur les caractères des droits qui rentraient dans cette nouvelle catégorie.

Le régime à appliquer aux droits portant sur les conceptions de l'esprit, voilà la tâche et la préoccupation, de tous les jours, de la jurisprudence. Nous avons tracé son évolution et avons fait ressortir ses tendances. La jurisprudence a retenu spécialement notre attention, car c'est elle par excellence qui pouvait nous renseigner sur les nécessités de la vie courante, sur la nature du « droit intellec-

tuel » et partant, sur le régime qu'il faut lui appliquer.

Propriété littéraire et artistique, ou Droit *sui generis*, ou Droit d'auteur, ou Droit intellectuel, n'importe lequel de ces termes peut être plus ou moins satisfaisant, à condition que l'on convienne que ce nouveau droit ne rentre dans aucune des divisions classiques de droits et que l'on se mette d'accord sur le régime à appliquer à cette nouvelle catégorie.

P R E M I È R E P A R T I E

L'ÉVOLUTION HISTORIQUE DU DROIT D'AUTEUR

CHAPITRE PREMIER

ANTIQUITÉ

SECTION I. — *Rome et Grèce*

1. — Intérêt de cette recherche historique.

L'institution qu'on désigne aujourd'hui, sous le nom de « droit d'auteur » a connu durant les siècles une évolution lente et maintes périodes difficiles. Toute personne préoccupée de mettre un certain ordre, dans l'étude de cette institution juridique, doit se demander, dès le début, si l'antiquité a connu quelque chose de semblable, c'est-à-dire si les origines de ce droit peuvent remonter jusqu'aux temps lointains de la Grèce antique et de la Rome des jurisconsultes célèbres. Si, donc, nous commençons notre travail historique à une période si reculée, c'est plutôt par un souci de système que pour une raison d'ordre juridique.

2. — De l'existence du droit d'auteur.

Aujourd'hui, après de laborieuses recherches et de longues discussions, tout le monde sait que la

reconnaissance d'un droit d'auteur, comme nous l'entendons, ne date que de l'époque moderne (1).

Ni les usages anciens, ni les législations n'ont reconnu à l'auteur sur le produit de son travail un droit incorporel exclusif (cf. Rault, p. 9). Un auteur italien — Stolfi —, après avoir examiné les principales théories émises sur l'existence d'un pareil droit, est amené à conclure que, aucune d'elles n'est suffisamment prouvée, aucune n'a laissé la moindre trace dans les monuments que nous avons hérités des civilisations grecque et romaine. Il faut de même écarter comme non prouvée l'affirmation qu'il y ait eu, faute d'une protection juridique consacrée législativement, une protection de fait ; les auteurs modernes sont allés parfois jusqu'à soutenir l'existence d'une sorte de privilège accordé par l'Etat (2).

Mais, selon l'auteur italien, tous ces systèmes sont en dehors de la réalité, car toutes les tentatives qui ont été faites pour retrouver dans les Pandectes ou dans d'autres codifications anciennes des prescriptions relatives au droit de l'auteur, sont restées infructueuses (3).

(1) Cf. Stolfi, op. cit. t. 1, n° 10, Nouaros, op. cit. n° 2 ; Piodà Caselli, op. cit. n° 1.

(2) V. Stolfi, op. cit., n° 11 ; Kohler, op. cit., p. Malapert, op. cit., p. 12 et suiv.

(3) Cf. Stolfi, o. p., t. 1, n° 13 ; v. aussi Nouaros ; Renouard, o. c., p. 14 : « Les écrivains de l'antiquité ne témoignent nulle part qu'un droit exclusif de copie ait appartenu aux auteurs sur leurs ouvrages » ; V. contre Malapert, o. c., p. 14 : « Le Code et les Digestes étaient muets sur les affaires qui pouvaient naître à propos de la reproduction des livres, parce que les affaires étaient du ressort des chefs des corporations et tout au plus de la juridiction du préfet de la ville, chef de toutes les maîtrises. Le droit exclusif n'existait, qu'en faveur des éditeurs ».

Mais avant de passer à l'étude de la cause de la méconnaissance du droit d'auteur par l'antiquité, il faut signaler que l'aspect moral de cette institution n'a pas échappé aux anciens (V. Nouaros). Pour ce qui est du droit moral de l'auteur, au moins en ce qui concerne quelques-unes de ses prérogatives, des prescriptions légales n'étant point nécessaires, on peut constater que les usages l'avaient consacré aussi bien à Athènes qu'à Rome (4).

3. — Les causes de la méconnaissance.

Les raisons sont d'ordre divers. On a énuméré généralement des raisons d'ordre social, d'ordre psychologique, d'ordre économique et d'ordre juridique.

Comme l'avait très bien écrit M. Borchgrave « le droit naît du développement des besoins sociaux ; sa fonction est d'intervenir là où se manifeste une nécessité à satisfaire une justice à sauvegarder, pour le respect desquelles il est insuffisant de s'en remettre à la bonne volonté individuelle et où il faut pouvoir contraindre par la force publique » (5).

Or, il est « depuis longtemps avéré que les

(4) Renouard p. 16 : « Les législations anciennes qui gardaient le silence sur les droits des auteurs, ne s'occupaient pas, non plus, d'une police spéciale sur les livres. C'était en vertu des dispositions générales des lois criminelles qu'il était défendu d'écrire sur certaines matières et que les auteurs, les éditeurs, souvent même aussi les détenteurs d'ouvrages regardés comme injurieux pour les particuliers, ou comme attentatoires aux lois et à la sûreté des états, ont été exposés à des peines qui ont varié selon les temps ».

(5) V. Borchgrave, op. cit. ch. 1, n° 2.

professions libérales étaient à Rome essentiellement gratuites ». L'organisation sociale de ces temps révolus obligeait les écrivains et les artistes à chercher comme seul but à atteindre, et comme seul bénéfice possible, les honneurs, les prix, la renommée, et, comme suite logique, la protection d'un mécène illustre ou d'un personnage puissant. On a vu des cas où un auteur célèbre était protégé par une ville. Si l'intérêt d'une consécration législative ou coutumière ne s'est pas imposé à la société grecque et romaine, c'est surtout à cause des conditions matérielles et économiques (6).

En effet, tant que la reproduction et la diffusion des créations du génie humain n'a pu vaincre les difficultés matérielles, le contenu économique, comme disent les auteurs allemands, du droit d'auteur, n'a point pu apparaître.

Les Romains connaissaient le moyen de graver sur du bois, mais ils en sont resté là, ils n'ont pas pensé à utiliser leur gravure pour tirer des épreuves (cf. Thulliez, p. 175).

Le seul moyen connu, dans l'antiquité, pour multiplier une œuvre littéraire, c'était le travail des copistes. Mais point n'est besoin d'être du métier pour se rendre compte que cette besogne était un procédé lent et coûteux. Si grand fût-il le nombre, si parfaite fût-elle l'instruction des esclaves employés pour la reproduction, la diffusion des œuvres de l'esprit était fort restreinte. La contrefaçon ne pouvait s'exercer utilement au préjudice des auteurs. D'ailleurs, lorsque les écrivains se plaignaient

(6) « Toute loi positive en cette matière eut été, alors, sans objet appréciable ». Borchgrave.

d'être contrefaits, chose fréquente à Rome et à Athènes, ce n'était pas à cause des pertes matérielles qu'ils subissaient, mais plutôt — et surtout — pour les atteintes que les mauvaises copies portaient à leur réputation.

A cette époque leur seule récompense c'était la renommée. C'est pourquoi — ainsi que le dit M. Nouaros — le plagiat était considéré surtout comme une atteinte à la personnalité et à l'honneur d'autrui.

Les contrefaçons n'étaient pas punies par la législation positive (7).

Le contrefacteur était, tout au plus, justiciable de l'opinion publique. Les quelques exemples que l'Histoire nous a transmis sont, soit le caprice d'un dictateur, soit des préceptes d'ordre religieux (8).

Et cela n'est que la conséquence logique du fait que le droit lui-même était ignoré.

A Rome, la division tripartite des droits — à savoir, droits personnels, réels et obligationnels — était considérée comme définitive ; elle épuisait pour les jurisconsultes romains toute la matière juridique. La conception de la propriété a eu son rôle dans la méconnaissance du droit de l'auteur. En

(7) Renouard, p. 14. « Il existe des plagiaires depuis qu'il y a des auteurs. Aucun texte de loi ne prononçait de peine contre ce genre de larcin. »

Un auteur — Jules Mareschal — a affirmé que le plagiat était puni par les lois romaines à l'égal du vol auquel elles l'assimilaient. Cet écrivain s'est trompé car le *plagium* qui était puni à Rome était le crime du vol d'un enfant, d'un esclave ou l'achat, comme esclave, d'un homme libre. (Dig. lib. 48. Tit. 15, de *plagiariis*.) Cf. Gastambide, op. cit.

(8) La loi juive punissait de mort les prophètes plagiaires, qui donnaient comme inspirés d'eux-mêmes les paroles dictées à d'autres. Mais cela ne fut puni que comme un sacrilège. Cf. Renouard, op. cit., T. 1., p. 15.

effet, en dehors de la propriété matérielle de l'ouvrage de littérature ou de l'objet d'art, la loi ne voyait rien à protéger ; seule la propriété de l'objet réel, produit, pouvait donner lieu à différend ou à litige. En dehors de sa conception comme objet matérialisé d'un droit de propriété ou accessoire d'une propriété, la conception de l'esprit ne pouvait faire l'objet d'aucun droit, aucun droit n'étant d'ailleurs reconnu en dehors des droits personnels, réels ou obligationnels (cf. Borchgrave).

L'acquéreur du livre — *corpus mechanicum* — était libre de reproduire et de répandre les exemplaires, même de les vendre.

« Nul témoignage, écrit Stolfi, ne nous permet de penser que les Romains aient conçu que le droit de l'auteur pût conserver un contenu économique après la publication. Le droit de l'auteur ne pouvait exister qu'autant qu'il ne pouvait contredire le droit absolu de jouissance, que le droit romain reconnaissait au propriétaire » (Stolfi N., op. cit., n° 8).

Pour les œuvres d'art — comme tout moyen de reproduction était inconnu — la question d'un droit après aliénation n'était même pas envisagée (9).

A Rome et à Athènes les autorités chargées de l'organisation de spectacles publics achetaient les œuvres originales pour les faire représenter. L'auteur transférait ainsi tous les droits qui lui appartenaient (cf. Stolfi, n° 225).

(9) Pour illustrer, par un exemple célèbre, la conception romaine il suffit de se rapporter à la fameuse controverse, qui s'était élevée entre les Sabinien et les Proculien au sujet d'une peinture exécutée sur une planche sans le consentement de son propriétaire.

4. — Conclusion.

L'antiquité, donc, y compris même les temps que gouvernaient le droit romain, constitue la première période, « celle où l'on ne conçoit pas qu'il puisse y avoir un droit sur cette chose fluide que qu'est la pensée » (Borchgrave).

Le silence observé par les sources laisse supposer que les Grecs et les Romains n'ont pas pensé à accorder aux œuvres du génie une protection juridique si faible fût-elle. Et cette conclusion s'impose d'autant plus « que ce n'est pas le manuscrit — *corpus mechanicum* — mais bien l'idée à laquelle on a donné un corps et une forme, qui est l'objet du droit de l'auteur. C'est là, sans contredit, une conception trop moderne, pour qu'on puisse l'attribuer au droit romain » (Stolfi).

En résumé, le droit d'auteur était complètement ignoré par le droit romain. « Il n'en semble pas moins, aujourd'hui, de la démenche, qu'en des jours productifs d'un droit qui si longtemps a régi le monde et dont l'influence a persisté puissamment jusque dans le droit moderne, la pensée humaine ait pu apparaître comme ne pouvant devenir l'objet d'un droit et cependant il en fut ainsi » (Borchgrave) (10).

(10) Malapert, op. cit., p. 14 « ...Le droit exclusif de reproduction n'était accordé qu'aux éditeurs ; les auteurs n'en jouissaient pas... ; l'éditeur fixait le prix auquel il entendait vendre ses livres. » ;...

L'écrivain dont nous avons reproduit le passage ci-dessus arrive donc à constater que même dans son système l'auteur n'était point le titulaire d'un droit quelconque.

SECTION II. — *Moyen âge*

5. — Jusqu'à la diffusion de l'Imprimerie.

Les événements historiques, après la chute de l'Empire romain, ont entraîné le monde laïque loin des spéculations de l'esprit. Les lettres, les sciences, les arts ont traversé pendant des siècles une période léthargique. « Homère, Virgile, Démosthène, Cicéron, loin de trouver des copistes, s'effacèrent sous le grattoir et la surcharge du palimpsestes » (V. Gastambide).

En effet, le bruit des armes n'était pas la meilleure atmosphère pour l'épanouissement des œuvres de l'esprit. Le travail de l'écrivain et de l'artiste n'était plus dans la note du temps. Toute force positive cherchait ailleurs un emploi.

Ceci dit, il ne faut pas, tout de même, qualifier le moyen âge de période des ténèbres (ou « marasme »). Des travaux récents ont mis en lumière que de grands esprits, durant ces siècles, ont consacré leur vie à des spéculations abstraites, d'un ordre purement intellectuel. Mais — et ce fait il faut le souligner — c'est grâce, surtout, à l'Eglise et à sa discipline que les œuvres de l'antiquité ont pu survivre aux événements peu favorables, qui se sont répétés pendant de longues années.

La grande masse de la société ne s'intéressait plus aux œuvres du passé lointain ; elle n'aurait d'ailleurs pu les apprécier, car elle ne les comprenait plus.

Ce sont les cloîtres qui recueillirent les lettres, les arts et les sciences. Là, à l'abri de toute préoccupation immédiate, ceux qui avaient fait vœu de pauvreté et d'oubli du monde extérieur par leur labeur continu, ont réussi à nous transmettre le témoignage d'une civilisation du passé. En effet, depuis l'abolition de l'esclavage, les copistes — car la copie, à la main, restait le seul moyen connu pour la multiplication des œuvres du génie — recrutés parmi les moines sont les seuls cadres organisés, susceptibles d'un travail de conservation et, par suite, d'une œuvre de diffusion (11).

« Il faut arriver aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles pour voir exhumer par des mains intelligentes et pieuses ces belles œuvres de l'antiquité, si longtemps ensevelies dans les ombres du moyen âge. » Et ici il ne faut pas passer sous silence les services rendus au monde civilisé par les premiers humanistes. C'est grâce au pouvoir des princes et des rois, qui, après des événements favorables, étaient arrivés à reconstituer leur autorité sur une bonne partie de l'Europe, que les spéculations du génie — et maintes

(11) « A l'exemple des romains il y a eu en France des hommes qui se sont dévoués à copier et à débiter les différentes productions des auteurs, soit de l'antiquité, soit du siècle dans lequel ils ont vécu. (Séguier, *Compte rendu au Parlement*, v. *infra* n° 47.

Renouard, p. 18, cite les abbayes plus importantes et leur richesse en manuscrits et copistes.

Malapert, *op. cit.*, & 4 : « Les renseignements manquent surtout sur les scribes organisés en corporation, (qui selon M. Malapert ont certainement existé) car nous savons que dans certaines grandes abbayes on avait des ateliers de copistes, mais je n'oserais prétendre que ces hommes ont eu le caractère d'officiers publics. Les premières indications que nous avons sur les copistes, engagés dans une corporation, sont de l'année 1275. Elles nous montrent que les libraires vivaient sous l'autorité et la protection de l'Université de Paris.

fois grâce à leurs instigations personnelles — ont franchi les murs des corps religieux. Les arts, les lettres, les sciences quittent leurs « paisibles retraites » pour trouver asile dans des institutions vouées à leur progrès. L'Université et les autres écoles s'ouvrent et progressent sous la directe surveillance du pouvoir absolu des princes. Petit à petit, pour faire face aux exigences d'un certain nombre de disciples, sous le contrôle de l'Université, prend naissance le corps des libraires. Le nombre des libraires-imprimeurs était fixé également par l'Université. elle veillait à la correction des textes, et, par ses permissions d'impression, établissait les prix de vente. Naturellement la librairie était encore grevée de l'état primitif des moyens de reproduction, car la copie à la main demeurait longue à faire et fort coûteuse. Mais les princes manifestèrent, dès le début, leur sollicitude vis-à-vis de leur « fille aînée » — l'Université — par des franchises et privilèges qu'ils accordèrent à la librairie, corporation considérée comme partie intégrante de l'Université (12).

(12) Malapert, *op. cit.* p. 15-17. « Sous la protection de l'Université il y avait tout un personnel de subordonnés ou suppôts, *suppositi*... La corporation des libraires composée de 24 libraires, 2 scribes, 2 enlumineurs, 2 relieurs, 2 parcheminiers, était une annexe de l'Université qui se réservait sur elle un droit supérieur de juridiction. L'Université fixait à l'origine les prix dans ses lettres de privilèges. L'usage s'est conservé jusqu'au début du XVIII^e siècle. »

Ce qu'il faut en retenir d'après Malapert, c'est qu'aucune édition ne pouvait être faite sans qu'une permission eut été donnée. L'auteur cité voit dans ces précautions quelques garanties contre les contrefaçons prohibées, au moins par l'usage. Il insiste sur l'intervention des quatre libraires jurés chargés de la police de leur industrie, car les faits relatifs à la concurrence commerciale (ou à la propriété littéraire) étaient les plus importants pour les marchands et c'est ce qui, à son avis, justifiait leur intervention.

6. — Inexistence du droit d'auteur, au moyen âge.

Moins que jamais il ne peut être ici question d'un droit de l'auteur sur son œuvre. Les raisons restent à peu près les mêmes que pour l'antiquité. La meilleure organisation de la librairie n'avait pas encore mis en relief le contenu économique du droit de l'auteur.

Les esprits sont dominés par les conceptions des juristes romains. Le droit incorporel, conséquence de la création d'une œuvre, distinct du droit qui porte sur le « *corpus mechanicum* », n'est pas encore à chercher en ces temps de l'histoire. En effet, l'attention était dirigée vers les œuvres de l'antiquité et moins vers celles des auteurs contemporains, et en même temps il ne faut point ignorer que les esprits qui se vouaient au travail intellectuel étaient généralement dans l'enceinte des couvents. Ces auteurs s'effaçaient devant leur œuvre, qui dans la plupart des cas ne porte aucune mention d'auteur. On a prétendu également, à ce sujet, « que la plupart de ces écrits sont l'œuvre collective de toute une communauté et résument pour ainsi dire les idées enseignées par elles » (Thulliez, op. cit. par. 2). Affirmation qui ne peut que souligner le fait que nous sommes loin de circonstances favorables pour la reconnaissance et la réglementation positive d'un droit de l'auteur. Personne, à cette époque, ne peut songer à un droit exclusif de reproduction. D'ailleurs le contrôle eût été vain puisque « le travail du copiste était presque clandestin » (13).

(13) Dans les statuts que l'Université de Paris donna au corps des libraires aux XIII^e et XIV^e siècles, on voit que les

Les auteurs comme pour l'antiquité trouvaient des récompenses d'une autre nature que des récompenses matérielles. D'après une étude récente « la liberté de créer et de publier, le droit à la paternité de l'œuvre, ont suivi, à travers l'histoire, le même sort que le concept de la liberté individuelle. C'est pourquoi l'histoire du droit moral pendant le moyen âge est inexistante » (14).

En conclusion, nous devons constater que cette période non plus ne reconnaît que la pensée puisse devenir l'objet d'un droit.

libraires ne pouvaient refuser de louer leurs livres, soit pour être lus, soit pour être *copiés*, ce qui prouve que le droit de copie n'avait rien d'exclusif et appartenait à tous. Statuts de 1323.

(14) Nouaros, op. cit. p. 12 ; dans le même sens, Ga-brillac, op. cit. p. 16 et s. ; V. contre, Thulliez, op. cit. p. 180.

CHAPITRE II

BREF APERÇU HISTORIQUE DE LA LIBRAIRIE DEPUIS L'INVENTION DE GUTENBERG ET JUSQU'A LA VEILLE DE LA LÉGISLATION MODERNE

7. — Diffusion de l'Imprimerie. Les premiers établissements typographiques en France.

Au xv^e siècle, Gutenberg — secondé par Fust et Schoeffer — grâce aux perfectionnements qu'ils arrivent à mettre au point, donnent un grand essor à la typographie. On attribue souvent la découverte de l'imprimerie à Gutenberg, mais elle était connue bien avant sa naissance. Ce qui est incontestable c'est le service qu'il a rendu à la diffusion de l'imprimerie.

Les perfectionnements des moyens de production correspondent à la période de renaissance des études classiques. Les difficultés techniques vaincues, des aspects inconnus viennent compléter notre question.

En effet, les nouvelles conditions matérielles permettent la reproduction des œuvres de l'esprit en plus grand nombre, avec moins de frais et dans des conditions meilleures,

C'est le moment, pour que les ouvrages, qui pendant des siècles sont restés enfermés et inconnus, franchissent les limites de leur cercle étroit de diffusion. Les gouvernements des différents Etats ne tardèrent pas à se rendre compte de toutes les conséquences de la diffusion de cette découverte. Aussi facilitèrent-ils, à l'origine, par tous les moyens, la création d'établissements typographiques.

La première imprimerie qui ait existé à Paris a été établie à la demande de deux savants docteurs de la Sorbonne — Guillaume Fichet et Jean Heylin de Bâle, dit Jean de la Pierre — en 1469 par Ulric Gering, natif de Constance, accompagné par Martin Grantz et Michel Friburger. L'imprimerie commence son activité en 1470, à la Sorbonne. Une deuxième date de 1473, fondée par deux autres Allemands, Pierre Caesaris et J. Stoll. Les dernières années du xv^e siècle connaissent l'augmentation du nombre des imprimeries, c'est ainsi que le nombre des établissements typographiques à la mort de Ulrich Gering — en 1510 — était de 50 (V. Renouard, p. 27).

« Les imprimeurs, succédant aux copistes, se trouvèrent d'abord, comme l'avaient été ceux-ci, libres de reproduire tels manuscrits que bon leur semblait ; mais cette liberté n'existait pour les copistes que parce qu'elle était inaperçue ; elle ne ressemblait en rien à la liberté telle que nous la comprenons aujourd'hui et qui est due au sentiment réfléchi du droit de chacun à publier ce qu'il pense. Quand se manifesta la puissance de l'imprimerie, les entraves naquirent pour la police de cet art nouveau » (V. Renouard, p. 27).

L'imprimerie trouva en Louis XI un protecteur (1).

Sous Louis XII elle demeure encore libre (2).

Mais le temps étaient plus forts que la volonté des souverains. Il n'était pas possible que l'on se renfermât longtemps dans cette modération. En effet, la Réforme avait précipité les événements. « Il a été — comme le disait Renouard — dans la destinée de l'imprimerie d'apparaître dans le monde à l'époque où la Réforme ébranlait le genre humain... »

François I^{er}, animé des meilleurs sentiments envers les lettres et les savants, a dû renoncer à ses velléités de tolérance, vaincu par l'ardeur des poursuites du clergé et du parlement. « Laisser tranquillement exposer dans les livres les doctrines que l'on poursuivrait jusque dans les plus intimes replis de la pensée, c'eût été plus qu'une inconséquence, c'était une impossibilité. » D'ailleurs, « la constitution intérieure de la société n'était pas plus compatible que les passions générales, avec un régime libre » (Renouard).

(1) Par lettres-patentes du 14 février 1474, il accorde aux premiers imprimeurs établis à Paris « le droit de transmettre leurs biens et d'en disposer tout ainsi que si eux ou leurs hoirs étaient natifs du royaume. »

Cf. Renouard, op. cit t. I., p. 26.

Louis XI renonce par cette décision à son droit d'aubaine.

(2) Ce prince confirma et étendit, par une Déclaration du 9 avril 1513, les immunités acquises aux libraires. Il parle avec admiration de l'imprimerie et de ses bienfaits. Cf. Renouard, op. cit. p. 28.

8. — L'organisation intérieure de la librairie française, depuis son origine et jusqu'aux Statuts de 1618.

Nous avons signalé, plus haut, qu'avant la diffusion de l'imprimerie il y avait, en France, des copistes religieux et laïques. De même des personnes qui s'occupaient à débiter les exemplaires ainsi reproduits. « Ils formaient, dans le temps les plus reculés, une communauté ou corps composé de gens dont les fonctions étaient différentes. Il réunissait les écrivains, les parcheminiers, les relieurs, les enlumineurs et les libraires » (3).

Quand l'Université de Paris fut fondée, cette communauté entra sous son contrôle direct (4).

Dès l'année 1275, l'Université avait donné un règlement concernant la communauté de la librairie ; on peut citer d'autres règlements anciens, de 1316, 1323, 1342 et 1403.

« Ce corps existait ainsi assez informe d'ailleurs, pourvu de membres d'une qualité peu définie, dont on n'aurait exactement pu dire s'ils étaient des savants ou des commerçants. C'est pourquoi il n'existait point, comme dans tant de métiers, une corporation de libraires » (Falk, p. 8). Renouard, faisant allusion au même trait qui caractérisait le

(3) Cf. Séguier, *Compte rendu au parlement* (cité par Falk, *op. cit.* p. 6).

V. aussi, Renouard ; p. 18, *op. cit.* t. 1

(4) Sur l'organisation de la librairie, consulter Malapert, *op. cit.* p. 15 ; et Renouard, *op. cit.* t. 1, p. 18 et suiv.

On appelait libraires-jurés, ceux qui prêtaient serment entre les mains du Recteur de l'Université et qui étaient chargés de la police de leur industrie. Cf. *Ibid.*, p. 19.

corps de la librairie, nous dit : « ... il avait le pas sur le corps des marchands, au nombre desquels ses membres n'étaient point classés ». Les imprimeurs prirent d'abord la place, dans la société, que les copistes y tenaient. La diffusion de l'imprimerie, tout en rénovant l'industrie du livre, retarda cependant la réglementation corporative proprement dite. « La plupart des imprimeurs devinrent libraires sans cesser de demeurer imprimeurs ; et ces mi-commerçants mi-savants furent, en tant que libraires, assimilés à des marchands, en tant qu'imprimeurs, assimilés à des artistes. » Les professions se scindèrent dans la suite, avec l'activité croissante que l'essor des lettres donna bientôt à chacune d'elles ; mais avant cette scission, un lien déjà s'était créé entre elles, qu'on trouve au moyen âge unissant presque tous les corps de métiers, parallèlement à l'organisation corporative. Ce lien apparut, dès l'année 1492, sous la forme de la confrérie. La foi ébaucha l'œuvre que compléta la royauté. L'association était largement ouverte à tous ceux dont la profession se rattachait à l'industrie du livre (Cf. Falk, p. 8 et 9).

Mais, quoique le xv^e siècle fut « l'âge d'or des confréries » les tendances séparatistes se firent jour. Le progrès de l'industrie était menacé ; pour écarter ce danger, les libraires et les imprimeurs sollicitèrent, de l'autorité royale, une réglementation corporative. Une commission, composée de libraires et imprimeurs, rédigea des statuts qui, par lettres-patentes du 1^{er} juin 1618, furent approuvés, et enregistrés le 9 juillet de la même année (5).

(5) V. Renouard, o. c. t. 1., p. 50 et s. Cf. aussi H. Falk, o. c. p. 10.

9. — L'évolution de la librairie, aux xvii^e et xviii^e siècles.

L'œuvre principale de ces lettres-patentes fut l'organisation de la communauté de la librairie, avec sa chambre syndicale.

Pour quelque temps les dissensions se calmèrent, mais la présence de trois professions « connexes mais différentes » n'était pas de bon augure pour l'avenir. Des plaintes s'élevèrent et comme conséquence nous avons l'édit du Roi du 7 septembre 1686 ; cet édit créa une communauté spéciale pour les relieurs et les doreurs. Par suite, entre imprimeurs et libraires, une lutte continue s'instaura ; le nombre des imprimeurs, le nombre des voix dans les élections, l'apprentissage imposé aux fils d'imprimeurs dans la librairie, etc., furent autant de sujets de suppliques au Roi ; la royauté a su toujours tirer le bon parti de ces dissensions de ses sujets.

En 1723, la lutte se calme, peu à peu, avec le Règlement général sur la librairie, car « les dissensions entre libraires et imprimeurs firent place aux dissensions entre libraires et libraires ». En effet, une longue querelle opposera les libraires de Paris à ceux de province, au sujet de la durée et de la nature des « privilèges en librairie ».

Mais le mal venait aussi de la législation du royaume. Règlements, arrêts, ordonnances sans nombre rendaient la profession et ses prérogatives extrêmement instables. L'autorité royale par ses interventions, loin de simplifier les choses, les compliquait davantage. « Elle trouve à cette complication un profit moral et pécuniaire ; du milieu de ce

labyrinthe on a sans cesse recours à elle et chaque faveur ne s'accorde pas sans quelque tribut de celui qui l'obtient. »

Et, pour compléter l'image de la librairie, de ces temps lointains, il faut faire ici mention d'une organisation officieuse — si on peut dire ainsi — de la librairie, à savoir l'organisation des étaleurs et colporteurs de livres (6) ; auxiliaires des libraires au début, ils ne tardèrent pas de devenir leurs concurrents. Ils faisaient leur commerce le long des ponts et même en dehors du quartier de l'Université — où ce commerce avait été, dès l'origine, confiné. Leur activité était dangereuse pour les libraires en première ligne, par leur concurrence, mais aussi pour l'ordre public, car ils n'hésitaient pas à répandre des ouvrages illicites. On chercha à les supprimer, mais malgré tout ils n'en subsistèrent pas moins ; et on trouvera trace de leur activité dans tous les mémoires des libraires de Paris — qui signalent cette concurrence et s'en plaignent — jusqu'à la fin de l'ancien régime (7).

10. — Le régime de la librairie. — Son organisation extérieure. — Les permissions d'impression.

Après avoir tracé rapidement l'organisation intérieure de la communauté des libraires et inpri-

(6) V. pour plus de détails : H. Falk, op. cit. p. 18 et s.

(7) V. pour la concurrence des colporteurs l'ouvrage de MM. Laboulaye et Guiffrey, pp. 113-115. Pour remédier au mal, les libraires proposent d'organiser eux-mêmes un service de colporteurs.

meurs, quelques indications sur son régime, sur son organisation extérieure, ne sont pas superflues.

La librairie — nous désignons par ce mot la communauté des libraires et des imprimeurs — était soumise, quant à sa législation, à l'autorité royale — qui statuait en vertu de son pouvoir absolu — et au Parlement — chargé du droit de police générale. Ce droit du Parlement fut au fur et à mesure que l'autorité royale concentrait tout le pouvoir entre ses mains réduit par la suite.

Nous avons dit plus haut que le régime appliqué à la librairie sous Louis XI et Louis XII était des plus libéraux. Mais la censure est née sous François I^{er}, et on a vu pourquoi. Cette institution restrictive, avant qu'elle ne prenne place dans la législation du royaume, « s'était déjà introduite par l'usage ». L'autorité royale, animée d'un légitime esprit de prudence et d'une sollicitude éclairée, instaura pour la librairie le régime de la « permission d'impression ». Aucun livre ne pouvait plus être imprimé, avant qu'il eût été vu et approuvé par l'administration (8).

Les registres de l'Université nous ont gardé le souvenir de la première ordonnance qui ait institué en France formellement la censure, à la date du 13 juin 1521, en interdisant aux libraires et aux imprimeurs de « rien vendre sans l'autorisation de l'Université ou de la Faculté de Théologie et sans visite préalable ». Le Parlement, « soucieux de ses prérogatives », par un arrêt du 5 février 1525, édicte les mêmes défenses (9).

(8) La nécessité d'une approbation (préalable) avant l'impression, apparaît pour la première fois sous la forme d'une loi générale dans une bulle de Léon X du 4 mai 1515.

(9) Cf. Falk, *op. cit.* p. 26. Cf. Renouard, p. 35 et suiv. T. 1, *op. cit.*

11. — La concentration des pouvoirs aux mains de la royauté et ses conséquences dans notre matière.

L'Université et la Faculté de Théologie furent, historiquement parlant, les premières à délivrer des autorisations. La royauté en 1521 leur délégua officiellement des prérogatives qu'elles exerçaient en réalité depuis longtemps. C'est par ce moyen que ces deux institutions veillaient à la correction des ouvrages et réglementaient en même temps les prix.

« Cette approbation, simple permission d'imprimer, ne contenait aucun germe d'exclusivité. C'était, suivant l'expression de Flourens, l'attestation donnée par l'autorité compétente que le livre ne contenait rien de contraire à la foi ou à la sûreté de l'Etat. »

Nous sommes dans la deuxième moitié du xvi^e siècle. La concentration des pouvoirs entre les mains du roi est de plus en plus accentuée. Des lettres-patentes, du 10 septembre 1563, coupent court à toute velléité de censure, en défendant « d'imprimer aucun livre, sans permission du Roi, sous peine d'être pendu ou étranglé ». Le Parlement, qui avait exercé, à l'origine, concurremment avec l'autorité royale, le droit d'autoriser l'impression et la publication des livres, cesse donc, en 1563, son activité en matière de censure préalable, de même que l'Université et la Faculté de Théologie. Ces deux dernières institutions renouvellent, jusqu'à la fin de l'ancien régime, leur prétention de délivrer des permissions. Mais on verra plus tard que toutes leurs

prérogatives, sur ce sujet, se réduisaient au droit d'autoriser les livres de classes et à conférer quelques distinctions honorifiques (cf. Renouard, p. 141). Les lettres-patentes de 1563 furent renouvelées — quant aux défenses — par l'ordonnance de Moulins, de février 1566, et confirmées encore en 1570, 1571, 1586, et plus tard (10).

Le Parlement, comme nous venons de le voir, a perdu son droit à la censure préalable, mais a gardé celui d'exercer le même pouvoir sur les livres une fois parus. Cette prérogative avait sa base dans son droit de police générale. Jamais l'autorité royale n'a cherché à lui enlever entièrement ce droit.

Suivant la même évolution centralisatrice, la royauté institue en 1624 plusieurs censeurs royaux (11).

La Faculté de Théologie, qui ne s'était pas ré-

(10) Par l'article 78, cette ordonnance confond les privilèges et les permissions. Renouard l'a remarqué à juste titre en disant : « Les approbations et les privilèges quoique nés en même temps et souvent confondus ensemble dans l'usage et même par la *législation*, n'ont cependant ni une même origine ni une même histoire. (t. 1, p. 31).

L'Edit de Nantes, d'avril 1598, par son article 21 permet l'impression et la vente des livres de religion réformée dans les villes et lieux où l'exercice public de cette religion est permis (Cf. Renouard op. cit. t. 1, p. 50).

(11) Leur création remonte à un arrêt du 22 mars 1624. L'Université s'est sentie atteinte par cette nouvelle création. mais elle ne réussit pas à obtenir le retrait de l'Edit ; on se contenta de lui dire que l'on demanderait toujours l'approbation des docteurs, celle des censeurs ne venant que comme une sorte de confirmation.

Cette innovation mit, pour un temps, l'Université d'accord avec les libraires et les imprimeurs qui se plaignent fort de cet état de choses. (Consulter pour les censeurs royaux : — la lettre de Sartine au chancelier, reproduite par Malapert, op. cit. p. 58 et suiv. ; — le règlement de 1723, reproduit par Laboulaye et Guiffrey, p. 1 et suiv.).

signée encore après l'échec de 1563, fit au roi — comme c'était l'habitude — « de très respectueuses et très vives remontrances ». Les censeurs furent choisis d'abord parmi les membres de la Faculté des Lettres de Paris. Par suite de l'intervention de la Faculté de Théologie, les quatre censeurs résignèrent leurs fonctions, solennellement, en pleine assemblée de la Sorbonne.

Cependant ils furent rétablis, par ordonnance royale en 1649 (15 juin) ; la Faculté de Théologie conserva le droit d'exercer la censure concurremment avec eux ; cette dernière prérogative lui fut retirée en 1653, obtenant en compensation une satisfaction d'ordre moral ; les censeurs étaient choisis parmi les docteurs en théologie (12).

Les censeurs étaient désignés par le Chancelier, personnage sur lequel le roi s'était déchargé de la surveillance de la librairie. Mais toujours au xvi^e siècle, le Chancelier, à son tour, confia le soin de diriger les affaires de la librairie à un fonctionnaire spécial : le directeur de la librairie (13).

Le Parlement, privé de la censure préalable, garde toujours la censure sur les livres une fois pu-

(12) C'est vers la même époque qu'a été fondée l'Académie Française. Comme l'écrivait Renouard... « mettre la littérature sous la main de l'autorité royale par la censure, se l'attacher par les caresses et les faveurs »... Mais il ajoute tout de suite : « ...on expliquerait mal cette pensée si l'on y voyait un pur amour de despotisme. Il s'y mêlait de la bienveillance pour les lettres ». (Cf. Renouard, p. 63 et s.).

V. aussi Ibid. p. 60 et s. et H. Falk, p. 29 et s.

(13) Personnage qui selon Brunetière (cité par Falk) veillait sur : « les plus minces détails de la surveillance administrative et les plus grands intérêts de la littérature ».

Le nombre des censeurs royaux s'accrût chaque année. En 1741 leur nombre s'élevait à 69, en 1751 à 82, en 1763 à 121, etc...

bliés. Naturellement il y a eu des cas où le Parlement par son pouvoir annulait un acte de l'autorité royale. Mais ces annulations étaient presque nécessaires ; elles étaient la sauvegarde du prestige royal, car « une simple inattention d'un censeur conduisait parfois à autoriser l'impression d'un livre destiné à faire scandale public. L'autorité royale ne pouvait despotiquement retirer une permission qu'elle venait d'octroyer ; il eût, au surplus, fallu rembourser le montant des taxes acquittées lors de l'obtention de la permission ou du privilège. Le Parlement survenait à propos, qui censurait et supprimait le livre, en vertu de son droit de justice répressive, et sans indemnité pour l'éditeur, heureux lui-même s'il n'encourait aucune peine corporelle ou pécuniaire » (Falk). A la vérité au cours des temps le Parlement usa de ce droit plutôt pour faire échec à l'autorité royale que dans le dessein de la servir. L. de Malesherbes, dans son second mémoire sur la librairie, signale « l'indécence » de cette pratique, qui lui semble cependant justifiée dans l'état actuel des règlements.

12. — Les sanctions du régime de la librairie et les organes qui les appliquaient.

L'autorité royale et le Parlement se partageaient le pouvoir de censure. La censure préalable était de la compétence exclusive de l'autorité royale ; elle partageait, avec le Parlement — lui abandonnant presque entièrement — l'exercice de la censure postérieure à la publication du livre.

L'ordre de l'Etat, les intérêts de la religion et les droits des particuliers étaient assurés par des peines extrêmement sévères.

Le fouet, la prison, le bannissement et la mort sont largement distribués dans toutes les ordonnances de l'exécutif (14).

Mais la cruauté de la législation — comme le remarque si justement Renouard — a été anticipée par celle de la jurisprudence (15).

Au xvii^e siècle, l'emprisonnement remplaça la peine de mort. C'est le règlement de 1681 qui parle, pour la première fois, de la « confiscation de corps ».

Le xviii^e siècle consacre comme peines : la confiscation des livres, comme peine générale, et l'amende, comme peine accessoire.

Cependant M. Falk signale l'existence d'une ordonnance, de 1757, qui porte la peine de mort contre ceux qui attaqueront la religion.

Pour les libraires insoumis il faut encore signaler la peine du carcan « aussi pénible quoique généralement beaucoup plus courte que la mise à la Bastille » et en cas de récidive la peine des galères « sans remise et pour cinq ans », prescrites par une ordonnance du 10 mai 1728 (16).

(14) En 1534, François 1^{er} punissait de la hart ceux qui imprimaient sans autorisation préalable.

Les édits des 11 déc. 1547, 24 juil. 1557, 17 janv. 1561, 10 déc. 1563, punissaient de mort les imprimeurs qui publieraient un livre sans l'autorisation de la Faculté de Théologie. Cf. Renouard, op. cit. T. I., p. 47.

(15) Etienne Polliot, en 1545, fut mis sur le bûcher des livres qu'il avait fait venir.

— Le 3 août 1546, le libraire Etienne Dolet fut brûlé, place Maubert, pour son obstination en l'hérésie de Calvin.

— Macé-Moreau gravit le bûcher, pour le même crime, à Troyes en 1546.

Cf. Renouard, ibid. p. 40 et suiv.

(16) Renouard, op. cit. p. 88, nous dit de cette ordonnance :

« Quoique cette législation confirme la législation antérieure dans tous les points auxquels elle ne déroge pas et

Le Parlement édictait seul et jusqu'à la fin de l'ancien régime, la peine de « publica combustio ».

Le Parlement et le Conseil du roi souvent se contentaient de supprimer un ouvrage, c'est-à-dire d'en proscrire la vente ou la distribution ; dès lors l'auteur, même lorsqu'il avait signé, n'était pas mis en cause (cf. Falk, op. cit., p. 45).

Mais avant d'en finir avec la question des organes répressifs nous signalerons le rôle joué, dans cette matière, par le lieutenant-général de police.

Sa compétence comprenait les infractions secondaires aux règlements et les atteintes légères à l'ordre public et aux droits des particuliers.

Les ordonnances du lieutenant-général de police étaient portées à la connaissance des intéressés soit par placards, soit par l'intermédiaire de la chambre syndicale. Un trait fort important, c'est le pouvoir discrétionnaire dont jouissait ce haut fonctionnaire, d'appliquer n'importe quelle peine pour sanctionner ses ordonnances ou ses jugements.

Le contrôle de la librairie était assuré par deux organes auxiliaires : l'inspection de la librairie — organe administratif — et la chambre syndicale de la librairie — organe représentatif que la communauté s'était donné à elle-même en 1618 ; ces institutions d'ordre administratif ont pour mission de découvrir les infractions aux règlements et de les soumettre aux autorités compétentes.

La chambre syndicale avait comme organes

quoiqu'elle prononce des pénalités sévères... on lui a néanmoins attribué le mérite d'avoir adouci la législation existante et d'y avoir notamment dérogé en ne parlant plus de la peine capitale.

Cette loi a été en vigueur jusqu'en 1789.

exécutif le syndic et ses quatre adjoints. Ils faisaient des visites dans les ateliers ; mais, d'après les renseignements qui nous sont parvenus, ils s'acquittaient assez mal de leur mission. La chambre syndicale mettait plus de diligence — « ne pouvant faire autrement » — quant au soin de transmettre aux libraires les arrêts et les ordonnances. Parmi les nombreuses attributions de cet organe professionnel, on peut faire mention de celle de tenir un registre, de tous les privilèges et de toutes les permissions d'impression ; de même de celle de contrôler tous les ouvrages qui venaient, à Paris, de dehors (les livres passaient d'abord dans les bureaux de la douane).

D'après les témoignages qu'on peut recueillir soit dans les mémoires du XVIII^e siècle, soit dans les ouvrages publiés plus tard se rapportant au régime de la librairie de ces temps, on constate facilement que les syndics et les adjoints, qui se sont succédés, ont rempli leurs charges avec certaines approximations ; des personnages compétents n'hésitent pas à dénoncer leur manque de sollicitude, et même leur négligence.

Mais, comme on l'a déjà dit plus haut, leur tâche était rendue épineuse par l'extrême complication et l'inhumaine sévérité des règlements.

13. — Les tempéraments apportés au régime de la librairie.

De très bonne heure, en France, on avait institué le régime de l'autorisation préalable. On a passé en revue les autorités chargées de délivrer ces permissions d'impression, on a, de même, signalé les

sanctions édictées dans cette matière, il nous reste à mentionner les tempéraments apportés par les usages.

Le Parlement, l'Université et le Lieutenant-général de police ont gardé le droit de délivrer des autorisations, permissions spéciales, pour l'impression de textes législatifs ou judiciaires, livres de classes, brochures de moins de deux feuilles et affiches. Étaient assimilés aux brochures, les journaux et les nouvelles à la main. Enfin, les mémoires contresignés par un avocat inscrit au tableau ou par un procureur étaient exempts de toute permission (cf. H. Falk, *op. cit.*, p. 57).

Mais, en dehors des permissions d'impression, des permissions spéciales, l'ancien régime connaissait aussi les permissions tacites et clandestines.

Sur l'origine et le développement de ces permissions tacites, Lamoignon de Malesherbes nous fournit, dans son V^e mémoire sur la librairie, d'utiles indications (17).

« Depuis que le goût — dit-il — d'imprimer sur toutes sortes de sujets est devenu plus général et que les particuliers, surtout les hommes puissants, sont aussi devenus plus délicats sur les allu-

(17) En 1759, L. de Malesherbes, chargé de la direction de la Librairie depuis 1750, composa à la sollicitation du Dauphin, fils de Louis XV, cinq mémoires.

On trouve des renseignements très utiles sur l'état de la presse de cette époque. L'auteur de ces mémoires signale les réformes nécessaires à apporter aux règlements qui gouvernaient la librairie. Il souligne quelques dispositions injustes, parmi lesquelles celle interdisant, aux auteurs, de vendre eux-mêmes leurs ouvrages.

En 1788 encore Malesherbes publie un autre mémoire, sur la liberté de la presse. (Cf. Renouard, *op. cit.* T. I, p. 95 et suiv.).

sions, il s'est trouvé des circonstances où l'on n'a osé autoriser publiquement un livre, et où cependant on a senti qu'il ne serait pas possible de le défendre. C'est ce qui a donné lieu aux premières permissions tacites... elles se sont multipliées au point d'être devenues aujourd'hui aussi communes que les permissions publiques... Il n'était pas juste non plus que le libraire de bonne foi qui venait de faire sa confession au magistrat fût privé du gain qu'un fraudeur eût fait sur le même livre, et l'intérêt du commerce ne permettait pas, non plus, qu'on laissât tous les jours les libraires étrangers s'enrichir par le débit de ces livres, au préjudice des libraires français. »

Quant à l'origine de cet usage, Malesherbes écrit dans son « Mémoire sur la liberté de presse » (p. 310) : « Je ne sais, avec certitude, dans quel temps l'usage s'en est établi ; il était depuis longtemps quand je fus chargé de la librairie... Je crois qu'elles (les permissions tacites) ont commencé à peu près dans le temps de la mort de Louis XIV... »

Les permissions tacites, ainsi que les permissions publiques, n'étaient délivrées que sur le rapport d'un censeur. « Il n'y a donc — ajoute Malesherbes — de différence entre ces permissions illégales et les autres, qu'en ce qu'elles ne passent pas au sceau et que le public ne voit pas le nom du censeur... » Il trouve cet usage curieux et propose qu'on modifie les règlements qui ordonnent que la permission et l'approbation soient imprimées. En conclusion, il qualifie ces permissions d' « assurances d'impunité ».

Ces permissions, illégales, car aucun texte ne les instituait, bien mieux, la loi les condamnait,

ont été accordées pendant tout le xviii^e siècle ; elles ne sont même pas « destituées de toute forme », car mention était faite, de leur délivrance, sur un registre déposé à la chambre syndicale et entre les mains du lieutenant-général de police.

Mais les usages avaient consacré un autre moyen, encore, de transgresser les règlements « sous l'œil bienveillant de ceux qui étaient chargés de les appliquer et même de celui qui les avait rendus » ; l'ouvrage était imprimé en France, mais avec indication d'un lieu d'édition étranger ; on le présentait comme tel au Garde des sceaux et on lui demandait alors la permission de le débiter. De ces permissions, on tenait compte, car il était tenu registre ».

Le 30 août 1777, six arrêts importants interviennent dans notre matière ; quatre concernent tout spécialement l'organisation de la librairie ; en vertu de cette nouvelle législation deux ventes publiques sont établies à la chambre syndicale de Paris, pour les fonds et parties de fonds, les privilèges et parties de privilèges. Un de ces arrêts réglait les chambres syndicales et portait sur l'élection des officiers, leurs attributions et leurs droits de visite et de police. Un autre concernait la discipline imposée aux compagnons imprimeurs et réglait les formalités à observer pour la réception des imprimeurs et des libraires (V. Renouard, o. c., t. I, p. 101 et suiv.).

Voilà donc le régime de la librairie, tel qu'il a fonctionné jusqu'à la veille de la Révolution, avec ses rigueurs et ses tempéraments. Et, en guise de conclusion, nous citons une phrase de Brunetière

— rapportée à la page 62 de l'ouvrage de M. Falk :
« On sait, dit Brunetière, que les lois étaient sévères, inhumaines, attardées, comme qui dirait de deux ou trois cents ans sur l'esprit du siècle ; on ne sait pas ce que la douceur des mœurs administratives apportait de tempérament à la rigueur des lois. »

CHAPITRE III

LES PRIVILÈGES EN LIBRAIRIE

SECTION I. — *Origine*

14. — Les raisons de cette institution.

Nous avons signalé le nombre croissant des imprimeries au xv^e siècle et au début du xvi^e. De même avons-nous fait une description rapide du régime des permissions préalables, mesure de prudence de la part de l'autorité. Nous abordons maintenant une autre institution, qui a eu — par la suite — un rôle fort important pour le développement d'un droit propre en faveur de l'auteur d'une œuvre du génie, droit connu généralement sous le nom de « droit d'auteur », ou encore « droit de propriété littéraire et artistique ».

En effet, avec la croissance du nombre des imprimeurs, un nouvel élément apparut, avec lequel les propriétaires d'établissements typographiques devaient compter, c'est la concurrence. Le nombre des livres à imprimer n'était pas illimité, le cercle des lecteurs était réduit ; et ses préférences s'orientaient sur un choix assez limité. Les imprimeurs voyaient leurs établissements menacés par la mévente. A la fin du xv^e et au commencement du xvi^e siècles, une imprimerie était chose coûteuse, et on a assisté à l'effondrement de maints imprimeurs célèbres.

La royauté, qui avait considéré avec beaucoup d'attention les premiers pas de cet art, chercha — de commun accord avec les intéressés — un remède à cette situation (1).

Et c'est comme moyen de protection de l'industrie typographique que le *privilège* fit son apparition. Le privilège est l'acte en vertu duquel le titulaire peut seul imprimer un ouvrage, pendant un certain temps et dans un territoire donné. Donc, à côté de la permission d'imprimer qui ne conférait aucun droit exclusif, apparaît le privilège comme une sorte de monopole, comme un supplément nécessaire pour assurer l'existence d'un art fort utile, mais pas encore suffisamment consolidé (2).

En tout cas il est incontestable que « les privilèges tenaient à l'état économique du pays. La concurrence est bonne et doit être protégée quand elle peut être féconde. Mais il est des époques où la jouis-

(1) Séguier, dans son compte rendu au Parlement — première époque — fait une saisissante description de l'état de la librairie de ces temps.

(2) « On voit donc que l'octroi du privilège fut à l'origine une simple mesure de protection de l'industrie dictée par la sollicitude royale » cf. Falk, p. 65.

— « ...Les intérêts des auteurs et des éditeurs... chercher à s'assurer pour l'interdiction de la concurrence d'autrui, la base nécessaire de la consommation de l'édition, en invoquant le travail intellectuel fait par les premiers, compensé par les seconds et aussi au nom de la prospérité de l'industrie typographique, facteur de progrès général. Cf. P. Caselli, ch. 1, n° 1.

— Pouillet nous dit que les privilèges « avaient pour but, en assurant à l'éditeur le monopole, de le protéger contre la concurrence désastreuse que les autres imprimeurs auraient pu lui faire en profitant de son travail et par là ; de lui permettre de récupérer le montant des dépenses engagées par lui dans l'opération ». (op. cit. n° 2).

— Il ne faut donc pas s'étonner si certains auteurs ont caractérisé le privilège comme « l'analogue du brevet d'invention ». Cf. Stolfi, op. cit. n° 21.

sance exclusive du profit d'un travail peut seul donner les moyens de produire ; et alors le privilège est légitime puisqu'il est dans l'intérêt de tous » (3).

Il faut signaler encore un fait, fort important. Les premiers imprimeurs eurent beaucoup de mal pour établir leur industrie ; ils furent les premiers à chercher les manuscrits des œuvres classiques. Or, leur travail était à la fois celui d'un savant — qui cherche à dégager le texte primitif de toutes les imperfections ajoutées par les copistes qui se sont succédés pendant des siècles — et celui d'un artiste qui donne pour la première fois une forme à l'ancien manuscrit. Acheter des manuscrits, les corriger, les compléter — car maintes fois les œuvres n'avaient pas survécu à l'épreuve du temps dans leur entier — leur choisir des caractères — plutôt créer des caractères — étaient des choses coûteuses et qui demandaient beaucoup de temps. On ne pouvait donc exposer ces précurseurs à la concurrence de leurs contrefacteurs.

« Toutefois, les premiers siècles ces intérêts se contentent avec les garanties fournies par le système des monopoles, qui prévaut à cette époque dans l'économie des Etats » (4).

(3) Dalloz. Rep. de Leg. T. 38, p. 441, n° 2.

— Renouard accentue, fort à propos, le rôle des privilèges dans le passage suivant (p. 106) : « Les privilèges avaient pour objet non seulement de maintenir au profit du corps de libraires la fabrication et la vente exclusive des livres en protégeant cette industrie et ce commerce contre l'invasion des personnes qui y étaient étrangères, mais aussi de garantir les membres de ce corps contre leurs propres confrères ».

(4) Cf. P. Caselli, op. cit. p. 7.

« La contrefaçon prit naissance avec l'art lui-même ».
(Falk).

— « L'équité naturelle était blessée par cette usurpa-

15. — Les premiers privilèges accordés en France.

M. Malapert, dans son étude documentée, fait mention d'un privilège qui aurait été concédé par le Roi en 1504 pour un recueil d'ordonnances ; mais il ajoute, toute de suite, que, personnellement, il n'a pas vu ce privilège. Mais si l'existence de ce privilège est incertaine, en revanche tous les auteurs sont d'accord pour indiquer parmi les premiers, les privilèges suivants : en 1507, le roi Louis XII concède à Antoine Vérard, savant libraire, un privilège pour les Epîtres de Saint Paul, glossées en français par un docteur de Faculté de Théologie (5).

Le 12 janvier 1508, les mêmes auteurs et d'après les mêmes sources, nous indiquent un privilège accordé par le Parlement de Paris à Bartholde de Remboldt, pour Saint Bruno (6).

En 1509, le 30 juillet, Louis XII accorde le premier privilège connu, en France, à un *auteur*. Il s'agit d'un privilège concédé à Jehan Le Maire de

tion du travail d'autrui ; et aucune disposition légale n'établissant de plein droit un avantage quelconque au profit des auteurs ou des premiers éditeurs, des réclamations s'élevèrent de toutes parts ; mais au lieu d'invoquer la protection d'une règle générale, qui consacraît à titre de droit l'indemnité due aux auteurs et éditeurs, on sollicitait des garanties privées et il s'établissait ainsi des privilèges individuels au profit de telle édition ou de tel éditeur ». Cf. Renouard, *op. cit.* p. 107).

(5) V. Renouard, p. 108, et Malapert, p. 17.

(6) « Le Parlement en avait déjà accordé d'autres ». (Cf. Renouard, *op. cit.*, p. 108).

Belges, à Lyon. Le 26 janvier 1516 il faut signaler un privilège accordé à Josse Bade — libraire juré — pour la durée de deux ans, à condition de ne pas vendre l'ouvrage ainsi publié au-dessus de 16 sols. Finalement, le 25 juin 1517, le prévôt de Paris en accorde un à un régent de philosophie au Collège de Sainte-Barbe, nommé Jean de Celaya. Ces quelques privilèges peuvent nous indiquer très clairement qu'aucune règle n'existait encore dans cette matière. Nous sommes en pleine période de l'arbitraire et de la faveur. On verra par la suite les conclusions qu'on doit tirer de cet état de choses (7).

16. — Les premiers privilèges connus (Venise).

D'après les recherches effectuées jusqu'à ce jour, on peut désigner comme pays du premier privilège la République de Venise. En effet, le 18 septembre 1469, le Collège de Venise concède à Jean de Spire un privilège pour la durée de 5 ans (8).

L'imprimerie trouva dans cette ville florissante — reine du commerce mondial — des conditions favorables à son développement. Mais ce premier privilège ne put recevoir d'effet à cause de la mort de son titulaire. Après 17 ans seulement nous trouvons la trace d'un autre privilège, concédé le 1^{er} septembre 1486 à Marc-Antoine Sabellico — chose digne d'être signalée, ce privilège est accordé à un *auteur*, pour un ouvrage encore inédit. Si jusqu'en

(7) V. pour les premiers privilèges : la troisième lettre de l'Abbé Pluquet, reproduite par Laboulaye et Guiffrey, op cit. p. 341.

(8) Cf. Stolfi, op. cit. t. 1, n° 25.

1492 on ne connaît que trois privilèges, à partir de cette époque ils deviennent nombreux et sont indifféremment accordés aux imprimeurs et aux auteurs par le Sénat, le Doge et les autres magistrats (9).

Nous n'étendons pas les recherches historiques dans le domaine d'autres législations étrangères, parce qu'elles seraient sans intérêt immédiat pour le développement de la législation française (10).

Pour remédier aux contrefaçons étrangères, on avait imaginé, dès les xvi^e siècle, des privilèges « pour tous les pays civilisés », délivrés par le Pape, l'Empereur, le Roi de France, le Roi d'Espagne et les princes (11).

17. — Les autorités chargées de délivrer « les lettres de privilège en librairie ».

A l'origine, les privilèges étaient accordés indistinctement par le Roi, par le Parlement, par l'Université et par le Prévôt de Paris.

(9) Consulter sur la législation de Venise Stolfi n° 24 et s.

(10) Au sujet du premier privilège concédé, MM. Laboulaye et Guiffrey, op. cit. p. VIII, écrivent : « Si l'on croyait l'avocat général Séguier, Erasme (1522) le premier aurait eu l'idée de solliciter un privilège pour protéger le travail de Froben, mais on n'avait pas attendu jusque là pour s'emparer du bien d'autrui. Dès l'an 1469, Jean de Spire qui avait porté à Venise l'art de l'imprimerie, obtenait du Sénat vénitien, un privilège de 5 ans pour l'impression des Epîtres de Cicéron. Le premier privilège allemand date de 1501 ; en France on en cite à la date de 1507 et 1508, il est probable qu'on en trouverait de plus anciens.

Le caractère commun de ces privilèges est d'être temporaire ; tous ont pour objet, comme il est dit d'ordinaire, de protéger la vente ou l'écoulement de l'édition.

(11) V. dans ce sens : Malapert, op. cit. p. 17.

Mais, comme pour les permissions d'impression, la faculté de délivrer des privilèges, dès les premières années du xvi^e siècle, était concentrée entre les mains de l'autorité royale (12).

L'attribution au Roi du droit de concéder les privilèges apporte un peu d'ordre dans cette matière ; mais le privilège reste toujours une concession gracieuse, qui pouvait être soumise à des conditions arbitraires, que le bon plaisir de l'administration lui imposait.

En premier lieu on abolit les privilèges généraux, pour les ouvrages publiés ou non ; en effet, c'est cette catégorie de privilèges qui bousculait le plus l'esprit de justice des contemporains ; cependant de notables écarts seront signalés, au sujet de cette abolition, dans les pages qui vont suivre.

A partir, donc, de 1563 le privilège fut imposé comme condition commune pour tous les livres quel qu'en fût l'objet.

18. — Les caractères des premiers privilèges.

Il n'était nulle part question d'un « droit ». Il s'agit tout simplement d'une faveur qui est une « dérogation » au droit commun ; « le privilège n'était pas la consécration du droit de l'auteur, il n'est pas la récompense de la création de l'ouvrage ; comme pour les ouvrages anciens, il est unique-

(12) Un arrêt du Parlement du 12 fév. et un édit de la Cour du 10 sept. 1563, portaient la peine de la hart contre ceux qui ne se seraient pas munis d'un privilège. On voit qu'on était loin de l'idée qui d'abord avait inspiré les éditeurs quand ils avaient réclamé contre les contrefaçons. Cf. Malapert, *op. cit.* p. 17.

ment destiné à couvrir l'éditeur des frais d'impression ».

Et la chose ne peut pas surprendre. L'attention des imprimeurs de ces temps était orientée vers les œuvres de l'antiquité, la question d'un droit quelconque pour le compte de l'auteur de l'ouvrage ne pouvait même pas se poser.

D'ailleurs, « c'est si peu le droit de l'auteur qui est alors reconnu, que le privilège est accordé non seulement pour la publication faite pour la première fois d'un ouvrage ancien, ce qui s'expliquerait par l'importance du service rendu à la Société, mais encore pour la publication d'œuvres déjà imprimées et qui devraient appartenir au domaine public » (Pouillet).

En effet, nous sommes en pleine époque de la faveur. Le privilège est accordé selon les caprices du bon gré. Il n'est pas bien précisé ni dans son objet ni dans son étendue ; sa durée et ses prérogatives sont incertaines (13).

Nous l'avons dit plus haut, que, l'autorité royale avait concentré entre ses mains les approbations, la censure et les privilèges. La confusion entre les permissions et les privilèges devint plus grande que jamais et la conséquence fâcheuse, de tous points de vue, fut que la liberté d'imprimer les livres anciens disparut. Indistinctement, pour livres neufs ou anciens, il fallait solliciter des lettres de privilèges. Des ouvrages qui depuis longtemps étaient

(13) Cf. Borchgrave, *op. cit.*, ch. II, n° 4.

— Pouillet, *op. cit.*, al. 1, n° 2..

— Renouard, *op. cit.*, t. 1, p. 109 et suiv.

— Un procès jugé le 3 août 1579 à Lyon opposait deux parties qui avaient obtenu un privilège pour les mêmes ouvrages. (V. Renouard, *op. cit.* p. 111, 112-118).

tombés dans le domaine public furent de nouveau soumis à une jouissance exclusive (14).

Le privilège entre les mains de l'imprimeur était chose souvent peu profitable pour le grand public. A l'origine le prix était fixé par l'Université ; plus tard la royauté déterminait elle-même le prix dans les lettres de privilèges qu'elle concédait. Le droit exclusif mettant l'éditeur à l'abri de la concurrence l'incitait parfois à exagérer le prix et à imprimer sur du mauvais papier un texte plein de fautes et avec de mauvaise encre.

Conclusion : les premiers privilèges étaient des sauvegardes industrielles. L'auteur, l'éditeur, ou tout autre personne peuvent obtenir des privilèges, dans des conditions qui ne dépendent que de la bonne volonté de l'autorité. « Le droit exclusif quel qu'il fût portait avec lui son caractère de respectabilité qu'il tenait de la volonté du roi ».

19. — Le mode d'obtention et la classification des privilèges.

Pour obtenir des lettres de privilèges, il fallait suivre une procédure assez longue. Les auteurs ne sont pas tous d'accord sur les étapes de cette filière judiciaire, mais nous adoptons comme vraisemblable celle indiquée par M. Malapert (p. 19).

Voici selon cet auteur les formalités qu'on devait accomplir : a) l'imprimeur allait au siège de

(14) D'après le témoignage de Renouard — page 121 — l'entreprise du pouvoir central de concéder seul des lettres de privilèges se trouvait assez avancé en 1647.

la Chambre syndicale déclarer qu'il sollicitait le privilège d'imprimer tel ouvrage ; b) il devait présenter un exemplaire complet de l'ouvrage au Chancelier qui le faisait examiner ; c) l'approbation obtenue de l'examineur, l'affaire venait au Conseil d'Etat où les oppositions étaient appréciées. Quand le Conseil d'Etat était d'avis de donner un privilège, il en fixait la durée et les autres conditions ; d) le Chancelier délivrait alors l'expédition de l'arrêt du conseil, écrite sur parchemin et scellée du grand sceau ; e) le concessionnaire faisait enregistrer son privilège au Parlement où pouvaient se produire de nouvelles oppositions ; f) il le faisait encore enregistrer au Châtelet et enfin dans un délai qui a varié sans avoir été de plus de trois mois sur un livre à ce destiné, au bureau de la librairie (chambre syndicale) ; g) outre ces précautions le prix était signifié à tous les libraires.

Ainsi qu'on le voit, cette procédure était fort longue, mais, d'après le témoignage de l'auteur cité plus haut, quand on le voulait bien elle était rapidement terminée (15).

(15) Nous donnons à titre de documentation les indications contenues dans un document cité par M. Falk. D'après ce document, les phases de cette procédure compliquée auraient été les suivantes :

« a) présenter le manuscrit dont il s'agit ou seulement le titre à Mgr. le Chancelier qui se donne la peine d'écrire le nom du censeur à qui il lui plait de l'envoyer pour le lire et y mettre une approbation : c'est ce qu'on appelle commettre ; b) le manuscrit approuvé il est présenté en entier au sceau par un secrétaire du Roi avec la patente de la permission d'imprimer, que Mgr scelle ou refuse de sceller, selon qu'il est content de la matière et de l'approbation qui se fait sans éloge ; c) le privilège scellé, le manuscrit doit rester à Mgr. le Chancelier qui le fait garder pour y avoir recours au cas où après l'impression on y trouve des choses qui n'auraient pas dû être approuvées et voir si l'auteur a changé

Entre ces deux sources il n'y a pas lieu de relever de contradiction (16).

Le privilège était reproduit intégralement à la fin de l'ouvrage ou de son dernier volume. Voltaire appelait en dérision le privilège : « Une permission de flatter scellée de cire jaune ».

Mais les privilèges ne dispensaient pas leur titulaire d'obtenir auparavant les permissions d'impression (17).

Lorsqu'un auteur obtenait les lettres de privilège en son propre nom il ne pouvait procéder seul à l'impression et à la vente, car ces facultés étaient expressément réservées au corps de la librairie. De cette manière, l'auteur était obligé de céder son ouvrage à ceux qui avaient le droit de le reproduire et de le diffuser dans le public.

quelque chose par malice, pour intérêt ou autrement ; d) le livre étant imprimé, celui que en a obtenu le privilège, soit l'auteur, soit le libraire, est obligé d'en mettre un exemplaire en blanc à la bibliothèque de Mgr. le Chancelier et d'en tirer un reçu avant que l'exposer en vente, à peine d'être déchu de son privilège.

— (F. fr. 22.071-141 ; cité par Falk, op. cit. p. 74).

(16) Après le 10 septembre 1563 — cf. Malapert, op. cit. p. 18 — la procédure à suivre pour l'obtention des privilèges se trouve modifiée en principe, mais non dans la pratique.

Malapert, p. 18 : « Il est curieux de voir comment dans cet ancien régime le pouvoir central a toujours eu de la peine à faire respecter ses ordres. Cependant on était arrivé à des règles que l'on pouvait croire fixes et définitives. L'intervention de l'Université et des docteurs des facultés n'était plus comptée, on ne la demandait que par une sorte d'habitude ».

(17) Cf. Renouard, op. cit. p. 109 ; — Pouillet nous dit au même sujet : « la permission d'impression n'était pas le privilège. Elle était distincte et même alors que le privilège était entré dans les mœurs elle continua de rester légalement obligatoire... Elle précédait la demande du privilège, lequel n'était accordé qu'après que la permission d'impression avait été préalablement obtenue ».

Délais. — Un arrêt du Parlement de Rouen du 17 janvier 1646 déclare que le temps de l'expiration d'un privilège sera compté du jour et date où les livres auront été achevés d'imprimer pour la première fois, et non du jour et date d'obtention d'un privilège. Cette interprétation avait donné occasion à maints excès de la part des imprimeurs, qui généralement, lorsqu'il s'agissait d'un ouvrage en plusieurs volumes, n'hésitaient pas à traîner en longueur avec l'impression du dernier tome.

Le règlement général de 1649 édicte la nullité des lettres de privilège si l'impression n'est pas commencée un mois après la délivrance des dites lettres. L'arrêt du 27 février 1665 — donné dans l'affaire Josse-Malaissis — porte ce délai à six mois. Un autre arrêt du conseil — du 13 août 1703 — relatif aux lettres de permissions qu'il ne distingue pas des privilèges, ordonne contrairement à l'arrêt du Parlement de Rouen que le nombre d'années soit compté à partir du jour de l'obtention des lettres, tant pour l'avenir que pour le passé et que celles qui pourraient s'obtenir, ou qui ont été obtenues, sans porter un nombre d'années fixe et précis, seront nulles de plein droit (18).

L'enregistrement des lettres de privilège doit se faire à la Chambre syndicale dans les trois mois, sous peine de nullité. En vertu de l'arrêt de 1703 la Chambre syndicale de Paris a dû ouvrir de nouveaux registres où les lettres de privilèges étaient enregistrées fidèlement et « tout au long sans inter-

(18) Cf. Renouard, *op. cit.* p. 120 ; p. 148-149.

Cf. Stolff, *op. cit.* n° 128.

Les privilèges perpétuels sont-ils annulés par cette disposition ?

ligne ni rature ». Jusqu'à ce décret les inscriptions n'étaient faites que par décret (19).

Un mémoire de 1764 intitulé « Mémoires sur les abus qui se sont introduits dans la librairie à l'occasion des privilèges » nous signale la manière imparfaite dont les registres étaient tenus et par là l'inefficacité de cette mesure de publicité (20).

En effet, la consultation des registres était rendue extrêmement difficile par l'écriture et surtout par le manque de tables à l'aide desquelles on aurait pu retrouver le privilège qu'on cherchait. Cet état de fait a contribué beaucoup à la confusion qui a régné tout le temps dans cette institution. Il faut en même temps signaler une autre injustice : les libraires de province n'étaient même pas avertis de l'octroi des privilèges qu'ils étaient tenus de respecter (21).

Classification des privilèges. — Faire une classification dans la matière des privilèges n'était pas chose aisée. En effet, vouloir trouver des règles générales là où en réalité jamais on n'en a connu est un projet bien hardi. Et puis, l'arbitraire de toute classification.

Cependant, en signalant les principales exceptions, on peut diviser les privilèges en : a) généraux

(19) V. dans ce sens Renouard op. cit. p. 125.

Falk, op. cit. p. 77, nous donne comme date de départ pour la transcription en entier des lettres de privilège un arrêt du conseil du 10 avril 1725.

(20) V. Manuscrits F. fr. 22.073-83 bis, cité par Falk, op. cit. p. 76.

(21) Un arrêt du Conseil d'Etat du 25 octobre 1663 déclare que, l'enregistrement des privilèges au syndicat de Paris serait tenu comme équivalent à la signification à tous les intéressés du royaume (Manuscrit F. fr. 22.071-100, cité par Falk, pp. 77-78).

et spéciaux ; b) temporaires et perpétuels. Un privilège est général, d'abord lorsqu'il est accordé pour tout le territoire de l'Etat et pour un ouvrage déterminé ou deuxièmement lorsqu'il est concédé pour toute une série d'ouvrages, valable selon les cas pour tout le royaume ou réduit à un endroit déterminé. Un privilège est spécial lorsqu'il est accordé pour un seul ouvrage et pour un seul endroit. Quant à la division des privilèges en perpétuels et temporaires, toute explication est superflue. Les quelques exemples qui suivent en note sont suffisamment suggestifs (22).

On peut encore distinguer les privilèges suivant qu'ils sont accordés à des personnes physiques ou à des personnes morales ; suivant qu'ils sont concédés à l'auteur, à l'éditeur ou à une personne étrangère.

Il faut signaler aussi la distinction faite entre les privilèges des ouvrages anciens et ceux des ouvrages nouveaux. Cette distinction perd vers le début du xvn^e siècle son importance puisque la royauté avait fini par imposer les privilèges même pour les ouvrages anciens qui appartenaient depuis longtemps au domaine public. Mais elle reprend son rôle le jour où tout en concédant des privilèges

(22) Le 8 août 1720, l'Université obtient un privilège général pour l'impression des livres scolaires valable pour tout le Royaume.

— Le 17 janvier 1538, François 1^{er} accorde à Conrad Néobar un privilège pour publier une série d'ouvrages valable pour tout le royaume et pendant 5 ans pour la première édition et 2 ans pour les éditions suivantes.

— Henri II en 1553, octroya à Vascossan, imprimeur à Paris, un privilège général de dix ans pour toutes les éditions qu'il publierait.

— V. pour d'autres exemples l'ouvrage de M. Renouard. p. 109 et s.

pour des livres anciens les règlements interdisent les prolongations de ces lettres de privilèges.

Les privilèges les plus fréquents ont été incontestablement les privilèges *spéciaux* et *temporaires*, c'est-à-dire les privilèges qui avaient pour objet un seul ouvrage pour un territoire déterminé et pour un temps limité (entre deux et dix ans).

Les privilèges généraux disparurent de bonne heure car ils contrariaient tant les vues d'unité du gouvernement que celles de la législation. Un arrêt du 7 juin 1659 les supprime ; la même défense fut renouvelée par des ordonnances du 18 février 1673, du 4 juin 1674 et par un arrêt du 16 mai 1686. Ces défenses maintes fois réitérées prouvent le peu d'attention qu'on accordait à certaines dispositions législatives. D'ailleurs l'autorité elle-même se souciait peu de ce qu'elle édictait puisque des privilèges généraux furent encore accordés par la suite (23).

Il n'était pas rare que les privilèges fussent donnés en cadeau à des individus qui n'étaient ni libraires ni auteurs. Voici un exemple frappant : un privilège perpétuel pour les œuvres de Ronsard est concédé, le 16 janvier 1597, à Maître Jean Galandius, professeur au Collège de Roncourt, auquel — disent les lettres-patentes, vérifiées et enregistrées en Parlement — « Sa dite Majesté, en considération des fidèles et agréables services qu'elle a reçu de lui, a donné cette grâce spéciale et particulier pouvoir ».

(23) Par exemple, Bossuet reçoit un privilège général pour ses œuvres. Des privilèges généraux furent même concédés à des corps constitués : par exemple un privilège de vingt cinq ans a été concédé à l'Académie Française le 28 juin 1714 pour la réimpression de son Dictionnaire et l'impression de ses autres ouvrages. (Cf. Renouard, op. cit. p. 70, V. aussi Falk, op. cit. p. 74).

20. — L'évolution des privilèges.

Dès le milieu du xvi^e siècle, de nouvelles questions graves surgirent dans la matière des privilèges.

En effet, beaucoup de titulaires de lettres de privilège se plaignaient de ce qu'à la fin de leur exploitation exclusive ils n'étaient pas encore rentrés dans leurs avances. Des réclamations s'élevaient de toutes parts et le remède adopté fut la prolongation du droit exclusif en faveur des imprimeurs privilégiés.

Mais ces prolongations soulevèrent à leur tour des protestations non moins justifiées. Pour illustrer cette nouvelle controverse nous citerons l'opinion d'un personnage très au courant des affaires de la librairie. Voici un passage du compte rendu au Parlement de Séguier : « Les privilèges étant des faveurs, devaient être limités, car ils donnaient à un seul le droit d'imprimer un manuscrit qui était entre les mains de tout le monde. Cette dérogation au droit commun devait avoir un terme, et ce terme expiré, tout imprimeur pouvait mettre au jour l'ouvrage, comme avant le privilège. »

Séguier n'hésite point à qualifier le privilège de faveur et de souligner son caractère de dérogation au droit commun. C'est très significatif, car nous verrons que c'est à partir de cette époque que la lutte s'engage entre les libraires et imprimeurs de Paris et ceux de province, et elle a précisément pour objet la nature juridique du privilège.

D'un côté nous avons les libraires et imprimeurs de Paris, qui détiennent presque la totalité des privilèges. De l'autre, les imprimeurs et libraires de province qui — pour voir vivre leur commerce et n'ayant point de privilèges — soutiennent

la thèse du domaine public. Accorder des prolongations à la fin de l'expiration d'un privilège, c'était pour les éditeurs de province les empêcher de mettre au jour des ouvrages qui auraient pu faire progresser leurs entreprises. Mais l'autorité royale se souciait moins de ses sujets de province. « Le privilège demeure aux mains de la royauté un moyen d'encourager la publication des œuvres qui lui plaisent et la peuvent servir... En province elle ne les accorde que sous condition expresse que la publication aura lieu chez un libraire à Paris » (Pouillet).

Mais le commerce de la librairie fit un nouveau pas. Avec l'essor des lettres les imprimeurs s'étaient mis à publier les ouvrages des auteurs contemporains. Mais comme ces derniers n'avaient pas le droit d'imprimer et de vendre eux-mêmes leurs ouvrages, force leur était de vendre leurs manuscrits. La cession — généralement — se faisait « à perpétuité et sans retour ». Ici, tout de suite, une autre complication à signaler : les acquéreurs d'ouvrages d'auteurs contemporains prétendaient, en vertu de leurs contrats passés avec les auteurs, avoir un droit à la faveur exclusive du privilège à perpétuité, comme leur titre d'acquéreur l'indiquait. Cependant le contrat passé entre particuliers ne pouvait point modifier la grâce accordée par le souverain. Et il faut observer que la cession portait sur la propriété de l'ouvrage et non sur la faculté de reproduction exclusive, car cette prérogative n'existait point encore dans le patrimoine de l'auteur.

En conclusion, la cession portait sur la possession de l'ouvrage et elle ne pouvait empiéter sur le pouvoir de l'autorité.

Désormais la matière des privilèges prend une autre tournure ; les discussions porteront sur la na-

ture juridique du privilège. Pour marquer les étapes parcourues jusqu'à la veille de la Révolution il faut suivre le développement historique pas à pas; et on verra que ce n'est qu'au XVIII^e siècle qu'il va être enfin question du droit des auteurs et, chose étrange, ce n'est pas d'un auteur que viendra la revendication (24).

SECTION II. — *Les prolongations de privilège*

21. — La jurisprudence et les prolongations. — Le plaidoyer de l'avocat Marion.

Les privilèges ont revêtu à l'origine l'aspect d'une protection dont le but était de sauvegarder les intérêts des premiers imprimeurs et de leurs éditions savantes. Plus tard cette même institution change de face, en devenant, au profit des particu-

(24) Puisque nous avons fait mention de la pratique des prolongations de privilèges, quelques indications de procédure ne sont pas en dehors de notre sujet. Cf. Manuscrits. F. fr. 22.071-141. « Quant aux prolongations l'usage est qu'un an avant l'expiration d'un privilège dont on demande la prolongation, on fait représenter au Sceau par un secrétaire du roi la patente en original du privilège accordé avec une nouvelle patente prête à être scellée, dans laquelle on expose les raisons sur lesquelles on fonde la demande de Mgr. scelle ou refuse de sceller ladite patente selon la justice desdites raisons. Aux privilèges et prolongations Mgr. écrit de sa main la grâce qu'il juge à propos de faire et qui est de 6, 8, 10, 12, même 20 et 50 années, suivant l'importance de l'ouvrage et par rapport aux grandes avances que le libraire est ou a été obligé de faire ». Plus tard, le délai a été modifié avec chaque règlement, de même la procédure a subi des changements.

liers, une garantie de leurs prérogatives, et, entre les mains de l'autorité, un instrument de police, un moyen de surveillance.

Deux questions vont opposer les libraires titulaires de privilèges et ceux qui n'en avaient pas. La première, mentionnée déjà plus haut, c'est la très débattue question des prolongations de privilège ; la deuxième, moins complexe, comprend la distinction entre les privilèges d'ouvrages anciens et ceux d'ouvrages nouveaux.

Les deux questions étaient riches en conséquences, suivant qu'on les admettait ou qu'on les écartait. « On comprend sans peine les motifs d'équité qui légitimaient, au profit des ouvrages nouveaux, un privilège de jouissance exclusive — afin d'empêcher les contrefacteurs de s'approprier les bénéfices du travail des auteurs. Les mêmes considérations existaient en faveur des publications d'ouvrages anciens qui avaient exigé de l'éditeur des soins particuliers. Mais pour les ouvrages anciens qui ne demandaient aucun travail spécial et qu'un imprimeur n'avait pas même le mérite d'avoir donnés le premier et de s'être ainsi approprié comme par un droit de première occupation les privilèges ne se recommandaient par aucun motif de justice et n'étaient, en réalité, que des cadeaux faits aux dépens du public. La lutte fut longue et vive ; ce ne fut qu'à force de discussions que l'on comprit la possibilité d'un partage entre les éléments de justice et les éléments d'usurpation sur lesquels l'établissement des privilèges reposait, et que l'on consentit à la double nécessité de n'enrichir personne aux dépens du public et de n'enrichir le public aux dépens de personne » (25).

(25) Renouard, op. cit. t. I. p. 109-110.

Pour illustrer l'instabilité, ou plutôt le manque de principes bien définis, dans notre matière, il suffit de se rapporter aux deux jurisprudences contradictoires du Parlement et du Conseil du Roi.

Le Parlement, qui voulait mettre fin aux tâtonnements incessants et à l'arbitraire de l'administration, s'efforçait d'imposer la thèse, en vertu de laquelle étaient écartées, une fois pour toutes, toutes les prolongations de privilège pour des livres nouveaux et aussi toutes les délivrances de privilège pour des ouvrages anciens. Mais malheureusement le Parlement même transgressait les bornes qu'il s'était fixées.

En passant en revue quelques arrêts, on connaîtra les tendances qui opposaient le Parlement et le Conseil du Roi et, en même temps, les dérogations que les deux institutions se permettaient sans trop de scrupule.

Le Parlement maintint — le 12 avril 1543 — un privilège qui avait été accordé pour un livre déjà imprimé ; le 18 avril 1578, le Parlement consacrait sa thèse d'équité, en interdisant les demandes de prolongation si les demandes ne portaient pas sur des ouvrages *augmentés* ; toujours dans le même sens, le Parlement annule — le 15 mars 1586 — les lettres de privilège accordées pour les œuvres de Sénèque, revues et annotées par Muret, parce que cet ouvrage était du domaine public depuis longtemps à Rome (26).

Le 5 mai 1617 le Parlement interdit, par un arrêt, la continuation d'un privilège (Affaire Le Sei-

(26) Le Conseil du Roi s'associa à cette jurisprudence, en refusant le 14 mars 1583, un privilège pour un ouvrage déjà imprimé à Rome. Il rendit le 15 mars 1586 un pareil arrêt pour la somme de Saint-Thomas. (Malapert, op. cit. p. 21).

gneur d'Urfé, c. Renouard, p. 114). De même, quelques mois plus tard, il confirme sa première jurisprudence, car le 19 août 1617 il annule, par arrêt, la continuation d'un privilège — mais il accorde, vues les conditions spéciales, un délai de grâce de six mois, pour l'écoulement de l'édition (Affaire *Veuve Sangelier*) (27).

Avant d'aborder les arrêts du Conseil du Roi, il faut faire mention d'un plaidoyer célèbre, célèbre tant pour l'époque où il a été prononcé, que par son contenu, et qui est considéré — à juste titre — la première affirmation du droit de l'auteur.

Lors de l'arrêt du 15 mars 1586, qui annulait les privilèges accordés pour les œuvres de Sénèque (V. plus haut), la demande en nullité a été plaidée par l'avocat Marion. Nous nous contentons de rapporter quelques phrases de sa plaidoirie, nous réservant l'analyse des idées émises par ce précurseur dans la deuxième partie de notre travail.

Nous rappelons que l'objet du litige était un privilège concédé pour les œuvres de Sénèque revues et annotées par Muret. Voici les paroles de l'avocat Marion : « Ses amis de Rome (il parle des amis de Muret) depuis son décès y ont fait imprimer le Sénèque annoté par lui, sans avoir obtenu privilège du roi, ce qui l'a rendu purement public et de libre impression en ce royaume, où il ne peut plus être privilégié, vu que l'état d'un livre doit se mesurer par la condition en laquelle il se trouve sortant des mains privées de son possesseur, pour entrer par son bénéfice en la lumière publique des hommes : tellement que si cette origine est astreinte

(27) V. sur la jurisprudence du Parlement : Renouard, *op. cit.*, t. 1., p. 109 et suiv. ; Malapert, *op. cit.*, p. 19 et s.

à la loi d'un privilège, il la doit endurer ; mais s'il est né libre, on ne le peut après asservir... l'auteur d'un livre en est du tout maître, et comme tel en peut librement disposer, même le posséder toujours sous sa main privée, ainsi qu'un esclave, ou l'émanciper, en lui concédant la liberté commune, et la lui accorder, ou pure et simple sans y rien retenir, ou bien à la réserve, par une espèce de droit de patronage, qu'autre que lui ne pourra l'imprimer qu'après quelque temps. Qui est en effet un contrat exempt de nom propre et obligation de ça et de là, parce qu'il a sa cause également juste de chacun côté ; l'un ne voulant donner au public ce qui lui appartient en particulier, si, en récompense, le public ne lui donne cette prérogative ; et ainsi au contraire. Ce qui rend nulles les lettres impétrées du Roi et vérifiées sur simple requête, par lesquelles il est permis pendant six ans au défendeur seul d'imprimer le Sénèque annoté par Muret. D'autant qu'on ne peut restreindre en sa faveur privée la liberté publique de l'imprimerie, puisque de sa part il ne donne au public rien de singulier, étant jà l'exemplaire qu'il veut représenter de commerce libre. Ceux-là donc qui l'auteur divulgué sans aucun privilège, le lui ayant donné, le m'ayant donné, ensemble à tous autres qui en voudront user, soit pour le lire, soit pour l'imprimer, il serait trop inique que son ambition, non contente de participer à ce bénéfice, en pût priver et moi et les autres et le rendre, de commun qu'il est en diffus en tous ceux qui s'en voudront servir, propre et solidaire à son seul usage ; mais plutôt cette arrogance l'en rendrait lui-même totalement privable » (28).

(28) Cf. Renouard, *op. cit.* t. I, p. 11-112.

La jurisprudence du Conseil du Roi était moins favorable, au domaine public, que celle du Parlement. Cependant, pour souligner encore que les dérogations étaient fréquentes, un premier arrêt, du 14 mars 1583, toujours sur une plaidoirie de Marion, décide qu'un recueil précédemment imprimé à Rome ne pouvait devenir l'objet d'un privilège dans le royaume et que, par conséquent, tous les imprimeurs de l'Université peuvent librement le réimprimer.

Le 18 janvier 1603, le Conseil du Roi, s'écartant de la jurisprudence du Parlement, renouvelle — pour dix ans — un privilège accordé pour les Usages du Concile de Trente, mais par d'autres arrêts (du 2 juin 1603 et du 23 décembre 1611) il revint à la jurisprudence parlementaire.

Quant aux parlements de province, il suffit de rappeler que celui de Rouen avait consacré, par plusieurs arrêts, le même point de vue que celui adopté par le Parlement de Paris (29).

Voici l'opinion du rapporteur au Parlement Séguier en ce qui concerne l'orientation de la jurisprudence de cette époque : « Ces arrêts décident trois choses : la première que les privilèges ne peuvent avoir lieu que pour des livres nouveaux et qui n'ont point encore été imprimés ; la seconde que

(29) V. dans ce sens Renouard, *op. cit.* t. 1. p. 115 et suiv.

En 1608, le Parlement de Rouen juge en terme exprès que les privilèges n'ont de force que s'ils ont été vérifiés et enregistrés au Parlement.

Le 23 mars 1609, il décide la création d'un registre pour l'inscription des ouvrages qui doivent paraître dans la ville de Rouen.

Le 9 juillet 1610 il décide qu'un privilège obtenu pour une édition revue n'empêche nullement les autres imprimeurs de mettre au jour l'édition non revue.

tous les livres déjà imprimés, et surtout les livres étrangers, pourraient être imprimés par tout imprimeur, et enfin le troisième, c'est que l'on commença à défendre de renouveler ou de prolonger les privilèges à moins qu'il n'y eût augmentation à l'ouvrage que le même libraire voulait faire imprimer... » (30).

On voit donc que les parlements faisaient effort, dès la seconde moitié du xvi^e siècle et le commencement du xvii^e, pour imposer une limite à la durée des jouissances exclusives résultant des privilèges et, en même temps, pour substituer quelques principes à l'arbitraire de l'administration dans cette matière, et l'opinion publique approuvait ce point de vue (31).

22. — Les lettres-patentes de 1618.

Sur l'origine des lettres-patentes de 1618 il suffit de citer un passage du compte rendu au Parlement de Séguier :

« Ce fut aussi en ce temps-là qu'on vit s'élever

(30) Cf. Falk, *op. cit.* p. 80.

(31) En 1620 le savant jurisconsulte Bouchel publia un ouvrage dans lequel il avait coordonné tous les anciens statuts et règlements sur les libraires et imprimeurs et il y enseignait que l'on ne pouvait pas, premièrement obtenir un privilège pour un livre qui avait été imprimé déjà, ni secondement une prolongation d'un privilège. L'opinion publique était favorable à ce refus de continuer les privilèges expirés. Lorsque les états généraux avaient été réunis en 1614, la question avait été examinée et tranchée par le tiers état et le clergé. Ces deux fractions des états formulèrent leurs vœux d'une manière énergique. Richelieu, alors évêque de Luçon, fut chargé de présenter au jeune roi le cahier des doléances du clergé. (Malapert, *op. cit.* p. 19-20).

la question de la nature du droit de réimpression. ... Les libraires de Paris avaient alors la plus grande influence sur le commerce de la librairie ; plus à portée de communiquer avec les auteurs, ils étaient en possession d'imprimer seuls les ouvrages nouveaux ; ils obtenaient plus facilement des lettres de continuation, à l'expiration des premières ; les libraires de province prétendaient que ces continuations étaient contraires à l'industrie et à la liberté ; les libraires de Paris eux-mêmes, ceux qui n'avaient pas la confiance des auteurs, se joignirent aux libraires de province et ces clameurs enfantèrent les lettres-patentes en forme de Règlement de 1618 (1^{er} juin). »

Bien qu'il y eut des écarts entre les jurisprudences des différentes autorités judiciaires, en 1618 la jurisprudence du Parlement parut subitement s'imposer.

Voici d'ailleurs l'article 33 — de beaucoup le plus important — qui portait sur les contrefaçons et les prolongations de privilèges, qui jusqu'en 1618 n'étaient régies que par la jurisprudence :

« Article 33. — Sera défendu à tous libraires, imprimeurs et relieurs de contrefaire les livres desquels il y aura privilège obtenu de Votre Majesté, même d'acheter aucuns ainsi contrefaits des marchands forains ni d'en faire venir en aucune forme et manière que se soit sur les peines portées par les privilèges qui en auraient été obtenus ; comme aussi il sera défendu à tous libraires, imprimeurs et relieurs de cette ville de Paris d'obtenir aucune prolongation des privilèges par lesdits libraires pour l'impression des livres, s'il n'y a augmentation aux livres desquels les privilèges sont expirés. »

Le Règlement de 1618 laissait dans le domaine

public les livres anciens ; il accordait cependant des privilèges pour le cas où il y avait augmentation. Mais il ne parle pas de privilèges d'ouvrages nouveaux. La concession reste abandonnée aux « déterminations arbitraires du bon plaisir ».

Par ailleurs ce règlement refuse aux auteurs le droit de vendre leurs livres.

Le Règlement n'était obligatoire que pour la ville de Paris. Louis XIII en fait une loi générale pour tout le royaume — par l'édit du 19 janvier 1626, dont les dispositions sont renouvelées par lettres-patentes datées du camp devant La Rochelle, le 27 décembre 1627. L'édit reprenait les dispositions des anciennes ordonnances ; de plus, il exemptait définitivement de toute permission l'impression des textes d'auteurs anciens (32).

23. — De 1618 aux Statuts de 1649.

Malgré les précédents il y avait constamment des difficultés sur les quelques points exposés plus haut et les arrêts continuaient d'être contradictoires.

« L'autorité centrale, en ramenant sous son action immédiate les approbations et la censure, étendit aussi la main sur la distribution des privilèges. La confusion entre les permissions et les privilèges devint plus grande que jamais. Peu à peu la faculté de publier librement les livres anciens disparut ; et l'on résolut d'exiger indistinctement pour les livres de toute sorte, des privilèges, dont le pouvoir central se réservait à lui seul la délivrance.

(32) Consulter au sujet de ce Règlement : Renouard, op. cit. t. I, p. 119 et suiv. ; et Falk, op. cit. p. 80 et suiv. V. aussi : Laboulaye et Guiffrey, op. cit. p. 541 et suiv.

« Cette entreprise se trouva assez avancée en 1647 pour que le Chancelier Séguier mandât les syndic et adjoints de la librairie et leur déclarât que la volonté du Roi était que désormais aucun livre, de quelque grosseur et qualité qu'il fût, ne s'imprimât sans qu'au préalable des lettres de privilège eussent été obtenues » (Renouard, p. 121 ; Laboulaye et Guiffrey, p. 545).

Le 14 février 1647 la Chambre syndicale, au nom de la communauté, fait des réclamations décidant de supplier le Roi qu'au moins les livres anciens fussent libres de tout privilège. Mais le 7 mars 1647 les députés apportèrent une réponse négative : « Monseigneur a dit que la volonté du Roi est qu'on prenne des privilèges des anciens livres. »

Ainsi les dispositions libérales du Règlement de 1618 étaient abrogées en fait. « La situation était qu'aucun livre ne pouvait être imprimé librement même après l'expiration du privilège. C'était le retour à l'état de choses existant avant 1618 » (Gastambide).

Au mois de décembre 1649 de nouveaux Statuts furent donnés à la librairie. L'édit les proclamant renouvelle : la « défense d'imprimer sans lettres de permission scellées du grand Sceau » ; la « défense de contrefaire, supposer ou déguiser le nom d'un imprimeur ; il permet d'obtenir des privilèges pour réimprimer les bons auteurs de l'antiquité, avec faculté pour les autres libraires d'obtenir un privilège pour le même ouvrage en l'imprimant sous un autre format ; il ordonne d'inscrire tous les privilèges sur le livre de la communauté pour éviter la concurrence ».

Les privilégiés crurent que leurs monopoles allaient subir quelques atteintes, mais ces craintes étaient mal fondées. En effet, la seule chose qui

semblait améliorer la législation antérieure était que l'on parut condamner les lettres-patentes portant des concessions générales comme celles qui avaient été accordées à Richelieu. Enfin, il y avait certains ouvrages qui étaient laissés à la libre concurrence (33).

(33) Cf. Renouard, *op. cit.* p. 124 et suiv. ; Malapert, *op. cit.* p. 20 : — Nous rapportons les lignes d'un auteur bien informé pour préciser davantage les pratiques et l'atmosphère du XVII^e siècle : — « Vers 1630, les privilèges des Usages et autres livres d'Eglise, ouvrages de droit canon et de théologie, corrigés suivant les prescriptions du Concile de Trente, étaient expirés. Les libraires furent de toutes parts en mouvement pour obtenir une si belle proie. Après mille combinaisons on avait formé 4 sociétés considérables, par les noms des membres qui y participaient et par les capitaux que l'on y engageait. Le privilège fut accordé au Cardinal Duc de Richelieu, par lettres-patentes du 9 déc. 1631. Le Cardinal ne se croyait pas coupable en acceptant pour lui une faveur qu'il avait condamnée, comme évêque de Luçon, quand elle avait été octroyée à d'autres. Deux des quatre sociétés de libraires de Paris en fusionnant ont pu acheter le privilège du Cardinal. Leur association prit le nom de « Grande Compagnie ».

Quelques pages plus loin, le même auteur ajoute : « Après les Statuts de 1649, la Grande Compagnie cria à la spoliation. Les libraires avaient payé leur droit exclusif sur l'Ancien et le Nouveau Testament, sur les Alphabètes et la Croix de par Dieu, et voilà que le Conseil d'État leur prenait cette propriété et disait que désormais les privilèges seraient refusés pour certaines publications et donnés pour les autres, un par an, sans qu'il fut possible de créer de grands et beaux monopoles pour toute une série de livres.

Les intéressés se réunirent et adressèrent au Conseil du Roi des suppliques nombreuses, requêtes en forme judiciaire suivies de mémoires, qui essayent de passionner l'opinion. Ces écrits étaient accompagnés de projets tendant à faire modifier le règlement de 1649.

Les libraires de province réagirent contre ce mouvement... ; les anciens associés faisaient bonne contenance contre ces adversaires. Mais le Parlement inclinait pour la justice et l'Université crut que sa dignité lui commandait d'intervenir. Elle réfuta les projets multiples des libraires en réclamant la liberté... »

A la même époque, le 20 décembre 1649, fut rendu un arrêt du Conseil portant « déclaration sur les privilèges ».

Par cet arrêt on défend, sous peine de 500 livres d'amende, etc., de porter atteinte à la jouissance de ceux qui ont obtenu des lettres de privilège » et on impose « la publication au début ou à la fin du livre des lettres de privilège ». De même on impose l'« l'inscription des privilèges à la Chambre syndicale et l'impression dans le mois de l'obtention des lettres, sous peine de nullité ». L'arrêt décide en outre que des lettres de continuation ou de réimpression ne peuvent être obtenues qu'après que les premières seront expirées, « et non plus tôt par autres que ceux auxquels elles ont été accordées pour la première fois, et par iceux quand ils aviseront bon être ».

C'était tout simplement la situation d'avant 1618. Les libraires non privilégiés intervinrent, quand ces Statuts furent présentés au Parlement pour l'enregistrement et demandèrent le maintien du Règlement de 1618, auquel ils présentaient 16 articles additionnels (Renouard, p. 128).

Dans le débat intervint aussi l'Université qui par des mémoires divers proteste contre les Règlements de 1618 et 1649, mais elle conclut — en ce qui concerne les privilèges — dans le sens des Statuts de 1618 (34).

Finalement les Statuts de 1649 furent enregis-

(34) La résistance de l'Université envers les entreprises privilégiées conduisit ces derniers à contester l'intervention de la Sorbonne dans le débat..... L'Université publia, le 26 janvier un mémoire (livre bleu) où elle énumérait, de 1275 à 1652 tous les documents qui prouvaient les attaches des libraires et imprimeurs à l'Université.

trés sans les quatre articles qui portaient sur les privilèges (Art. : 26, 27, 28 et 29).

Par un arrêt du 7 septembre 1657, le Parlement persista dans son attitude : Défense d'obtenir à l'avenir aucune continuation de privilège pour l'impression, à moins qu'il n'y eut augmentation dans l'ouvrage d'au moins un quart (V. Renouard, p. 138).

Mais le Conseil, de son côté, soutenait son point de vue. Il accorde des privilèges et des continuations par les arrêts des : 2 décembre 1659 (continuation) ; 18 juin 1660 (continuation) ; 30 janvier 1662 (privilège pour des œuvres anciennes) ; et 10 mai 1662.

Le 14 août 1663, dans un arrêt relatif à une continuation de privilège pour les Usages Romains (lesquels Usages n'étaient cependant pas susceptibles de privilège, d'après les Statuts de 1649), le Conseil déclare que « de pareilles lettres de continuation doivent être obéies et que le présent arrêt servira de règlement général, nonobstant tous autres règlements et arrêts contraires » (cf. Gastambide).

La jurisprudence et la loi ne sont donc pas nettement établies. Les procès se succèdent avec des mémoires à l'appui. La lutte entre le Parlement et le Conseil du Roi s'était ranimée.

Cependant les excès de la lutte nous conduiront à une transaction. « Ce fut encore l'administration qui fit des concessions dans l'important arrêt du Conseil du 27 février 1665. »

24. — L'arrêt du 27 février 1665 (Affaire : Josse c. Malassis).

En 1665 le Conseil du Roi rendit, à propos d'une contestation particulière, un arrêt en forme de Règlement général pour toute la librairie du royaume.

Josse, libraire à Paris, en vertu d'une continuation de privilège, avait fait procéder à une saisie contre Malassis, libraire à Rouen, soutenant que ce dernier s'était rendu coupable de contrefaçon. L'ouvrage objet du litige était « Les méditations chrétiennes de Beuvelet ». D'un côté Josse avec les libraires de Paris, qui soutenaient le principe des continuations, de l'autre côté Malassis avec la communauté de Rouen et de Lyon, s'insurgeaient contre une pareille « injustice ».

Les premiers invoquaient : a) le Règlement du 20 décembre 1649 ; b) les sept copies de continuations de privilège accordées par le Roi depuis 1641 ; ils attestaient en outre que la pratique constante était en faveur des continuations ; c) les arrêts du Conseil.

Les autres, au contraire, appuyaient leurs arguments sur : a) les Statuts de 1618 ; b) l'arrêt réglementaire du 7 septembre 1657 ; c) les nombreux arrêts des parlements.

Le Conseil dans son arrêt maintint Josse dans la jouissance de la continuation de son privilège. Malassis est condamné aux dépens et à 600 livres de dommages-intérêts.

Mais le Conseil statue pour l'avenir et par voie de règlement général, notwithstanding tous autres règle-

ments et arrêts, que « ceux qui voudront obtenir des continuations de privilège devront se pourvoir un an avant l'expiration des privilèges à peine de ne les pas obtenir... », il est fait défense de demander aucunes lettres de privilège ou continuation pour imprimer les auteurs anciens à moins qu'il n'y ait augmentation ou correction *considérables* (35), sans que pour cela il soit défendu aux autres d'imprimer les anciennes éditions non augmentées, ni revues ».

Par ailleurs il impose l'inscription des privilèges et des continuations ; il accorde un délai de six mois pour commencer l'impression, sous peine de nullité. Finalement — et cette disposition est très importante — « en cas de contravention *permettait* Sa Majesté d'assigner les contrevenants *au Conseil* ».

Quels sont donc les caractéristiques de cet arrêt ?

1) Il distingue — enfin — entre les livres nouveaux et les livres anciens. Les premiers méritent d'être encouragés par des privilèges et des continuations, pendant que les anciens n'en ont plus besoin de cette protection.

2) Il laisse subsister l'arbitraire de l'autorité pour concéder les continuations de privilège. Et ici, il faut signaler qu'une brèche dans le système était ouverte, car la notion de « livre ancien » n'était pas définie. L'autorité, en effet, était seule à apprécier l'augmentation et la correction des livres.

3) Le Conseil attire vers lui la juridiction des

(35) Le conseil n'adopte pas le quart d'augmentation imposé par la jurisprudence parlementaire.

affaires dans cette matière. Il faut noter ce commencement, qui ne trouvera son aboutissement que dans le Règlement de 1723.

Un procès de 1671 amena le Conseil à préciser la notion de livre ancien. En effet, par l'arrêt du 19 juin 1671, il décide « qu'il faut entendre par auteurs anciens tous ceux qui étaient morts avant la découverte de l'imprimerie ».

Le Conseil du Roi a donné, de cette façon, satisfaction aux libraires non pourvus de privilèges, en leur laissant libre l'impression d'un certain nombre d'ouvrages, et, en même temps, il n'enlevait pas aux libraires privilégiés l'espoir d'une longue possession exclusive des livres, dont ils avaient préalablement obtenu des privilèges.

Les dispositions de l'arrêt rendu lors de l'affaire Josse-Malassis furent renouvelées par arrêt du Conseil le 11 septembre 1665.

Tous les efforts des libraires de province de revenir aux dispositions réglementaires des Statuts de 1618 et par là d'obtenir l'interdiction de toute continuation de privilège, restèrent vains et sans aucun résultat.

25. — Les édits de 1686 et les lettres-patentes de 1701. — Le mémoire de 1702.

Des difficultés et des protestations se faisant jour sans cesse, « le Chancelier Boucherat sentit la nécessité de publier un règlement, qui calmât les passions et devînt une loi générale pour tout le royaume. C'est dans cette vue que le Roi fit publier ses édits du mois d'août 1618 » (Séguier, compte rendu au Parlement, 3^e partie).

Le titre XIV — (qui contenait les articles 64, 65 et 66) — portait sur « les privilèges et continuations d'iceux pour l'impression des livres ».

Ce Règlement n'apportait rien de nouveau dans le débat qui nous intéresse. Il se confine dans des détails d'ordre purement technique. Pour le principe le Règlement ne fait que confirmer la jurisprudence du Conseil contre celle du Parlement.

Renouard, parlant de ce Règlement, nous dit (p. 144) que dans tous ses articles « on reconnaît le caractère de l'époque, celui de la concentration des pouvoirs ».

De nouvelles lettres-patentes furent données à la librairie le 20 octobre 1701. C'est le temps de la monarchie absolue. Ces lettres sont intéressantes à plus d'un titre. En effet, elles fixent le tarif des permissions et des privilèges ; elles donnent en outre à tout imprimeur qui a obtenu des lettres le droit de s'associer pour l'impression et le débit des ouvrages, tel imprimeur ou libraire qu'il jugera à propos ; et surtout elles aggravent encore la triste situation des libraires de province, en enlevant « aux juges de province la faculté de donner des permissions pour les auteurs anciens ou pour ceux dont le privilège était expiré » (36).

Le Règlement de 1686 a donné lieu à des réclamations fort vives de la part de l'Université. Comme d'habitude des mémoires furent rédigés ; de toutes les doléances qu'ils contenaient, on peut retenir celle concernant la vente des ouvrages par les auteurs mêmes.

Défense leur était faite de vendre eux-mêmes le

(36) Cf. Falk, *op. cit.* p. 88.

Laboulaye et Guiffrey, *op. cit.* p. 563 et suiv.

produit de leur travail ; cette interdiction a figuré dans tous les anciens Règlements (1618, 1649, 1686, et encore en d'autres règlements postérieurs).

Les auteurs de ces temps lointains ne pouvaient retirer, de leurs ouvrages, des gains sérieux ; l'esprit de l'époque permettait à un auteur de profiter des largesses du Roi, de la Cour, ou d'un autre mécène mais ne lui permettait pas de vivre du produit de son travail. (« Ça sentait la roture », selon l'expression de l'époque.) Boileau a prit le parti des auteurs qui voulaient vivre de leur travail ; il les défendit en disant qu'il n'y avait de leur part « ni honte, ni crime ».

La fréquence des procès auxquels donnait lieu la prohibition faite aux auteurs de vendre eux-mêmes leurs livres prouve qu'elle était assez mal observée. Les peines portées contre les contrevenants étaient souvent considérées comme purement comminatoires (37).

Le Mémoire de 1702. — Les libraires de province, principalement ceux de Lyon, firent entendre des plaintes vives. Ils se plaignent amèrement de ce que les libraires de Paris aient surpris des privilèges de livres anciens, qu'eux libraires de Lyon s'étaient mis de bonne foi à imprimer. De sorte que les libraires de Paris leur ayant fait signifier leurs privilèges, ils se trouvent maintenant « sans exercice ni employ ». Ils soulignent, dans leur mémoire, la situation privilégiée des éditeurs de Paris, où tous les auteurs s'installent. Cependant non contents avec des privilèges pour des ouvrages nouveaux ils impriment aussi des livres anciens, sous prétexte d'une légère augmentation.

Les libraires de Lyon ne s'opposent pas aux

(37) V. aussi Renouard, p. 147, op. cit. t. 1,

privilèges concédés pour des livres nouveaux, mais ils voudraient au moins qu'il leur fût permis de réimprimer les anciens livres dont les privilèges sont expirés », sans se voir signifier un privilège ou une continuation obtenus à Paris sans droit et par surprise (38).

Leur mémoire était juste, dans ses doléances, mais même lorsque leurs plaintes devinrent plus pressantes — à savoir, lorsque « le juge principal de la ville » a été privé de son droit d'accorder des simples permissions d'impression — leurs démarches restèrent sans résultat.

26. — Le Règlement de 1723 et ses antécédents.

Vers 1720 parut un pamphlet assez curieux. Il est intitulé « Mémoire sur les vexations qu'exercent les libraires et imprimeurs de Paris » ; il est attribué à l'Abbé Blondel (39).

L'auteur de ce mémoire s'élève contre la manière dont les imprimeurs s'acquittent de leur charge (Mauvais papier, avec des caractères usés et sans correction). Il s'oppose et il s'insurge contre le monopole de vente détenu par les libraires, qui — dit-il — « est cause de cherté ».

Et l'auteur continue « ... de combien de bons ouvrages le public est-il privé, parce que les gens de lettres ne trouvent aucune ressource en s'appliquant à écrire... ». Il souligne l'avantage que les libraires retirent du fait d'être constitués en com-

(38) V. infra n° 31 ; V. aussi Falk, op. cit. p. 90. Laboulaye et Guiffrey, op. cit., p. 564.

(39) Ce mémoire est divisé en trois parties : a) vexations sur le public ; b) vexations contre les auteurs ; c) vexations contre les compagnons imprimeurs

munautés, « tandis que les auteurs ne faisant point corps, comme ces vils artisans, ne peuvent veiller à la sauvegarde de leurs intérêts communs... » En un mot « les gens de lettres travaillent comme des forçats pour les libraires, tandis que M. Coignard marie une de ses filles à chaque édition du dictionnaire de Moréri », car il n'oublie pas de tirer un argument pour sa thèse, en mettant en parallèle la pauvreté de certains auteurs avec l'opulence de certains libraires (40).

Le mémoire de l'abbé Blondel contient, certes, quelques exagérations mais il est utile pour notre étude historique, parce qu'il nous donne des informations sur l'état d'esprit qui dominait à cette époque et nous facilite la compréhension des événements.

Le Règlement de 1723 est divisé en 16 titres et en 123 articles. Le titre XV est consacré aux privilèges et continuations de privilège. Il contient les articles 101 à 112 (41).

Ce nouveau règlement est un véritable Code de la librairie et de l'imprimerie. « Il était réservé — nous dit Séguier — au Chancelier d'Aguesseau de préparer la loi nouvelle. Elle fut longtemps méditée et parut enfin en 1723. » Cependant un autre auteur vient contredire cette affirmation ; en effet M. Malapert (op. cit. et 8) écrit : « En 1720 on arrêta une déclaration du Roi portant règlement sur la librairie et l'imprimerie ; le règlement fut rejeté par le Parlement. Le Roi, après avoir envoyé des lettres de jussion, le 19 décembre, ne crut pas de-

(40) V. Falk, op. cit. p. 158 ; Renouard, op. cit. p. 147-152.

(41) V. le texte complet : Laboulaye et Guiffrey, op. cit. p. 1 et suiv.

voir insister pour forcer la main de notre première Cour de justice. On décida que le règlement serait corrigé... D'Aguesseau cesse le 22 février 1722 d'appartenir au ministère, où il ne revint qu'en 1727 : les libraires firent faire, pendant son absence, un arrêt du Conseil du 27 février 1723. »

Nous inclinons plutôt vers la version donnée par M. Malapert, car l'insistance des libraires privilégiés de trouver un argument en invoquant le nom et le prestige du grand Chancelier nous apparaîtrait comme assez significative.

Ce règlement est le résumé de toutes les ordonnances publiées jusqu'à ce jour. Il confirme le régime des privilèges et des continuations, punit les contrefacteurs de peines portées par les lettres de privilège et, en cas de récidive, il déclare qu'ils seront punis corporellement et déchus de la maîtrise ; c'est un tableau raccourci de toutes les dispositions antérieures. Il ne valait dans le principe que pour la seule ville de Paris, mais par arrêt du Conseil, en date du 24 mars 1744, il fut déclaré commun à tout le royaume » (cf. Falk, *op. cit.* p. 91).

Enumérer les articles et leur contenu est inutile, car nous trouvons dans cette nouvelle réglementation les anciens principes. Mais il faut signaler un passage important ; il s'agit de la disposition finale : « Si aucuns empêchements étaient formés à l'exécution du présent règlement, Sa Majesté s'en réserve la connaissance et interdit icelle à toutes ses cours et autres juges, »

D'un seul trait on transporte au Conseil privé le jugement souverain de toutes les contestations sur la matière, en sorte que permissions, approbations, privilèges, se sont trouvés dès ce moment placés sous l'entière dépendance du Chancelier.

« Fiers de ce succès, qui auraient dû les satis-

faire, les privilégiés ne se tirent pas pour contents. Ils réclamèrent la propriété irrévocable des ouvrages qu'ils avaient imprimés, entendant par « propriété littéraire » le droit exclusif de reproduction. Ce droit aurait porté sur les écrits des anciens aussi bien que sur ceux des modernes ».

Malgré la nouvelle législation, qui eut pour effet de raréfier dans une certaine mesure les procès, la querelle sur les continuations n'était pas à son terme ; trop d'intérêts s'y rattachaient. Il était impossible que cet arbitraire des prolongations indéfinies de privilège, même restreint aux livres nouveaux, ne fût pas l'objet de réclamations plus ou moins vives de la part des libraires-imprimeurs qui n'avaient point de ces privilèges et qui voyaient quelques-uns de leurs confrères se perpétuer dans l'exploitation richement lucrative de certains ouvrages, à l'exclusion de tous autres éditeurs et à l'exclusion des auteurs eux-mêmes.

Il est probable que le chancelier d'Armenonville n'avait pas bien compris toute la portée du Règlement de 1723 et qu'il fut éclairé à cet égard. Il put bientôt apercevoir où conduisait la théorie du renouvellement forcé des privilèges... devenus le patrimoine de quelques familles. Or c'est précisément alors que le chancelier réfléchissait à cela qu'il fut averti des nouvelles exigences des libraires par une consultation rédigée en 1725 par l'avocat d'Héricourt. Le Chancelier outré de colère fit saisir le mémoire publié par le syndic Mariette et ses adjoints et imprimé en 1726 par Vincent, l'un des adjoints. Les suites furent impitoyables ; le mémoire fut saisi, le syndic et ses adjoints révoqués et il y a eu même un décret de prise de corps contre Vincent.

Les mémoires qui surgirent après le Règle-

ment de 1723 sont rédigés par des hommes de loi, par des jurisconsultes. En effet, les deux adversaires en présence dans leur rivalité n'ont pas hésité, pour soutenir leur point de vue, de faire appel aux arguments que la science du droit pouvait leur fournir.

Les deux parties ne se rendirent pas compte que de cette lutte devait naître un droit ; droit d'une toute autre nature et qui par la suite devait anéantir leurs prétentions et leurs prérogatives depuis si longtemps injustement exercées.

CHAPITRE IV

L'APPARITION D'UN DROIT EN FAVEUR DE L'AUTEUR

27. — Le Mémoire de Louis d'Héricourt.

Les libraires de province étaient privés de toute faculté de fabrication, par la concentration des privilèges entre les mains des libraires de la capitale. La librairie de province élevait des plaintes d'autant plus vives que les libraires de Paris refusaient de l'admettre aux ventes de privilèges et de parts de privilèges qui avaient lieu à la chambre syndicale de Paris (1).

Deux thèses s'affrontaient, deux courants cherchaient à s'adjuger la suprématie.

A. — Les libraires privilégiés s'accordaient, à la rigueur, pour reconnaître que, pour les livres anciens, une jouissance exclusive indéfinie ou trop longtemps prolongée n'était pas soutenable. Aussi ne s'opposent-ils plus à ce que l'octroi de ce genre de privilèges fût limité dans le temps. Mais il y

(1) Cf. Renouard, *op. cit.* t. 1. p. 156 ; et Stolff, *op. cit.* tr. fr., t. 1. n° 142.

avait un autre point, sur lequel ils se montraient irréductibles, à savoir la perpétuité du privilège accordé pour des ouvrages d'auteurs contemporains. En effet, ils ne voulaient point admettre que ce dernier genre de privilège fût tenu pour temporaire. Et voici leur raisonnement, épousé depuis par tous les partisans de la « propriété littéraire et artistique ». L'expression de « propriété littéraire » parut à cette époque dans le vocabulaire juridique et fut, plus tard, consacrée par la législation, la jurisprudence et même par certains auteurs. (La doctrine n'a jamais été unanime, ni même d'accord, pour la désignation de ce droit.) Revenons donc au raisonnement des libraires pourvus de privilèges ; l'auteur, disaient-ils, est maître de son œuvre, il en est le propriétaire, puisqu'il en est le créateur. Entre lui et son ouvrage il y a un lien de propriété. Mais, ajoutent-ils, lorsque l'auteur cède son œuvre il ne fait que transférer sur la tête de son cessionnaire ce droit de propriété, avec tous ses attributs. Or, le droit de propriété étant un droit réel, il va de soi que la perpétuité — l'un des caractères essentiels du droit réel — passe intégralement au cessionnaire. En vertu même de l'acte intervenu entre l'auteur-cédant et le libraire-cessionnaire, ce dernier reste seul maître du manuscrit, acquis librement et à deniers comptants. « Mais leur argumentation continue : qu'est-ce qu'une propriété dont on ne saurait faire usage ? » En effet, disent-ils, à quoi sert d'être le seul propriétaire d'un ouvrage si l'on ne peut être le seul à le publier ? Et comme le Roi doit veiller à ce que la propriété soit respectée dans son royaume, il accorde sa protection, sauvegardant les intérêts du légitime possesseur d'une œuvre, en lui octroyant le privilège. Mais ce privilège, simple sauvegarde de la propriété, est par-là même per-

pétuel comme la propriété, dont il n'est que l'accessoire.

Bref, le libraire, acquéreur d'un ouvrage, considérait qu'en vertu de son titre de propriété il était seul en droit d'obtenir le privilège, et cela à perpétuité comme son titre d'acquéreur l'indiquait.

B. — Cette thèse était combattue par celle des libraires non pourvus de privilèges. Ces derniers affirmaient : Les livres anciens, dont le texte est commun et à la libre disposition de tous, ne sont pas susceptibles d'être asservis à un privilège exclusif ; et sur ce point ils avaient cause gagnée.

Mais, ajoutaient-ils — et ici leur thèse s'opposait à celle énoncée plus haut — en ce qui concerne les livres nouveaux, il est abusif d'accorder des prolongations, car à la fin d'un privilège tout livre doit devenir commun et donc libre à être imprimé par tout imprimeur. Le libraire acquéreur d'un ouvrage a suffisamment profité pendant son exploitation exclusive, que lui confère son privilège, pour que la grâce et la faveur ne lui soient plus renouvelées. Il a un droit sur l'ouvrage en soi, mais il n'en a pas un à la grâce infiniment prolongée.

Plus tard, certains mémoires publiés par les libraires non privilégiés nous donnent une analyse digne d'intérêt, tant du droit de l'auteur sur son œuvre, que de l'étendue des prérogatives de son cessionnaire.

En 1725, on voit les libraires de province renouveler auprès de l'administration la prétention qu'ils avaient autrefois élevée devant les parlements, à savoir qu'à la fin, à l'expiration, du privilège accordé la faculté d'imprimer ce livre appartienne à tous les imprimeurs de France. Les libraires de Paris, se sentant menacés dans leurs prérogatives, ré-

pondirent par un mémoire rédigé par Louis d'Héricourt (2).

D'Héricourt pose comme suit la question : « Serait-il juste et équitable d'accorder aux libraires de province la permission d'imprimer les livres qui appartiennent aux libraires de Paris, par l'acquisition qu'ils ont faite des manuscrits des auteurs ? »

Comme première proposition il établit : « que ce ne sont point les privilèges que le Roi accorde aux libraires, qui les rendent propriétaires des ouvrages qu'ils impriment, mais uniquement l'acquisition du manuscrit, dont l'auteur leur transmet la propriété au moyen du prix qu'il en reçoit ».

Deux observations lui paraissent démontrer cette proposition : « 1° Un manuscrit, qui ne contient rien de contraire à la religion, aux lois de l'Etat ou à l'intérêt des particuliers, est en la personne de l'auteur un bien qui lui est tellement propre, qu'il n'est pas plus permis de l'en dépouiller que de son argent, de ses meubles, ou même d'une terre, parce que c'est le fruit de son travail qui lui est personnel, dont il doit avoir la liberté de disposer à son gré pour se procurer, outre l'honneur qu'il en espère, un profit qui lui fournisse ses besoins et même ceux des personnes qui lui sont unies par les liens de sang, de l'amitié, ou de la reconnaissance ; 2° Si un auteur est constamment propriétaire et par conséquent seul maître de son ouvrage il n'y a que lui ou ceux qui le représentent, qui puissent valablement le faire passer à un autre, et

; (2) « Mémoire en forme de requête à M. le Garde des Sceaux, rédigé par M. Louis d'Héricourt, avocat au parlement. V. le texte intégral : Laboulaye et Guiffrey, op. cit. p. 13 et suiv. et p. 21-40.

lui donner dessus le même droit que l'auteur y avait. Par conséquent le Roi n'y ayant aucun droit, tant que l'auteur est vivant ou représenté par ses héritiers ou donataires, il ne peut le transmettre à personne, à la faveur d'un privilège, sans le consentement de celui à qui il se trouve appartenir. »

D'Héricourt conclut sur cette première proposition en réduisant les privilèges à n'être considérés « que comme des approbations authentiques, pour mettre d'un côté le libraire en sûreté et hors d'état d'être inquiété, supposé qu'il se trouvât par la suite dans un ouvrage quelconque chose de contraire aux idées du gouvernement et, de l'autre, pour assurer le public, qu'il peut s'en charger sans crainte comme ne contenant rien de contraire à la religion, aux droits du Roi, ni à ceux des particuliers. »

Voici la seconde proposition : « Les manuscrits que les libraires achètent des auteurs, aussi bien que les textes des livres qu'ils acquièrent en s'établissant dans ce genre de commerce, sont, en leurs personnes, de véritables possessions, de la même nature de celles qui tombent dans le commerce de la société civile ; et par conséquent on doit leur appliquer les lois qui assurent l'état de toutes celles qui se font entre les hommes, soit terres, maisons, meubles, ou autres choses de quelque espèce que ce puisse être. »

D'Héricourt appuie cette proposition sur le raisonnement suivant : « Si les productions littéraires tiennent le premier rang entre toutes celles dont les hommes sont capables par rapport aux avantages qu'ils en tirent, elles doivent se communiquer pour l'intérêt commun. Si elles doivent se communiquer, il faut que les auteurs les puissent faire passer à

d'autres par le canal de la vente ou de l'échange ; donc les productions littéraires sont du nombre des choses qui tombent dans le commerce comme les autres productions de l'industrie ; et, par une conséquence nécessaire, les lois du royaume auxquelles le commerce et l'industrie ont donné lieu pour assurer l'état des conventions, des citoyens, doivent être singulièrement appliquées à celles qui se font entre les auteurs et les libraires. Or, il n'est pas douteux que le propriétaire d'une chose, en la faisant passer à un autre par le canal de la vente et de l'échange, transmet au nouveau possesseur les mêmes droits qu'il avait sur la chose dont il se dépouille... ; donc un libraire qui a acquis un manuscrit..., et obtenu un privilège, pour l'imprimer, doit demeurer perpétuellement propriétaire du texte de cet ouvrage lui et ses descendants, comme d'un terre ou d'une maison qu'il aurait acquise, parce que l'acquisition d'un héritage ne diffère en rien par la nature de l'acquisition, de celle d'un manuscrit... Cependant quoique ces deux différentes espèces d'acquisitions soient de même nature dans l'ordre des conventions, et qu'il ne se soit encore jamais trouvé personne assez visionnaire pour recourir à l'autorité du prince, afin de se faire mettre en possession de la maison d'un autre, sous prétexte de la longue possession de celui qui en jouit, ou de celle de ses auteurs, néanmoins les libraires de province osent aujourd'hui, sous le prétexte d'une jouissance de quelques années, venir demander les privilèges des livres dont leurs confrères de Paris ont acquis la propriété à prix d'argent ; pour l'impression desquels ils ont fait des dépenses considérables et couru le risque de l'événement et qui, enfin, composent le plus réel et le meilleur de leurs biens. »

Après s'être étendu sur le développement de cet argument, d'Héricourt arrive à l'objection tirée de l'utilité publique. Il réfute cette objection, d'abord par la nécessité publique de maintenir les contrats, puis par des considérations sur la nature particulière du commerce de la librairie. « La raison et l'expérience nous découvrent qu'il est nécessaire que dans toutes les communautés qui se trouvent dans un Etat, il y ait une barrière contre laquelle viennent se briser les entreprises que les membres peuvent faire les uns sur les autres, pour les empêcher de se détruire mutuellement. C'est pourquoi nos rois ont donné à chacune des statuts revêtus d'une autorité capable de les contenir les uns envers les autres, et qui leur doivent servir de règles. Or, les statuts des libraires contiennent la prohibition précise de demander des privilèges pour l'impression des livres qui appartiennent à des confrères. Cette disposition est fondée sur deux motifs: 1° pour conserver à chacun la propriété des ouvrages qu'il acquiert, et pour entretenir une juste émulation pour les grosses entreprises ; 2° pour empêcher que les libraires, par envie de profession, n'entreprennent les uns sur les autres et ne se ruinent mutuellement et aussi qu'ils n'impriment en mauvais caractère, sur de méchant papier et avec précipitation. Si les textes sont rendus communs à l'expiration des privilèges, les libraires ne voudront plus acheter de manuscrits ; les auteurs ne pouvant plus vendre leurs ouvrages se décourageront et ne travailleront plus : ce qui fera tomber les sciences et renaître ces siècles ténébreux qui ont précédé la naissance de l'imprimerie » (3).

(3) V. sur le mémoire de d'Héricourt : Renouard, op. cit., t. 1., p. 157 et suiv.

Après ces longs extraits du mémoire de d'Héricourt, par lesquels nous avons voulu mettre en lumière les arguments de la librairie privilégiée, il faut se demander ce que le travail de cet illustre jurisconsulte a apporté de nouveau dans le débat.

Dans le mémoire de Louis d'Héricourt nous trouvons un argument inédit, le voici : « ... que la propriété d'une œuvre littéraire est de tous points semblable à la propriété d'un immeuble ou d'une terre ; qu'elle appartient, indépendamment de tout privilège à l'auteur, à ses héritiers et à ses cessionnaires et que cette propriété est perpétuelle ». Il va même plus loin lorsqu'il nous dit : « que le roi n'a pas plus le droit de refuser un privilège ou sa continuation qu'il n'a le droit de dépouiller un de ses sujets de la maison qu'il possède à titre légitime ».

Mais est-ce que la thèse de l'Héricourt est tout à fait exacte ?

Avant de nous livrer à l'étude de la nature juridique du privilège, on peut toujours faire — avec M. Gastambide — quelques observations sur la portée de la thèse du savant canoniste.

« Ce qui est vrai, c'est qu'une œuvre littéraire est la propriété de son auteur (4).

« Ce qui était moins vrai, c'est que cette propriété fût de tous points semblable à celle d'un meuble ou d'un immeuble et qu'elle fût nécessairement perpétuelle.

« Ce qui était peu sincère, c'était d'invoquer le droit des auteurs pour les en dépouiller en réalité au profit des libraires privilégiés.

(4) Au moins tant qu'elle n'a fait l'objet d'aucune publication ; V. pour une analyse plus poussée, la deuxième partie de notre travail.

« Ce qui n'était pas adroit, c'était, lorsque les libraires ne devaient qu'à l'arbitraire du pouvoir leur continuation de privilège, de leur faire dire que le roi n'avait pas le droit de leur refuser ces continuations. »

Les conséquences de ce mémoire ne se firent pas attendre ; le syndic et ses adjoints furent démis de leurs charges et la requête des libraires de province fut rejetée.

Les premiers avaient porté atteinte à la toute puissance de l'autorité royale, les derniers n'ont pas respecté l'ordre imposé par la volonté du roi. Le régime des privilèges et des prolongations continue, mais des aspects nouveaux changeront dorénavant les données du problème.

Dans le mémoire de d'Héricourt *l'auteur* est un élément nouveau, il est la clef de voûte du régime qu'il préconisait.

Finalement on constate que « d'Héricourt, à côté de quelques erreurs, s'était rendu l'organe d'une vérité qui commençait à se faire jour ; c'est qu'une œuvre littéraire appartient à l'auteur qui l'a produite, que c'est sur le travail et l'invention de celui-ci que repose, avant tout, le principe de la protection accordée à l'œuvre et conséquemment la raison d'être du privilège. Le temps n'était plus, en effet, où la concession d'un privilège avait pour objet unique d'indemniser l'imprimeur-libraire de ses dépenses et de ses risques. Grâce aux perfectionnements de l'imprimerie et au débit sans cesse croissant des livres, l'éditeur n'avait plus le même besoin d'une protection privilégiée ; désormais le privilège se justifiait beaucoup mieux comme rémunération du travail de l'auteur et comme moyen, pour lui, de faire fructifier le droit de propriété (nous ver-

rons plus loin si le droit de l'auteur sur son œuvre est un droit de propriété ou un droit d'une toute autre nature) qu'il a sur son ouvrage.

Cette vérité était surtout sensible lorsqu'on voyait des libraires s'éterniser, eux et les leurs, dans la jouissance exclusive d'une œuvre littéraire, tandis que l'auteur et ses descendants en demeuraient dépouillés à toujours, sans que cet abandon de leurs droits fût même profitable au public ; en effet, à dater de cette époque, l'intérêt des auteurs va se dégager par degrés de celui du libraire où il avait été jusqu'alors absorbé et comme enseveli. Un droit nouveau, celui des auteurs, va naître du privilège de librairie, pour vivre bientôt d'une vie distincte, et pour le remplacer enfin plus tard sous le nom significatif et légitime de *propriété littéraire*. »

(Nous renouvelons ici la réserve que nous avons formulée plus haut au sujet de la nature du droit de l'auteur.) (5).

28. — L'affaire Crébillon (21 mars 1749). — La requête des libraires et imprimeurs jurés de Paris. — L'affaire La Fontaine.

On a vu qu'un nouveau droit avait fait son apparition. On ignorait encore sa nature et son étendue, mais un point restait acquis, à savoir que le travail de l'écrivain constituait la première raison du privilège.

Accorder un privilège c'était tout d'abord rémunérer l'auteur de son travail. L'attention désor-

(5) Cf. Gastambide, *op. cit.*, p. ; et N. Stolfi, *op. cit.*; tr. fr., t. 1., n° 146

mais se portera de venir en aide à l'auteur ; l'éditeur ne bénéficie qu'indirectement de cette garantie accordée au créateur. C'est la thèse inverse de ce qui avait été la règle générale jusqu'alors.

On constate même une amélioration de la situation des auteurs. Eux-mêmes, prenant connaissance de leur intérêt, commencent à déployer leurs efforts pour dégager leurs droits, pour affermir leur situation. Ils prendront successivement le parti, soit des libraires de Paris, soit des libraires de province, soit enfin une attitude propre, contre les prétentions de la librairie en général, pour s'émanciper des entraves historiques.

Et comme la tendance de l'époque leur était favorable, on vit les suites de leurs justes réclamations dans les affaires Crébillon, La Fontaine et autres.

Mais revenons à l'histoire, ses étapes nous enseigneront mieux l'évolution de ce nouveau droit.

Un arrêt rendu par le Conseil privé, le 21 mars 1749, au profit de Crébillon contre ses créanciers, offre un exemple remarquable des complaisances auxquelles on se croyait alors obligé envers les gens de lettres.

La question était fort simple : Crébillon avait des dettes ; ses créanciers avaient formé des saisies-arrêts entre les mains des comédiens français sur la part de l'auteur dans les recettes de la tragédie de *Catilina*, et entre celles de Prault fils, son libraire. L'arrêt du Conseil fit main-levée des saisies (6).

(6) Un siècle plus tôt, on en avait usé avec moins de façons à l'égard de la succession de Vaugelas.

Voici ce qu'on lit dans l'histoire de l'Académie par Pellisson : « Comme M. de Vaugelas avait en moins de fortune que de mérite après sa mort les cahiers du Dictionnaire, avec

Requête des libraires et imprimeurs jurés de Paris :

Vers cette époque une requête fut adressée au Garde des Sceaux par la communauté de la librairie de Paris, « contre les libraires de province sollicitant le retrait des privilèges des libraires de Paris ». Ce mémoire est la réaction contre le courant qui emportait les privilèges perpétuels (7).

La requête contient deux propositions. Les voici :

I. — « Un manuscrit qui ne contient rien de contraire à la religion, aux lois de l'Etat et à l'intérêt des particuliers est en la personne de l'auteur un bien qui lui est tellement propre qu'il n'est pas plus permis de l'en dépouiller que de son argent, de ses meubles ou même d'une terre...

II. — « Un auteur est constamment propriétaire et par conséquent seul maître de son ouvrage. il n'y a que lui ou ceux qui le représentent, qui puissent valablement le faire passer à un autre et lui donner dessus le même droit que l'auteur y avait... par conséquent le Souverain lui-même se trouve dans une heureuse impuissance d'ôter les privilèges qu'il a accordés à un libraire propriétaire du manuscrit, pour en gratifier un autre qui n'y a

le reste de ses écrits, furent saisis, parmi d'autres choses, par ses créanciers, qui prétendaient d'en tirer une somme considérable de quelque imprimeur ; de sorte que l'Académie n'a pu retirer ce qui lui appartenait qu'en plaidant, et après une sentence du Châtelet, du 17 mai 1651. (Cf. Renouard, *op. cit.*, t. I., p. 159-160).

(7) Nous employons la documentation fournie par M. Falk, *op. cit.*, p. 98 et suiv. (Manuscripts F. fr. 22072-40).

aucun droit (8) ; parce que ces sortes de privilèges ne sont pas seulement des marques de sa bonté et de la protection dont il honore les savants et les libraires, mais une justice qu'il leur rend pour les animer au travail, pour la gloire de son royaume et l'utilité de son peuple. »

Nous constatons que les arguments sont toujours les mêmes. En 1725 d'Héricourt les avait déjà développés avec plus d'éclat.

La librairie privilégiée considérait que la prolongation ou le renouvellement de ses privilèges lui était du, étant son droit. Les libraires de Paris assimilaient une fois de plus la propriété d'un manuscrit à celle d'une maison, et se considéraient titulaires d'un droit de propriété, se basant sur le fait qu'ils avaient été substitués librement par l'auteur dans ses droits.

Ils confondent le privilège avec le titre même de la propriété ; et, selon leur opinion, la propriété comporte le droit de reproduire exclusivement le **manuscrit**.

Dans cet état de choses un arrêt du Conseil du Roi vint allарmer la communauté parisienne encore davantage.

En effet, le 14 septembre 1761, un arrêt du Conseil maintint les petites-filles de *La Fontaine* dans la jouissance du privilège des œuvres de leur aïeul.

(8) Il faut attirer l'attention sur une inexacte insinuation que ce mémoire contient :

« En effet, dit M. Falk, — et nous ne faisons que souligner sa juste remarque — jamais les libraires de province n'ont cherché à ravir les privilèges à leurs confrères parisiens pour en user exclusivement eux-mêmes ; ils se contentaient de demander qu'on cessât d'accorder des continuations une fois le premier privilège expiré ».

Les raisons qui ont déterminé le Conseil à prendre une telle décision sont d'une importance incontestable. Voici un court aperçu de l'arrêt : « Il est certain qu'aucun libraire ou imprimeur n'a de privilège subsistant pour l'impression des ouvrages de La Fontaine. Les suppliantes ont donc pu réclamer la bonté du Roi pour obtenir la permission qui leur a été accordée. Les suppliantes descendent en ligne droite du sieur de La Fontaine, ainsi ses ouvrages leur appartiennent naturellement par *droit d'hérédité* puisqu'il n'existe aucun titre, aucun privilège qui les en prive. Le Roi en son Conseil a déclaré et déclare nul l'acte d'opposition... »

La Fontaine, de son vivant, avait vendu à Barbin, libraire, ses œuvres. Barbin avait obtenu un privilège et des continuations, comme c'était l'usage. Mais Barbin à son tour avait cédé à d'autres personnes l'exercice de son privilège. Naturellement le cessionnaire de Barbin forma opposition, soutenu par la communauté de Paris ; mais, comme nous l'avons vu plus haut, l'arrêt confirma les héritières de La Fontaine dans l'exercice du privilège.

Cet arrêt nous fournit un argument contre la thèse des libraires privilégiés et contre la thèse de ceux qui voudraient trouver, dans la législation d'avant la Révolution, un véritable droit consacré en faveur du cessionnaire d'un auteur. La conclusion qui s'impose est donc la suivante : L'éditeur primitivement privilégié n'est pas investi à toujours d'un droit exclusif sur l'œuvre qui lui a été originairement cédée, et l'auteur ou sa famille peut, à un jour donné, obtenir du gouvernement de rentrer en la jouissance d'une propriété qui ne doit pas être réputée aliénée d'une manière définitive.

Et cette décision concorde avec les doléances des libraires non pourvus de privilèges.

L'arrêt avait — comme il fallait s'y attendre — ressuscité toutes les querelles sur les prolongations de privilège... (9).

Mais un fait ne doit pas nous échapper, au sujet de l'arrêt La Fontaine, à savoir que la situation déplorable dans laquelle les héritiers du célèbre fabuliste se trouvaient a contribué beaucoup plus que n'importe quel argument de principe. Comme on l'a très bien dit, on a voulu secourir et non pas innover.

29. — Les « Notes » de d'Hémery (mai 1764).

Les protestations des libraires de province commencèrent à être entendues en haut lieu ; lors du départ (1763) de Lamoignon, père de Malesherbes, de la Chancellerie, Sartine — maître des requêtes — fut nommé directeur de la librairie et d'Hémery — avocat au Parlement — fut chargé de la dignité d'inspecteur général de la même institution.

Les libraires se mirent une fois de plus en campagne. Ils reprirent toutes leurs prétentions de 1656 à 1726. Mais les dignitaires chargés de veiller au bon fonctionnement de la librairie étaient fatigués par les réclamations journalières des libraires de Paris.

(9) Cf. Renouard, *op. cit.*, t. 1., p. 161.

Voici d'ailleurs l'opinion de cet illustre jurisconsulte au sujet de l'arrêt de 1761 : « Les libraires privilégiés, auxquels la jurisprudence du Conseil avait, jusqu'alors, été généralement favorable, voyaient avec effroi invalider leurs titres et détruire la perpétuité de jouissance dont ils se considéraient comme investis, par les cessions à eux faites. Mais ils n'avaient plus pour uniques ennemis le domaine public et les rivalités de confrères ; de nouveaux adversaires s'élevaient contre eux, c'étaient les auteurs et leurs familles, plus puissantes de jour en jour ». (*Ibid.*, p. 162).

En mars 1764, un mémoire intitulé « Représentations des libraires de Paris, à M. de Sartine, sur l'état de la librairie » fut envoyé au directeur de la librairie. Sartine fit appeler Joseph d'Hémery et le chargea de commenter les doléances des libraires par des notes marginales ; de même il lui demandait de résumer, ensuite, ces observations, pour qu'il puisse s'approprier les conclusions de ce travail et en faire l'envoi au vice-chancelier.

D'Hémery résuma le sens de ses conversations avec de Sartine dans un précis succinct et confia la rédaction de la réponse au mémoire à Morin. Ce dernier n'a pas ajouté grand'chose au canevas que d'Hémery lui avait tracé et c'est justice que de considérer le dernier comme le seul auteur des notes (10).

Avant d'aborder les notes de d'Hémery, voici en quelques lignes les principaux points contenus dans le mémoire rédigé par le soin des syndics et adjoints, en mars 1764. Les arguments ne sont pas inédits, car ils ont été puisés dans un mémoire publié en 1726, et dont nous avons parlé ailleurs.

En premier lieu les libraires s'attachent à préciser le sens du mot « privilège ». Ils écartent toute idée de monopole et pour mieux souligner leur thèse ils lui cherchent des appuis en faisant une incursion dans l'histoire. Pour eux, seuls les premiers privilèges avaient, en quelque mesure, le caractère d'un « exclusif », afin d'écarter le danger de la concurrence. Mais à cette première période de privilèges en succède une autre, d'un caractère tout diffé-

(10) Consulter : Malapert, op. cit., 11, 12 et 13 ; Renouard, op. cit., t. 1., p. 160 ; Falk, p. 104 et s. ; Laboulaye et Guiffrey, p. 41.

rent. En effet, on n'imprime plus seulement les livres anciens — « qui dans une certaine mesure sont de droit commun » — mais aussi des œuvres nouvelles que leurs auteurs eux-mêmes vendront aux libraires et avec cession de tous leurs droits. « Ici, il n'est plus question de donner en monopole une chose qui appartient à tous ; c'est une création nouvelle qui est née dans le cerveau de l'auteur et dont l'auteur dispose librement. »

A côté du droit de l'auteur un droit de nature différente fait son apparition : c'est le droit de l'Etat. Dès le xvi^e siècle l'Etat se défend contre la presse. Désormais donc aucun livre ne peut être publié qu'après examen. Si le censeur ne voit rien à reprendre, une autorisation est délivrée et le livre est libre à l'impression. « Avec ce passeport, qu'on nomme privilège royal, le livre pourra circuler dans tout le royaume. »

« Quant à la propriété littéraire, le privilège n'y touche pas, elle reste entière et perpétuelle chez l'auteur, s'il l'a conservée chez le libraire, si ce dernier l'a achetée. » Si l'autorisation délivrée par l'Etat avait un caractère temporaire ce fut pour deux raisons : d'abord par routine — par imitation des exclusifs qui les avaient précédés — et ensuite parce que certains livres qu'on ne considérait pas comme nuisibles en certains temps pouvaient le devenir en d'autres.

Le mémoire accuse les Parlements d'avoir sciemment méconnu « la différence qui existait entre ces propriétés nouvelles, parfaitement légitimes, et les concessions anciennes qui faisaient l'objet de l'exclusif... » La librairie de Paris s'attache ensuite à suivre pas à pas la lutte qui l'oppose à la librairie de province.

Après cette incursion historique des auteurs du

mémoire se placent à un autre point de vue ; ils cherchent, en effet, à faire ressortir les conséquences avantageuses du respect que, jusqu'à eux, on avait toujours eu, en France, pour la propriété littéraire.

Les auteurs du mémoire ne voient aucune différence entre la propriété d'une maison ou d'un champ et la propriété du texte d'un livre .Ils expriment leur étonnement de voir la première perpétuelle, pendant que la deuxième reste amputée ; c'est une injustice que rien ne peut expliquer. L'idée que le privilège est synonyme de monopole n'est pas exacte, et elle n'est professée que dans le but de « frapper plus sûrement le privilège ». Le mémoire combat cette assimilation et met en évidence que « la propriété d'un auteur n'empêche point un autre écrivain de composer un livre sur le sujet déjà traité ; tout ce qu'on demande au nouveau venu, c'est qu'au lieu de prendre le bien d'autrui, il fasse une œuvre nouvelle et personnelle ». L'Etat est maître du privilège, mais lorsqu'il accorde le renouvellement à un autre que le cessionnaire primitif ce privilège sera lettre morte pour le privilégié, à moins qu'il n'y réunisse la propriété du texte ; il faudra donc qu'il achète cette propriété au premier acquéreur, qui l'a payée de ses deniers.

Le mémoire attire l'attention sur les conséquences inévitables d'une limitation abusive de la propriété intellectuelle, parmi lesquelles la ruine de la typographie, celle de la librairie et, finalement, celles des auteurs, qui entraînera la décadence des arts et des sciences. Il insiste sur la question des contrefaçons — « cause du degré de dégénération de l'imprimerie » — et n'oublie point de présenter quelques observations au sujet du colportage et des permissions tacites.

En guise de conclusion les auteurs du mémoire indiquent les mesures qu'ils voudraient voir aboutir. « Ces conclusions tendent à la confirmation des lois et règlements qui déterminent le caractère du privilège comme un droit purement administratif et qui, d'autre part, reconnaissent et protègent la propriété littéraire. »

Ce mémoire contient beaucoup « de fausses appréciations, jointes à des faits mal rapportés ». Ses auteurs ont fait preuve de parti pris et souvent de mauvaise foi. Nous n'avons pas insisté, chaque fois que l'occasion s'en est présentée, parce que les inexactitudes ont été consciencieusement soulignées dans les notes qui accompagnent son texte.

Morin répond et rectifie, page par page, ligne par ligne. Nous suivrons le développement de son travail en soulignant les passages qui s'attachent à notre sujet.

Pour l'annotateur du mémoire, les prétentions des libraires entraîneraient comme conséquences : la ruine de la librairie de province, la formation d'un monopole dangereux entre les mains des libraires de Paris et surtout l'anéantissement de l'autorité du Vice-Chancelier. Les premiers privilèges ont été accordés pour protéger certains imprimeurs méritants ; ils ont toujours eu un caractère temporaire « parce qu'ils (n'étaient) pas un bien héréditaire et perpétuel ». Des prolongations ont été accordées pour des raisons légitimes, mais le Parlement s'est refusé d'admettre systématiquement ces prorogations « car il sentait combien elles étaient nuisibles et abusives, tant pour la librairie que pour le public ». Toutefois la jurisprudence du Conseil « a agit avec justice en accordant la continuation des privilèges à ceux qui les méritaient ».

L'auteur des notes s'insurge contre l'idée avan-

cée par les libraires, à savoir que le privilège aurait changé de nature et qu'il serait devenu simple sauvegarde. Contrairement au mémoire, les notes affirment que le privilège s'éteint à son expiration, car soutenir la théorie professée par les libraires privilégiés, c'est bâtir sur un « principe faux qui n'est fondé sur aucune loi ». Quelques lignes plus loin Morin précise, de nouveau, la doctrine officielle : « Les privilèges ne sont que des grâces passagères bien différentes de la possession d'une maison, d'une terre, etc... Les libraires ne sont que des marchands qui achètent une marchandise. Ils obtiennent un privilège pour la fabriquer et pour la vendre exclusivement pendant un certain nombre d'années. Le Roi devient le maître ensuite de transmettre le même droit à l'auteur, ou au même libraire, ou à toute autre personne, suivant les raisons qu'il peut avoir pour se déterminer dans ces grâces... »

Pour répondre à l'affirmation du mémoire, que le droit de l'acquéreur fut le même que celui du propriétaire, les notes de Morin n'hésitent pas à formuler la réfutation qui suit : « Le libraire qui achète un manuscrit acquiert un droit au privilège et ce privilège est toujours accordé ; après l'expiration on le renouvelle tant qu'il plaît au Roi et le libraire a des raisons légitimes d'en demander la continuation. Mais le ministère qui est le dispensateur des grâces peut disposer de ce privilège comme il le juge à propos et on n'a qu'à consulter à cet égard l'arrêt du Conseil du 17 février 1665. » Et quant aux auteurs « leurs droits sont sacrés, on ne leur refusera jamais et on ne leur a jamais refusé un renouvellement de privilège pour leurs propres ouvrages. On accorde cette grâce même à leurs enfants, mais lorsque ces écrits sont devenus un bien public, le ministère est en droit d'en donner le pri-

vilège au libraire ou au parent de l'auteur qu'il veut favoriser. Les libraires, comme ils l'observent, vendent, transmettent, donnent en dot à leurs filles les grâces du Roi. C'est un abus établi par l'usage, abus qu'il est essentiel de corriger pour l'avenir et qu'on ne pourrait détruire dans le moment sans inconvénient. ».

Poursuivant son travail, Morin précise encore la nature du privilège : « Le privilège n'est qu'une grâce que le prince accorde ou renouvelle pour le temps qu'il croit nécessaire pour dédommager le libraire... ; les privilèges n'ont jamais été regardés comme un bien héréditaire..., ils n'ont jamais revêtu le caractère d'une sauvegarde ; ... le privilège est une *grâce* du prince dont M. le Vice-Chancelier est le dispensateur envers ceux qui sont dans le cas de les mériter. »

Quant à l'objection, des libraires privilégiés, que la concurrence a un caractère destructif en librairie, les notes ajoutent : « Ce qu'on appelle ici innovation dérangerait un peu la fortune de quelques libraires riches, mais aussi elle ferait le bien de tous les autres, et de presque tous les libraires du royaume qui sont dans la plus extrême misère. » Selon le commentateur, la concurrence amènerait le public à négliger les éditions mauvaises et à préférer les bonnes ; « il payerait moins cher les livres, il les aurait mieux imprimés et les libraires seraient plus heureux ». Le document dont nous nous occupons souligne les mérites des libraires et imprimeurs qui sous le régime de la libre concurrence ont mis à jour des ouvrages importants et ne passe pas sous silence la triste situation de certains écrivains célèbres qui ont languï dans l'indigence, pendant que mille libraires ont tiré une fortune immense des ouvrages à eux cédés.

L'inspecteur de la librairie reconnaît le bien-fondé des doléances qui se rapportent à la contrefaçon et au colportage. Mais, d'après lui, la source la plus redoutable de ces fléaux est l'impossibilité dans laquelle se trouvent les imprimeurs de province d'obtenir des privilèges.

Les permissions tacites sont l'occasion de sévères objections : « C'est, dit d'Hémery, un système bien singulier de ne mettre entre l'autorisation authentique et publique, qui est le privilège, et la permission tacite d'autres distinctions que celle de la décence. » Les permissions tacites ne peuvent donner la même propriété que les privilèges ; « on ne se serait jamais attendu que des gens sensés parlant à un magistrat éclairé et dépositaire des grâces en fait de librairie eussent pu avancer une telle proposition ». Pour anéantir le colportage notre document contient la proposition, fort juste, d'admettre l'établissement de quelques librairies en dehors des limites de l'Université.

Le travail de Morin continue à combattre ce qu'il y avait d'erroné dans le mémoire présenté. Il souligne à chaque occasion que le système professé par les libraires privilégiés, selon lequel le privilège serait une simple sauvegarde, n'a aucun appui dans les règlements. Les auteurs des notes sont toutefois d'accord avec les auteurs du mémoire quant aux contrefaçons et aux colporteurs ; mais même sur ces points il y a divergence, car l'administration considérerait comme dangereux et impraticables les moyens présentés pour remédier au mal dont la librairie de Paris se disait victime.

D'Hémery a tenu pour sa tâche de résumer et systématiser les principes et les arguments opposés aux doléances du mémoire. Il rapporte dans son résumé nombre d'arrêts qui consacrent une thèse con-

traire à celle du mémoire. Il rectifie certaines interprétations erronées, et s'étonne que les sanctions prises en 1726, contre les auteurs d'un mémoire, dont les présentes représentations avaient repris les arguments, n'aient pas inspiré plus de prudence.

Un réel danger — d'après lui — s'installerait si les conclusions du mémoire étaient adoptées, car l'autorité du Vice-Chancelier serait compromise et son rôle se bornerait à être purement passif. Les propriétaires de privilèges exerceraient un despotisme tant vis-à-vis du ministre que vis-à-vis du reste de la librairie ; ils s'efforcent de réduire les libraires de province au simple rôle de commissionnaires et s'ingénient à les écarter de toute appropriation de privilège d'ouvrage nouveau. D'ailleurs ces principes seraient combattus par les auteurs mêmes, qui espéraient rentrer dans leurs droits après l'expiration du privilège cédé à un libraire (11).

D'Hémery se demande comment une minorité ose venir parler au nom d'une communauté. « Tous les sujets sont égaux aux yeux du Roi », donc l'avis de tous les intéressés serait nécessaire.

Quant à la nature du privilège, il n'hésite point à demander qu'on précise que le privilège n'est qu'une grâce que le Roi peut accorder ou refuser, continuer ou suspendre, selon les raisons qu'il peut en avoir.

Sartine se montra très satisfait du travail de d'Hémery. Il ne le cacha pas et la lettre qu'il adresse

(11) « ...n'est-il pas concluant pour le ministère de récompenser un citoyen respectable, un homme de mérite, en le faisant rentrer dans ses droits qu'il n'a cru céder que pour le temps du premier privilège.. ».

le 19 juillet 1764 au Vice-Chancelier en fournit la preuve (12).

30. — Le Mémoire du mois d'août 1764.

Le mémoire du mois d'août 1764 est une réponse à un autre publié la même année (v. Laboulaye et Guiffrey). Il est intitulé « Mémoire sur les abus qui se sont introduits dans la librairie ». Nous avons retenu ce mémoire pour notre travail, car nombre de ses suggestions ont été adoptées par le législateur de 1777. Ce mémoire contient des propositions dignes d'être soulignées (13).

Tout d'abord il suggère que seuls les auteurs des ouvrages peuvent obtenir des privilèges. Les auteurs pourront céder leurs privilèges à un imprimeur ou à un libraire avec l'approbation du Vice-Chancelier ; mais il resteront libres de redemander de nouveaux privilèges après l'expiration de chacun de ceux qu'ils auront précédemment obtenus. A la mort d'un auteur son ouvrage sera acquis au public. Le mémoire demande que la propriété exclusive cesse à la mort de l'auteur et que sa famille ou un ou plusieurs libraires ne puissent continuer à en jouir au delà de sa mort. Voici d'ailleurs le passage dont nous avons emprunté les idées : « la cession faite par des auteurs pour par delà leur vie et pour toujours est si chimérique, que non seulement il faut en proscrire les engagements pour l'avenir, mais qu'il faut même n'avoir aucun égard à ceux

(12) V. cette lettre Malapert, op. cit. par. 13, in fine.

(13) V. Man. Fr. 22073 — 83 bis — cité par Falk, op. cit. p. 101.

qui existent et dont on voudrait aujourd'hui se prévaloir. Quel serait le terme où un ouvrage pourrait être imprimé par tous les imprimeurs indifféremment ? (Cette question embarrassante demeura toujours sans réponse.) Quel serait le véritable fonds de la littérature acquis à la communauté et que deviendrait l'émulation si chaque libraire avait la propriété d'un certain nombre de manuscrits et le droit exclusif de les faire imprimer ?... Les manuscrits trouvés à la mort d'un auteur seront regardés comme appartenant à sa famille et dans le cas où elle désirerait qu'ils fussent imprimés et où ils mériteraient de l'être, ce sera à l'éditeur choisi par elle que le privilège en sera accordé, mais qu'à l'expiration du terme fixé par ce privilège, l'ouvrage posthume sera acquis au public... Il serait en effet ridicule d'accorder à une famille la possession d'un manuscrit pendant la vie d'un éditeur, car... ni l'éditeur ni la famille ne peuvent faire à l'ouvrage de l'auteur des corrections, changements et additions qui puissent justifier la demande des seconds privilèges à leur profit. »

Les vérifications de privilèges à la chambre syndicale sont d'ailleurs extrêmement difficiles à effectuer, indique l'auteur du mémoire.

« ... M. le Chancelier de Lamoignon (a imaginé) l'établissement d'un contrôle des privilèges et permissions... ; ce contrôle ne pourrait être bien fait que par les inspecteurs de la librairie ; leurs fonctions à la Chambre syndicale les mettent à la portée de voir tout ce qui s'y passe dans le plus grand détail... ; (et ainsi) les libraires et imprimeurs tant de Paris que des provinces (seraient) informés de l'expiration prochaine des privilèges et permissions et (pourraient) en demander de nouveaux si cela leur convient » (cf. Falk, p. 102 et suiv.).

Les idées contenues dans ce mémoire aboutiront en partie tout de suite, mais entièrement, à peine au XIX^e siècle. En tout cas le droit de l'auteur est l'objet d'une étude plus sérieuse. Nous sommes loin des affirmations trompeuses et des affirmations illogiques qui se firent jour après le règlement de 1723.

31. — Mémoire des Libraires et Imprimeurs de Lyon.

Oppressés de plus en plus par l'avidité de leurs confrères de la capitale les libraires du royaume adressent des supplications de plus en plus ardentes au roi ; de la série des mémoires et des requêtes il faut signaler : « la requête des libraires et imprimeurs de Lyon contre les continuations et prolongations des privilèges exclusifs au profit de ceux de Paris ». Elle est adressée au roi et « à nos seigneurs de son Conseil ». La requête est signée et a été probablement rédigée par l'avocat Flusin (14).

Après un historique des privilèges le document tire de cette étude chronologique une définition : « qu'est-ce qu'un privilège ? — c'est une prérogative ou un avantage accordé par le souverain à une personne qui en jouit à l'exclusion des autres et contre le droit commun... »

« Dès qu'un inventeur ou un auteur ont pu être récompensés de leurs dépenses de leurs combinaisons, de leurs veilles, en argent ou en réputation, tous les hommes ont droit de jouir du présent qui leur est fait. La société en doit reconnaissance

(14) V. Man. Fr. 22073, 141, cité par Falk, op. cit. p. 107 et suiv.

et récompense mais l'une et l'autre ont leur borne et leur mesure. Sans cela toute invention deviendrait pour chaque particulier un impôt qui gênerait l'industrie et détruirait nécessairement l'émulation et le commerce.

« Les établissements les plus utiles protégés par le gouvernement tels que les Manufactures, ont été soutenus dans leur origine par des privilèges exclusifs. La continuation en a été refusée dès que ceux qui les avaient faites ont été remboursés de leurs avances et payés par leurs bénéfices de la récompense qui leur était due pour leurs inventions... Les privilèges exclusifs en matière de librairie seraient-ils d'une autre nature et mériteraient-ils plus de faveurs ?

« Si l'on ne considérait que les auteurs proprement dits, cette prérogative pourrait avoir quelque espèce de justice et de fondement. Il paraît naturel que l'homme de lettres jouisse pendant sa vie de la faculté de faire imprimer ses ouvrages par qui bon lui semblera. Mais ordinairement il vend son droit de propriété ; ce n'est jamais lui qui en recueille les fruits. C'est le libraire qui l'acquiert ; c'est toujours un marché très avantageux pour ce dernier et très peu lucratif pour l'auteur. La facilité avec laquelle les libraires de Paris obtiennent (les continuations), leur fait considérer les ouvrages qu'ils ont acquis comme des immeubles. Ils ont soutenu ce système dans une affaire qu'ils ont eue au Conseil contre les Demoiselles de La Fontaine... Ces petites filles avaient obtenu... des lettres du Grand Sceau qui leur permettaient de faire imprimer pendant 15 années les fables et œuvres de La Fontaine. Elles présentèrent ces lettres à la Chambre syndicale de

Paris pour les faire enregistrer. Les libraires associés s'y opposèrent sous prétexte qu'étant aux droits de Barbin qui avait acquis les Fables en 1668 du Sieur de La Fontaine, la propriété leur en appartenait exclusivement... Par arrêt du Conseil du 14 décembre 1761 cette opposition fut déclarée nulle. Les libraires associés ont formé opposition à cet arrêt... (mais) l'affaire n'a pas été décidée parce que les libraires ont désintéressé les Demoiselles de La Fontaine... » Et la requête continue : « ... si un pareil système pouvait être toléré... il achèverait de détruire le commerce de la librairie de province et de la capitale même... Paris est le siège des Académies de tous genres et le domicile des gens de lettres de tous états... , non contents de s'emparer des nouveautés par la facilité qu'ils (les libraires de Paris) ont de traiter avec les auteurs qui se concentrent dans la capitale, ils sollicitent tantôt ouvertement, tantôt sourdement, les différentes réductions des imprimeurs de Province. Etant à la source des grâces ils surprennent sur de faux exposés des continuations de privilège sans bornes pour les livres qui existent ; à l'aide de ces titres vicieux et destructeurs ils portent la désolation dans les principales villes en enlevant des éditions d'ouvrages, auxquelles souvent ils n'avaient jamais eu aucun droit et qui pouvaient être regardées comme appartenant à quiconque voudrait en entreprendre l'impression. »

Le mémoire expose ensuite que tout ce qui est exclusif en fait de commerce est contraire au bien public et que cela est vrai surtout en matière de librairie... les particuliers sont obligés d'acheter au prix le plus exorbitant ou de se passer souvent d'un livre nécessaire. Autre préjudice : « tandis qu'un libraire privilégié débite une ou deux éditions d'un livre, la concurrence en ferait consom-

mer 7 ou 8 éditions dans le même intervalle. Le bénéfice du libraire sur chacune de ces dernières serait bien moindre que celui du libraire privilégié ; mais la masse de ces bénéfices réunis formerait un produit beaucoup plus considérable et ce produit, réparti en beaucoup de mains, occuperait et ferait subsister un plus grand nombre de libraires, d'ouvriers, et de gens de main-d'œuvre.

« Les libraires de Paris, possesseurs de milliers de privilèges, croient avoir seuls le droit d'imprimer et que tout libraire de province doit se borner à la simple revente. Il régnait autrefois entre eux et les libraires des principales villes du royaume un commerce d'échange qui donnait de l'activité aux presses en favorisant la circulation. Les libraires de Paris se sont emparés par des renouvellements de privilèges de ce qui s'imprimait dans la province où ils refusent d'échanger leurs nouveautés contre des livres d'anciens et d'usage, en sorte qu'on ne peut traiter avec eux qu'au comptant... » La simple revente ne suffirait pas pour occuper les libraires de province. Ceux de Paris leur font une remise de 12 à 15 % sur quoi il faut payer le port, les rebuts et les faux frais... ; les libraires de Paris paraissent vouloir priver de cette faible ressource les libraires de province. Ils ont des magasins dans les villes, ils correspondent directement avec les particuliers à qui ils fournissent des livres au prix marchand. Ils viennent même de proposer d'envoyer en province les livres par la poste. Le particulier qui est servi plus promptement et aux mêmes conditions oublie que le libraire, son concitoyen, est chargé d'enfants et a besoin de gagner. Il écrit à Paris et il a son livre un mois ou deux avant qu'il soit arrivé par les voitures. Telle est la position des libraires de province ; ceux de Paris... ont évidemment pour but

de détruire leur commerce et de le concentrer dans la capitale. Cependant, Paris ne devrait être qu'un point de réunion et non un gouffre et un abîme pour les provinces. Celles-ci méritent à autant de titres la protection du gouvernement... ; les libraires de province y ont le même droit que (ceux de Paris) puisqu'ils supportent comme eux les charges de l'Etat... Qu'un libraire de Paris qui achète un manuscrit obtienne un privilège exclusif pendant trois, six ou neuf années, que ce privilège soit même prolongé pour des objets considérables, les libraires de province sont bien éloignés d'y donner la moindre atteinte. Il est juste que le libraire qui entreprend un ouvrage nouveau soit assuré par un débit exclusif pendant un temps limité de recouvrer les fonds qu'il a avancés et qu'il fasse même un bénéfice plus considérable à cause des risques qu'il a courus. Mais qu'après avoir fait un bénéfice immense le libraire de Paris veuille encore se perpétuer dans la possession exclusive de cet ouvrage, c'est ce qui ne se peut tolérer, c'est ce que les règlements proscrivent expressément... A ces causes plaise à S.M. : 1° permettre à tous les libraires et imprimeurs aussitôt après l'expiration d'un privilège faire imprimer et vendre concurremment l'ouvrage sur lequel le privilège a été obtenu, à charge d'obtenir des lettres du Grand Sceau à cet effet ; 2° faire défenses à tout libraire et imprimeur de demander aucune continuation ni prolongation de privilèges avant ou après leur expiration, si ce n'est que l'ouvrage ait été augmenté au moins d'un quart, sans que pour ce sujet il soit défendu aux autres d'imprimer les éditions non augmentées... »

32. — Le mémoire de Diderot.

En 1767 Diderot a écrit à M. de Sartine une « lettre sur le commerce de la librairie ». Ce mémoire a été composé avec l'ancien syndic Le Breton ; partant, il est un plaidoyer en faveur des libraires de Paris.

Cet écrit de Diderot est resté longtemps inédit. En 1861 M. Guiffrey le publia. Il a fait tout récemment l'objet d'un commentaire de M. B. Grasset (15).

Les commentaires de M. B. Grasset n'apportent rien de nouveau à ce qu'on savait sur cette « Lettre » ; d'ailleurs l'auteur du commentaire n'a voulu que dresser contre un projet « insensé » les arguments d'un grand écrivain, « qui fut l'un des pères de l'ordre démocratique ». M. B. Grasset a raison de souligner le rôle important que l'édition joue dans la vie des Lettres mais — croyons-nous — il a tort d'exagérer, de ne voir que des éditeurs vertueux et d'oublier que même Diderot a eu dans sa personne de son collaborateur Le Breton, l'occasion d'une déception (16).

Mais pour conclure, le travail de M. Grasset est utile, tout d'abord parce qu'il a tiré de l'oubli un mémoire digne de l'attention du gouvernement

(15) Diderot : Lettre sur le Commerce de la librairie-commentée par B. Grasset. Ed. Grasset, 1937.

(16) V. Marianne 14-4-37, Ramon Fernandez : Diderot dix ans après la rédaction de cette lettre, s'aperçut que son éditeur Le Breton avait frelaté les derniers volumes de cette œuvre immense à l'insu du philosophe afin d'éviter les frais d'une interdiction (il parle de l'Encyclopédie).

d'un pays démocratique et deuxièmement parce qu'il nous laisse entrevoir ses propres vues sur une matière tellement délicate et actuelle.

Ce mémoire a été remarqué par Renouard. C'est d'ailleurs grâce à ses extraits qu'il a été plus tard publié. On n'a pas tardé de souligner que le travail de Diderot est loin d'être original. En effet, Diderot ne fait qu'« habiller d'une prose abondante et chaleureuse l'argumentation un peu nue du mémoire présenté par les libraires de Paris à M. de Sartine en 1764 ».

Etant données les conditions de sa parution on ne sera pas étonné de trouver les mêmes exagérations, les mêmes fausses assimilations de tous les mémoires parus depuis 1723. On est surpris de voir Diderot, l'encyclopédiste célèbre et libéral, se faire le champion des libraires privilégiés. Il vante les bienfaits de l'« exclusif », du monopole des libraires. Il va même jusqu'à soutenir — après avoir très raisonnablement approuvé l'habitude de concéder des privilèges aux premiers éditeurs de manuscrits anciens — les prolongations de ces privilèges, même — et c'est ici une exagération qui anéantit la chose qu'elle soutient — à perpétuité.

Vouloir un droit perpétuel pour l'éditeur avant même que l'auteur ait eu la reconnaissance d'un droit, législativement proclamé et protégé, est une chose bien étrange. Il oublie que seule l'œuvre est l'objet d'une faveur du Prince, l'éditeur et l'auteur ce ne sont que deux personnages avec des prérogatives mal définies. Et Diderot trouve l'argument principal dans la lenteur avec laquelle se débite la plus grande partie des éditions dont un fonds de librairie se compose.

Avant de passer à la question des privilèges pour des ouvrages récents, Diderot fait un exposé

historique sur l'origine du privilège et sur son évolution. Lorsqu'il nous parle de « l'exclusif » il n'oublie pas de remarquer qu'il était contre le droit commun, mais il oublie malheureusement de tirer de cette constatation toutes les conséquences raisonnables qui s'imposent. Poursuivant son travail il arrive à la question des prolongations, qui d'après lui étaient un pas vers la perpétuité. Il envoie en passant quelques flèches au Parlement et souligne la thèse du Conseil du Roi, qui selon lui avait seul « entendu bien nettement l'état de la question ».

Quant aux ouvrages nouveaux, Diderot déclare que la propriété complète, entière et absolue appartient à l'auteur. C'est l'argument de tous les mémoires pour déduire ensuite la cession du droit, avec les mêmes prérogatives, au profit de l'éditeur.

L'auteur a cédé à perpétuité et sans retour son ouvrage. Pour des motifs d'ordre public cet ouvrage était présenté pour obtenir la permission d'un censeur et ensuite l'éditeur obtenait un titre nommé privilège et qui, selon Diderot, « autorisait à publier l'ouvrage qu'il avait acquis et qui lui garantissait sous des peines spécifiées contre le perturbateur, la jouissance tranquille d'un bien, dont l'acte, sous-seing privé, signé par l'auteur lui transmettait la possession perpétuelle ».

Il est utile de revenir sur l'objection déjà faite que cet acte privé, intervenu entre l'auteur et l'éditeur, ne pouvait avoir aucune portée quant au privilège, sous un régime de faveur. Suivant le mémoire nous trouverons l'assimilation, déjà faite par d'Héricourt, entre la propriété d'un manuscrit et celle d'une terre, d'une maison et partant les mêmes prétentions. Il est à peu près inutile de continuer à mettre en évidence les arguments produits

par Diderot, ce ne sont que ceux qu'on connaît déjà depuis longtemps.

Le libraire cessionnaire de l'auteur a le même droit que son cédant avait avant la cession. Raisonner autrement ce serait bouleverser les propriétés. Il veut des continuations indéfinies au profit des acquéreurs parce qu'il regarde l'existence des privilèges comme nécessaire à la vie des librairies. La concurrence, pour Diderot, est la source d'une superproduction et cause première de la fabrication de mauvaise qualité. Pour Diderot la concurrence de l'étranger suffira pour combattre les prix exagérés des libraires privilégiés. Mais il doute que les libraires privilégiés aient la tendance à maintenir les prix à un taux élevé, car ce serait contre leur intérêt — selon lui. Il s'insurge contre l'arrêt qui en 1761 avait confirmé les droits au privilège des Demoiselles de La Fontaine contre l'éditeur Barbin. Il conclut en exigeant que les lois existantes sur la librairie soient à jamais raffermies ; il regarde les privilèges comme de pures et simples sauvegardes ; les ouvrages acquis doivent être regardés comme des propriétés inattaquables ; il exige le droit à l'impression et à la réimpression exclusives au profit des acquéreurs. Diderot n'admet le régime du « domaine public » que pour les ouvrages que « le légitime possesseur laisserait librement et sciemment en non-valeur ».

Pour les livres étrangers il préconise soit le droit exclusif du premier occupant, soit l'assimilation dans le « domaine public ». C'est le moment de faire observer, avec M. Gastambide, que cette alternative, contradictoire même, montre combien les principes sur la matière étaient encore incertains et mal compris.

Il expose dans son mémoire quelques doléan-

ces de la librairie privilégiée concernant l'enregistrement et le droit du syndic de le suspendre en cas d'opposition ; de même il plaide pour que certains articles concernant l'entrée des livres dans le royaume soient mieux observés et il se fait l'écho des prétentions des libraires privilégiés de Paris lorsqu'il indique les précautions à prendre contre les contrefacteurs d'Avignon.

Ce mémoire contient aussi l'apologie des permissions tacites. Nous avons exposé d'ailleurs cette question, nous ne revenons pas là-dessus.

Diderot dans son mémoire parle de beaucoup de choses, mais il oublie celle qui était pourtant la plus importante. En effet, de tout son écrit se dégage — M. Gastambide l'a très justement observé — la résistance que les libraires privilégiés opposent au courant d'idées qui tendait depuis quelque temps à élargir le droit des auteurs aux dépens de celui des libraires. Nous ne trouvons dans les pages de sa lettre que les arguments produits contre les libraires de province. L'auteur est l'occasion de quelques lignes magnifiques, mais là s'arrête tout, car de son droit on ne parle que pour le dépouiller en faveur de son éditeur.

Diderot, l'encyclopédiste libéral, signe un mémoire qui fait bon marché du créateur d'une œuvre du génie pour tout revendiquer en faveur de la librairie.

33. — Affaire Boisjermain (1770).

Un des principaux griefs des auteurs contre les règlements de la librairie, griefs qui se trouvent exposés dans le mémoire (le quatrième) de Malesher-

bes, était l'interdiction faite aux auteurs de vendre eux-mêmes leurs ouvrages. C'était un abus, une injustice de plus envers les auteurs sous l'Ancien Régime.

Les auteurs étaient réduits à céder leurs ouvrages aux libraires-imprimeurs avec le privilège, si par exception ils l'avaient sollicité et obtenu en leur propre nom, ou sans privilège ; les libraires d'ailleurs ne tardaient pas à en obtenir un et les continuations nécessaires surtout à leur propre intérêt.

Lamoignon de Malesherbes, qui fut directeur général de la librairie de 1750 à 1765 et qui composa en 1759 cinq mémoires sur la librairie, demeurés célèbres pour l'esprit à la fois libéral et ferme qui les inspira, a revendiqué dans les termes suivants, pour les auteurs, la faculté de débiter leurs livres : « les auteurs devraient, suivant le droit naturel, tirer tout le profit de leurs ouvrages, en ayant la faculté de les vendre eux-mêmes. Le droit civil ne s'y oppose pas ; et malgré le droit exclusif de vendre certaines marchandises qui est réservé aux communautés de Paris et des autres villes, chacun a la liberté de vendre les fruits de sa terre. Ne doit-on pas regarder les ouvrages comme lui appartenant encore à plus juste titre et comme le bien dont il serait le plus convenable qu'il eût la libre disposition ? »

La question que nous discutons a fait en 1768 l'objet d'un procès célèbre. En effet, les libraires de Paris avaient obtenu une saisie contre Luneau de Boisjermain, le 31 août 1768. Luneau de Boisjermain était l'auteur et l'éditeur de nombreux ouvrages. Il les échangeait avec les libraires de Paris ou de province contre d'autres livres qu'il revendait ensuite à des libraires de province auxquels il lui arrivait aussi de transmettre des livres qu'il ache-

fait pour eux par commission (cf. Renouard, page 163).

La sentence intervenue le 30 janvier 1770, sans statuer sur le fond de l'affaire, condamne la communauté à des dommages-intérêts et aux frais de la saisie comme faite sans ordre, et renvoie les parties devant le Roi pour savoir jusqu'à quel point on pouvait faire la commission.

Linguet et Voltaire, prenant le parti de la liberté, ont demandé pour les auteurs le droit de débiter eux-mêmes leurs ouvrages. Voici un passage d'une lettre que Voltaire écrivait à ce sujet le 21 octobre 1769 à Luncau de Boisjermain : « Je ne vois pas qu'en puisse rien ajouter ni répondre au factum de . de Linguet (il fait ici allusion au mémoire que Linguet venait de publier contre les libraires), il me paraît que les toiliers, les droguistes, les vergettiers, les menuisiers, les doreurs n'ont jamais empêché un peintre de vendre son tableau même avec la bordure. M. le Doyen du Parlement de Bourgogne veut bien me vendre tous les ans un peu de son bon vin, sans que les cabaretiers lui aient jamais fait de procès. Pour les gens de lettres, c'est une autre affaire ; il faut qu'ils soient écrasés, attendu qu'ils ne font point corps, et qu'ils ne sont que des membres très épars. »

Voltaire écrivait le 12 décembre 1736 à M. Berger : « Je fais partir par cet ordinaire la pièce (« L'enfant prodigue ») et la prépare pour être imprimée par le libraire qui en offrira davantage, car je ne veux faire plaisir à aucun de ces messieurs, qui sont comme les comédiens créés par les auteurs et très ingrats avec leurs créateurs. »

Pour embrasser l'importance de cette question il suffit de rappeler qu'en vertu de l'article 75 et de l'article 76 du règlement de 1723 la vente aux en-

chères des livres et fonds de librairie n'était autorisée que lorsqu'elle était faite aux libraires de Paris. Les auteurs étaient donc à la discrétion de quelques libraires qui, coalisés et puissants, avaient écarté leurs confrères de province de toute concession ou acquisition de privilèges.

34. — Un dernier mémoire avant les arrêts de 1777.

C'est le mémoire du 15 octobre 1776, intitulé : « Mémoire à consulter pour les libraires de Lyon, Rouen, Toulouse, Marseille et Nismes, concernant les privilèges de librairies et continuations d'iceux ».

Ce mémoire est la plus importante et, en même temps, une des plus volumineuses pièces concernant la question ; ce fut le dernier effort des libraires de province coalisés, effort qui emporta la place (17).

Le mémoire contient cinq propositions. Les voici :

1° « Les lois et la jurisprudence de tout temps en usage, prohibent les continuations de privilège. » Suit un tableau historique extrêmement précis tendant à démontrer l'exactitude de la proposition énoncée.

Sur cette proposition le mémoire insiste et donne les développements que nous faisons suivre, en résumé : « ...La difficulté n'est pas de savoir si un ouvrage manuscrit appartient à son auteur, — cela est évident — mais de décider si cet auteur ou le libraire qui le représente, lorsqu'il a donné son œuvre au public et que, pour ainsi dire, il lui en fait un besoin, a le droit d'empêcher ce même public d'en multiplier les copies. Pour la résoudre,

(17) V. Man. F. fr. 22073-144, cité par Falk, p. 113 et suiv. et 6.

nous proposerons aux libraires de Paris les deux questions suivantes : a) l'auteur d'un ouvrage, ou le libraire, légitime acquéreur du manuscrit, n'ayant tenu qu'une simple permission et non un privilège exclusif, peuvent-ils s'opposer à ce que d'autres libraires réimpriment ce même livre ? Peuvent-ils saisir leurs éditions et les poursuivre comme contrefacteurs ? — b) Est-il légitimement permis de réimprimer les livres publiés à l'étranger ?

Lorsque l'inventeur ou le possesseur de quelque objet que ce soit se détermine à exposer au public, il lui communique en même temps le droit non pas de s'emparer de l'original, mais très certainement de l'imiter ou de le copier si l'objet lui est utile ou agréable. Il est donc évident que le propriétaire d'un manuscrit qui a vendu et distribué des copies au public sans en avoir obtenu un privilège exclusif, n'est pas fondé à se plaindre, si ceux qui ont acheté ces copies en font multiplier à leur gré les exemplaires, car il leur a communiqué par cette vente une propriété égale à la seule espèce de propriété qu'il peut avoir.

C'est donc dans le privilège exclusif que réside le droit exclusif de multiplier et de vendre les copies d'un ouvrage, en sorte que la propriété d'un manuscrit se communique par la vente ou cession des copies, tandis que la propriété du privilège se conserve nonobstant cette vente. Il est bien nécessaire de distinguer ces deux sortes de propriétés, si l'on veut s'entendre. Car dans le cas où l'auteur n'a pas obtenu le privilège, le libraire acquéreur du manuscrit ne peut avoir acheté de lui que la première espèce de propriété et lorsqu'il vend et distribue les exemplaires de son édition, il doit être considéré comme communiquant à la pluralité et en détail la propriété qu'il avait achetée seul et pour

ainsi dire en gros. En lui cédant sa propriété l'auteur... n'a pu lui donner le droit exclusif de copier ou d'imprimer son œuvre et d'en vendre des copies puisqu'il ne l'avait pas lui-même. Si la propriété des inventeurs ou auteurs emportait avec elle le droit exclusif de vendre au public la jouissance de leurs découvertes, cette proposition serait de nature qu'en ne cessant de l'aliéner, l'auteur la conservait toujours entière et intacte, en sorte que tout inventeur et les siens seraient à jamais propriétaires privilégiés, et en même temps possesseurs et vendeurs perpétuels des choses qu'il leur aurait plu d'enfanter. Dans cette étrange supposition, il n'y aurait rien, ni dans les Arts, ni dans les Sciences, dont la propriété exclusive de fabrication ou de vente ne pût être revendiqué. Nous devons venir à la seconde des questions que nous avons proposées à nos adversaires : S'ils disent que l'on peut légalement réimprimer en France les livres étrangers, cette maxime sera diamétralement contraire à leur système de propriété, parce que les libraires étrangers ont aussi acquis leurs ouvrages des auteurs, avec les mêmes droits et de la même manière qu'il se pratique à Paris, et qu'il n'est pas mieux permis de voler (pour nous servir de leurs expressions) ses voisins que ses concitoyens. Si au contraire ils soutiennent la négative, on pourra à juste titre rétorquer contre eux toutes les épithètes odieuses qu'ils ont employées ; parce qu'il est de fait que la moitié des livres qu'ils s'approprient sont des livres enlevés aux libraires étrangers ou à ceux des provinces et sur lesquels ils n'ont aucune espèce de droit.... La comparaison dont se sert le rédacteur de leur mémoire pour assimiler la propriété en librairie à celle d'un effet, d'une maison, est aussi fausse et illusoire que ses autres raisonne-

ments. Le libraire qui a acquis un manuscrit et qui en a fait l'impression a certainement une propriété bien fondée et bien légale sur ce manuscrit et sur l'édition qui est dans ses magasins. Cette propriété peut à tous égards être comparée à celle d'une maison, d'une terre et de tout autre effet légitimement acquis. Mais dès qu'il a vendu en tout ou en partie ses exemplaires au public et qu'il en a retiré un prix, ils ne sont plus à lui, mais à ceux qui les ont achetés, et s'il n'est fondé sur un titre accordé par le Gouvernement, il ne conserve certainement aucune espèce de droit sur les exemplaires vendus, par lequel il puisse mettre des bornes aux usages et à l'emploi qu'il plaira aux acheteurs d'en faire. (Sinon) les lettres de privilège ne devraient pas accorder ce droit mais seulement le confirmer et ce serait un attentat contre la propriété naturelle de ne pas revêtir tous les livres nouveaux d'un privilège exclusif et de ne leur accorder que de simples permissions d'imprimer comme il arrive ordinairement. » (A la vérité) : « Tout homme doit à la société le tribut de ses facultés physiques et intellectuelles en échange de ce qu'il reçoit des autres individus qui la composent. L'homme de génie qui lui communique ses lumières ne fait que lui restituer en échange le produit de celles qu'il a reçues..... Nous ne prétendons pas ici blesser la juste propriété qui appartient au génie. Rien n'est plus à nous que ce que nos travaux..... nos combinaisons, nos calculs, nous ont fait découvrir ou imaginer. Mais une fois que nous en avons reçu un prix, soit en argent soit en gloire, tous nos concitoyens ont droit de jouir librement du présent que nous leur avons fait..... Puisque la faculté exclusive de fabrication et de vente ne peut être conférée qu'en vertu des privilèges accordés par le Souverain, il est évident

que les privilèges de librairie sont de la classe des autres privilèges de commerce. Rien ne les en distingue ; ils viennent du même principe et ont le même but. Le Gouvernement en accordant les uns et les autres a également en vue de procurer une récompense aux talents et de donner quelque encouragement aux entreprises utiles. »

Après ces longs extraits que nous avons cru utile de reproduire, nous faisons place à la troisième proposition du mémoire.

3° « La limitation des privilèges et la liberté du commerce sont avantageuses aux gens de lettres ». Tant pour leur diffusion que pour leur gloire et pour leurs intérêts matériels. Les auteurs du mémoire font suivre cette énonciation d'un succinct tableau, qui tend à démontrer quelles seraient les conséquences d'un monopole immobilisé entre les mains des libraires de Paris.

4° « Les prorogations de privilège sont contraires au bien public. Elles ont ruiné considérablement le commerce des provinces et diminué celui de la capitale. » Suit l'illustration de ces affirmations : Les libraires de province demandent seulement de pouvoir imprimer concurremment avec leurs confrères parisiens les livres dont les privilèges primitifs sont expirés, et comme ceux-ci possèdent la position la plus avantageuse pour la correspondance et les débouchés, que leur édition est jusqu'à présent la seule connue, les craintes qu'ils manifestent de la ruine sont fausses et puériles.

5° « L'état actuel de la librairie à Paris et dans les provinces. La révocation des continuations de privilège et la juste liberté du commerce y ramèneront la prospérité, l'ordre et l'union. »

Ce mémoire — d'ailleurs la simple lecture des est de beaucoup le plus sérieux et le plus intéressant passages reproduits plus haut le met en évidence — pour notre étude.

En effet, il évite la simple polémique pour se livrer à une étude plus approfondie de la nature du privilège. Nous ne pouvons que souligner l'examen et les conclusions modérées que ce mémoire contient. Il distingue la propriété du « corpus mechanicum » — comme la doctrine d'aujourd'hui le nomme — de celle de la création immatérielle. C'est le privilège qui confère le caractère exclusif au droit de l'auteur ; le privilège est un acte gracieux de l'exécutif ; l'auteur ne peut transmettre que ce qu'il a, or l'élément d'exclusivité n'existe qu'à partir de la délivrance d'un privilège ; mais, partant, il n'existe que pendant le temps inscrit dans les lettres de privilège. Donc les continuations sont injustes si elles dépassent les limites dictées par l'intérêt qu'il y a à récompenser le travail de l'auteur et les avances et les risques de l'éditeur, car dans notre problème il y a encore un élément avec lequel il faut compter, à savoir : « le domaine public » — dénomination bien imparfaite. L'auteur n'est pas un isolé, il est membre de la société, partant il a aussi des devoirs envers celle-ci, étant lui-même son bénéficiaire pour une grande partie. Le privilège conféré à l'auteur ou à l'éditeur ne diffère en rien des « privilèges de commerce », il vient du même principe et a le même but.

Nous n'insistons plus sur les autres points développés par ce mémoire. Leurs simple lecture peut illustrer les conséquences raisonnables que les auteurs de ce mémoire entendent tirer, pour la librairie de province, et pour le régime de la libre concurrence en général.

35. — L’Affaire Fénelon (20 mars 1777).

Un arrêt du Conseil, du 20 mars 1777, apporte quelque chose de nouveau dans le débat de notre question.

Le droit de l’auteur se dégage malgré l’opposition systématique des libraires. Tous leurs mémoires, rédigés par des talents illustres, n’ont fait qu’accélérer une évolution qui tournait contre eux.

Par l’arrêt de 1777, rendu au profit de la famille de Fénelon, le Conseil a jugé que les continuations de privilèges ne pouvaient être accordées à des libraires qu’avec le consentement des héritiers de l’auteur (18).

Le marquis de Fénelon avait obtenu en 1717 pour l’impression de plusieurs ouvrages trouvés dans les papiers de son grand-oncle, et notamment le manuscrit de « *Télémaque* », un privilège de 15 ans, dont il fit cession à Dalanlue et Estienne, libraires à Paris. Ces libraires ayant obtenu deux renouvellements de ces privilèges, en leur propre nom, et sans l’agrément de la famille, d’abord à l’expiration du privilège de 1717, puis en 1752 pour 40 ans, la famille de son côté obtint pour toutes les œuvres de Fénelon, en 1753, un privilège dont elle fit cession au libraire Guérin.

L’arrêt du 20 mars 1777 révoqua le renouvellement de privilège accordé le 1^{er} mars 1752 à la veuve Jacques Estienne et à Jacques Estienne fils aîné, voulant, dit l’arrêt, rendre à la famille de Fénelon un bien qui lui appartenait légitimement. Il

(18) V. Renouard, *op. cit.*, page 164 et suiv.

fut en même temps ordonné qu'un privilège serait expédié à cette famille pour toutes les œuvres du feu sieur de Fénelon, archevêque de Cambrai, pour en disposer ainsi qu'elle jugerait convenable

Depuis, et sur le vu du consentement donné par le marquis de Fénelon, un arrêt du Conseil du 2 juillet 1781 révoqua celui du 20 mars 1777 et confirma le privilège de 1752.

CHAPITRE V

VERS LA CONSÉCRATION LÉGISLATIVE DU DROIT DE L'AUTEUR

SECTION I. — *Les bases de la nouvelle législation*

36. — Lettre de Louis XVI du 6 septembre 1776.

M. Malapert, en reproduisant cette lettre, nous en parle dans les termes suivants : « Je n'ai pas vu cette lettre, mais fût-elle d'une écriture toute pareille à celle du roi, je n'en croirais pas mes yeux. C'est une pièce digne d'un chef de bureau et non d'un roi. D'ailleurs elle a pour date 1776, et, alors que le roi pouvait tout, les difficultés n'auraient été franchies qu'en août 1777. C'est absolument invraisemblable. »

L'argumentation de l'auteur cité ci-dessus ne peut pas nous faire croire à une grossière contrefaçon. Les termes mêmes de la lettre sont reproduits par les arrêts et c'est là précisément la preuve que l'intervention du souverain a été efficace.

La nature du privilège et l'examen du fondement de cette institution sont le principal souci de cette missive royale. Voici d'ailleurs son texte : « On ferait bien de s'occuper le plus tôt possible de l'examen des mémoires des libraires, tant de Paris que des provinces, sur la propriété des ouvrages et sur la durée des privilèges. J'ai entretenu de cette ques-

tion plusieurs gens de lettres et il m'a paru que les corps savants l'ont fort à cœur. Elle intéresse un très grand nombre de mes sujets, qui sont dignes à tous égards de ma protection. Le privilège en librairie, nous l'avons reconnu, est une *grâce fondée en justice* ; pour un auteur, elle est le prix de son travail ; pour un libraire, elle est la garantie de ses avances. Mais la différence du motif doit naturellement régler la différence d'importance du privilège. L'auteur doit avoir le pas ; et pourvu que le libraire reçoive un avantage proportionné à ses frais et un gain légitime, il ne peut avoir à se plaindre. — Louis » (1).

Nous n'examinerons pas les principes contenus dans cette lettre ; cette étude sera faite à l'occasion de l'analyse critique des arrêts de 1777 (v. inf. n° 38).

37. — Les arrêts réglementaires du 30 août 1777.

Les fréquents débats sur le droit des auteurs, matière que l'on avait dès lors pris l'habitude de désigner par les mots de « propriété littéraire », avaient à plusieurs reprises préparé les esprits aux nouveaux règlements. « La législation tant souhaitée, tant redoutée », considérée par MM. Laboulaye et Guiffrey comme « la date la plus funeste à la propriété littéraire », devait paraître sous la forme de 6 arrêts du Conseil d'Etat, tous du 30 août 1777 (2).

(1) V. Pouillet, p. 11, note 1.

(2) V. Renouard, op. cit., t. 1^{er}, pp. 167 et suiv.

V. Gastambide, op. cit., chapitres IV et V.

V. Thulliez, op. cit., p. 211.

V. Laboulaye et Guiffrey, op. cit., p. V., 123 et suiv. ; V. Pouillet, op. cit., N° 2 ; V. Malapert, op. cit., § 15.

Le premier de ces arrêts établissait annuellement deux ventes publiques, à la Chambre syndicale de Paris, pour les fonds et parties de fonds, pour les privilèges et portions de privilèges. Le deuxième, troisième et quatrième organisèrent de plus près la communauté de la librairie.

Il est intéressant de rapporter le préambule de l'arrêt qui instituait les ventes publiques où devaient être admis les libraires et imprimeurs des provinces : « ... S.M. a reconnu que rien ne pouvait être plus avantageux au progrès de ce commerce que l'établissement de deux ventes publiques qui rendraient les échanges plus faciles, les communications plus actives et qui, donnant aux fonds de librairie la juste valeur que procure toujours la concurrence, assureraient aux acheteurs un bénéfice plus considérable que celui qu'ils retirent des remises accordées dans les traités particuliers, sans laisser craindre aux vendeurs la perte considérable qu'ils ont éprouvée jusqu'à présent dans la vente de leurs fonds ; que cet établissement aurait encore l'avantage de diviser naturellement les privilèges dans les différentes provinces du royaume et de faire de tous les acquéreurs autant de surveillants intéressés à s'opposer aux contrefaçons ; qu'enfin ce serait le seul moyen de faire cesser la rivalité qui divise la librairie de Paris à celle des provinces, de la faire tourner au profit de cette branche importante du commerce et de former de tous les libraires une même famille qui n'aura plus qu'un même intérêt, qui sera appelé aux mêmes négociations et qui participera aux mêmes grâces. »

Nous constatons que l'exécutif en instituant les ventes publiques voulait faciliter aux libraires-imprimeurs de province l'accès aux privilèges, et par là même ils voulaient faire cesser la rivalité qui op-

posait les confrères d'un même métier et, en même temps, faire bénéficier, grâce à l'émulation de la concurrence, le public et les auteurs.

Si nous passons sous silence les autres arrêts ce n'est pas par négligence mais pour la simple raison qu'ils ne peuvent présenter aucun intérêt pour l'étude de notre sujet. Nous nous hâtons d'arriver aux deux derniers, dont l'un s'occupe des privilèges et l'autre des contrefaçons.

Avant même d'entrer dans leur examen critique, nous considérons utile de les reproduire, en entier, accompagnés de leurs préambules.

Arrêt du Conseil portant règlement
sur la durée des privilèges en librairie
Versailles, 30 août 1777

« Le roi s'étant fait rendre compte, en son Conseil, des mémoires respectifs de plusieurs libraires tant de Paris que des provinces, sur la durée des privilèges et sur la propriété des ouvrages, Sa Majesté a reconnu que le privilège en librairie est une grâce fondée en justice et qui a pour objet, si elle est accordée à l'auteur, de récompenser son travail, si elle est accordée au libraire de lui assurer le remboursement de ses avances et l'indemnité de ses frais ; que cette différence dans les motifs qui déterminent les privilèges en doit produire une dans leur durée ; que l'auteur a sans doute un droit plus assuré à une grâce plus étendue, tandis que le libraire ne peut se plaindre si la faveur qu'il obtient est proportionnée au montant de ses avances et à l'importance de son entreprise ; que la perfection de son ouvrage exige cependant qu'on laisse jouir

le libraire pendant la vie de l'auteur avec lequel il a traité ; mais qu'accorder un plus long terme, ce serait transformer une jouissance de grâce en une propriété de droit, et perpétuer une faveur contre la teneur même du titre qui en fixe la durée ; ce serait consacrer le monopole en rendant un libraire le seul arbitre à toujours du prix d'un livre ; ce serait enfin laisser subsister la source des abus et des contrefaçons, en refusant aux imprimeurs de province un moyen légitime d'employer leurs presses. Sa Majesté a pensé qu'un règlement qui restreindrait le droit exclusif des libraires au temps qui sera porté dans le privilège ferait leur avantage, parce qu'une jouissance limitée mais certaine est préférable à une jouissance indéfinie mais illusoire ; qu'il ferait l'avantage du public qui doit en espérer que les livres tomberont à une valeur proportionnée aux facultés de ceux qui veulent se les procurer ; qu'il serait favorable aux gens de lettres qui pourront, après un temps donné, faire des notes et des commentaires sur un auteur sans que personne puisse leur contester le droit de faire imprimer le texte ; qu'enfin ce règlement serait d'autant plus utile qu'il ne pourrait qu'augmenter l'activité du commerce et exciter entre tous les imprimeurs une émulation favorable aux progrès et à l'amélioration de leur art. A quoi voulant pourvoir, le roi, étant en son Conseil, de l'avis de M. le garde des sceaux, a ordonné et ordonne ce qui suit :

« *Art. 1^{er}.* — Aucuns libraires ou imprimeurs ne pourront imprimer ou faire imprimer aucuns livres nouveaux, sans en avoir préalablement obtenu le privilège, ou lettres scellées du grand sceau.

« *Art. 2.* — Défend Sa Majesté à tous libraires, imprimeurs ou autres, qui auront obtenu des lettres

de privilège pour imprimer un livre nouveau, de solliciter aucune continuation de ce privilège à moins qu'il n'y ait dans le livre augmentation au moins d'un quart, sans que, pour ce sujet, on puisse refuser aux autres la permission d'imprimer les anciennes éditions non augmentées.

« *Art. 3.* — Les privilèges qui seront accordés à l'avenir pour imprimer des livres nouveaux ne pourront être d'une moindre durée que de dix années.

« *Art. 4.* — Ceux qui auront obtenu des privilèges en jouiront, non seulement pendant tout le temps qui y sera porté, mais encore pendant la vie des auteurs, en cas que ceux-ci survivent à l'expiration des privilèges.

« *Art. 5.* — Tout auteur qui obtiendra en son nom le privilège de son ouvrage, aura droit de le vendre chez lui, sans qu'il puisse, sous aucun prétexte, vendre ou négocier d'autres livres ; et jouira de son privilège pour lui et ses hoirs à perpétuité, pourvu qu'il ne le rétrocède à aucun libraire, auquel cas la durée du privilège sera, par le fait seul de la cession, réduite à celle de la vie de l'auteur.

« *Art. 6.* — Tous libraires ou imprimeurs pourront obtenir, après l'expiration du privilège d'un ouvrage et la mort de son auteur, une permission d'en faire une édition, sans que la même permission accordée à un ou plusieurs, puisse empêcher aucun autre d'en obtenir une semblable.

« *Art. 7.* — Les permissions portées en l'article précédent seront expédiées sur la simple signature de la personne à laquelle M. le Chancelier ou Garde des sceaux aura confié la direction générale de la librairie et pour faciliter les spéculations de

commerce, il sera donné à ceux qui solliciteront une permission de cette espèce, du même genre qui auront été données à d'autres pour ce même ouvrage, et du nombre d'exemplaires qui leur aura été permis d'en tirer.

« Art. 8. — Sa Majesté, ne voulant pas permettre que l'obtention de ces permissions soit illusoire, et qu'on en obtienne sans l'intention de les réaliser, ordonne qu'elles ne seront accordées qu'à ceux qui auront exploité le droit porté au tarif qui sera arrêté par M. le Garde des sceaux.

« Art. 9. — Les sommes auxquelles monteront ces droits seront payées entre les mains des syndics et adjoints de la chambre syndicale de Paris, ou de celui qu'ils commettront à ladite recette, sans qu'ils puissent se dessaisir de ces deniers que sur les ordres de M. le Chancelier ou Garde des sceaux, pour les émoluments des inspecteurs et autres personnes préposées à la manutention de la librairie.

« Art. 10. — Lesdites permissions seront enregistrées dans le délai de deux mois, sur les registres de la chambre syndicale dans l'arrondissement de laquelle seront domiciliés ceux qui les auront obtenues, à peine de nullité.

« Art. 11. — Sa Majesté, désirant traiter favorablement ceux qui ont obtenu antérieurement au présent arrêt des privilèges ou continuations d'iceux veut qu'ils soient tenus de remettre, savoir : les libraires et imprimeurs de Paris dans deux mois, les libraires et imprimeurs de province dans trois mois, pour tout délai, les titres sur lesquels ils établissent leur propriété, entre les mains du sieur Lecamus de Néville, maître des requêtes, que Sa Majesté a commis et commet à cet effet, pour, sur le

compte qu'il en rendra, leur être accordé par M. le Chancelier ou Garde des sceaux, s'il y échoit, un privilège dernier et définitif.

« Art. 12. — Ledit délai de deux mois pour les libraires et imprimeurs de Paris, et de trois mois pour les libraires et imprimeurs de province, étant expiré, ceux qui n'auront pas représenté leurs titres ne pourront plus espérer aucune continuation de privilège.

« Art. 13. — Les privilèges d'usages de diocèse et autres de cette espèce ne seront point compris dans le présent. Ordonne Sa Majesté que le présent arrêt sera enregistré dans toutes les chambres syndicales, imprimé, publié et affiché partout où besoin sera, etc... »

Arrêt sur les contrefaçons

« Le roi s'étant fait rendre compte en son Conseil des mémoires de plusieurs libraires sur le tort que cause à leur commerce la multiplicité des contrefaçons faites au préjudice des privilèges qu'ils ont obtenus, S.M. a reconnu que cet abus est destructif de la confiance qui est le lieu du commerce, et contraire à la bonne foi qui lui sert de base ; que les auteurs ne sont pas moins intéressés que les libraires à voir réprimer par la sévérité des peines la licence de ces contrefacteurs avides, qui ne prennent conseil que d'un intérêt momentané, et qui seraient d'autant moins excusables aujourd'hui qu'une loi favorable leur assure le droit d'imprimer chaque ouvrage après l'expiration de son privilège ; qu'il est enfin indispensable de ramener tout le corps de la librairie à un plan de conduite dont la raison, la

prudence et l'intérêt réciproque auraient dû lui faire sentir plutôt la nécessité. Et comme on a représenté au roi qu'il existait un grand nombre de livres contrefaits antérieurement au présent arrêt, et que ces livres formaient la fortune d'une grande partie des libraires de province qui n'avaient que cette ressource pour satisfaire à leurs engagements, S.M. a pensé qu'il était de sa bonté de relever les possesseurs desdites contrefaçons de la rigueur des peines portées par les règlements, et que cet acte d'indulgence à leur égard serait pour l'avenir le gage de leur circonspection. A quoi voulait pourvoir, le Roi, étant en son Conseil, de l'avis de M. le Garde des sceaux, a ordonné et ordonne ce qui suit :

« *Art. 1^{er}.* — Défend S.M. à tous imprimeurs-libraires du royaume de contrefaire les livres pour lesquels il aura été accordé des privilèges pendant la durée desdits privilèges, ou même de les imprimer sans permission après leur expiration et le décès de l'auteur, à peine de six mille livres d'amende pour la première fois, de pareille amende et de déchéance d'état en cas de récidive.

« *Art. 2.* — Les éditions faites en contravention à l'art. 1^{er} seront saisissables sur le libraire qui les vendra, comme sur l'imprimeur qui les aura imprimées ; et le libraire qui en aura été trouvé saisi sera soumis aux mêmes peines.

« *Art. 3.* — Les peines portées en l'art. 1^{er} n'empêcheront pas les possesseurs du privilège, au préjudice duquel une édition aura été faite, de former, tant contre l'imprimeur qui aura contrefait l'ouvrage, que contre le libraire qui aura été trouvé saisi d'exemplaires de ladite contrefaçon, la demande en dommages et intérêts et d'en obtenir de

proportionnés au tort que ladite contrefaçon lui aura fait éprouver dans son commerce.

« *Art. 4.* — Autorise S.M. tout possesseur ou cessionnaire de privilèges, ou de portion d'iceux, à se faire assister, sans autre permission que le présent arrêt, d'un inspecteur de librairie, ou à son défaut d'un juge ou commissaire de police, pour visiter à ses risques, périls et fortunes, les imprimeries, libraires ou colporteurs où il croirait trouver des exemplaires contrefaits des ouvrages dont il a le privilège ou partie ; à la charge cependant qu'avant de procéder à aucune visite, il exhibera à l'inspecteur ou au juge ou commissaire de police, l'original du privilège ou son duplicata collationné. Autorise aussi S.M. ceux chez qui on fera de semblables visites à se pourvoir en dommages-intérêts contre ceux qui les feront, s'ils ne trouvaient pas de contrefaçons des ouvrages dont ils auront exhibé le privilège, encore qu'ils en eussent trouvé d'autres.

« *Art. 5.* — Les exemplaires saisis, tant des éditions faites au préjudice d'un privilège que de celles faites sans permission, seront transportés à la chambre syndicale dans l'arrondissement de laquelle la saisie aura été faite, pour y être mis au pilon en présence de l'inspecteur.

« *Art. 6.* — Quant aux contrefaçons antérieures au présent arrêt, S.M. voulant user d'indulgence, relève ceux qui s'en trouveront saisis des peines portées par les règlements, en remplissant par eux les formalités prescrites par l'art. suivant.

« *Art. 7.* — Les possesseurs de contrefaçons antérieures au présent arrêt seront tenus de les représenter, dans le délai de deux mois, à l'inspecteur et à l'un des adjoints de la chambre syndicale dans

l'arrondissement de laquelle il sont domiciliés, pour être, la première page de chaque exemplaire, estampillée par l'adjoint et signée par l'inspecteur.

« *Art. 8.* — Le délai de ces deux mois de grâce commencera à courir contre les imprimeurs ou libraires domiciliés dans l'arrondissement des différentes chambres syndicales du royaume à compter du jour de l'enregistrement du présent arrêt dans chacune d'icelles.

« *Art. 9.* — Le délai de deux mois expiré, l'inspecteur renverra à M. le Garde des sceaux l'estampille qu'il en aura reçue, avec le procès-verbal de ses opérations ; et dès ce moment, tous les livres contrefaits qui seront trouvés dénués de la signature de l'inspecteur et de la marque de l'estampille, seront regardés comme nouvelles contrefaçons, et ceux sur lesquels ils seront saisis, soumis aux peines portées par l'art. 1^{er}. Enjoint S.M. au sieur Lenoir, conseiller d'Etat, lieutenant général de police de la ville, prévôté et vicomté de Paris, et aux sous-intendants, commissaires départis pour l'exécution de ses ordres dans les différentes généralités du royaume, de tenir la main, chacun en droit soi, à l'exécution du présent arrêt, qui sera imprimé, publié et affiché partout où besoin sera, enregistré dans toutes les chambres syndicales, et envoyé par les syndics et adjoints à chacune d'icelles, à tous les imprimeurs et libraires de leur arrondissement, etc... »

Ces arrêts, qui sont le dernier mot, sauf quelques modifications, de l'Ancien Régime, sur la matière des privilèges, ont tranché parfois avec netteté, parfois au contraire ils n'ont qu'effleuré des problèmes importants.

Leur lecture nous aura facilité à reconnaître nombre d'idées, qui, parfois avec beaucoup plus de clarté, avaient été traitées par les mémoires qui les avaient précédées.

38. — Le 5° et le 6° arrêt ; analyse critique des dispositions qu'ils renferment.

L'arrêt sur les privilèges et son préambule nous obligent à analyser de plus près certains problèmes « que trois siècles d'expérience et de tâtonnements donnaient à résoudre au législateur de 1777 ».

Et avant même d'arriver aux dispositions de l'arrêt une première grande question retiendra notre attention, à savoir la nature du privilège.

Durant le XVIII^e siècle tous les mémoires, selon qu'ils voulaient voir dans le privilège un droit de propriété ou une simple grâce, jouissance de grâce, ils arrivaient à des conséquences diamétralement opposées.

Quelle est finalement la thèse soutenue par le législateur des arrêts de 1777 ? La lecture du préambule est très riche en indications utiles pour élucider ce point.

Le privilège à l'origine avait été une simple concession gratuite, un encouragement, une indemnité. Plus tard certains ont cru reconnaître, dans le privilège, un véritable droit. « Le nom de propriété avait été prononcé, sinon par tous, au moins par les intéressés. » Le législateur de 1777 a pris nettement position contre ceux qui soutenaient la thèse du privilège = droit de propriété.

En effet, lorsqu'il définit la notion du privilège il nous dit textuellement : « le privilège en librairie

est une grâce fondée en justice ». Il est loin de reconnaître un droit proprement dit, bien que les usages en aient consacré un, comme si justement le remarque l'avocat général Séguier dans son exposé (V. *infra* 49).

D'ailleurs, lorsque le législateur réduit la durée du privilège il ne fait que souligner ce caractère de faveur, temporaire, que revêt le privilège. Et comme s'il voulait dissiper toute possibilité d'erreur, il ajoute : « accorder un plus long terme, ce serait transformer une jouissance de grâce en une propriété de droit, et perpétuer une faveur contre la teneur même du titre qui en fixe la durée... ».

A un certain moment le législateur prononce le mot « droit », mais il se hâte de préciser qu'il s'agit d'une faveur, d'une grâce : « l'auteur a sans doute un droit plus assuré à une grâce plus étendue, tandis que le libraire ne peut se plaindre si la faveur qu'il obtient est proportionnée au montant de ses avances... ».

Le privilège est donc « une grâce », grâce singulière car elle est « fondée en justice », mais il revêt ce caractère d'acte gracieux discrétionnairement concédé.

— Un deuxième point à éclaircir était de savoir qui « avait des titres à obtenir un privilège », c'est-à-dire qui était en droit de le solliciter ? Était-ce le libraire, en raison de son entreprise, ou l'auteur, en raison de son travail, de sa création ?

Dès l'origine et jusque vers le début du XVIII^e siècle l'entreprise du libraire avait été la principale raison du privilège. De là les conflits entre les libraires privilégiés et les libraires qui n'en avaient pas. Mais le XVIII^e siècle voit l'entrée en lutte des auteurs ; ils cherchent « à attirer sur leur tête une par-

tie des prérogatives reconnues aux éditeurs. Finalement ils obtiendront qu'un privilège en librairie ne soit renouvelé sans l'assentiment de l'auteur ou de ses héritiers.

Le législateur de 1777 ne résoud pas la question. Après avoir donné la définition du privilège, il se contente de faire une distinction bien arbitraire, et qui l'entraînera à consacrer des dispositions encore plus critiquables.

En effet il dit : « ... le privilège en librairie est une grâce fondée en justice et qui a pour objet si elle est acordée à l'auteur de récompenser son travail, si elle est accordée au libraire de lui assurer le remboursement de ses avances et l'indemnité de ses frais... ». Evidemment la distinction pèche en principe ; et elle entraînera même le législateur à consacrer législativement une erreur encore plus critiquable.

« Ce qui était vrai, c'est que, dans l'un comme dans l'autre cas, soit que l'auteur cède son œuvre à un libraire pour l'éditer, soit qu'il l'édite lui-même, le privilège a toujours sa raison d'être, tout à la fois dans le travail de l'auteur et dans les frais de publication. » Naturellement, tant que le privilège reste une simple faveur. « Et c'est là, en définitive, la réponse à faire aux prétentions respectives des auteurs et des éditeurs. »

Cette remarque de M. Gastambide est très juste car du moment qu'on ne reconnaît pas à l'auteur un *droit* basé sur son travail, la grâce doit intervenir pour combler la lacune ; l'incapacité dans laquelle l'auteur se trouve, d'assurer à son cessionnaire la jouissance paisible des prérogatives qu'il lui transmet réclame la protection de l'exécutif. Le privilège devient donc à la fois la garantie pour le travail de l'auteur et pour celui de l'éditeur.

— La durée des privilèges : A l'origine les privilèges en librairie étaient concédés pour un temps assez court. Lorsque l'habitude d'accorder des prolongations de privilège entra dans les usages et la législation nous avons pu constater l'opposition qui mettait aux prises les différentes autorités, chargées de connaître en pareil cas. Grâce à l'attitude ferme des Parlements le gouvernement fut amené à consacrer une distinction, à savoir celle entre les livres anciens et les livres nouveaux. Des prolongations ne devaient — en principe — être accordées que pour les ouvrages nouveaux et que sous certaines conditions.

A partir de 1723 il n'y a pas un seul édit, concernant la librairie, qui ne parle de cette question à la fois importante et fort délicate à résoudre.

Voici l'attitude adoptée par le législateur de 1777. Il accordait, pour les ouvrages publiés avant les arrêts de 1777, un privilège dernier et définitif (articles 11, 12 et 13). La raison de cette révision et de cette prolongation de durée est indiquée dans le préambule dans les termes suivants : « ... parce que, une jouissance limitée mais certaine est préférable à une jouissance indéfinie et illusoire... ». En même temps et dans une égale mesure intervenait ici le souci de mettre fin aux entraves du commerce de la librairie ; le souci de voir cesser l'ancienne rivalité entre les éditeurs ; le souci de protéger le public contre les abus d'un monopole trop longtemps toléré. Mais quant aux ouvrages nouveaux (on entend par ouvrages nouveaux tout ouvrage publié après les arrêts de 1777) le législateur fait une distinction suivant que le privilège est concédé à l'auteur ou à l'éditeur. Si le privilège est accordé à un libraire il ne peut pas dépasser la durée de la vie de l'au-

teur, ni être inférieur à un délai de dix années (articles 3 et 4 ; voir plus loin les raisons de cette limitation) mais dans ce cas le législateur se refuse à admettre des continuations de privilège à moins qu'il n'y ait augmentation d'un quart (le quart édicté par les arrêts du Parlement de Paris) laissant libre l'impression des anciennes éditions non augmentées (article 2).

Si au contraire le privilège est accordé à un auteur, celui-ci jouira à perpétuité pour lui et ses hoirs, à moins qu'il ne le cède à un éditeur, auquel cas nous revenons au premier terme de cette distinction, c'est-à-dire le privilège ne pourra dépasser en durée la vie de l'auteur ni être d'une moindre durée de 10 années (article 5).

Pourquoi le législateur de 1777 a-t-il consacré cette distinction arbitraire et pourquoi n'a-t-il pas imposé dans les deux cas une durée de jouissance exclusive limitée ?

L'erreur est la suite logique du fait qu'il a accordé la possibilité d'obtenir un privilège à la fois à l'auteur lui-même et à l'éditeur de son ouvrage. N'ayant pas consacré un véritable droit en faveur du créateur de l'œuvre il a dû consacrer sa grâce tant pour récompenser le travail de l'auteur que celui de son éditeur.

Les facultés concédées à l'auteur revêtent un caractère perpétuel. Mais il faut le constater, singulièrement perpétuel puisque dans la plupart des cas les auteurs perdaient cette exceptionnelle faveur car peu nombreux étaient ceux qui entendaient se doubler d'un commerçant.

Voici la justification indiquée par le législateur : « le privilège est une grâce... et qui a pour objet, si elle est accordée à un auteur, de récompenser son travail, si elle est accordée au libraire

de lui assurer le remboursement de ses avances et l'indemnité de ses frais ; que cette différence dans les motifs qui déterminent les privilèges en doit produire une dans leur durée, que l'auteur a sans doute un droit plus assuré à une grâce plus étendue, tandis que le libraire ne peut se plaindre si la faveur qu'il obtient est proportionnée au montant de ses avances et à l'importance de son entreprise ; que la perfection de son ouvrage exige cependant qu'on laisse jouir le libraire pendant la vie de l'auteur avec lequel il a traité ; mais qu'accorder un plus long terme ce serait transformer une jouissance de grâce en une propriété de droit et perpétuer une faveur contre la teneur même du titre qui en fixe la durée... »

Mais la véritable raison n'est pas indiquée. En effet, le législateur lui-même ne voulait pas trancher ce point délicat. Il accordait en principe aux auteurs une grâce avec des prérogatives perpétuelles ; en fait il faisait beaucoup moins pour les auteurs que pour les éditeurs. Le droit si précaire qu'il reconnaît au créateur était paralysé par son indisponibilité. De cette façon-là « on croyait avoir trouvé le moyen de satisfaire les auteurs, sans trop sacrifier les droits du domaine public ».

En effet, le législateur dans le préambule de l'arrêt sur les privilèges, nous le souligne textuellement : « .., ce serait consacrer le monopole en rendant un libraire le seul arbitre à toujours du prix d'un livre, ce serait enfin laisser subsister la source des abus et des contrefaçons en refusant aux imprimeurs de province un moyen légitime d'employer leurs presses... S.M. a pensé... qu'il ferait l'avantage du public qui doit en espérer que les livres tomberont à une valeur proportionnée aux facultés de ceux qui veulent se les procurer... »

Ce passage, et toute la teneur des arrêts, nous prouve : l'intention d'apaiser les luttes intestines de cette branche du commerce ; l'intention de donner au moins en apparence satisfaction aux exigences des auteurs ; l'intention de protéger le domaine public en le faisant bénéficier le plus tôt du travail des écrivains et des artistes, sans en même temps laisser échapper au pouvoir exécutif central le contrôle qu'il avait su s'assurer durant de longs siècles.

Mais le législateur n'a pas compris que tous les arguments invoqués par lui contre la perpétuité du privilège, lorsqu'il est concédé à un libraire, pouvaient lui être opposés lorsqu'il concédait un droit perpétuel à l'auteur titulaire d'un privilège.

Avant de conclure, voici une question qui a été nettement résolue par l'arrêt sur les privilèges.

Une des principales aspirations des auteurs durant le XVIII^e siècle a été la liberté de débiter eux-mêmes leurs ouvrages.

Le monopole de fait dont jouissaient les libraires de Paris mettait les auteurs dans la dépendance de la librairie parisienne ; en effet, d'abord les édits leur interdisaient catégoriquement cette faculté et, en deuxième lieu, les éditeurs de province étaient exclus de toute vente faite à la chambre syndicale de Paris. Comme connu, ces ventes portaient sur des fonds de commerce et sur des privilèges. Les arrêts de 1777 ont institué deux ventes publiques, auxquelles tous les libraires-imprimeurs du royaume étaient admis et conviés. L'article 5 accorde en outre à l'auteur qui aura obtenu le privilège de son ouvrage en son propre nom le droit de vendre chez lui ses livres.

L'arrêt sur les contrefaçons empiète lui aussi

rétroactivement dans notre domaine, mais, pour une fois, dans un esprit de clémence.

Les contrefaçons étaient nombreuses ; les éditeurs de province avaient tout leur avoir dans des éditions contrefaites (et souvent sans l'intention de nuire). Leur faire subir les peines des délits dont ils s'étaient rendus coupables aurait signifié anéantir leur commerce et leur enlever à toujours la possibilité de redressement. Comme le dit très justement l'avocat général Séguier « la multiplicité des délits en a fait prononcer l'abolition ».

Naturellement une objection nous vient tout de suite à l'esprit — objection que l'on trouve aussi dans l'exposé de l'avocat général. Le roi avait-il le droit, en dehors de la large amnistie qu'il accordait, de faire grâce des dommages-intérêts qui ne lui appartenaient point ? Evidemment l'exécutif avait agi d'une manière arbitraire. Le législateur édicte des peines sévères contre les futurs contracteurs et oblige les anciens à s'émanciper de leur état de délinquants en soumettant leurs contrefaçons à une procédure donnée.

Nous n'insisterons pas davantage sur cet arrêt, parce qu'il ne nécessite aucun examen détaillé et surtout parce qu'il ne peut nous apporter aucun éclaircissement sur la matière de la nature juridique du privilège de cette époque.

Mais nous ne pouvons pas nous retenir de faire observer que la procédure imposée pour la découverte des ouvrages contrefaits étaient rendue singulièrement risquée pour celui qui l'entreprenait ; et que toute surveillance indéfinie se relâche à la longue ; elle aurait pu être efficace pour une prohibition temporaire ; mais elle devenait illusoire pour la sanction d'une faveur perpétuelle.

39. — Polémique issue des arrêts.

Les six arrêts, dont nous venons de passer en revue la topographie, ont soulevé, comme il fallait d'ailleurs s'y attendre, de vives polémiques. Celui qui fut le plus visé ce fut l'arrêt sur les privilèges ; l'arrêt qui lésait le plus d'intérêts. La communauté des libraires de Paris était plus âpre encore à la défense de ses intérêts que toutes les autres communautés du royaume réunies. Voici un témoignage rapporté par M. Falk (p. 126). Les veuves de libraires vinrent en habit de deuil à Fontainebleau solliciter du Garde des Sceaux le rapport des arrêts ; « cette réclamation des veuves réveille pour ainsi dire, le corps entier », il présente un long mémoire pour la communauté des libraires et imprimeurs jurés de l'Université où les arguments connus sont répétés ; et l'Université prenant fait et cause pour eux, le recteur présenta un mémoire en leur faveur au nom de l'Université. « La librairie de Paris, blessée par l'obligation de vérification et de renouvellement des privilèges, par la prohibition du droit de cession et par l'amnistie accordée aux contrefaçons, donna tous les signes d'une profonde désolation » (Renouard, p. 173).

Aussi, à côté des réclamations élevées par les relieurs, les papetiers, les libraires et les imprimeurs présentèrent — comme c'était l'habitude — de longs mémoires.

40. — Contre les arrêts de 1777. — La consultation de l'avocat Cochut (23 décembre 1777).

La requête adressée au roi, rédigée et signée par l'avocat Cochut, est appuyée par deux autres consultations, l'une émane des avocats au Parlement — du 23 décembre 1777 — l'autre est le porte-parole des avocats au Conseil — en date du 9 février 1778.

Cette requête s'attache à exposer les trois questions qui suivent : a) les vrais principes de la propriété littéraire ; b) la nature et les effets des privilèges ; c) la démonstration des inconvénients des arrêts de 1777.

Première Partie : Etablissement des principes.

Dans un premier paragraphe l'auteur de la requête dégage les principes de la propriété littéraire soit en la personne des auteurs, soit en la personne des libraires... « S'il y a une propriété sacrée, évidente, incontestable, c'est sans doute celle des auteurs sur leurs ouvrages... ils en sont les créateurs ; ce sont les enfants de leur talent. Ils y ont donc plus de droits que l'homme n'en a sur des domaines acquis par les voies ordinaires et les produits qu'ils peuvent rapporter leur appartiennent aussi exclusivement que la gloire de leur composition et de leur succès. Cette vérité est tellement inattaquable que l'arrêt du 30 août dernier lui rend hommage, en admettant la perpétuité du privilège dans la personne de l'auteur et de ses hoirs... La conséquence nécessaire de cette propriété en la personne de l'auteur est une propriété également pleine et parfaite dans la personne du libraire, qui acquiert le manuscrit de l'auteur ou le privilège qui lui est accordé ;

... l'auteur doit jouir de tous les effets ordinaires et naturels du droit de propriété : il peut céder, vendre, échanger ; sa propriété n'en serait point une s'il était forcé de la garder, s'il lui était interdit de la transporter à un autre, aux clauses et conditions qui lui plaisent... Cette faculté de transmettre... est d'autant plus favorable (en matière de production littéraire) que... la communication est la plus utile pour l'intérêt commun... ; loin d'être hors du commerce ordinaire, les ouvrages littéraires sont au contraire de tous les biens..., ceux dont le commerce est le plus légitime et le plus utile ; et tous les principes relatifs aux transmissions de propriété et toutes les lois auxquelles le commerce et l'industrie ont donné lieu, pour assurer l'état des conventions des citoyens s'y appliquent avec encore plus de faveur qu'à tout autre objet... L'auteur d'un ouvrage, qui cède à un libraire un manuscrit ou son privilège, lui communique donc tous ses droits et dans toute leur intégrité... Il n'y a entre une pareille acquisition et celle d'un héritage ou d'une maison, d'autre différence qu'en ce que les risques à courir dans l'acquisition d'un ouvrage littéraire sont, par l'incertitude du succès et de sa durée, beaucoup plus considérables que ceux qui se présentent dans l'acquisition d'un immeuble. Ainsi il n'y a, quant à la propriété, aucune différence à faire entre l'auteur qui a composé l'ouvrage et le libraire qui l'a acquis de lui ou de ses héritiers. »

Nous connaissions en grande partie les arguments que cette requête reprend. Aussi faut-il souligner ce qui nous paraît fondé dans cette protestation : Consacrer en faveur de l'auteur un droit à la faveur perpétuelle et — lorsque l'auteur a cédé son manuscrit ou son privilège — le réduire, c'est, sans contredit, une mesure bien arbitraire.

Dans un deuxième paragraphe, l'auteur de la requête passe en revue les principes sur la nature et les effets des privilèges en librairie. D'après l'auteur de la requête il est un mot mal compris qui a fait le plus grand tort à la propriété littéraire, c'est le mot *privilège*.

« Le privilège en librairie, dit Cochut, est une permission exclusive d'imprimer et de débiter un ouvrage. Il présente donc deux idées et il produit deux effets qu'il ne faut pas confondre parce qu'ils ont un des motifs et un objet différents : la *permission d'imprimer* et la *défense de la concurrence*.

« La nécessité de la permission n'est fondée que sur l'intérêt public... La défense relative à la concurrence n'a pour motif que l'intérêt de l'impétrant. Son objet est d'empêcher que des tiers ne s'approprient le bien d'autrui... mais ce qui est commun... c'est que ni l'un ni l'autre ne donnent la propriété. Les privilèges la supposent. Ils ne donnent que le droit d'en faire usage ; ils ne donnent pas même celui de rendre l'ouvrage public ; cette faculté est de droit naturel ; ils en règlent seulement l'exercice ; ils en préviennent les abus, ils en assurent la propriété contre l'injustice, contre l'usurpation. Les privilèges sont bien différents en cela des privilèges relatifs à toute autre matière qui ne font que restreindre le droit commun, tandis que dans celle-ci ils ont pour but manifeste de le maintenir, d'assurer la propriété et de la défendre contre les invasions des usurpateurs. »

Suit tout un passage où l'auteur s'efforce de montrer les différences manifestes entre les privilèges en librairie et ceux accordés en d'autres matières. « Ces différences (continue l'avocat Cochut) prouvent assez qu'en librairie les privilèges, loin

d'être odieux, n'ont rien que de respectable et d'utile, parce que loin d'être, comme dans les autres arts, une infraction au droit naturel de la propriété, ils n'en sont au contraire que la confirmation et la sauvegarde. Il faut cependant distinguer entre les livres anciens et les livres modernes ou nouveaux. Les livres anciens... qui n'ont aujourd'hui ni successeurs ni représentants, n'appartiennent à personne, et par la même raison ils appartiennent à tout le monde. Chacun y ayant un droit égal, il n'aurait pas été juste d'accorder, pour leur impression, des privilèges perpétuels et indéfinis.

« L'équité demandait que le droit commun ne fût restreint qu'autant qu'il était nécessaire pour assurer à l'imprimeur la rentrée des fonds avec un profit honnête. Il fallut donc à l'égard des livres anciens limiter la durée des privilèges, qui, dans ce cas, n'étaient, ainsi qu'on vient de l'observer, qu'une restriction du droit commun ; et voilà l'origine toute naturelle du terme fixé à la durée des privilèges. Mais il n'en est pas de même des ouvrages nouveaux : le propriétaire en est connu. C'est toujours ou l'auteur ou celui qui le représente ; soit à titre de succession, soit à titre d'acquisition. Le motif qui a fait restreindre, pour les livres anciens, la durée des privilèges, ne s'y applique donc aucunement ; cependant, comme l'usage s'était introduit d'abord avec raison de n'accorder que des privilèges à temps, pour l'impression des livres anciens, l'habitude de mettre un terme à ces privilèges est devenue insensiblement générale dans toutes les concessions de ce genre ; mais cette extension n'a ni changé ni pu changer la nature des choses. Les privilèges à l'égard des livres nouveaux n'en ont pas moins été réputés perpétuels et incommutables, de même que la propriété dont ils sont l'effet et l'ex-

pression ; et le renouvellement, à l'expiration du terme, n'a été regardé que comme une formalité qui ne pouvait pas se refuser, et qui, dans le fait, ne l'a jamais été ni aux auteurs ni à leurs cessionnaires.

« L'autorité peut refuser le privilège de son renouvellement ; elle peut le faire soit pour le punir (l'auteur ou son cessionnaire) d'un abus... soit pour prévenir les dangers qui peuvent quelquefois en résulter ; mais ce n'est pas pour en investir des tiers, qui, lui étant étrangers, n'y peuvent avoir aucun droit. Quelle que soit donc la durée du temps pendant lequel le privilège a été exercé, le renouvellement n'en est pas moins, et de plein droit, la suite essentielle de la propriété, puisque s'il n'était pas accordé, le propriétaire, ne pouvant plus jouir de son bien, n'aurait plus qu'une propriété infructueuse et illusoire. A plus forte raison ne peut-il pas être transporté à un tiers puisque alors ce serait dépouiller le propriétaire pour enrichir un étranger.

« ... Le commerce de la librairie ne peut subsister qu'au moyen de la perpétuité des privilèges... les libraires ne doivent pas être régis par des lois différentes de celles qui gouvernent les autres citoyens, on ne dépossède jamais un acquéreur de bonne foi qui a un titre ou même une possession légitime, et la longue durée de sa possession est au contraire un titre de plus pour la maintenir... »

Deuxième Partie : Application des principes ci-dessus énoncés aux deux arrêts du 30 août 1777.

L'arrêt qui concerne les privilèges contient deux sortes de dispositions ; les unes statuent pour

l'avenir, les autres regardent les privilèges existants.

Pour l'avenir l'arrêt distingue entre les auteurs de livres nouveaux et les libraires (voir les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8). Les premiers ont le droit à une faveur perpétuelle pendant que les derniers ne peuvent jouir de leurs droits que pendant la vie de l'auteur (toutefois jamais moins de dix années).

Quant aux privilèges obtenus antérieurement à l'arrêt, il est ordonné (articles 11 et 12) de demander un privilège dernier et définitif. L'avocat Cochut passe ensuite en revue les prémisses de l'arrêt, contenues dans son préambule, et s'attache à réfuter leur bien-fondé.

L'arrêt établi — et ce motif est le premier que l'avocat Cochut combat — une distinction entre l'auteur et le libraire. Voici l'argumentation de la requête : « toute l'erreur de ce motif consiste dans la distinction que l'on fait entre la cause des libraires et celle des auteurs, et dans la supposition que le libraire n'a point de véritable propriété sur l'ouvrage qu'il a acquis et que le privilège, qui, par rapport à l'auteur, est une grâce fondée en justice, n'est, à l'égard du libraire, qu'une jouissance de grâce, une pure faveur. »

Le privilège ne donne point la propriété, « il la suppose et ne fait qu'en régler l'exercice ; mais dans tous les cas il est subordonné à la propriété et ne peut exister sans elle ».

Quel est le fondement du privilège d'après la requête ? « La récompense du travail de l'auteur et la sûreté du remboursement des avances du libraire, ne sont pas le principal motif du privilège... le véritable motif du privilège, le motif substantiel et dé-

terminant, n'est donc autre que la nécessité de prévenir les abus de la presse et le maintien des droits du propriétaire de l'ouvrage. Or, de ce point de vue... l'auteur et le libraire sont exactement dans la même classe... Le privilège n'est donc pas plutôt une grâce pour l'un que pour l'autre. Si donc l'arrêt convient que les privilèges doivent être perpétuels pour les auteurs, il n'y a aucun motif pour qu'ils ne le soient pas en faveur des libraires. »

Mais la distinction de l'arrêt rend illusoire la propriété même de l'auteur. L'intérêt même des auteurs est méconnu. La conclusion sur ce premier argument est que « les raisons qui décident pour la perpétuité en faveur des uns, doivent donc également militer pour les autres ».

La réfutation du deuxième motif est moins soutenue. Il s'agit de combattre l'idée de monopole que le législateur avait avancée dans le préambule de l'arrêt. Cochut répond : « le prétendu danger du monopole est chimérique ». Et d'ailleurs l'arrêt est en contradiction avec lui-même, car le monopole n'est-il pas à craindre autant de la part des auteurs ? L'avocat Cochut signale deux freins au danger du monopole : l'intérêt des libraires et la concurrence de l'étranger (3).

Quant au troisième motif, l'auteur de la requête se fait l'écho d'une argumentation basée sur des faits qu'il savait inexacts. Il s'agit de tarir la source des abus et des contrefaçons, en procurant aux imprimeurs de province un moyen légitime

(3) Nous signalons quelques lignes bien singulières de l'avocat Cochut : « Et d'ailleurs nous dit-il, est-il donc si avantageux pour le public que les livres soient à très bas prix ».

d'employer leurs presses. « ... Qui empêche les imprimeurs de province, écrit-il, d'employer leurs presses d'une manière vraiment légitime, en achetant, comme le font ceux de Paris, les ouvrages des auteurs et en obtenant des privilèges en leurs noms ? » (Nous avons vu plus haut que cela leur était impossible.) Et la requête continue : « ceux qui n'ont pas de privilèges peuvent très bien débiter ce que les autres produisent ». En effet, c'est à ce rôle secondaire qu'ils voulaient réduire les imprimeurs de province, mais le mémoire de 1776 répondait par avance à cette objection.

Le quatrième motif est l'occasion de certaines contradictions qui sont tellement évidentes qu'aucune réfutation n'est plus nécessaire.

Les articles 11 et 12 donnent un effet rétroactif à l'arrêt sur les privilèges. Pour passer de l'ancien état à celui qu'on inaugure on n'a pris aucune mesure transitoire, ce qui a donné lieu à des frictions. Mais cette disposition excessive était exigée par l'équité même, car le législateur ne pouvait consacrer législativement un abus introduit par les usages.

Voici d'ailleurs l'opinion des libraires privilégiés : « Peut-on se dissimuler la différence énorme qui se trouve entre les privilèges acquis antérieurement à l'arrêt et ceux qui pourront être accordés à l'avenir ?... que l'on change totalement le code de la librairie mais que l'on ne touche pas aux privilèges obtenus antérieurement. Les libraires seront avertis des dangers qu'ils ont à courir... Ils prendront leurs précautions et s'ils étaient ruinés, ils ne le seront que par leur propre faute... Quelle que soit donc la révolution que doit éprouver le commerce de la librairie, il est au moins de toute justice et

de la plus grande importance que l'effet rétroactif ne soit point admis, et que les propriétés acquises restent sans atteintes, puisque l'existence des suppliants et de toutes leurs familles y est essentiellement attachée... Les propriétés ne sont point dans la main du souverain pour qu'il en dispose ; elles sont sous sa main pour qu'il les conserve, ou, s'il est quelquefois forcé d'en disposer pour l'utilité publique, conséquemment par raison d'Etat, il doit, par raison d'équité, fournir aux propriétaires indemnité convenable, qui devient à son tour une propriété. »

L'auteur de la requête se plaint qu'exiger la représentation des titres de propriété des ouvrages dont chaque libraire jouit actuellement, ce serait, dans la plupart des cas, le réduire à l'impossible quant à la plupart des ouvrages.

L'arrêt sur les contrefaçons est l'occasion d'un examen et d'une critique très acerbe. La requête signale les dispositions clémentes qui regardent les contrefacteurs et exprime ses craintes quant à l'efficacité des sanctions prévues.

En résumé quels sont le but et les doléances des libraires privilégiés ?

Ce que les auteurs de cette habile et judicieuse requête voulaient démontrer c'était que la propriété littéraire était considérée comme une propriété véritable, en tous points semblable à la propriété d'un champ ou d'une maison. Nous avons vu ses arguments. Voilà maintenant les principales doléances : l'arrêt sur les privilèges porte l'atteinte la plus manifeste à la propriété des auteurs et à celle des suppliants ; il dénature toutes les idées reçues jusqu'à présent en cette matière ; il opère le renversement de leur fortune, celui de tous les engagements qu'ils

ont contractés sous la foi publique des lois ; leur ruine entière, celle de toutes leurs familles et de tous ceux qui ont traité avec eux ; il anéantit pour toujours le commerce de la librairie ; il dégrade l'imprimerie ; il nuit au progrès des sciences et il étouffe l'émulation. Quant à l'arrêt relatif aux contrefaçons la requête signale qu'il faciliterait un délit qu'il veut réprimer ; qu'il légitimerait l'injustice de l'usurpation ; qu'il enrichirait les coupables aux dépens des vrais et légitimes propriétaires.

Les objections formulées par l'avocat Cochut concernant l'arrêt sur les contrefaçons sont à retenir. Il avait raison de se plaindre de la facilité avec laquelle les contrefacteurs ont vu leur délit légalement absout, mais en même temps nous remarquons que cet état de choses était le résultat d'une politique de faveur, dont les seuls bénéficiaires pendant de longues années ont été les libraires-imprimeurs de Paris. La façon dont on revenait sur une erreur était brutale, il faut en convenir, mais de beaucoup moins que l'inimitié prolongée dont les seules victimes avaient été les libraires-imprimeurs de province.

41. — Les deux consultations qui sont venues confirmer la requête rédigée par l'avocat Cochut.

La requête des libraires de Paris a été appuyée par une consultation des avocats au Parlement et par une autre des avocats au Conseil. La consultation des avocats au Parlement consacre la réclamation des libraires tant dans la forme que sur le fond.

Quant à la question de principe, à savoir : la nature du privilège, cette consultation adopte la

thèse de l'avocat Cochut. Elle dit textuellement : « Il n'existe point de droit de propriété plus respectable que celui d'un auteur sur son ouvrage, tant que le privilège pour l'impression n'est pas accordé, c'est une grâce que sollicite l'auteur ou le libraire auquel il a cédé son droit ; mais quand une fois il l'est, c'est une justice d'en faire jouir les impétrants, ou tout au moins d'empêcher qu'aucun autre n'en jouisse à leur préjudice. Le roi peut... par des considérations d'ordre public ou même par sa seule volonté, refuser la permission d'imprimer un livre, ou de le réimprimer après l'expiration du terme de la première permission ; mais ce serait attenter au droit de propriété de l'auteur ou du libraire, son cessionnaire, que de le priver du bénéfice attaché à cette propriété pour le procurer à d'autres, en accordant à ceux-ci une permission refusée au premier. Le roi peut également n'accorder que pour un temps la permission d'imprimer un livre, parce que le même ouvrage qui est utile aujourd'hui peut être nuisible dans dix ans, par une infinité de circonstances qu'il est impossible de prévoir, mais ce que le Roi ne fait jamais, parce qu'il ne veut pas attenter au droit de propriété de ses sujets, c'est en refusant à l'auteur ou au libraire... le privilège pour la réimpression d'un livre, d'accorder ce privilège à un tiers qui ne peut y avoir aucun droit. »

Les avocats au Parlement — comme la requête l'avait fait aussi — passent ensuite aux arguments qu'on aurait pu leur opposer et cherchent à les combattre. Ils sont sceptiques quant au bien qu'on paraît attendre de l'arrêt sur les privilèges et craignent plutôt le contraire. Nous n'insistons pas sur leur argumentation, car pour la plupart du temps ils se contentent de reproduire, très fidèlement, les arguments de la requête.

Quant à l'arrêt sur les contrefaçons les avocats au Parlement ne quittent pas le chemin idéologique tracé par la requête de l'avocat Cochut. Cette consultation date du 23 décembre 1777. Elle fut annexée à la requête de l'avocat Cochut.

La consultation des avocats au Conseil du 9 janvier 1778 adopte l'argumentation connue et soutient la thèse énoncée par la requête.

D'après cette consultation la propriété de l'auteur sur ses ouvrages ne saurait être contestée ; partant la propriété de l'acquéreur libraire n'est pas moins certaine. En effet, la consultation contient le passage suivant : « la propriété d'un auteur sur son ouvrage est incontestable ; on peut même dire qu'il est plus à lui qu'une terre ou une maison qu'il aurait achetée, puisqu'il l'a créé et qu'il lui a en quelque sorte donné l'être : aussi cette propriété est-elle formellement reconnue par l'arrêt du 30 août. Mais celle du libraire qui a acquis le manuscrit de l'auteur ou son privilège n'est pas moins certaine. Car si l'auteur est propriétaire, la faculté de transporter à un autre tous les droits et de l'en faire jouir, est une suite essentielle et nécessaire de la propriété. »

La raison du privilège n'est autre que de garantir et sauvegarder la propriété. Les privilèges « ont pour objet essentiel de la garantir (la propriété) des attaques auxquelles par sa nature elle n'est que trop sujette. Ils sont une sauvegarde pour que l'auteur lui-même ou le libraire qui le représente puisse jouir sans aucun trouble de la vente de l'ouvrage qui lui appartient. »

Suite logique : la propriété existe, puisque les privilèges la supposent et ne sont que sa reconnais-

sance authentique, du moins pour les livres nouveaux. Mais aussi faut-il déduire que les privilèges doivent donc durer autant que la propriété. La continuation peut être refusée par mesure d'ordre public, mais le privilège ne peut être transmis à un tiers au mépris des droits de l'auteur et de l'acquéreur.

Les avocats au Conseil du Roi formulent quant aux objections et arguments contenus dans le préambule les mêmes doutes que l'avocat Cochut et leurs confrères au Parlement. Pour eux, la concurrence est la ruine certaine des libraires, des auteurs, de la librairie et de tout le commerce.

L'effet rétroactif qu'on a donné aux deux arrêts leur fait signer les lignes suivantes : « Les dispositions ne tendraient à rien de moins qu'au renversement absolu de tous leurs traités de leurs établissements, de tous les actes passés dans leur familles et de tous les engagements qu'ils ont contractés sous la foi d'une opinion de propriété qui n'avait jamais varié, qui était fondée sur les lois antérieures, sur un usage général et immémorial, sur leur confiance absolue dans le gouvernement et dont ils ne pouvaient pas prévoir le changement. Ce sont des droits acquis dont ils seraient dépouillés, c'est leur patrimoine le plus clair dont ils seraient privés... c'es.... leur ruine entière... L'équité donc l'exige d'écarter au moins l'effet rétroactif... »

L'arrêt sur les contrefaçons évoque les mêmes objections et les mêmes craintes sous la plume des avocats au Conseil que celles déjà signalées lors de la requête de l'avocat Cochut et lors de la consultation du 23 décembre 1777.

42. — Le mémoire Linguet.

Linguet, qui était un adepte du principe de la perpétuité, s'empare des arrêts de 1777 et les soumet à une critique acerbe et serrée.

Lors du procès Luneau de Boisjermain, l'avocat Linguet n'avait pas eu la possibilité de s'attaquer à la question de principe ; son devoir était d'insister sur les faits et de défendre son client. Cette fois-ci Linguet laisse libre sa fougue offensive et ne passe sous silence aucune des questions soulevées par les arrêts.

Linguet attribuait l'existence des arrêts à l'influence « de la secte cabalante, écrivante, intrigante, dirigeante de l'encyclopédisme ». Le mémoire revêt fréquemment les allures d'un pamphlet. Emporté d'ailleurs parfois par sa fougue, Linguet donne prise à la thèse adverse (4).

Linguet va droit au cœur du sujet, en s'attaquant à la définition du privilège contenue dans le préambule sur les privilèges. « Qu'est-ce, dit-il, un privilège en librairie ? C'est une reconnaissance faite par l'autorité publique de la propriété de l'auteur ou de ses cessionnaires. C'est, en littérature, l'équivalent des actes notariés ou des jugements qui transmettent et assurent les droits des citoyens sur tout ce qui compose ce qu'on appelle des possessions civiles... Le privilège est le sceau, la garantie d'une jouissance paisible ; mais il n'est pas la source de cette jouissance... Le privilège ne donne rien à l'au-

(4) Il écrit notamment : « quand un auteur donne son ouvrage au public il se livre sans réserve et sans limitation ».

V. Laboulaye et Guiffrey, op. cit. p.

V. aussi Renouard, op. cit. p. 174 à 178.

teur : il ne fait que lui assurer la protection due par le gouvernement à toutes les classes de la hiérarchie sociale ; c'est une barrière contre les invasions et non pas une libéralité. »

En principe Linguet pourrait avoir raison, mais il est inexact d'affirmer que le privilège ait jamais revêtu ce caractère, au moins législativement, sous l'Ancien Régime.

Après avoir donné sa définition du privilège on déduit facilement que le privilège en librairie « ne change pas de nature en changeant d'application ». Les droits du représentant ne peuvent pas être plus étendus, plus sacrés que ceux du propriétaire primitif ; mais aussi ils ne peuvent pas être plus restreints.

On a vu la thèse de Linguet quant à la nature du droit qui nous préoccupe, faisons maintenant mention d'une idée, amplement mise en avant par l'auteur de ce nouveau mémoire. En effet, chemin faisant, il fait justice d'un préjugé dangereux, en vertu duquel c'est un déshonneur de tirer parti de son travail. Et remarquons bien que son objection est fondée. « L'œuvre créée par l'auteur, dit-il, est un bien dont il doit vivre. C'est le fruit de son travail qui lui assure l'indépendance et la dignité. Ce sont les coureurs de pensions, les écrivains aux gages des grands seigneurs qui ont été prôner que l'homme de lettres ne devait travailler que pour la gloire... Mais, s'exclame-t-il, entre une aumône déguisée et un salaire légitimement conquis, le choix ne saurait être douteux pour l'homme de cœur. »

Linguet reproche aux gens de lettres l'indifférence dont ils ont traité une cause qui était la leur et ce reproche encore est mérité. « Chacun se montre soucieux de sa propriété ; pourquoi en serait-il autrement de l'homme de lettres ? Il doit ? dit-on

— travailler pour la gloire... Mais parce qu'ils sont généreux et bienfaisants pour tous, parce qu'ils ouvrent à leurs semblables les trésors de leur âme, faudra-t-il leur voler ce qu'ils ont créé ? »

L'auteur a une propriété sur son livre comme tout autre propriétaire sur son bien. Il doit léguer à ses héritiers la propriété complète de ses œuvres. La renommée ne suffit pas et elle ne servirait « qu'à mieux montrer à tous la cruauté de la loi et l'ingratitude du public. Pour l'homme de lettres il n'y a rien d'avilissant à songer au côté sérieux de la vie. Sa dignité ne souffre que s'il en est réduit à vivre d'aumônes et de pensions ; ... depuis le roi jusqu'à l'ouvrier, chacun vit des services qu'il rend ; pourquoi l'écrivain serait-il traité autrement ? »

La propriété littéraire doit être reconnue car elle seule peut permettre aux gens de lettres d'occuper la place qu'ils doivent avoir. « La nouvelle loi rend un hommage authentique à cette vérité, dans la première partie de l'article 5, mais la seconde partie de cet article ne contredit-elle pas la première ?... Des deux parties de cet article, l'une ne donne rien aux gens de lettres, l'autre leur ôte tout.

Linguet considère fausse l'assimilation faite entre les privilèges en librairie et ceux de l'industrie. « En industrie réserver à un seul jusqu'à une époque déterminée les avantages d'une invention c'est... sans doute faire tort à la masse des industriels qui seraient peut-être arrivés à la même découverte. Mais il est bon de rendre l'émulation plus active, en donnant au premier arrivé une récompense et un encouragement. »

En matière littéraire c'est différent. Dans l'industrie, le privilège accordé à la première invention fait obstacle, pendant toute sa durée, aux perfec-

tionnements qui pourraient être apportés par un autre à l'idée première, d'où la nécessité de limiter cet obstacle. En littérature il n'en est plus de même. Un ouvrage sort du cerveau de l'auteur ; il est complet en soi ; il ne prend rien du domaine public et n'arrête aucune invention, aucune nouvelle œuvre, aucun perfectionnement.

« Certainement (nous dit Linguet), s'il y a une propriété sacrée incontestable, c'est celle d'un auteur sur son ouvrage. Ce n'est pas un domaine acquis comme les autres par un échange et dont la possession soumise à des formalités, puisse être quelquefois douteuse ou même annulée ; la composition d'un livre, quel qu'il soit, est une véritable création : le manuscrit une partie de sa substance que l'écrivain produit en dehors. »

Linguet revient encore sur le mot privilège pour se demander ce qu'il faut entendre par cette désignation. La définition du préambule, d'après lui, ne donne qu'une idée fausse et qui se contredit elle-même. « Le privilège n'est que la reconnaissance officielle de la propriété de l'auteur et de ses cessionnaires... Le privilège ne donne rien à l'auteur ; il lui garantit seulement ses droits et lui en assure la paisible jouissance. » D'où il faut conclure que l'auteur peut disposer de sa propriété comme il l'entend, que le cessionnaire auquel il transmet ses droits devient propriétaire au même titre que lui et qu'on ne peut attaquer le droit de propriété dans le cessionnaire, sans l'attaquer en même temps dans l'auteur qui en est la source et l'origine.

« Le privilège accordé aux auteurs n'étant que la reconnaissance d'une propriété préexistante, on ne comprendrait pas qu'il pût la limiter autrement

que par des motifs politiques ou religieux. » Linguet n'admet point d'autre limitation, car, dit-il, « on ne pourrait s'expliquer que le renouvellement du privilège soit refusé à l'auteur et surtout qu'il soit accordé à un autre, ou même abandonné à la spéculation comme une générosité gratuite. Un privilège ne doit donc jamais s'éteindre ; il est toujours renouvelable, car la propriété du texte, qui en est l'origine et l'occasion, reste toujours dans sa plénitude et son intégrité, en quelques mains qu'il passe.

« Forcés par le bon sens de reconnaître en principe la perpétuité du droit dans la personne de l'auteur les rédacteurs de l'arrêt ont eu une défaillance de logique en déclarant dans les articles suivants que ce droit sera limité par le seul fait d'une cession à un tiers. » Examinant l'arrêt, Linguet se demande si le contrat qui intervient entre l'auteur et l'éditeur avait quelque chose d'un délit, d'une convention honteuse. D'après lui c'est l'influence qu'ont eu les clameurs indiscretes des écrivains contre les libraires qui a introduit cette disposition arbitraire dans les arrêts.

L'histoire en main, il montre les erreurs et rétablit les faits dans toute leur sincérité et replace la question sous son véritable jour.

« En imposant aux gens de lettres l'obligation de se livrer eux-mêmes aux chances de la publication, les arrêts auraient pour premier résultat de leur enlever leur temps, leur première et leur plus précieuse ressource, la liberté d'esprit nécessaire à leur travail, et cela pour les astreindre à un commerce qui veut un apprentissage de longues années. Qu'on y prenne garde, c'est aux libraires que l'on a cru ne pas devoir d'égard, mais c'est aux gens de lettres qu'on en a manqué. Sans doute il est bon,

sage, utile, qu'ils aient le droit de distribuer, chez eux, leur production ; c'est une sauvegarde contre la rapacité qui voudrait leur faire la loi ; ... mais en même temps que cette liberté leur est nécessaire... qu'ils puissent n'en pas faire usage... »

Les libraires se trouvant en face d'un droit limité n'auront plus la bonhomie de le payer aussi cher qu'un droit perpétuel. Le libraire trouvera toujours le moyen d'écarter les pertes en calculant son prix d'après la valeur de la chose qu'il achète. Mais c'est l'auteur qui sera le seul dépouillé, l'auteur à qui on a l'air de vouloir tant de bien.

La condition du cessionnaire n'est pas meilleure. On crie au monopole contre le libraire, contre le tiers qui a acheté la propriété d'un ouvrage et qui l'exploite avec la prétention d'avoir acquis un droit perpétuel, et cependant on ne crie pas au monopole contre l'acquéreur d'une maison, qui en a perçu les revenus pendant de longues années et qui continue de les recevoir tout en conservant le droit de vendre un jour sa maison à un tiers qui aura les mêmes droits que lui. Selon Linguet le danger du monopole est un simple épouvantail. « Monopole criminel et punissable, c'est l'accaparement qui, à l'aide de manœuvres frauduleuses, fait monter à des prix arbitraires et élevés la vente de certaines denrées de première nécessité. Or ce monopole ne peut exister en librairie... mais en supposant même qu'un libraire, seul acquéreur d'un manuscrit, et n'ayant rien à redouter de la concurrence, veuille vendre sa marchandise à un prix trop élevé, qu'arrivera-t-il ? C'est qu'il ne trouvera pas d'acheteur. Il n'est pas de livre, en effet, dont on ne puisse se passer pour un temps. » Ce prétendu danger du monopole s'évanouit donc devant l'intérêt des libraires.

43. — Les trois lettres de l'abbé Pluquet (1778-1779).

Les lettres de l'abbé Pluquet ne sont ni l'œuvre d'un publiciste, ni celle d'une partie intéressée au débat. Il traite le sujet en simple amateur chaque fois que l'occasion lui paraît l'exiger. Son œuvre, malgré tout, reste intéressante, elle mérite un rapide coup d'œil.

Sa première lettre veut constituer une réfutation, assez nuancée, des arrêts de 1777.

La deuxième n'est que la réponse qu'il adresse à l'académicien Suard, notoire défenseur de la nouvelle législation. (Suard avait prononcé un « discours impartial sur les affaires de la librairie », 1777.)

La troisième lettre est la réponse à une autre défense anonyme publiée en 1778 sous le titre de « Lettre à un magistrat ».

1° Voici la thèse adoptée par l'abbé Pluquet lors de sa première lettre : la propriété littéraire est une propriété, ce qui est reconnu, au moins partiellement, par les arrêts eux-mêmes, puisqu'ils en consacrent la perpétuité dans la ligne directe de l'auteur. Le gouvernement ne peut pas imposer à son titulaire de jouir d'une manière donnée sous la sanction de la lui retirer. D'où vient donc pour la propriété littéraire une différence qui devrait être toute en sa faveur ?... Le premier droit du propriétaire c'est de tirer de son fonds le meilleur parti possible ; et l'arrêt, après avoir reconnu comme incontestable la propriété de l'auteur, lui enlève la possibilité d'en disposer à sa guise, ou la limite s'il en dispose. Réduire la propriété littéraire à la durée

d'un privilège et la considérer par-là comme étant limitée dès son origine, c'est un raisonnement qui suppose une confusion volontaire. « Les privilèges sont une mesure de police et non un mode de transporter ou d'acquérir la propriété. »

L'abbé Pluquet établit, comme tant d'autres avant lui, une distinction entre les privilèges donnés pour les livres nouveaux et les exclusifs accordés pour des livres anciens et sans maître actuel, à titre d'indemnité et d'encouragement aux imprimeurs et aux libraires. « Les privilèges de livres anciens ne supposaient pas la propriété et n'étaient destinés qu'à remplir le libraire de ses frais ; mais il n'en est pas de même d'un ouvrage nouveau : il appartient à son auteur ou à celui à qui il le cède. L'habitude de mettre un terme aux privilèges donnés d'abord pour certains ouvrages a fait qu'on l'a mis à tous ; mais cette extension n'a changé ni pu changer la nature des choses. Tous ont regardé cette limitation comme une clause de style ou tout au plus comme une disposition fiscale, parce que le terme expiré on est obligé de demander une continuation de privilège et de la payer. »

L'abbé Pluquet examine ensuite les objections tirées des prétendus abus auxquels pourrait donner lieu la propriété littéraire.

Au danger du monopole l'intérêt du libraire, selon l'abbé Pluquet, remédiera amplement.

Toutes les objections opposées au principe de la propriété littéraire tombent devant les faits.

D'après lui c'est un grand avantage pour les auteurs de pouvoir vendre un droit perpétuel et absolu. « Sans placer dans un salaire plus ou moins considérable l'unique mobile des auteurs, il faut qu'ils vivent comme tout le monde, et le gouvernement surtout ne doit pas, par la limitation arbi-

traire d'une propriété qui ne lui appartient à aucun titre, marchander misérablement aux écrivains leurs moyens d'existence. »

Les arrêts seront la ruine des grandes entreprises, car les privilèges exclusifs de livres d'un débit journalier mettent le libraire en état de fournir aux frais de telles éditions ; ils seront aussi la ruine de tous les libraires et de tous ceux dont la fortune est liée à la leur ; les auteurs seront lésés, le prix des livres augmentera.

L'arrêt sur les contrefaçons consacre le même dédain des principes et conduit également à la ruine de toute justice, car il légitime l'injustice des usurpations et facilite les moyens de les continuer.

« D'autre part, pour mener à fin d'un seul coup l'œuvre de désorganisation, nous dit l'abbé Pluquet, non seulement on détruit les propriétés littéraires, pour l'avenir, mais on décida qu'elles n'avaient même pas existé dans le passé ; en sorte que celles qui avaient été vendues et achetées de bonne foi ne furent plus qu'un vain titre de par la volonté du roi et par les arrêts. »

2° La seconde lettre est une réponse faite à un mémoire anonyme mais dont l'auteur était connu. Il s'agit du « Discours impartial sur les affaires de la librairie » de Suard.

Tous ont reconnu que la propriété perpétuelle dans la personne de l'auteur accordée à la condition d'être son propre éditeur, était vaine et stérile et que par là on ne concédait rien. Un auteur ne peut pas se transformer en libraire et prendre à charge tous les détails et tous les risques d'une publication et d'une vente. Bref, la prétendue faveur qu'on accorde aux auteurs n'est qu'une spoliation.

Pour préciser le caractère, et l'objet des pri-

vilèges l'abbé Pluquet se sert d'une comparaison : « c'est bouleverser toutes les notions de dire que s'il n'y avait pas de privilège tout livre donné au public deviendrait un bien commun ». Mais revenons à la comparaison : « lorsque le bailli de mon village, dit-il, fait afficher tous les ans avant la vendange la défense de piller mes grappes et celles de mes voisins, est-ce cette affiche qui me donne la propriété de mon raisin ? Assurément non ; j'étais propriétaire longtemps avant le ban de vendange. Le privilège est pour le livre une affiche du même genre ; pas plus que l'affiche il ne donne la propriété, qui existe avant la protection de la loi. Le privilège n'est point attributif de propriété ; c'est une déclaration du prince qui défend de troubler l'auteur dans la jouissance de son droit et qui punit le trouble d'une amende.

La limitation dans le temps du privilège se conçoit facilement, car une édition unique était protégée. Cette restriction dans la durée s'explique par le précédent créé par « les exclusifs ». Nous avons vu cette explication de plus près lors de la première lettre. Ce serait donc mal comprendre le privilège que de le considérer comme restrictif du droit des auteurs.

L'abbé Pluquet s'attache ensuite à faire ressortir les notables différences qui séparent le droit de l'écrivain et celui de l'industriel. Pour l'auteur de ces lettres « le mérite d'un inventeur n'est que d'avoir été le premier à découvrir ce qu'un autre aurait pu trouver après lui ; ... qu'à titre d'encouragement et de récompense on donne un privilège à l'heureux inventeur... ce n'est que justice, mais il ne faut pas oublier que l'objet trouvé fait partie d'un fond commun auquel il doit retourner ; on ne doit donc point établir un monopole perpétuel, mais

limiter à un certain temps l'indemnité que l'on accorde à l'inventeur. Quant aux œuvres de l'intelligence c'est tout le contraire. Lorsque l'auteur crée un ouvrage il ne prend rien à personne et n'a donc rien à restituer, il tire tout de lui-même et de son cerveau ; si donc le domaine public empiète sur ses droits, les atténue ou les limite, il ne rentre point dans ce qui appartient puisqu'il n'a rien donné ; mais il a dépouillé l'auteur et le vole. »

L'abbé Pluquet, lorsqu'il écrivait ces lignes, a perdu de vue le problème de la propriété scientifique, problème d'ailleurs qui jusqu'à nos jours n'a pas reçu de solution équitable.

La suite de la deuxième lettre est moins intéressante, car elle cherche à dégager des arguments contre la thèse de Suard en retenant de l'argumentation de celui-ci, exclusivement les passages qui prêtent à équivoque.

3° Comme réponse à la « Lettre à un Magistrat » (du 20 janvier 1778) l'abbé Pluquet écrit une troisième lettre.

Dans cette protestation l'abbé Pluquet emploie l'exemple suivant pour mieux illustrer l'injustice qu'on crée, d'après lui, aux auteurs : « que mille passants marchent à la lumière de mon réverbère ; que cent personnes jouissent du plaisir de m'entendre jouer au violon, je n'en conserve pas moins la propriété de cet instrument. Mais contrefaire mon ouvrage, c'est m'enlever mon fanal pour l'aller placer sur sa maison, ou mon violon pour en jouer chez soi et amuser ses amis. »

Plus loin l'abbé ajoute : « Je ne vois pas non plus de mal à ce que les propriétés littéraires soient soumises, comme toutes les autres, à des règles dictées par l'intérêt général. Ce n'est pas là ce dont

s'occupent les arrêts, leur but n'est point de régler la propriété, mais de la supprimer. Invoque-t-on l'intérêt public ? Nullement ; ce sera pour le plus grand profit de celui qui jugera à propos de l'exploiter. Cela ne valait pas, en vérité, la peine de dépouiller l'auteur ou le libraire pour offrir leurs droits en currence à un spéculateur qui, n'ayant à compter ni avec le public ni avec l'auteur, gardera seul tous les bénéfices. En cas d'expropriation à titre d'utilité publique, on paye généralement une indemnité. Ici au contraire on prend sans payer. » En terminant l'abbé Pluquet ne peut s'empêcher d'exprimer toute la compassion qu'il éprouve pour la condition misérable que ces nouveaux arrêts ont fait à la librairie.

Quelles sont donc les conclusions qu'on doit retenir de l'œuvre de l'abbé Pluquet ?

D'après lui les arrêts détruisent un droit dont on n'a pas pu attaquer le principe car il faut longtemps respecté dans la pratique ; on supprime une propriété d'une manière arbitraire et violente, propriété qui jusqu'alors a été régulièrement transmise et au même titre que les autres. Il prévoit la ruine immédiate du commerce de la librairie et plaint les auteurs qui selon lui seront les premières et seules victimes.

44. — Les défenseurs des arrêts.

La réponse de l'Académie concernant les arrêts de 1777.

Les défenseurs des arrêts étaient placés sur un mauvais terrain. Renouard l'avait très justement remarqué quand il écrivait : « S'il ne s'était agi que

de démontrer par des motifs de droit et dans l'intérêt général, la nécessité de ne donner aux privilèges qu'une durée temporaire, les arguments n'auraient certainement pas manqué... Mais les arrêts tout en cherchant, pour le fait à limiter les privilèges, avaient eu le tort de reconnaître en principe, au profit des auteurs, un droit de propriété perpétuelle. Il y avait contradiction manifeste entre le principe que l'on concédait et le soin que l'on mettait à en éviter les conséquences. C'était rendre la défense des arrêts insoutenable. Ils étaient d'ailleurs entachés, selon cet écrivain, d'un vice qui toujours suffit pour mettre en danger les réformes, même les plus sages : ils ne respectaient pas assez scrupuleusement les droits acquis. »

L'Académie Française, dans la séance du samedi 7 février 1778, examine la situation nouvelle créée par la récente législation en matière de librairie. Elle abandonne un droit contesté, sans entrer à fond dans la discussion de principe, pour accepter un privilège dangereux.

L'Académie demande et suggère même quelques mesures aptes à assurer de façon efficace la jouissance que le législateur avait accordée aux écrivains, qui publient eux-mêmes leurs ouvrages.

Voici d'ailleurs quelques lignes significatives du procès-verbal de la séance de cette haute institution : « S.M. en accordant aux auteurs le privilège de leur ouvrage pour eux et pour leurs hoirs à perpétuité, pourvu qu'ils ne rétrocedent à aucun libraire, ne paraît s'être expliquée, au moins d'une manière expresse, sur le cas où l'auteur pour s'épargner l'embarras de vendre son ouvrage par lui-même céderait à un ou plusieurs libraires, soit tout à la fois, soit successivement, une ou plusieurs éditions en se réservant toujours à lui et à ses hoirs la propriété

du privilège. Il serait à désirer que S.M. voulût bien faire connaître particulièrement ses intentions à ce sujet, et qu'elle donnât expressément aux auteurs et leurs héritiers la liberté de céder ainsi aux libraires une ou plusieurs éditions, en tout ou en partie : ce qui mettra les gens de lettres à portée de jouir plus longtemps et plus efficacement de leurs privilèges.

« Quoique S.M. ait déclaré que tout privilège rétrocedé par l'auteur au libraire ne pourra avoir une durée moindre que de dix années, il serait à désirer que S.M. voulût bien déclarer expressément l'intention où elle est sans doute de donner une plus grande extension à la durée du privilège, proportionnellement au nombre et au format des volumes. à l'importance de l'ouvrage et à la facilité plus ou moins grande du débit. »

Après cette première proposition qui allait à l'encontre de certaines dispositions de l'arrêt sur les privilèges, en voici une qui concernait celui portant sur les contrefaçons : « Il serait à désirer que S.M. voulût bien permettre à la partie lésée de constater la contrefaçon par toute voie juridique, nommément, par la voie de plainte et d'information. Il serait à désirer de plus que, dans le cas d'une visite où l'on trouverait d'autres ouvrages contrefaits que celui qu'on recherche, le contrefacteur ne fût pas autorisé à une demande en dommages-intérêts contre celui qui aurait fait la visite. Il serait enfin à désirer que la peine portée contre les contrefacteurs fût encore plus forte pour les libraires, abusant de la cession faite à eux par l'auteur d'une ou plusieurs éditions de son ouvrage, profiteraient de cette cession pour faire à leur profit une édition furtive. »

Dans une séance du jeudi 23 juillet 1788 le plus

grand nombre des académiciens sont de l'avis que les privilèges rétrocedés aux libraires devaient être limités.

Pour satisfaire aux vœux de l'Académie, M. de Miromesnil fit rendre un nouvel arrêt du Conseil, le 30 juillet 1778. C'est par cet arrêt que la propriété de l'auteur est entièrement consacrée.

SECTION II. — *La confirmation
de la nouvelle orientation de la législation*

45. — L'arrêt du Conseil du 30 juillet 1778.

Le 30 juillet 1778 un arrêt complémentaire du Conseil venait faire dans une certaine mesure droit à des réclamations légitimes (5).

Quelles sont les innovations du nouvel arrêt ?

Son article 1^{er} consacre plutôt une régression, car il accorde à M. le Chancelier ou Garde des Sceaux le pouvoir discrétionnaire de concéder des privilèges pour la durée de temps qu'il aura jugé à propos d'accorder suivant le mérite et l'importance de l'ouvrage, sans qu'en aucun cas les privilèges puissent être d'une moindre durée que 10 années. C'est plutôt un maximum qu'on aurait dû fixer, car

(5) MM. Laboulaye et Guiffrey ont reproduit en entier les dispositions de cet arrêt ; ils l'appellent « un défi aux parties lésées ». Ils accusent les ministres d'avoir empêché l'autorité royale de se rendre compte des méfaits des arrêts de 1777. Ils accablent l'administration d'avoir sciemment recherché la complicité de l'autorité royale.

c'était bien là le danger. Une fois abandonné le délai maximum marqué par la durée de la vie de l'auteur « la perpétuité facultative en faveur des libraires était de nouveau à craindre ».

L'article 2 se référant à l'article 5 de l'arrêt sur les privilèges (du 30 août 1777) et pour faire justice aux vives critiques qui s'étaient fait entendre à juste titre, accorde à l'auteur, qui obtient en son propre nom le privilège en dehors de la faculté de vendre chez lui ses ouvrages aussi la possibilité « autant de fois qu'il le voudra, faire imprimer, pour son compte son ouvrage par tel imprimeur et le faire vendre ainsi pour son compte par tel libraire qu'il aura choisi, sans que les traités ou conventions qu'il fera pour imprimer ou débiter une édition de son ouvrage puissent être réputés « cession de son privilège ».

D'après notre opinion cet élargissement des facultés reconnues à l'auteur, titulaire d'un privilège, perdait la plupart de son importance à cause de l'article 1^{er} qui avait ouvert indirectement une brèche dans l'interdiction prévue par l'article 5 de l'arrêt sur les privilèges.

Ce qu'il faut retenir, c'est que l'ancienne indisponibilité, dont les prérogatives du droit précaire reconnu à l'auteur étaient frappées, a été anéantie par ce nouvel arrêt (6).

Nous donnons en note le texte intégral du préambule et le texte de certains articles de cet arrêt : « Le roi s'étant fait rendre compte, en son conseil, des différentes représentations auxquelles ont donné lieu les règlements du 30 août dernier, a distingué parmi les mémoires remis à ce sujet à M. le Garde des Sceaux, les observations de son Académie Française, S. M. a vu avec satisfaction que ses observations étaient principalement l'expression de la reconnaissance de son Académie Française et que s'il restait aux membres qui

46. — L'arrêt de 1778 et la lettre du libraire Leclerc à M. de Neville.

Le libraire Leclerc s'insurge contre les arrêts, il les attaque, mais emporté par sa fougue partisane il ne fournit pas des arguments sérieux à l'appui de son plaidoyer.

Le ton de la lettre est acerbe : « je vais attaquer

la composent quelques vœux à former, ils n'avaient pour objet, en rendant grâce à S. M. des soins qu'elle a bien voulu prendre en faveur des gens de lettres, que d'obtenir que les nouveaux avantages que leur assurent les règlements du 30 août dernier deviennent encore plus stables et plus solides. S. M. s'est déterminée d'autant plus volontiers à manifester plus particulièrement ses intentions à cet égard, qu'elle n'a vu dans la demande de l'Académie que le développement et l'esprit des règlements, ou les moyens d'en assurer l'exécution, et qu'en consacrant les demandes par son autorité elle donne une nouvelle preuve de sa protection ceux de ses sujets, qui, par leurs travaux et par leurs veilles, concourent au progrès des Lettres et des Sciences.

Art. 1^{er}. — Ceux qui obtiendront à l'avenir des privilèges pour imprimer des livres nouveaux, en jouiront pendant tout le temps que M. le Chancelier ou Garde des sceaux aura jugé à propos d'accorder, selon le mérite et l'importance de l'ouvrage, sans qu'en aucun cas les privilèges puissent être d'une moindre durée que 10 années.

Art. 2. — L'article 5 de l'arrêt du conseil du 30 août 1777 sera exécuté selon sa forme et teneur ; en conséquence tout auteur qui aura obtenu en son nom le privilège de son ouvrage, non seulement aura le droit de le faire vendre chez lui, mais il pourra encore, autant de fois qu'il le voudra, faire imprimer, pour son compte son ouvrage par tel imprimeur, et le faire vendre ainsi pour son compte, par tel libraire qu'il aura choisi, sans que les traités ou conventions qu'il fera pour imprimer ou débiter une édition de son ouvrage puisse être réputée de son privilège.

L'article 3 ordonne l'exécution des articles : 109 du règlement de 1723, et 1 et 2 de l'arrêt de 1777, contre les contrefacteurs.

vosre code, vosre règlement, vosre législation, vosre enfant chéri. Vos arrêts n'ont aucun des caractères nécessaires pour constituer une loi ; ils ne sont donc tout au plus qu'un plan d'administration pour enrichir le directeur de la librairie, en ruinant les autres, les libraires et les lettres en France » (7).

Leclerc commence par établir la solidité et l'ancienneté du principe de la propriété. En effet, dit-il, depuis 200 ans la propriété littéraire a été établie et respectée. Il analyse les motifs qui ont déterminé M. de Neville à bouleverser cette matière, et selon lui le principal considérant aurait été le fait de remettre aux mains du directeur de la librairie le trafic des privilèges ; de cette manière, affirme-t-il, on a assuré au détriment des propriétaires légitimes à l'administration une source de revenus plus féconde qu'honorable.

Leclerc a des paroles dures à l'adresse de tous les hauts dignitaires qui ont procédé, d'après lui, en dehors de toute forme légale.

Leclerc établit que « la propriété littéraire existe même après l'impression de l'ouvrage comme avant ; l'auteur ou son cessionnaire est le propriétaire de son ouvrage, lorsqu'il est imprimé, comme il l'était avant ; l'ouvrage ne peut devenir commun que par son consentement (p. 394). L'auteur ne peut pas perdre la propriété de son ouvrage par la publication ou par l'impression ; il ne peut la perdre et personne ne peut l'acquérir que par la cession qu'il en fait (p. 397). »

Le règlement serait donc non seulement illégal mais encore injuste et contraire au droit naturel et

(7) V. le texte intégral de cette lettre dans l'ouvrage de MM. Laboulaye et Guiffrey, p. 444 à 446.

civil ; il ébranlerait toutes les propriétés, qui intéressent toute la nation. Les propriétés de toute nature sont inutiles si le souverain n'en assure pas la jouissance.

Après ces observations préliminaires Leclerc passe en revue les objections à l'aide desquelles on prétend combattre la propriété littéraire.

Tout d'abord il se débarrasse de l'argument qu'un ouvrage devient la propriété de tout le monde par le fait seul de l'impression. Il répond que le public n'a d'autres droits sur un ouvrage que ceux qu'il plaît à l'auteur de lui abandonner. Or l'auteur concède au public seul le profit, tous les avantages qu'il est possible de tirer de la lecture et de la méditation de ses idées ; quant au droit de faire imprimer ces mêmes idées il appartient à l'auteur. Leclerc s'insurge à l'idée que l'on choisisse pour dépouiller l'auteur de sa propriété le moment même où celui-ci vient concourir de la manière la plus large au bien-être et à l'instruction de ses semblables.

Quant à la nature du privilège cette lettre répète ce que tant d'autres témoins ont affirmé, sans trop le prouver, par des textes. Leclerc n'admet pas que le privilège puisse être la source et l'origine de la propriété littéraire. D'après lui, on ne doit voir dans le privilège qu'un passeport délivré par l'autorité, sous réserve de le retirer au moment où elle croira que le livre privilégié est nuisible aux mœurs et dangereux pour la sûreté de l'état. Comme les passeports, les privilèges se donnaient pour un certain temps et cette limitation ne touchait en rien aux droits de l'auteur ; la preuve en est dans le renouvellement même des privilèges qui étaient accordés indéfiniment sur la demande de l'auteur ou

de son cessionnaire. Quant à la disposition de l'arrêt sur les privilèges qui rend la propriété littéraire perpétuelle tant qu'elle reste entre les mains de l'auteur ou de ses héritiers, Leclerc s'attache — et sa tâche n'est pas difficile — à démontrer que les impossibilités soulevées par l'application et la pratique rendaient cette reconnaissance du droit de l'écrivain aussi stérile que dérisoire. Il combat le parallèle que l'on cherche à établir entre les inventeurs littéraires et les inventeurs industriels. L'œuvre de de l'auteur d'après lui a quelque chose de plus personnel et de plus étranger au domaine public que celle de l'inventeur. Donner à l'inventeur la propriété de sa création ce serait arrêter le progrès industriel pendant que la propriété de l'auteur n'empêche pas le progrès littéraire, car c'est la forme qu'on donne à une idée qui est protégée et non l'idée en soi. Avant comme après la publication les idées restent dans le domaine public.

L'auteur de cette lettre accuse les adversaires de la propriété littéraire d'avoir fait grand bruit autour du mot privilège. Il les accuse d'avoir tiré d'une fausse interprétation un de leurs arguments les plus retentissants.

La même accusation il l'adresse aux mêmes pour la mise en avant du mot « monopole ». Le danger du monopole pour lui n'existe point. En effet, dit-il : « vous annoncez la destruction du monopole par votre règlement, et je vous ai fait voir qu'en poursuivant un monopole imaginaire, vous donniez naissance à un monopole réel et funeste. Vous assurez que votre règlement fera l'avantage de l'homme de lettres et des libraires, et je vous ai prouvé qu'il est funeste aux uns et aux autres et qu'il rend leur sort affreux. Vous comptez par votre règlement porter l'art de l'imprimerie à un degré

de perfection extraordinaire par l'émulation qu'il excitera entre les imprimeurs, je vous ai prouvé le contraire. Vous garantissez que votre règlement fera fleurir le commerce de la librairie et je vous ai fait voir qu'il est impossible qu'il ne soit pas anéanti si votre règlement subsiste..... je vous ai donc prouvé que votre règlement n'a produit aucun des effets que vous en attendiez.... Si vous vous opiniâtrez à soutenir encore votre règlement il faut croire que vous ne l'avez fait pour aucun des motifs et aucune des raisons que vous énonciez dans votre préambule, mais par des motifs et pour des raisons que vous ne voulez dire ni au public ni au Conseil... Quels que soient au reste ces motifs secrets, quand ils pourraient excuser vos intentions ils ne pourront jamais justifier votre règlement ; car la propriété littéraire étant une vérité démontrée constante, fondée sur des lois, reconnue par les tribunaux, appuyée sur les mêmes principes sur lesquels portent toutes les propriétés civiles, les auteurs et leurs cessionnaires sont les propriétaires incommutables de leurs ouvrages comme tous les ordres de citoyens ont la propriété de leurs maisons, de leurs terres ; vous ne pouvez pas plus autoriser par votre règlement à vendre la permission d'imprimer leurs ouvrages, que vous ne pouvez vous faire autoriser par un arrêt du conseil à vendre les maisons et les terres de toutes les autres classes de citoyens... »

Ces quelques lignes reproduites de la lettre de Leclerc nous donnent un aperçu significatif de la teneur de toute la lettre. Leur auteur met en avant beaucoup d'affirmations mais ne nous fournit pas en même temps des arguments suffisants qui puissent les justifier.

La suite de la lettre n'est plus intéressante, car son auteur s'écarte de la question qui nous inté-

resse. Vers la fin même il n'hésite point à accuser M. de Neville de détournements des fonds qu'il perçoit à l'occasion de toute autorisation nouvelle.

La lettre est datée du 19 décembre 1778 .

47. — Le procès Paucton-Desaint.

Pour mettre en cause la légalité des arrêts devant le Parlement et pour obliger cette institution à se prononcer sur leur validité (légale), les adversaires des arrêts de 1777 n'hésitèrent point à mettre en scène de nombreux procès. De cette manière on espérait anéantir la nouvelle législation par des décisions judiciaires.

De tous ces procès il faut citer, comme plus important, l'instance du sieur Paucton contre la veuve Desaint. En effet, quelque temps avant les arrêts le sieur Paucton, auteur d'un ouvrage intitulé « Métrologie »..., avait vendu son manuscrit à la veuve Desaint, libraire, pour toujours, et sans aucune réserve. La veuve Desaint refusa d'imprimer et se laissa assigner au Châtelet. (8)

De même elle avait cessé les paiements. En instance la veuve Desaint résista en déclarant que les choses n'étaient plus dans l'état où elles se trouvaient au moment du contrat et qu'en conséquence elle n'était plus disposée à payer ni à imprimer le livre. Les arrêts en réduisant à 10 années la durée du droit perpétuel qu'elle avait acquis, changeaient la nature du contrat, et par suite ce contrat devait être résilié.

(8) V. Renouard, *op. cit.* p. 181.

Le Châtelet, statuant sur les observations des parties, par sentence du 11 août 1778 ordonna l'exécution du traité, en maintenant la veuve Desaint dans la propriété pleine et incommutable de l'ouvrage et dans le droit exclusif de la faire imprimer et vendre pour elle, ses hoirs et ayant cause, notwithstanding les dispositions des nouveaux arrêts.

Cette sentence fut confirmée par un arrêt contradictoire rendu par le Parlement du 10 février 1779.

Donc, le Châtelet aussi bien que le Parlement ont décidé que les arrêts de 1777 et 1778 n'avaient pas d'effet rétroactif.

48. — Le compte rendu du Parlement.

Le Parlement était d'ailleurs peu favorable aux arrêts, qu'on n'avait pas jugé à propos de lui faire vérifier et enregistrer. Sous l'influence d'une susceptibilité froissée le Parlement se laissa facilement émouvoir par les murmures du dehors et se résolut à soumettre à une délibération les arrêts.

Le conseiller d'Epréménil fut chargé de rendre compte des arrêts dans la séance du 23 avril 1779. L'opinion du rapporteur est intéressante à plus d'un titre. En voici un court résumé : D'Espréménil n'hésite pas à manifester sa sympathie pour la cause des auteurs, pour le principe absolu de la propriété. Il exprime tout d'abord l'étonnement et la tristesse que lui cause la situation nouvelle faite à des droits auparavant reconnus et respectés, « l'amour des nouveautés et les erreurs du pouvoir menaçant les maximes les mieux établies ; qu'il est de principe incontesté que les auteurs sont propriétaires des ou-

vrages qu'ils ont créés et les libraires de ceux qu'ils ont acquis ». (Il soutient que les règlements de 1777 ont méconnu des droits inviolables et sacrés ; il dit que les libraires au lieu de s'adresser au Garde des sceaux, et au Roi, eussent dû s'adresser au Parlement ; il demande qu'il en soit délibéré). (Gastambide). Jusqu'alors, dit-il, la légitimité du droit des auteurs n'avait point été contestée, non plus que celle des libraires : ils étaient propriétaires absolus ; ce principe conforme au droit naturel l'était aussi du droit civil, comme le prouvent les édits enregistrés, les arrêts de la Cour et les règlements.

Après s'être prononcé sur la question de principe, d'Esprémenil, s'attachant aux six arrêts du Conseil, en donne une analyse détaillée. Il rappelle les justes doléances des parties lésées, qu'il trouve fondées, mais qui n'ont pas été accueillies en haut lieu.

Les intéressés se tournent maintenant vers le Parlement de qui ils attendent une décision conforme à la justice et à la tradition.

Vu les conclusions de son Conseiller, le Parlement décida d'entendre aussi la contrepartie. Il enjoignit donc aux gens du Roi de lui rendre compte de l'affaire et de lui donner à ce sujet les explications qu'ils considèrent utiles.

49. — Le compte rendu de l'Avocat général Antoine Louis Séguier.

Comme suite à la demande exprimée par le Parlement l'avocat général A. L. Séguier fut chargé de soutenir la thèse du Conseil.

L'avocat général présenta son rapport dans les

séances des 10, 27 et 31 août 1779, devant toutes les chambres assemblées sous la présidence de Lefèvre d'Ormesson. Que l'on considère le rang de l'auteur ou l'importance du travail, ce compte rendu est la pièce la plus complète qui ait paru au XVIII^e siècle.

On y trouve l'histoire de l'imprimerie et des lois qui l'ont régie depuis son origine ; l'analyse des anciens et des nouveaux règlements ; l'exposé des plaintes de la librairie ; des vues très justes sur les privilèges et un résumé fidèle et impartial des arguments favorables ou contraires à la propriété littéraire. La manière impartiale dont les faits et les actes sont présentés laisse à chacun toute liberté d'esprit pour juger le fond du débat.

Le travail de l'avocat général est divisé en trois parties : 1^o les nouveaux règlements — c'est l'analyse critique des six arrêts — ; 2^o les pièces annexées aux six arrêts du Conseil — c'est le résumé des mémoires et consultations produites par les intéressés — ; 3^o les anciens règlements intervenus sur la librairie — c'est le travail historique auquel nous nous sommes maintes fois reportés.

L'exposé historique, après des considérations générales sur la parole, l'écriture, les livres et sur l'invention de l'imprimerie, parcourt successivement les trois époques suivantes : a) depuis l'origine de l'imprimerie jusque vers la fin du règne de Henri II ; b) depuis la fin du règne de Henri II jusqu'aux statuts de 1618 ; c) de 1618 jusqu'à la législation de 1777.

Le travail de Séguier « se ressent de la singulière position prise par le Parlement, qui après avoir longtemps lutté contre les continuations de privilèges, inclinait maintenant à critiquer les arrêts du Conseil rendus pour limiter la durée des pri-

vilèges dans la main des libraires. » La partie historique reste la plus remarquable.

Quant aux arrêts de 1777 il cherche avec une certaine ingéniosité à concilier la contradiction qu'ils renfermaient.

Mais pour rendre le travail de Séguier plus fidèlement nous suivrons de plus près la pensée qu'il développe dans son exposé. Dans le passage qui suit, il s'attache à démontrer en quoi les arrêts de 1777, sur les privilèges et les contrefaçons, s'écartent de la législation antérieure : « c'est, dit-il, pour la première fois qu'il est parlé des droits des auteurs et des droits de leur postérité. La propriété y est entièrement reconnue, tant dans la personne de l'auteur que dans celle de ses héritiers, et cette propriété paraît si évidente qu'on permet à l'auteur de vendre chez lui son ouvrage ; faculté qui dérive du droit naturel, faculté jusqu'alors inconnue dans tous les règlements publics. Après avoir ainsi reconnu le droit sacré de la propriété on le dénature, on l'affaiblit, on le restreint, lorsque l'auteur ne pourra jouir que pendant 10 années et l'ouvrage deviendra commun à l'expiration du privilège. Aussitôt que le privilège sera expiré, tout libraire, cent libraires, pourront obtenir la permission d'imprimer le même ouvrage, même sans lettres patentes, et cette permission aura lieu sur une simple signature du directeur de la librairie. Ce nouveau règlement est diamétralement opposé à tous ceux qui sont intervenus sur cette matière : toutes les ordonnances portent qu'on ne pourra imprimer ni réimprimer aucun ouvrage sans lettres patentes scellées du Grand sceau sous les peines les plus considérables.

Dans les anciens règlements les lettres patentes doivent être enregistrées dans le registre de la chambre syndicale de Paris où chacun pouvait

avoir recours : suivant le nouveau règlement, les signatures particulières ne seront enregistrées que dans le registre de la Chambre syndicale de celui qui aura obtenu la permission, et peu de personnes seront à portée d'aller consulter tous les registres du Royaume.

Suivant les anciens règlements, les continuations de privilèges étaient adoptées comme une continuation de la propriété : d'après le nouveau, elles sont entièrement prescrites et les permissions sont exclusives de toute espèce de propriété.

Suivant les anciens règlements la concurrence n'était tolérée que sur une espèce d'ouvrages ; elle était absolument défendue sur les autres comme le fléau de la librairie ; elle est favorisée et généralement admise par le nouveau ; et le même motif qui paraissait autrefois devoir anéantir tout le commerce de la librairie, paraît aujourd'hui devoir exciter l'émulation et donner de l'activité à toutes les presses du Royaume.

Enfin les anciens règlements n'obligeaient de payer qu'une somme fixe déterminée pour l'obtention d'un privilège ; et par le nouveau règlement le prix de la permission est évalué à raison du nombre de volumes et du format dans lequel on voudra faire imprimer chaque ouvrage.

Le dernier des six arrêts a pour objet de faire grâce sur les contrefaçons qui avaient été multipliées avant ce règlement, tandis que les anciens règlements prononçaient les peines les plus graves, même punition corporelle, contre ceux qui auraient entrepris de contrefaire un ouvrage. Les anciens règlements déclaraient faussaires les contrefacteurs, prononçaient une amende, et autorisaient les porteurs de privilèges à demander des dommages-inté-

rêts : le roi, par le nouveau règlement remet généralement toutes les peines encourues. Sans doute que le roi peut faire grâce de la peine du faux ; sans doute que le roi peut remettre la peine de l'amende ; mais le roi pouvait-il faire grâce des dommages-intérêts qui ne lui appartiennent point ? Et le motif qui détermine à légitimer, en quelque sorte, le fruit du dol et de la fraude et à en permettre la vente publique, c'est que ceux qui se sont rendus coupables des contrefaçons seraient entièrement ruinés ; en sorte que la multiplicité des délits en a fait prononcer l'abolition. »

Quant à la *nature* juridique du privilège en librairie, Séguier adopte la thèse des arrêts. Voici son exposé : « les lois anciennes ont toujours été muettes sur la question de la propriété des auteurs. On ne s'était pour ainsi dire point encore occupé du droit des auteurs et leurs propriétés n'avaient pas même été mises en problème. Peut-être les auteurs eux-mêmes ne s'étaient-ils point imaginé de réclamer cette propriété. Les uns se contentaient de mettre au jour leur production, en abandonnant le profit à l'imprimeur ; les autres étaient satisfaits du prix qu'ils avaient reçu de leur manuscrit et nous ne trouvons aucune ordonnance, aucun arrêt, aucun jugement, en un mot aucune loi dans laquelle la propriété des auteurs ait été ou reconnue ou contestée. Il n'était question que de l'imprimerie en elle-même ; on prononça d'abord sur la liberté de l'impression en général ; ensuite on prononça sur la liberté de l'impression des livres lorsqu'ils avaient été déjà imprimés. On défendit enfin la continuation des privilèges..... Quand le terme de la durée d'un privilège était expiré, le livre devenait commun, parce qu'il était commun avant l'obtention du privilège. La grâce n'avait fait que suspen-

dre la liberté générale ; mais cette liberté, en elle-même, ne pouvait être réclamée pour un ouvrage nouveau ; il n'avait jamais été commun et aucun privilège n'a porté qu'à son expiration le livre deviendrait commun, à toute la librairie.

Au xvii^e siècle ...on commençait à sentir le droit de propriété des auteurs, on le reconnut quelquefois, surtout lorsqu'ils le réclamèrent ; mais l'administration, sans parler de cette propriété, fut toujours occupée du soin de concilier le droit naturel avec la liberté indéfinie que les libraires de province ne cessèrent de réclamer.

Enfin, les continuations de privilège furent entièrement adoptées ; elles furent consacrées par les lois publiques, mais néanmoins de manière à les laisser toujours entre les mains de la puissance royale. On serait tenté de croire que l'on n'osa prononcer d'une façon décisive sur la liberté de l'impression entre les auteurs anciens et les auteurs modernes et la législation se tint.... à côté de la question. C'est néanmoins dans cette distinction des auteurs anciens et des auteurs modernes que réside toute la difficulté.

D'un côté on prétend que la limitation de la durée du privilège ne peut être appliquée qu'aux auteurs anciens, dont les ouvrages existaient en manuscrit avant l'invention de l'imprimerie ou aux ouvrages imprimés depuis cette époque et dont les auteurs n'existent plus et sont inconnus, ou enfin aux ouvrages imprimés en pays étranger et réimprimés dans le royaume.

D'un autre côté, on soutient que la distinction d'ouvrages anciens et d'ouvrages modernes cesse, lorsqu'une fois le manuscrit a été imprimé ; que la faculté d'imprimer tout livre, soit ancien, soit nouveau, à l'expiration du privilège, devient libre par

l'effet même de ce privilège, puisqu'il n'est accordé que pour empêcher la concurrence pendant la durée de la grâce.

Il n'y a plus ...de manuscrit et la propriété s'évanouit dès que l'ouvrage est répandu dans le public et multiplié par les copies qui s'en débitent. Le manuscrit devient par l'impression un effet commun et tous les libraires ont un droit égal de le réimprimer. Il ne peut y avoir de propriété unique d'une chose devenue publique et le privilège seul peut établir alors une sorte de propriété.

Auquel de ces deux sentiments donner la préférence ?

Elle est due sans doute à celui qui est fondé en même temps et sur le droit naturel et sur le droit national ; et si le droit national milite en faveur de la propriété l'avantage national exige qu'on facilite le commerce en détruisant les entraves dont il est plus ou moins embarrassé.

Toutes les lois ont supposé cette propriété, (il s'agit de la propriété des auteurs) mais aucune ne l'a consacrée ; ... si cette propriété a existé et se conserve encore chez une grande partie des libraires, ce n'est que par la tradition et par l'usage. L'ancienne législation n'a pas osé s'expliquer par une loi positive. ...Cependant.... jusqu'à la fin du dernier règne on a accordé des continuations de privilège à ceux qui étaient propriétaires du manuscrit original de l'ouvrage imprimé. Les continuations de privilège n'étaient pas seulement de pures tolérances, elles étaient aussi de justice. Il est difficile en effet, de se persuader qu'en imposant la nécessité d'obtenir un privilège ou une simple permission, nos rois aient entendu dépouiller un auteur de la propriété d'un ouvrage dont il était créateur ».

Cette propriété peut être envisagée sous deux aspects différents, ou dans la main de l'auteur ou dans la main du libraire.

« Dans la main de l'auteur elle est incontestable ; elle n'est même pas contestée. Disons mieux : elle est reconnue, elle est consacrée aujourd'hui et l'auteur a droit de jouir de son ouvrage lui et toute sa descendance, ses héritiers et ayants cause, tant qu'ils ne se sont point dessaisis du manuscrit, et qu'ils n'ont point cédé le privilège ».

Mais dans la main de l'imprimeur, cette propriété n'est-elle plus la même ? L'avocat général se demande en un mot si la propriété dépend du privilège et si le privilège en soi peut être regardé autrement que comme une sauvegarde de la propriété que la justice du roi ne lui permet pas de refuser au véritable propriétaire, à quelque titre qu'il soit devenu propriétaire. Voici sa réponse : « Ce droit de propriété a été de tous temps regardé comme incontestable par les libraires de toutes les nations.

Et si le droit de l'auteur n'est pas contestable, comment pourrait-on contester celui du libraire ? Le cessionnaire qui représente l'auteur ne doit-il jouir de tout ce qui lui a été cédé ? Le privilège que le roi accorde est un acte de protection, l'approbation est un acte de police ; mais ni l'un ni l'autre ne peut changer la nature de la propriété.

Avant l'usage des privilèges l'autorité n'a jamais prétendu avoir aucun autre droit sur les productions de l'esprit que celui de l'inspection. Les gens de lettres sont donc restés, après qu'on eut introduit les privilèges, propriétaires de leurs manuscrits, de même qu'ils l'étaient avant cet établissement.

Si l'auteur est propriétaire il a le droit de dis-

poser de son bien..... le libraire acquéreur devient propriétaire incontestable avec la même plénitude que l'auteur qu'il représente ».

L'avocat général passe ensuite en revue les arguments des libraires et des imprimeurs sur lesquels ils fondent leurs prétentions à la propriété perpétuelle des privilèges ; mais pour garder son rôle d'arbitre Séguier donne ensuite l'analyse de la prétention contraire.

« Tout auteur, dit-il, est propriétaire de son ouvrage, mais il n'est propriétaire que du manuscrit, et s'il donne ou s'il vend ce manuscrit, il n'a plus aucune propriété réelle, il ne lui reste que le mérite et l'avantage d'en avoir été le créateur.

Il en est de même du libraire substitué à l'auteur, et le libraire n'a d'autre propriété que celle que l'auteur lui a transmise ; encore ne l'a-t-il pas avec la même plénitude que l'auteur parce que celui-ci a créé l'ouvrage ; cette qualité d'auteur qui ne peut lui être enlevée le met à portée de recréer son ouvrage ; si le manuscrit était perdu ou brûlé ; l'imprimeur au contraire n'a d'autre droit que celui d'être devenu possesseur d'un manuscrit qu'il a acheté ; il a fait un échange et le marché a été consommé par la tradition.

Un auteur ne peut faire imprimer sans permission ; le privilège lui donne cette permission et lui garantit en même temps sa propriété, par les défenses à tous autres d'imprimer ce que contient son privilège. Jusque-là la propriété de l'auteur est conservée ; il possède encore seul son manuscrit, il le multiplie en le faisant imprimer, et, s'il conserve toutes les copies qu'il en a fait tirer, sa propriété reste entière.

Les choses vont changer de face... lorsque l'a-

teur fait imprimer son ouvrage pour le répandre et le donner au public. Dès ce moment le public est associé à cette propriété ; chaque acquéreur devient propriétaire des copies qu'il a achetées. Quel est le droit de cet acquéreur ? — C'est d'user de sa chose à sa volonté, de la multiplier à son tour s'il le juge à propos, et, si c'est un livre, d'en tirer des copies pour les vendre. On ne contestera point à l'acquéreur d'un livre quelconque le droit d'en tirer des copies manuscrites et d'en disposer à son gré ; mais s'il veut faire imprimer l'ouvrage qu'il a acquis il ne pourra le faire qu'en vertu d'un privilège, parce que, sans privilège, on ne peut rien imprimer... Peut-on regarder la faculté de réimprimer comme une véritable propriété... comme un droit réel et personnel et tellement inhérent à la propriété du premier manuscrit que ce premier manuscrit entraîne nécessairement le droit de la réimpression ?... En un mot, à qui le privilège doit-il être accordé ?

Tant que le premier subsiste, il serait de toute injustice d'en accorder un second. L'auteur n'a donné son ouvrage au public que pour se récompenser de son travail ; et comme rien n'est plus facile que la contrefaçon, l'auteur n'a donné son ouvrage que sous la sauvegarde de la puissance royale qui lui a garanti l'exercice de sa propriété pendant la durée du privilège qu'elle lui a accordé.

Oserait-on soutenir qu'il y a de l'injustice à refuser un nouveau privilège à l'expiration du premier (9) ?

Non sans doute. Comme l'auteur a la liberté de ne pas publier le fruit de son travail, le roi a, de

(9) Nullement, d'après nous, mais c'est de la perpétuité qu'il s'agit et non d'un simple renouvellement temporaire.

même, la liberté de lui refuser la permission de l'impression. Mais parce qu'il a accordé cette permission une première fois s'ensuit-il qu'il doive toujours l'accorder ? Et l'accorder à la même personne.

Il est naturel, sans doute, de donner la préférence à l'auteur lorsqu'il ne s'est point dépouillé de la propriété de son manuscrit, mais s'il a cessé d'être propriétaire du manuscrit original, s'il a transporté le privilège qu'il avait obtenu parce qu'il était l'auteur, quel droit l'acquéreur de ce privilège a-t-il plus que tout autre à une continuation de privilège ? Il a acquis le manuscrit de l'auteur, dirait-on, il exerce les droits de l'auteur. Mais n'est-il pas suffisamment dédommagé du prix qu'il a donné du manuscrit par le bénéfice des copies multipliées qu'il a vendues ?

C'est cette distinction entre l'auteur et son cessionnaire qui est adoptée par le nouveau règlement. La grâce est assurée à toujours dans la personne de l'auteur, elle n'est assurée que pour un temps dans la main du cessionnaire ; c'est une modification de la grâce. » La restriction que le roi met à la durée de la grâce n'est point destructive de la propriété.

La propriété ne dépend pas du privilège, mais la sauvegarde de la propriété en dépend ; et lorsque le roi ne veut pas renouveler cette assurance, il n'enlève rien à l'acquéreur ; mais lui donne moins qu'à l'auteur dont il a acheté le privilège et le manuscrit.

L'avocat général ajoute à ces réflexions que la propriété de l'acquéreur a de tout temps été contestée et que le renouvellement a été considéré comme un abus dans la main d'un imprimeur. De même il laisse entendre les difficultés qu'une monopolisation dans les mains d'une seule famille pourrait attirer pour le commerce de la librairie. La concurrence

dans ces conditions ne peut être qu'un ferme soutien de cette branche du commerce. Enfin, la suppression des conditions de privilège n'est point une loi nouvelle ; mais fût-elle une loi vraiment nouvelle, elle n'en est pas moins juste, au moins pour l'avenir, l'expérience en démontre l'utilité.

L'avocat général Séguier avant de conclure expose aussi la thèse des imprimeurs libraires privilégiés et insiste surtout sur les usages en la matière.

« Si, dit-il, le premier point de vue sous lequel nous avons fait envisager la librairie peut déterminer quelques esprits, le second paraîtra peut-être aussi favorable que le premier, et ne mérite pas moins d'attention. Nous ne pouvons cependant le dissimuler, l'usage contraire a prévalu et la véracité de notre ministère nous oblige d'avouer que la transmission de la propriété de la main de l'auteur dans celle de l'imprimeur, ou du libraire est au moins reconnue depuis le milieu du siècle dernier. Par suite de cette propriété reconnue, les manuscrits sont devenus des effets commercables comme une terre, rente ou maison. Ils sont passés des pères aux enfants, avec le privilège qui en était l'accessoire ; ils ont été donnés en dot ; ils ont été vendus, cédés, transportés. Tel est depuis longtemps l'usage... ; et les droits du dernier propriétaire ont été aussi sacrés que les droits du premier.

« La grande partie de ceux qui se sont adonnés à cette profession ont toujours pensé que le terme fixé à la durée du privilège ne pouvait être un terme à la durée de la propriété ; ils conviennent que le roi peut refuser de renouveler son privilège parce que c'est un objet de pure police dans l'Etat, parce que les circonstances peuvent s'y opposer, parce qu'il est sage et juste que la permission d'imprimer

ne dépendent que de la volonté du souverain, mais ils soutiennent... qu'il est de cette même sagesse, de cette même justice de ne pas priver le propriétaire d'un manuscrit qui représente l'auteur, de l'effet d'une grâce à laquelle il a des droits, pour l'accorder à un autre qui n'a que sa qualité de libraire ou d'imprimeur pour la demander ; ce serait alors morceller la propriété ; et si elle n'est pas entière elle est anéantie. »

Après avoir exposé les deux thèses qui s'affrontaient, l'avocat général fait un appel, à son auditoire : « C'est à Vous, dit-il, Messieurs, à balancer ces grandes considérations ; la fortune d'une multitude de familles repose entre vos mains ; Vous pèseriez leurs droits et l'équité qui anime toutes vos délibérations Vous fera aisément reconnaître le parti qu'on doit adopter entre une liberté indéfinie et une propriété exclusive. »

Suit, en guise de conclusion, une proposition de l'avocat général, qui illustre à merveille l'incertitude sur la matière, dans laquelle se trouvaient les hommes qui préparaient la Révolution. Cette proposition a encore quelque chose d'inattendu, car elle préconise l'établissement d'une institution, qui hantera beaucoup les esprits des *xix^e* et *xx^e* siècles.

« Nous sera-t-il permis, continue Séguier, de proposer un genre d'établissement national qui préviendrait toutes les fraudes et lèverait toutes les difficultés ? Est-il impossible que l'administration se charge elle-même de l'acquisition des manuscrits, qu'elle traite avec les auteurs des prix de leurs ouvrages, sauf à faire rembourser d'une portion ou de la totalité de ce prix par l'imprimeur qui se présenterait pour entreprendre l'édition ? On lui accorderait un privilège exclusif plus ou moins étendu,

suivant l'importance de la somme et la difficulté du débit, à l'expiration de ce privilège et lorsque la somme avancée serait rentrée dans les caisses destinées à cet effet, le livre deviendrait commun, et tout imprimeur pourrait obtenir la permission de le réimprimer sans donner matière à aucune contestation. Mais en attendant, comme il est glorieux à l'humanité de n'opérer le bien qu'en faisant le moins de mal possible à ceux dont l'ancien état contrarie le bien qu'on veut faire, il serait peut-être à désirer qu'on fit inventaire de tous les livres de fonds de la librairie ; qu'on se fit représenter les titres légaux pour le droit exclusif des livres qui sont actuellement dans les magasins, qu'on accordât une continuation de privilège pour donner le temps de vendre ce qui reste de livres après l'expiration du privilège ou continuation de privilège qui ont été obtenus jusqu'à présent ; en un mot, que le nouveau règlement, en recevant à l'avenir son exécution, n'eût point d'effet rétroactif, pour les privilèges actuellement existants, c'est-à-dire qu'on fixât un délai passé lequel tous les privilèges anciens et les continuations de privilège obtenues jusqu'à ce jour, seraient absolument nuls et de nul effet. Cet acte d'indulgence rétablirait le calme dans les esprits, et il serait honorable aux magistrats chargés de veiller à la tranquillité publique, de la solliciter aux pieds du trône d'un monarque bienfaisant. Ce sont nos vues personnelles que nous Vous présentons en ce moment ; nous n'entreprendrons point de donner un avis sur une matière aussi délicate. Cet avis doit être délibéré entre nous et nous ne pouvons que vous porter le vœu de nos coopérateurs dans l'exercice du ministère public. »

49 bis. — La suite du compte rendu de l'avocat général.

Quelle a été finalement l'attitude adoptée par le Parlement, après avoir entendu les deux sons de cloche ?

La délibération fut envoyée après les vacances ; mais de remise en remise, elle n'eut lieu que le 25 juillet 1780.

Il fut décidé qu'il serait fait des humbles remontrances au Roi ; on nomma, pour rédiger les remontrances, une commission qui ne fit jamais son rapport, et le Parlement fut ainsi tiré de la peine où il eût été certainement de mettre ses remontrances d'aujourd'hui d'accord avec sa jurisprudence d'autrefois.

50. — Les années 1778 à 1789.

Après l'arrêt du 30 juillet 1778 il ne nous reste à signaler aucune disposition législative importante.

D'autres arrêts intervinrent dans notre matière, mais de moindre importance et qui en général se contentèrent de statuer sur les difficultés soulevées par l'application de la nouvelle législation (10).

Mais si le législateur n'a pas eu à revenir sur une matière déjà réglée, certains intéressés n'ont pas moins tenté de provoquer un revirement.

(10) V. pour plus de détails : Renouard, *op. cit.* vol. 1, p. 189 à 191.

Un mémoire, comme c'était l'habitude, fut présenté au Garde des Sceaux en 1787 par les libraires de Paris (11).

L'intention des auteurs de ce mémoire était d'illustrer la ruine à laquelle les arrêts de 1777 avaient condamné la librairie. Comme pour le passé, les libraires n'ont pas oublié de mettre ce mémoire sous la haute renommée de d'Aguesseau. Le mémoire ne visait que le cinquième et le sixième arrêts. Nous n'insisterons pas sur tous les détails car notre travail n'y gagnerait rien ; nous nous contentons de passer en revue les principales doléances et les arguments à leur appui.

Les arrêts de 1777, disent les auteurs de ce mémoire, sont injustes par rapport aux auteurs, parce qu'ils rendent illusoire la propriété des écrivains en leur imposant la condition de ne point la rétrocéder. Ils sont de même injustes par rapport aux libraires, car les privilèges sont réduits arbitrairement, pendant que les taxes et les impôts sont augmentés. La librairie continue le mémoire, est tombée dans la langueur ; l'effet rétroactif du nouveau régime a détruit les moyens, son effet ultérieur a fait disparaître l'intérêt et l'abus des contrefaçons, a ôté le courage d'entreprendre.

La législation de 1777, selon ce mémoire, repose sur un principe faux car il est erroné de décréter que le droit de l'auteur à la grâce serait fondé sur l'idée de la récompense de son travail. De même il est faux d'assigner comme base au droit du libraire le remboursement de ses avances, l'indemnité de ses frais. Le privilège n'est autre chose qu'une garantie

(11) V. texte intégral du mémoire : Laboulaye et Guifrey, op. cit. p. 599-616.

de la propriété que l'auteur a de son ouvrage. On l'avait toujours cru jusqu'à l'arrêt, on l'a démontré lorsque l'arrêt paru.

Si la propriété littéraire est incontestable, ajoute le mémoire, il ne peut plus exister de distinction entre le privilège de l'auteur et celui du libraire qui le lui achète.

Ensuite le mémoire s'attache à réfuter les motifs qui ont déterminé le législateur de 1777.

Quant au danger du monopole, le mémoire le fait observer, c'est le législateur même qui le consacre, entre les mains de l'auteur tant que celui-ci veut user du privilège par lui-même. Le mémoire se demande en quoi le monopole devient plus dangereux lorsque c'est le cessionnaire de l'auteur qui l'exerce. (La réponse à cette objection n'est pas longue à chercher : il ne s'agissait point d'un danger plus ou moins grand, mais plutôt de savoir ce qui était plus légitime et juste.)

Le mémoire se plaint que les contrefaçons étaient devenues de plus en plus nombreuses, indiquant comme cause l'esprit libéral qui a inspiré les mesures édictées en 1777. Toutes les autres propriétés donnaient une jouissance certaine et illimitée excepté celle des auteurs. Quant à l'objection que c'est l'avantage du public que l'on a dû ménager, les libraires s'exclament : « Mais il n'y a pas que le public ! Pour que celui qui veut acheter puisse satisfaire son goût, il faut que celui qui vend y trouve son avantage ».

Les avantages promis aux gens de lettres, proclame le mémoire, se retournent contre eux, car les libraires n'osent plus entreprendre de grands ouvrages.

En résumé : la législation de 1777 est profondément injuste car c'est une injustice de consacrer un effet rétroactif. L'acquisition d'un privilège était justement regardée comme celle d'une vraie propriété et l'acquéreur la payait en conséquence de cette persuasion.

Et à cette situation, désespérée d'après les auteurs du mémoire, il n'y a qu'un seul remède : c'est le règlement de 1723, ouvrage de la profonde sagesse de d'Aguesseau.

51. — Conclusion générale sur l'évolution des privilèges en librairie et sur leur nature juridique, jusqu'à la veille de la Révolution.

Toute loi n'est qu'une étape sur le chemin du perfectionnement que les hommes cherchent à atteindre.

Pour apprécier à sa juste valeur une disposition législative, il faut en tout premier lieu examiner les faits et les dispositions qui l'avaient précédée. Il s'agit donc de dégager ce que la nouvelle loi perpétue et ce qu'elle apporte de nouveau.

Les lois qui régissent aujourd'hui la matière du droit d'auteur ont puisé, en bonne partie, leurs principes dans les dispositions de la législation de 1777, qui à son tour n'était que l'aboutissement d'une longue et laborieuse évolution.

Le droit d'auteur, dans l'acception qu'on lui prête aujourd'hui, ne date que depuis la grande Révolution. Avant 1789 on ne connaissait que l'institution du « privilège ». Le privilège est, en effet,

la première étape connue, qu'on puisse reconnaître à l'origine de notre droit moderne, en cette matière.

Lors de son apparition le privilège n'appartenait pas plus à l'auteur qu'au libraire-imprimeur. La seule raison qui préside à son origine, c'est le souci de l'autorité de protéger une industrie nouvelle, très utile au bien-être général. Donc le premier aspect du privilège en librairie est : une mesure de protection accordée aux libraires-imprimeurs en raison de leur industrie, en dehors de tout souci d'ordre théorique. Le privilège sous cet aspect était tout à la fois un rempart contre les incursions de ceux qui étaient étrangers à l'imprimerie et un obstacle contre la concurrence désastreuse entre les confrères d'une même profession. Pour l'obtention du privilège, l'autorité n'avait pas encore élaboré des dispositions générales. Tout dépendait de la sollicitude que l'autorité entendait manifester envers un de ses sujets.

Parler, donc, à cette époque, d'un droit quelconque, édicté en faveur de l'auteur, serait chose du domaine de la fantaisie. On aurait d'ailleurs eu dès le premier abord une difficulté extrême à surmonter : l'absence de la personne qui le plus légitimement aurait dû prétendre à la reconnaissance d'un droit, à savoir : l'auteur. L'habitude d'imprimer les ouvrages des auteurs disparus depuis de longs siècles avait rendu le débat inexistant. Comme l'auteur n'existait pas, personne n'avait le droit de prétendre le représenter exclusivement. Le libraire-imprimeur exerçait des prérogatives que tout autre aurait pu exercer si l'interdiction temporaire du privilège n'était pas intervenue. Donc c'est le privilège seul qui accordait quelque chose en dehors du

droit commun au libraire-imprimeur, car aucun autre droit n'aurait pu lui être reconnu même par l'auteur pour la simple raison que lui-même n'en avait pas.

Auteur ou libraire-imprimeur n'ont à cette époque aucun droit. Le privilège en librairie est une mesure de protection, accordée discrétionnairement par l'autorité.

Mais bientôt cette mesure s'avérait insuffisante et l'autorité était obligée, animée toujours par le même souci de protéger, de recourir à la prolongation des privilèges qu'elle avait primitivement accordés,

Ces continuations ont été d'abord des cas exceptionnels, mais vers la fin du xvi^e siècle elles finirent par devenir la règle générale. Nous avons rapporté ailleurs les protestations soulevées par cette pratique. Mais toutes les protestations si légitimes eussent-elles été, n'ont rien changé. Les premières ont été accordées pour un laps de temps assez bref ; mais comme elles pouvaient être renouvelées à chaque expiration, la simple continuation inspirée par le souci de protection aboutit en fait à la monopolisation d'un privilège entre les mains d'un seul libraire-imprimeur. Donc, la raison de cette mesure était méconnue et le régime de la librairie était faussé.

Pour remédier à cette situation et pour apaiser de justes et pressantes doléances, l'autorité a cherché à tourner les difficultés sans se prononcer sur la question de principes, qui d'ailleurs était encore dans un état embryonnaire. Elle essaie de faire une distinction — riche en conséquences pratiques — entre les privilèges accordés pour des ouvrages anciens et ceux accordés pour les œuvres des auteurs modernes.

Cette discrimination, il faut d'ailleurs le remarquer, n'était pas sans fondement, en effet des différences notables existaient entre les deux situations, partant des différences devaient en découler dans leur réglementation. On avait d'un côté les ouvrages qui n'étaient à personne et de l'autre les ouvrages qui appartenaient à leurs créateurs. Les règlements et les statuts qui se sont suivis durant le xvii^e siècle ont essayé de consacrer la distinction ci-dessus. Mais avec la concentration des pouvoirs entre les mains de la royauté (le pouvoir central) l'intérêt pratique disparut car tous les ouvrages furent soumis au même régime, c'est-à-dire au privilège en librairie suivi de continuations.

Quelle a été la nature du privilège à l'époque des continuations ? Il y a un changement à noter, changement plutôt de principe car en fait les choses se passaient de la même manière qu'auparavant.

En effet, la délivrance du privilège a été entourée de certaines garanties mais nous sommes loin encore d'une réglementation à caractère général. Les dispositions législatives s'efforcèrent tant bien que mal à consacrer ce nouvel état de choses. Donc, en principe, il n'y a à signaler qu'un certain renforcement du régime qui avait prévalu pour le passé ; mais en fait un changement est à noter : Les prolongations de privilège avaient abouti à la monopolisation entre les mains d'un seul libraire-imprimeur de maints ouvrages ; petit à petit la mesure de protection, première raison du privilège, s'achemine vers une institution qui tend à revêtir l'aspect d'un véritable droit.

La nature du privilège ne change pas, tout au moins du point de vue du législateur et de l'autorité administrative ; l'usage par contre avait affermi le privilège jusqu'à lui donner les allures d'un

droit ; toutefois en faveur de l'éditeur et non pas en celui de l'auteur, comme la logique l'aurait voulu. Quel a été ce droit ? C'est une question bien délicate, car nulle part nous ne pouvons trouver des précisions. Ce qui est sûr c'est que, entre les mains de l'autorité, le privilège est devenu un moyen de surveillance et de police, pendant que, au profit des particuliers, il restait une simple sauvegarde de leur industrie.

On ne peut parler d'un droit, en faveur de qui que ce soit, par contre la situation de fait des protestations ne cessaient de se dresser. Et cette situation incertaine continuera jusqu'au début du XVIII^e siècle.

Entre temps les titulaires de privilèges en librairie avaient pris l'habitude de transmettre leurs privilèges, de les négocier comme tout autre effet. Les libraires-imprimeurs étaient les bénéficiaires presque exclusifs de cette situation, car les auteurs pour paraître devaient recourir à leur négoce. L'auteur n'entre donc nullement en ligne de compte et si par la suite on lui reconnaît certaines prérogatives ce n'est que dans le but de le dépouiller en faveur de son cessionnaire, c'est-à-dire le libraire-imprimeur.

Le privilège, dans son exercice, et ses prérogatives, est réglementé par des Statuts, Règlements et Arrêts ; sa nature toutefois reste imprécise et elle est incertaine à cause des contradictions que la législation et la jurisprudence consacrent à tour de rôle.

En 1723 on espéra faire mieux ; finalement le nouveau Règlement ne fit que consacrer le système adopté par la législation qui l'avait précédé. Mais après ce Règlement un important événement se situa : Des juriconsultes furent sollicités pour inter-

venir dans le débat ; de leur argumentation une nouvelle revendication naîtra ; c'est celle de l'auteur créateur de l'ouvrage.

L'auteur prend la première place. On lui témoigne beaucoup de sollicitude, mais pas assez de considération.

Voici d'ailleurs les deux courants qui se disputent la suprématie, dans cette matière :

a) L'auteur est propriétaire de son ouvrage, disaient les jurisconsultes qui soutenaient la cause des libraires-imprimeurs titulaires de privilèges ; l'auteur est libre de transmettre ses droits à qui bon lui semble ; l'acquéreur devient propriétaire en vertu de l'acte passé avec l'auteur ; le libraire-imprimeur cessionnaire a donc les mêmes droits que l'auteur cédant.

Le privilège ne peut être accordé par l'autorité sans le consentement du propriétaire légitime du manuscrit d'un ouvrage, car le privilège n'est qu'une « approbation authentique » pour mettre d'un côté le libraire-imprimeur, titulaire d'un privilège, en sûreté et hors d'état de nuire, et de l'autre pour assurer le public que l'ouvrage ne contenait rien de contraire aux institutions fondamentales de l'Etat.

Finalement donc cette thèse réclamait un droit de propriété en faveur de l'auteur — droit qui nécessairement devait par la suite passer entre les mains de l'éditeur-cessionnaire, car lui seul pouvait multiplier et vendre, en vertu du système économique qui prévalait à cette époque lointaine. En même temps elle conteste que le privilège soit autre chose qu'une simple sauvegarde de cette propriété même.

b) La thèse adverse contestait les affirmations de la première. Pour elle le problème était le sui-

vant : L'œuvre littéraire ou autre est la propriété de son créateur, mais cette propriété n'est pas identique à celle d'une maison ou d'un meuble quelconque. En effet, cette propriété n'est pas perpétuelle et absolue ; c'est le privilège en librairie, accordé par l'autorité administrative, qui confère un droit exclusif ; or ce privilège s'éteint à son expiration et les continuations sont contraires à l'esprit des lois qui régissent la librairie ; le privilège est une grâce ; grâce passagère dont le renouvellement n'est dû à personne.

D'après cette thèse donc, l'auteur est propriétaire de son manuscrit tant qu'il ne l'a pas aliéné. A partir de cet instant le privilège intervient pour conférer au cessionnaire une jouissance exclusive ; mais cette jouissance est nécessairement temporaire comme la durée même du privilège. Après l'expiration du privilège les facultés cédées peuvent tomber dans le « domaine public », ou revenir à l'auteur, selon les intérêts que l'autorité veut protéger.

En résumé : Cette thèse ne veut pas reconnaître à l'éditeur une jouissance perpétuelle, car l'auteur même ne l'avait pas.

Le mérite de cette théorie est d'avoir établi que le droit que l'auteur a sur son ouvrage change d'aspect et d'étendue à partir de la publication. Elle a nettement senti qu'une propriété absolue et perpétuelle serait contre la nature des choses. Elle dégage qu'en dehors des intérêts des éditeurs, tous les autres, c'est-à-dire ceux des auteurs et du public, seraient préjudiciés.

Le public entre dans le débat dans un troisième élément dont on doit tenir compte.

La lutte entre les deux idéologies continue jusqu'en 1777. En effet, c'est à cette date que le légis-

lateur se décide à intervenir de nouveau dans cette matière. A cette époque des changements notables surgissent dans l'organisation sociale. Les liens de l'ancien régime féodal commencent à céder. Un certain souffle de liberté se manifeste, il est vrai encore modestement.

La librairie était soumise à la législation de 1723, légèrement amendée par la suite. L'administration prise entre les revendications des deux combattants chercha pendant longtemps à faire front sans prendre nettement position pour l'un ou pour l'autre. Le privilège reste pour elle le moyen de contenter tout le monde, dans une certaine mesure ; l'auteur trouve la récompense matérielle de son travail lors de la cession faite à son libraire-imprimeur ; ce dernier en trouve la sienne dans la vente des exemplaires. L'autorité administrative, toutefois, se réserve exclusivement le droit de juger de l'opportunité et de l'étendue de cette mesure gracieuse. Elle apprécie, et peut-être non sans raison, qu'après l'expiration du privilège le droit du public doit être pris en considération.

Il y avait donc un privilège, qui pour l'administration n'a pas cessé d'être une « mesure de grâce ».

Les protestations des deux parties en lutte, quelques arrêts d'une innovation brutale, et l'état de désordre dans lequel se trouvait la librairie, préparèrent les réformes du législateur de 1777.

Les arrêts de 1777 — base de la législation moderne — consacrent pour la première fois quelques dispositions à la personne de l'auteur. Enfin, le premier pas, en législation vers la reconnaissance d'un droit en faveur de l'auteur, est fait.

Nous ne reviendrons pas sur les détails de ces arrêts ; notre tâche est de dégager les innovations pour établir les tendances. Le privilège est considéré comme une grâce ; « grâce fondée en justice » et dont la raison est tout à la fois : de récompenser l'auteur de son travail et d'assurer à l'éditeur un gain légitime.

Ni l'auteur ni son cessionnaire (l'éditeur) n'ont un droit proprement dit ; ils ont seulement le droit à une grâce plus ou moins étendue. La différence de la durée devait trouver sa raison dans la différence d'intérêts que l'autorité était obligée de respecter.

Le législateur voulut assurer au créateur, d'une œuvre, des prérogatives plus étendues qu'à son éditeur. En même temps il appréhendait de céder la haute main qu'il avait toujours réservée à l'administration en fait de librairie.

L'auteur obtenait le droit à une grâce perpétuelle, à la condition de ne point céder l'exercice de son privilège. En fait l'auteur obtenait moins, car pour la plupart du temps il aliénera son privilège ou son ouvrage à un éditeur. A partir de cet instant la durée de la grâce est strictement liée à la vie de l'auteur. Le législateur empêche, de cette manière, la formation d'un monopole, au seul profit de l'éditeur. Les arrêts de 1777 veulent laisser libre le jeu de la concurrence, en fait de librairie, à partir d'un certain moment.

Finalement qu'est-ce qu'il y avait de bien nouveau ? — Tout d'abord le créateur d'un ouvrage voit son travail honoré par la reconnaissance d'une grâce, qui sous certaines conditions peut devenir perpétuelle. — L'auteur devient le centre vital du système, car c'est son travail qui engendre le pri-

vilège. Sa création est la source de toutes les prérogatives, à la condition d'être confirmée par des lettres de privilège. — L'auteur n'est pas encore le titulaire d'un droit, expressément, mais il l'est implicitement. Les facultés dont il jouit s'apparentent singulièrement à celles d'un droit.

Voici, d'ailleurs, quelques aspects de cette « grâce fondée en justice » : — Elle est accordée à tout écrivain qui la sollicite ; elle revêt les allures de perpétuité de certains droits ; elle est transmissible aux héritiers sans perdre la moindre prérogative ; bref elle est entre les mains de l'auteur, qui, sous le contrôle de l'administration, peut en disposer à son gré.

Les éléments d'un droit sont réunis, il n'y a que le titre de droit qui manque. Par la suite le titre y sera, mais ce sera le contenu de ce titre qui fera défaut.

On pourrait apporter certaines objections quant à la logique qui aurait dû être respectée lors de l'élaboration des arrêts de 1777. Nous l'avons fait durant notre travail. Ici il faut témoigner notre admiration à ceux qui vers la fin du xviii^e siècle ont su concilier les aspirations des écrivains, tout en sauvegardant les intérêts des éditeurs et sans perdre de vue ceux de la collectivité. Un grand pas en avant était franchi à partir de l'abolition de l'ancienne législation de la librairie ; les privilèges arbitrairement accordés et abusivement prorogés, monopoles profondément injustes, cessent leur existence ; nous entrons dans la voie de la réglementation générale.

A la fin de notre conclusion faisons un court résumé : L'antiquité ne connaissait rien qui puisse évoquer le droit de l'auteur sur son œuvre. Le moyen âge n'ajoute rien dans cette matière. A partir de la diffusion de l'imprimerie « le privilège en librairie » fait son apparition. Mais le privilège n'est qu'une mesure d'encouragement et un moyen de protection que l'autorité offre, en raison de leur entreprise, aux premiers imprimeurs. Le privilège change durant le xvi^e et le xvii^e siècles. Son aspect et son étendue varient avec l'histoire. Mais jamais cette institution n'a revêtu, selon nous, l'aspect d'un droit de propriété ou celle d'une simple sauvegarde d'une propriété. Un abus introduit par l'usage et toléré par l'autorité a pu laisser croire quelque temps à un pareil droit ; aujourd'hui le contraire ne fait plus de doute pour nous. Le xviii^e siècle voit l'auteur prendre la première place dans le débat. Il attire sur sa tête les prérogatives qui jusqu'alors avaient été exercées par les libraires-imprimeurs. Les mémoires, les requêtes et les arrêts du siècle de la Révolution ont marqué, pas à pas, cette émancipation. Jusqu'à la législation de 1777 il n'a qu'un privilège assez précaire ; avec les arrêts de 1777 et 1778 son privilège est affermi, jusqu'à revêtir l'aspect d'un droit.

Ce n'est qu'à partir de cette dernière législation qu'on puisse parler d'un « *droit d'auteur* ».

DEUXIÈME PARTIE

AVANT-PROPOS

Nous nous étions proposé de passer en revue toutes les manifestations législatives, jurisprudentielles et doctrinales du xix^e et du xx^e siècles. Nous voulions de cette manière rassembler tous les éléments nécessaires pour la construction d'une théorie générale du droit d'auteur = droit intellectuel.

Le but était attrayant et utile, mais l'ampleur et le caractère de notre travail ne nous a pas permis de persévérer jusqu'au bout. Nous sommes donc obligés de réduire cette deuxième partie de notre étude.

Au lieu de nous attarder dans l'étude détaillée de la doctrine, de la jurisprudence et de la législation, nous nous contenterons donc d'esquisser les tendances pour pouvoir conclure utilement.

Toute cette deuxième partie est à reprendre, et ce sera l'objet d'un autre travail, que nous nous sommes proposé d'accomplir.

CHAPITRE PREMIER

LA LÉGISLATION EN VIGUEUR

SECTION I. — *Les lois organiques et les événements qui les ont précédées*

52. — La Révolution de 1789.

Au mois d'août 1789 les premiers décrets de la Révolution proclamèrent la liberté de l'industrie et la liberté de la Presse. Les jurandes, les immunités et les privilèges furent abolis.

La désignation suspecte sous laquelle se présentaient les privilèges en librairie, et aussi le souffle d'incertitude qui régnait durant cette période de confusion et d'avènement de tant de principes nouveaux contribuèrent à la disparition des privilèges en librairie.

Cependant, malgré les atteintes portées aux droits acquis en cette matière, le gouvernement continua à exécuter les règlements existants. En effet, des privilèges furent octroyés jusqu'au mois de juillet 1790 (1).

(1) Le dernier privilège inscrit, sur les registres de la Chambre syndicale de Paris, est du 27 juillet 1790. Il fut accordé à Langlois père, libraire, pour un ouvrage intitulé : *Etrennes intéressantes des quatre parties du Monde*. Cf. Renouard, p. 192.

53. — Les années 1790 à 1793.

Après la disparition des privilèges, les droits des auteurs et des éditeurs restèrent sans appui légal et sans possibilité de défense.

L'Assemblée Constituante et l'Assemblée Législative ne s'occupent de notre matière que d'une manière indirecte. En effet, il faut arriver à la Convention Nationale pour trouver les bases de la nouvelle législation.

Entre le mois d'août 1790 et la loi du 19-24 juillet 1793 il y a eu une période sans aucune réglementation positive. Des privilèges n'étaient plus concédés et d'autres principes sur la matière n'étaient pas encore édictés. Certainement ce délai aura été largement exploité par ceux qui n'ont jamais reculé devant la possibilité de bénéficier d'une confusion, d'un inter-règne. Mais il est tout aussi certain — comme le fait remarquer M. Gastambide — que les usages et les principes jusque-là suivis auront gardé une grande influence sur la partie saine des imprimeurs et des libraires. D'ailleurs les quelques indications que nous faisons suivre sont suffisantes pour illustrer l'atmosphère de ces quelques années.

Le 24 août 1790 un grand nombre d'auteurs dramatiques, ayant en *La Harpe* leur porte-parole, vinrent à la barre de l'Assemblée Constituante présenter une pétition (dès les premiers jours de la Révolution Française la liberté du Théâtre fut vivement réclamée). La pétition soutenue par La Harpe, après quelques considérations générales, s'élève contre les règlements qui gouvernaient la Comédie. Elle peint l'état anarchique de la Comédie française et examine les principales prétentions des gens

du théâtre ; elle n'oublie point d'évoquer ce qu'elle appelle les « tribulations des gens de lettres ».

La pétition conclut en demandant un décret qui fasse passer en loi les 5 articles qu'elle fait suivre, et où elle cherche à obtenir une organisation plus libérale des droits des auteurs dramatiques. Les deux premiers articles exigents notamment que les droits respectifs des auteurs et des comédiens soient réglés par la Municipalité ; la pétition combat la thèse selon laquelle les pièces de théâtre étaient réputées la propriété des comédiens après un certain nombre de représentations (article 3) ; quant aux pièces d'auteurs vivants, elle demandait le consentement de l'auteur « *formel et par écrit* » pour toute représentation publique (article 4) ; dans son article 5 la pétition propose que le droit de l'auteur soit *transmissible* et *exclusif* pendant une période de 5 années après la mort de l'auteur.

Comme on peut constater, dans la pétition citée ci-dessus, il ne s'agit que du droit de *représentation* et non de celui de reproduction, de publication, qui faisait l'objet des anciens privilèges. Il faut tout de même signaler ces mémoires et les décrets qui interviendront par la suite car ils ont une grande influence sur les textes qui forment aujourd'hui la base de la législation française.

Pour nous résumer, La Harpe, au nom des auteurs dramatiques, demandait a) l'abrogation du monopole des comédiens français ; b) pour les auteurs le droit exclusif de faire représenter leurs œuvres pendant leur vie et pendant 5 ans après leur mort.

Le Comité de Constitution, saisi de l'examen de cette question, avait d'abord compris les dispositions relatives à la liberté des théâtres dans 3 articles d'un projet général sur la liberté de la presse, qu'il ren-

dit public en 1790. Mais on décida ensuite de régler cette matière par un décret spécial et *Chapelier*, au nom du Comité de Constitution, présenta le 13 janvier 1791 le projet de décret qui fut adopté le jour-même.

Le rapport Chapelier : Ce rapport est resté célèbre et certains passages sont fort intéressants. Aussi allons-nous reproduire ce qui aujourd'hui peut intéresser de cet exposé. Le rapport débute par la mise en présence des réclamations des auteurs dramatiques et celles des comédiens :

« Les auteurs dramatiques demandent la destruction des privilèges exclusifs qui placent dans la capitale un théâtre unique, où sont forcés de s'adresser tous ceux qui ont composé des tragédies, ou des comédies d'un genre élevé ; ils demandent que les comédiens attachés à ce théâtre ne soient plus ni par le droit ni par le fait les possesseurs exclusifs des chef-d'œuvres qui ont illustré la scène française ; et en sollicitant pour les auteurs, leurs héritiers ou cessionnaires la propriété la plus entière de leurs ouvrages, pendant leur vie et cinq après leur mort, ils reconnaissent et même ils invoquent le droit du public et ils n'hésitent pas à avouer qu'après le délai de 5 ans les ouvrages des auteurs sont une propriété publique. »

A quoi les comédiens « ... se permettent de convenir qu'il ne peut plus exister de privilège exclusif, et ils vont jusqu'à avouer qu'il peut être établi dans la capitale un autre théâtre, où pourront, comme sur le leur, être représentées les pièces qu'ils ont jusqu'à présent regardées comme leur domaine particulier. Mais ils prétendent être propriétaires sans partage des chef-d'œuvres de Corneille, Racine,

Molière, Crébillon et autres et de tous les auteurs qui, par la disposition d'un règlement, ont perdu leur propriété, ou qui, sous la loi d'un privilège exclusif, ont traité avec eux. »

La conclusion du rapporteur sur ce premier point est favorable à la thèse des auteurs dramatiques, c'est-à-dire il soutient l'abolition du privilège exclusif consacré en faveur des comédiens par la législation et les usages.

Le rapport aborde ensuite la question des ouvrages des auteurs morts. La thèse soutenue par Chapelier est que : l'auteur doit garder la libre disposition du produit de son génie toute sa vie et un certain temps, fixé par la loi, après sa mort. Ce délai écoulé « la propriété du public commence ».

« La plus sacrée, dit-il, la plus légitime, la plus inattaquable, et si je puis parler ainsi, la plus personnelle des propriétés, est l'ouvrage fruit de la pensée d'un écrivain ; cependant c'est la propriété d'un genre tout différent des autres propriétés.

« Quand un auteur a livré au public son ouvrage, quand cet ouvrage est dans la main de tout le monde, que tous les hommes instruits le connaissent, qu'il se sont emparé des beautés qu'il contient, qu'ils en ont confié à leur mémoire les traits les plus heureux, il semble que, dès ce moment, l'écrivain a associé le public à sa propriété ou plutôt la lui a transmise tout entière. Cependant, comme il est extrêmement juste que les hommes qui cultivent le domaine de la pensée tirent quelques fruits de leur travail, il faut que, pendant toute leur vie et quelques années après leur mort, personne ne puisse, sans leur consentement, disposer du produit de leur génie. Mais aussi après le délai fixé, la propriété du public commence, et tout le monde doit pouvoir

imprimer, publier les ouvrages qui ont contribué à éclairer l'esprit humain... ce qui se faisait autrefois en France par des privilèges que le roi accordait, et ce qui sera dorénavant fixé par une loi, moyen beaucoup plus sage et le seul qu'il convienne d'employer. »

Quant aux ouvrages d'auteurs vivants, Chapelier laisse à la compétence des tribunaux de juger de la valeur des actes translatifs consentis antérieurement par certains auteurs. Mais il s'insurge contre l'injustice *législative* — si on peut s'exprimer ainsi — en vertu de laquelle les auteurs dramatiques ont perdu leur propriété en faveur des comédiens.

« Il est une autre classe d'auteurs, ce sont ceux qui, sous l'empire d'un privilège exclusif et d'un règlement injuste, ont vu les comédiens français conquérir leur propriété et en devenir les héritiers anticipés. Vous savez que quatre officiers du roi s'étaient emparés de la législation du théâtre et avaient soumis les auteurs à un règlement auquel ces derniers avaient été forcés de consentir... Ce règlement porte que toute pièce qui n'aura pas produit « une certaine recette appartiendra aux comédiens » — (une espèce de « droit de conquête ») — ... c'est faire dépendre la chose sacrée, la propriété, de la fantaisie, de la négligence, des manœuvres de ceux qui ont intérêt de l'envahir ; on sait très bien qu'il y a beaucoup de moyens d'exciter, de ménager la curiosité du public et de soutenir ou de faire tomber une pièce, ce que les comédiens... appellent « tomber dans les règles ».

« ... Il n'a pas pu exister une loi pareille ; elle ne peut pas être reconnue ; elle ne peut pas avoir d'effet ; c'est beaucoup trop que les comédiens en aient joui ; elle ne peut plus leur servir de titre.

« L'auteur n'a point perdu sa propriété par un règlement aussi injuste ; il a le droit de reprendre sa pièce et d'empêcher qu'on la joue sans son consentement. »

Et avant de conclure, Chapelier observe que les comédiens ont violé le règlement en faisant des calculs frauduleux « pour dépouiller plus sûrement les auteurs ».

Le rapport insiste aussi sur quelques questions de moindre importance. La conclusion est : Adopter la pétition des auteurs dramatiques.

D'ailleurs, le projet du comité fut décrété dans la même séance du 13 janvier 1791 et sanctionné par le Roi le 19 janvier de la même année.

Ce décret — des 13-19 janvier 1791 — consacre :

La liberté d'exploiter un théâtre public (article 1^{er}) ; et surtout un droit plus assuré en faveur des auteurs : Les ouvrages d'un auteur mort depuis plus de 5 ans sont une propriété publique (art. 2) ; mais ceux d'un auteur vivant ne peuvent être représentés sans son consentement « formel et par écrit » (art. 3) ; le droit de l'auteur sera exécuté par ses héritiers ou cessionnaires pendant une période de 5 années après sa mort (art. 5).

On reconnaît en faveur de l'auteur un droit temporaire, mais, en même temps, on lui assure l'exercice efficace et une jouissance complète des prérogatives qu'il doit comporter. Le législateur appelle le droit qu'il vient de consacrer « droit de propriété », sans se soucier trop de la contradiction que cette notion comportait par rapport au caractère temporaire qu'il imposait à son exercice.

On insistera davantage sur cette anomalie, qui a alimenté mainte théorie juridique erronée, lors de l'examen de la nature juridique du droit d'auteur.

Le Décret des 19 juillet-6 août 1791.

Le décret des 13-19 janvier 1791 heurtait trop d'intérêts et trop d'usages pour pouvoir s'imposer sans aucune résistance.

Pour mettre fin à ces difficultés une loi interprétative fut promulguée le 19 juillet 1791. Elle dispose que les ouvrages des auteurs vivants *même représentés* avant cette époque ne pouvaient plus être représentés sans le *consentement de l'auteur*.

Le Décret du 30 août 1792.

Si nous nous arrêtons, quelque peu, sur ce décret c'est pour souligner une distinction que la législation antérieure n'avait pas mis en avant.

Ce décret est intervenu pour mettre fin à un conflit qui mettait aux prises les auteurs dramatiques et les directeurs des théâtres de province.

Pour concilier les deux parties l'Assemblée Législative a dû revenir, en partie, sur la législation en vigueur.

Mais le grand mérite de ce décret a été le fait de distinguer nettement le droit de représentation et celui d'édition.

« L'Assemblée... dit, l'exposé des motifs, considérant que le droit de faire *imprimer* et le droit

de faire *représenter* ; qui appartiennent incontestablement aux auteurs des pièces dramatiques, n'ont pas été suffisamment distingués et garantis par la loi... décrète... »

D'après le texte du décret ci-dessus il est évident que le législateur de 1792 supposait de la part des auteurs un droit exclusif à l'impression de leurs œuvres, droit plus étendu même que le droit à la représentation théâtrale.

Mais ce droit n'était pas consacré, par aucun texte législatif. Il ne pouvait résulter que des usages, car même la législation imparfaite de 1777 avait été abolie par la Révolution.

La loi du 1^{er} septembre 1793.

Par cette loi on rapporta celle du 30 août 1792, qui fut pour les auteurs une déception injuste.

« La Convention Nationale, dit l'exposé des motifs, voulant assurer aux auteurs dramatiques la propriété de leurs œuvres, leur garantir les moyens d'en disposer avec une égale liberté par la voie de l'impression et par celle de la représentation, et faire cesser à cet égard... une différence abusive... décrète... »

Par cette loi sont confirmées les dispositions contenues dans les décrets du 13 janvier 1791 et du 19 juillet 1791.

Le rapporteur de cette loi fut Lakanal. Ce détail mérite notre attention car il nous facilitera par la suite à comprendre ce que la législation et ses auteurs négligeront de préciser.

54. — Loi des 19-24 juillet 1793.

Le nouveau décret est la loi organique de notre législation actuelle.

Les circonstances politiques n'étaient pas extrêmement propices pour légiférer dans notre matière ; mais l'absence d'une loi générale, en harmonie avec les principes nouveaux, se faisait sentir et il y avait une lacune à combler, car depuis l'abolition des privilèges en librairie on n'avait édicté des normes légales que pour les auteurs dramatiques et gens de théâtre. Les droits de tous les autres auteurs d'œuvres du génie restaient sans protection, sans garantie.

Le Rapport Lakanal

La Convention après un bref rapport de *Lakanal* — qui parlait au nom du comité d'instruction publique — adopte le projet de décret sans aucune modification.

On ignore les causes immédiates de ce décret, mais on doit constater que la procédure d'adoption a été très rapide.

Nous allons suivre les développements du rapporteur dans son très bref exposé. Lakanal disait : « De toutes les propriétés la moins possible de contestation, celle dont l'accroissement ne peut blesser l'égalité, ni donner d'ombrage à la liberté, c'est, sans contredit, celle des productions de génie ; et si quelque chose doit étonner, c'est qu'il ait fallu reconnaître cette propriété, assurer son libre exercice par une loi positive ; c'est qu'une si grande révolu-

tion que la nôtre ait été nécessaire pour nous ramener sur ce point, comme sur tant d'autres, aux simples éléments de la justice la plus commune. Le génie a-t-il ordonné, dans le silence, un ouvrage qui recule les bornes des connaissances humaines, des pirates littéraires s'en emparent aussitôt, et l'auteur ne marche à l'immortalité qu'à travers les horreurs de la misère. Et ses enfants ! La postérité du grand Corneille s'est éteinte dans l'indigence. L'impression peut d'autant moins faire, des productions d'un écrivain, une propriété publique dans le sens où les corsaires littéraires l'entendent, que l'exercice utile de la propriété de l'auteur ne pouvant se faire que par ce moyen, il s'ensuivrait qu'il ne pourrait en user sans la perdre à l'instant même. Par quelle fatalité faudrait-il que l'homme de génie qui consacrer ses veilles à l'instruction de ses concitoyens, n'eût à se promettre qu'une gloire stérile, et ne pût revendiquer le tribut légitime d'un si noble travail ?

« C'est après une délibération réfléchie que notre comité d'instruction publique nous propose de consacrer des dispositions législatives qui forment en quelque sorte, la déclaration des droits de génie. »

C'est tout le rapport. En vain chercherait-on un aperçu historique, en vain les moindres traces d'une théorie sur la nature du droit. Le rapport est vide de ces points de vue.

Lorsque le rapporteur — *Chapelier* — de la loi du 13-19 janvier 1791 demandait la consécration d'un droit temporaire en faveur de l'auteur, de ses héritiers et de ses ayants cause, il ne se contenta pas d'une simple énonciation, il avait donné en même temps la raison de cette restriction légale, qui était pour lui l'intérêt du domaine public. Lakanal dans son rapport préconise le même prin-

cipe mais sans nous donner les motifs qui l'ont déterminé à s'arrêter à cette solution.

Nous reproduisons la loi des 19-24 juillet 1793 à cause de son importance et du rôle qu'elle va jouer par la suite.

Voici le texte de la loi :

« La Convention Nationale, après avoir entendu son comité d'instruction publique, décrète ce qui suit :

« *Art. 1^{er}* : Les auteurs en tout genre, les compositeurs de musique, les peintres et dessinateurs qui feront graver des tableaux ou dessins, jouiront durant leur vie entière du droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages dans le territoire de la République et d'en céder la propriété en tout ou en partie.

« *Art. 2* : Leurs héritiers ou cessionnaires jouiront du même droit durant l'espace de 10 ans après la mort des auteurs.

« *Art. 3* : Les officiers de paix seront tenus de faire confisquer à la réquisition et au profit des auteurs, compositeurs, peintres ou dessinateurs et autres, leurs héritiers ou cessionnaires, tous les exemplaires des éditions imprimées ou gravées sans la permission formelle et par écrit des auteurs.

« *Art. 4* : Tout contrefacteur sera tenu de payer au véritable propriétaire une somme équivalente au prix de trois mille exemplaires de l'édition originale.

« *Art. 5* : Tout débitant d'édition contrefaite, s'il n'est pas reconnu contrefacteur, sera tenu de payer au véritable propriétaire une somme équivalente au prix de 500 exemplaires de l'édition originale.

« *Art. 6* : Tout citoyen qui mettra au jour un ouvrage soit de littérature ou de gravure, dans quel que genre que ce soit, sera obligé de déposer deux exemplaires à la Bibliothèque Nationale ou au Cabinet des estampes de la République dont il recevra un reçu signé par le bibliothécaire, faute de quoi il ne pourra être admis en justice pour la poursuite des contrefacteurs.

« *Art. 7* : Les héritiers de l'auteur d'un ouvrage de littérature ou de gravure, ou de toute autre production de l'esprit ou de génie qui appartienne aux beaux-arts, en auront la propriété exclusive pendant 10 années. »

Cette loi fut adoptée sans discussion de nature doctrinaire. Elle a eu à subir deux amendements, qui au lieu d'être intégrés au texte du projet ont été tout simplement ajoutés ; chose qui a entraîné le législateur à consacrer des prérogatives, qui n'étaient pas dans son intention.

La loi tranche des questions délicates dans une rédaction assez incorrecte, mais malgré tout son grand mérite est d'avoir justement mis fin « aux questions qui... pendant plusieurs siècles avaient divisé les pouvoirs, les juridictions et les esprits ».

Quelles sont les innovations et les principales dispositions de la nouvelle loi ?

— Les auteurs d'écrits en tout genre, les compositeurs, les peintres et les dessinateurs acquièrent, pour la première fois, un droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages. Ils peuvent céder la propriété, en tout ou en partie, non pas en vertu d'un privilège — « grâce fondée en justice » — mais en vertu d'un *droit* ; droit qui prend sa source, sa raison d'être, dans le travail, dans la création de l'auteur.

— Quant à la durée de cette jouissance, l'article 1^{er} nous dit qu'elle existe durant toute la vie de l'auteur et un certain temps après sa mort ; en effet, l'art. 2 prévoit en faveur des héritiers ou des cessionnaires de l'auteur une jouissance de 10 années.

Le texte primitif du projet avait fixé un délai de 5 ans, comme les lois de 1791, mais sur un amendement de *Lecointe* la durée fut prolongée à 10 ans. L'amendement est devenu l'article 7 de la loi. Aussi ne parle-t-il que des héritiers, mais les auteurs de la loi, en omettant de mettre d'accord l'art. 2 du texte primitif avec l'article 7 du texte amendé, ont accordé le même délai aussi aux cessionnaires ; gratitude qui n'était point dans leur intention ; en remplaçant le mot cinq par celui de dix ils ont fait plus qu'ils ne voulaient, car *Lecointe* avait réservé cet avantage aux héritiers exclusivement.

L'article 6 — amendement *Sergent* — consacre le dépôt légal, comme condition nécessaire pour se pourvoir en justice en cas de contrefaçon.

Le reste de la loi concerne les peines pécuniaires édictées contre le délit de contrefaçon.

Ce qu'il faut retenir et souligner c'est que le droit de l'auteur a été finalement consacré législativement. Il cesse d'être un privilège, concédé arbitrairement par le prince, ou l'administration, à l'auteur ou à l'éditeur, selon le hasard et le caprice ; il n'est même plus une grâce fondée en justice, car à partir de cette loi il n'est qu'un *droit*, tout court.

Le nouveau *droit* prend son fondement dans le travail de création de l'auteur. Le législateur le classe parmi les droits réels, car il le caractérise comme étant un « *droit de propriété* ». Mais une propriété singulière, puisque sa prérogative la plus apparente est temporaire. Quant à la jouissance proprement dite, du droit, elle est entière pendant la

vie de l'auteur et 10 ans après sa mort. Le droit garde les mêmes attributs entre les mains de l'auteur, de ses héritiers, ou de ses cessionnaires.

On peut donc conclure, avec *Borchgrave*, quant à la période révolutionnaire et intermédiaire : « La Révolution proclame le droit de l'auteur comme naturel et préexistant à tout octroi administratif. C'est le déclenchement brusque de la vérité juridique nouvellement apparue. Ce droit s'affirme dans toute sa force et dans toute son intensité. Mais ne se préoccupant guère de rechercher sa nature juridique foncière, on le qualifie « propriété », c'est-à-dire qu'on le traite en droit réel. »

SECTION II. — *L'évolution législative des XIX^e et XX^e siècles*

55. — Le décret impérial du 1^{er} germinal An XIII
(22 mars 1805).

La loi de 1793 a survécu à tous les bouleversements politiques, et elle est demeurée la loi organique de notre matière. Elle consacre le principe du droit viager de l'auteur, elle détermine le délai pendant lequel les héritiers peuvent jouir de leurs droits après la mort de l'auteur.

De la législation du XIX^e et du XX^e siècles nous ne signalerons que ce qui intéresse tout spécialement le droit d'auteur. C'est en étudiant ces dispositions légales que nous chercherons à dresser des appuis sûrs pour l'étude de la nature juridique du droit d'auteur.

Décret du 1^{er} germinal An XIII.

Ce décret concerne les droits des propriétaires d'ouvrages posthumes, il règle donc les droits des héritiers ou ayants cause de l'auteur sur les ouvrages posthumes.

Le décret renferme deux principes qui forment d'ailleurs l'ossature de ses dispositions, à savoir : a) qu'il faut accorder au propriétaire qui publie un ouvrage posthume les mêmes droits qu'à l'auteur ; et, b) qu'il faut en même temps éviter que la publication d'ouvrages posthumes ne devienne un moyen indirect d'acquérir une sorte de monopole sur les autres œuvres de l'auteur, qui — entre temps — aurait pu devenir propriété publique.

La considération qui a déterminé le législateur de 1805 à consacrer — en faveur de celui qui publie une œuvre posthume — les mêmes droits qu'en faveur de l'auteur, est que : « un ouvrage inédit est comme un ouvrage inexistant », et que donc celui qui le publie a, en quelque sorte, le mérite de celui qui crée quelque chose de nouveau (2).

(2) Nous publions en note le décret et son préambule :

Nous, Empereur des Français, sur le rapport du ministre de l'Intérieur, vu les lois sur les propriétés littéraires ; considérant qu'elles déclarent propriété publique les ouvrages des auteurs morts depuis plus de 10 ans ; que les dépositaires, acquéreurs, héritiers ou propriétaires des ouvrages posthumes d'auteurs morts depuis plus de 10 ans, hésitent à publier ces ouvrages dans la crainte de s'en voir contester la propriété exclusive, et dans l'incertitude de la durée de cette propriété ; que l'ouvrage inédit est comme l'ouvrage qui n'existe pas ; et que celui qui le publie a les droits de l'auteur décédé et doit en jouir pendant sa vie ; que cependant, s'il réimprimait en même temps et dans une seule édition avec les œuvres posthumes, les ouvrages déjà publiés du même auteur il en résulterait en sa faveur une espèce de privilège

56. — Le décret du 5 février 1810.

Ce décret contient 51 articles divisés en huit titres (3).

Il est en quelque sorte le nouveau code de l'imprimerie et de la librairie, réglementant la profession d'imprimeur et la police des librairies. Son élaboration a été assez laborieuse. En effet, la discussion de ce décret a été ouverte dans le Conseil d'Etat dès le commencement de 1808. Les raisons de ce décret seraient — d'après M. Léon Bérard — les suivantes : tout d'abord la loi organique de 1793 était considérée comme insuffisante. Des modifications étaient proposées de toutes parts, et tendaient à ac-

pour la vente d'ouvrages devenus propriété publique ; le Conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1^{er}. — Les propriétaires par succession ou à d'autres titres d'un ouvrage posthume ont les mêmes droits que l'auteur et les dispositions des lois sur la propriété exclusive des auteurs et sur sa durée leur sont applicables ; toutefois à la charge d'imprimer séparément les ouvrages posthumes et sans les joindre à une nouvelle édition des ouvrages déjà publiés et devenus propriété publique.

Art. 2. (sans intérêt).

(3) Voici le contenu des titres :

Titre 1^{er}. — Crée un directeur général de l'imprimerie et de la librairie et place auprès de lui 6 auditeurs.

Titre 2. — Concerne la profession d'imprimeur ; il révoque les imprimeurs de Paris à 60 (un décret subséquent du 11 février 1811 les a portés à 80).

Titre 3. — Traite de la police de l'imprimerie ; il est divisé en 3 sections ; on organise la censure.

Titre 4. — Consacré aux libraires.

Titre 5. — Se réfère aux livres imprimés à l'étranger.

Titre 6. — Concerne tout spécialement la propriété littéraire et artistique et sa garantie.

Titre 7. — Traite de la contrefaçon en librairie.

Titre 8. — Renferme des dispositions diverses.

croître la durée de la protection légale après le décès du titulaire ; en même temps, comme d'après le Code Civil le conjoint ne venait dans l'ordre successoral qu'à défaut de tout autre successible, on essaya dans la dévolution du droit d'auteur d'écarter cette injustice et de lui assurer une attribution successorale effective.

Deux projets furent présentés : 1) un par le ministre de l'Intérieur — Mantilavet — qui proposait d'égaliser la durée de la propriété à la vie de l'auteur, à celle de sa veuve et à celle de ses enfants ; 2) Le second, par le ministre de la police — Fouché, Duc d'Otrante. Celui-ci proposait que le droit s'étende à la vie de l'auteur ou de son cessionnaire, à la vie des enfants de l'un ou de l'autre et à défaut d'enfants à la vie de la veuve de l'auteur ou de son cessionnaire.

Le conseiller d'Etat, Renault de Saint Jean d'Angély, fit à la fin de mars 1808 un rapport sur ces deux projets. Ce rapport est divisé en trois paragraphes très courts (4).

La perpétuité du droit d'auteur fut de nouveau agitée. Lors du débat des deux projets devant le Conseil d'Etat, *Napoléon* intervint personnellement. Il répond à ceux qui agitaient la question de la perpétuité. Ses observations sont très justes et pondérées : « ... la perpétuité de la propriété dans la famille des auteurs aurait des inconvénients. Une propriété littéraire est une propriété incorporelle qui, se trouvant dans la suite des temps et par le cours des successions divisée en une multitude d'indivi-

(4) a) le premier paragraphe est relatif à la législation antérieure à 1723 ; b) le deuxième traite la législation depuis 1723 jusqu'à la Révolution ; c) le dernier concerne la législation depuis la Révolution.

dus, finirait en quelque sorte par ne plus exister pour personne ; car comment un grand nombre de propriétaires souvent éloignés les uns des autres et qui, après quelques générations, se connaissent à peine, pourraient-ils s'entendre et contribuer pour réimprimer l'ouvrage de leur auteur commun ? Cependant s'ils n'y parviennent pas, et que seuls aient le droit de la publier, les meilleurs livres disparaîtraient insensiblement de la circulation.

« Il y aurait un autre inconvénient non moins grave, le progrès des lumières serait arrêté, puisqu'il ne serait plus permis, ni de commenter ni d'annoter les ouvrages ; les glosses, les notes, les commentaires ne pouvant être séparés d'un texte qu'on n'aurait pas la liberté d'imprimer,

« D'ailleurs, un ouvrage a produit à l'auteur et à ses héritiers tout le bénéfice qu'ils peuvent naturellement en attendre lorsque le premier a eu le droit exclusif de le vendre pendant toute sa vie et les autres pendant les 10 ans qui suivent sa mort.

« Cependant, si l'on veut favoriser davantage encore la veuve et les héritiers, qu'on porte leur propriété à 20 ans. »

Avec ces observations la discussion fut close et les articles 39 et 40 qui forment le titre 6 du décret furent rédigés.

Pour notre étude la partie la plus intéressante est le titre 6. Voici les articles 39 et 40 :

« *Article 39* : Le droit de propriété est garanti à l'auteur et à sa veuve pendant leur vie, si les conventions matrimoniales de celle-ci lui en donne le droit, et à leurs enfants pendant 20 ans.

« *Article 40* : Les auteurs, soit nationaux, soit étrangers, de tout ouvrage imprimé ou gravé, peuvent céder leurs droits à un imprimeur ou libraire,

ou à toute autre personne qui est alors substituée en leur lieu et place pour eux et leurs ayants cause, comme il est dit à l'article précédent. »

Quelles sont les innovations de ce décret ?

Le décret reconnaît à la veuve un droit viager et en même temps étend à 20 ans le droit des enfants. Le délai de 20 ans accordé aux descendants de l'auteur courait soit du décès de l'auteur, soit de celui de la veuve dans les cas où ses conventions matrimoniales lui avaient permis d'exercer un droit sur la création de son mari. La modification apportée par le décret de 1810 à la durée du droit d'auteur ne profitait qu'aux héritiers directs. La veuve a un droit viager « si ses conventions matrimoniales lui en donnent le droit ». Mais dans quel cas et dans quel sens la veuve pouvait-elle invoquer à son profit le bénéfice légal ? Sur ce point plusieurs solutions furent proposées.

Certains disaient que la femme devait être *expressément* autorisée par ses conventions matrimoniales pour pouvoir prétendre à une part quelconque sur l'œuvre de son mari. D'autres professaient que la veuve avait un droit viager soit qu'il y eût clause expresse en ce sens, soit que ce fût simplement en concordance avec le régime matrimonial adopté ; les partisans de cette solution considéraient le régime de la communauté comme suffisant, en dehors de toute clause spéciale, pour justifier cette jouissance de la veuve. Le droit reconnu à la femme par les partisans de ce système n'est pas celui qu'elle devait tirer normalement du régime de communauté, c'est-à-dire sur la propriété de l'œuvre. C'est — d'après Flourens — un droit « *suis generis* » portant sur la totalité de l'œuvre, soit qu'on le qualifie d'usufruit, soit qu'on voit en lui une substitution

indisponible. Renouard écrit : « la veuve, au lieu de recueillir une part de communauté, obtient un droit viager sur le tout, droit qui est restitué aux enfants de l'auteur après le décès de la veuve et dont l'avènement est retardé pour eux pendant l'existence de celle-ci ». D'autres, enfin, croyaient que le décret n'a d'autre but que de régler la durée du droit de l'auteur vis-à-vis du public ; pour eux le décret n'a pas innové en ce qui concerne les rapports des ayants droit entre eux, ce dernier point étant soumis au droit commun des conventions matrimoniales ; dans l'opinion généralement admise ce droit commun veut qu'en cas d'adoption du régime de communauté, le droit d'auteur y tombe à raison de sa nature mobilière.

La jurisprudence s'établit en ce sens que la veuve ne pouvait succéder au droit d'auteur, dans les termes du décret qu'autant qu'elle avait été mariée sous le régime de la communauté (5).

Ce décret — et l'opinion de M. Bérard est pleinement fondée — organise en matière de propriété littéraire et artistique une attribution successorale incompatible avec l'indivision conjugale du droit d'auteur et le partage de ce droit entre la veuve survivante et les héritiers de l'auteur.

Les œuvres dramatiques n'étaient pas protégées par ce décret ; en effet par un avis du 23 août 1811, le Conseil d'Etat décida que le décret du 5 février 1810 n'avait rien innové quant aux droits des auteurs d'ouvrages dramatiques et des compositeurs de musique. Ces derniers resteront sous l'empire des lois organiques quant au droit de représentation jusqu'à la loi de 1844 (3 août).

(5) V. Léon Bérard, *op. cit.*, p. 31.

57. — Le Code pénal (19 février 1810).

Le Code pénal est venu apporter et affermir la protection due aux auteurs. En effet, les articles 425, 426, 427, 428, 429 édictent des peines contre les contrefacteurs.

Si nous faisons mention dans notre étude des dispositions concernant les peines portées contre les contrefacteurs c'est pour nous rapporter à l'exposé des motifs qui les ont précédées ; en effet nous y lisons : « ... des peines contre les contrefacteurs, c'est-à-dire contre ceux qui porteraient atteinte à ces *propriétés* légitimes, d'autant plus chères à l'homme qu'elles lui appartiennent plus immédiatement et qu'elles servent à l'utilité, à l'instruction, au charme, à l'ornement et à la gloire d'une nation ».

58. — Essais d'une législation d'ensemble.

Le xix^e siècle avait largement ouvert les voies de l'instruction publique et le goût des lettres et des arts était florissant. Les écrivains et les artistes ont une influence de plus en plus croissante ; l'industrie et ses progrès rendirent les œuvres de l'esprit plus accessibles au grand nombre. Aussi chaque gouvernement fut-il sollicité d'intervenir pour ériger la réglementation légale d'ensemble de la propriété littéraire et artistique.

La commission de 1823-26.

Par une ordonnance du 13 décembre 1823 une commission, composée d'hommes politiques, d'hommes de lettres et d'artistes fut instituée pour préparer un projet de loi sur la propriété littéraire.

Cette commission travailla effectivement et ter-

mina son projet le 7 mai 1826. Le projet primitif formulé en 15 articles tendait à étendre à 50 années après la mort de l'auteur, le droit exclusif des héritiers ou des ayants cause, à la charge toutefois de réimprimer les œuvres de l'auteur décédé dans les 20 ans après sa mort. Le même droit était accordé aux ouvrages dramatiques, aux œuvres de dessin et de musique. Durant les travaux la majorité de la commission se prononça contre le système de la propriété absolue, soutenue par Augé et Lemercier. Les échos de cette critique se trouvent même dans le rapport que Villemain avait rédigé et présenté au roi.

Les travaux de la commission furent publiés, mais le projet n'a pas eu de suite, battu en brèche par des intérêts de gouvernement plus pressants.

Commission de 1836.

En 1836 Louis-Philippe charge une commission, sous la présidence de Philippe de Ségur, de s'occuper de nouveau de notre matière.

Le projet élaboré par cette commission est présenté à la Chambre des Pairs le 5 janvier 1839. Devant l'autre Chambre il ne fut porté qu'en 1841.

A travers les mots de l'exposé de *Salvandy*, nous apercevons le souci de chaque instant de mettre d'accord les intérêts des auteurs avec les nécessités de la vie pratique. Le rapporteur s'attache à souligner les différences qui séparent la propriété ordinaire de la propriété littéraire et artistique. Il met en évidence les inconvénients et les difficultés qu'occasionnerait la perpétuité de cette dernière. Toutes les combinaisons ont été étudiées, pour permettre la consécration de la perpétuité, mais aucune n'a donné satisfaction. Finalement le principe que « la propriété littéraire et artistique est une propriété

mais une propriété dont l'étendue a ses limites dans la possibilité et dans l'intérêt public, a dû être adopté. »

Le rapport conclut avec la proposition de porter à 30 années après la mort de l'auteur la durée du droit (6).

Le rapporteur fit d'ailleurs remarquer que ce système temporaire était admis par la plupart des législations étrangères, indication importante étant donné qu'on prévoyait déjà, et avec raison, des traités internationaux.

Lors de la discussion devant la Chambre des Pairs, proposition fut faite de changer le titre de la loi (7).

Il s'agissait de substituer à celui de : « *loi sur la propriété littéraire* », celui de : « *loi relative aux droits des auteurs sur leurs productions dans les lettres et dans les arts* ». Ce changement de titre est très significatif et eut pour résultat de dresser les uns contre les autres suivant qu'ils étaient partisans ou non de la propriété littéraire dans son sens le plus littéral. Portalis intervint (Moniteur, 1849, p. 774 et suiv.) : « ... le droit des auteurs, disait-il, pour être sujet à certaines restrictions restrictives et notamment pour être temporaire, n'en est pas moins une propriété véritable dont il importe de garder le nom... ». De même de Ségur était partisan du titre

(6) La commission administrative avait proposé un délai de 50 ans, mais ce délai effrayait ceux des membres de la Chambre qui combattaient le principe même de la propriété littéraire et qui craignaient de voir dans ce délai un acheminement vers la perpétuité.

(7) V. Moniteur, 1839, p. 747 et suiv.

La Chambre des Pairs ayant renvoyé l'examen de ce projet à une commission prise dans son sein, le Vicomte Siméon présenta le rapport dans la séance du 20 mai 1839. Ce rapport reproduit les principales idées développées par l'exposé des motifs ; il conclut à l'adoption du projet.

primitif : « ... l'abandon du nom, dit-il, serait l'abandon du principe et il faut se garder de désarmer en présence des envahissements de la contrefaçon étrangère » (Moniteur, 1839, p. 824).

Finalement le projet fut intitulé : « *Loi relative à la propriété des auteurs* ».

Quant à la durée de cette « propriété », la discussion fut encore plus serrée. Portalis et Villemain proposèrent 50 ans après la mort de l'auteur. Félix Faure, Girod de l'Ain et de Broblie soutinrent le délai de 30 ans, du projet. Les premiers tendaient à augmenter le délai de jouissance après la mort de l'auteur, les derniers au contraire s'attachaient à la limiter en raison de sa nature différente de la propriété ordinaire.

Le projet fut voté, le 31 mai 1839, à la Chambre des Pairs ; il consacre le délai de 30 ans.

En 1841 il arriva devant la Chambre des Députés. Villemain — ministre de l'Instruction publique — disait dans son exposé des motifs : « ... la *propriété littéraire* n'existe qu'en se communiquant ; dans cette communication elle s'aliène en partie ; dès lors elle n'a pas de forme absolue et ne peut être garantie que dans les limites établies par la loi civile ; il est généralement reconnu que la propriété littéraire ne pouvait être perpétuelle ; une redevance à perpétuité était également impossible ; *dès lors une propriété limitée dans sa durée est seule praticable.* »

La commission de la Chambre des Députés, chargée de l'examen du projet, choisit Lamartine pour rapporteur. Le rapporteur montre beaucoup d'éloquence ; son rapport est une lecture instructive et agréable ; malheureusement, pour le projet, cette éloquence n'a porté de fruits. Voici quelques passages du rapport : Quant à la nature du droit Lamar-

tine disait : « ... la société, en constituant toute propriété, a trois objets en vue : rémunérer le travail, perpétuer la famille, et accroître la richesse publique... Le jour devait arriver où l'œuvre de l'intelligence serait reconnu un travail utile et le fruit de ce travail une propriété ; la *propriété* des œuvres de l'intelligence entre les mains des écrivains et de leur famille, est à la fois juste, utile et possible ». Quant à la durée du droit il ajoutait : « ... l'unité morale de l'écrivain se compose de trois êtres : l'auteur lui-même, sa femme, et ses enfants ; c'est pour ainsi dire un seul être... ; or le terme de 50 ans embrasse dans la moyenne probable des éventualités de la vie et de la mort le cercle entier de ces trois existences... ».

Berville souligne que : « la dénomination de *propriété* donnée au droit des auteurs n'est qu'une parole obligeante mais qui n'est pas juste et qui conduit à l'exagération du droit ». D'après lui la perpétuité serait inutile, injuste et nuisible. En effet, les protections de longue durée sont un obstacle à la destruction de la contrefaçon comme à l'établissement d'un droit international en cette matière ; or le véritable intérêt des auteurs est dans ce double résultat à obtenir.

Renouard, intervenant dans le débat, précise comme suit : « ... la confusion dans les mots amène la confusion dans les idées... Ce qui est dû à l'auteur c'est une juste rémunération, conforme aux intérêts et aux droits respectifs de l'auteur lui-même et de la société ; c'est donc une question de justice et d'utilité à régler par la loi civile. Or si l'auteur a son intérêt et son droit, la société a aussi les siens. » Renouard adopte le chiffre de 30 ans car, selon lui, accorder davantage serait augmenter les difficultés internationales, aggraver le mal des contrefaçons et

nuire ainsi aux auteurs eux-mêmes ; ce serait non pas émanciper l'intelligence comme on l'a dit, mais au contraire l'asservir, en gênant la prorogation et l'essor de la pensée (Moniteur, 1841, p. 716 et 728).

Villemain fait durant la discussion une objection très judicieuse. Répondant à un argument des partisans de la perpétuité, à savoir que le descendant d'un grand écrivain ne doit pas être réduit à la misère, il disait : « ... alors il faut déclarer non seulement que la propriété sera perpétuelle, mais encore qu'elle sera incessible, c'est-à-dire que l'auteur sera captif dans sa propriété inaliénable ; autrement ce sera un spéculateur qui deviendra propriétaire et qui, à perpétuité, exploitera le public ».

Ce projet fut rejeté ; en effet, après l'adoption partielle de chacun des articles, on passa au vote de l'ensemble et le 2 avril 1841 il fut rejeté.

Le projet adopté aurait fait une législation plus conforme au progrès réalisé depuis la Révolution. Mais même rejeté il a eu un grand mérite, car « il a appelé les lumières d'un grand débat public sur un intérêt grave, considérable, dont les conditions et les principes étaient encore imparfaitement connus ».

59. — La loi du 3 août 1844.

Un premier résultat pratique de cette discussion parlementaire, qui eut de puissants échos dans le public, fut la proposition de Berville et Vivien qui tendait à faire disparaître l'inégalité des droits existant entre les auteurs dramatiques et les autres écrivains. En effet, les auteurs dramatiques n'avaient qu'un droit de 10 années après leur mort, en vertu des lois de 1791 et 1793, car le décret de 1810 n'avait

étendu à 20 ans que le droit des héritiers des écrivains. En 1844 cette inégalité était sur le point de produire un certain bruit car les héritiers de certains auteurs dramatiques célèbres devaient voir les œuvres de leurs prédécesseurs tomber dans le domaine public. (C'était le cas des héritiers de Boëlle, d'Alexandre Duval, de Lemercier, de Casimir Delavigne, et d'autres.) Le projet fut adopté par les deux Chambres après les rapports de Ladières et Viennet (8).

Ce fut la loi du 3 août 1844, par laquelle la durée du droit exclusif de représentation est portée à 20 ans après la mort de l'auteur. Bénéficiaient de cette prolongation la veuve et les enfants, indistinctement.

60. — Décret du 31 mars 1852.

Au terme de la législation et de la jurisprudence les auteurs étrangers n'avaient droit à la protection de la loi française que relativement aux ouvrages qu'ils avaient publiés en France. Le gouvernement français s'est efforcé, le premier, à établir une propriété littéraire européenne. Il voulait mettre les auteurs de tous les pays civilisés à l'abri des contrefaçons confectionnées à l'étranger.

« Jusque vers 1843 la propriété des auteurs avait été exclusivement enfermée dans les limites du territoire où elle prenait naissance et il semblait à de bons esprits qu'il était difficile de lui faire franchir la frontière, et de lui assurer existence et protection à l'étranger.

(8) V. *Moniteur*, 1844, 14 et 19 mai, 3 juin, 20 et 27 juillet, et 2 août.

« La contrefaçon internationale, pour tout dire d'un mot, était le droit commun des peuples. Cependant, le perfectionnement des relations extérieures et de la police générale des Etats, les progrès de la conscience publique et le respect toujours croissant de l'opinion pour la propriété littéraire, devaient abaisser des barrières qui avaient paru infranchissables. Cette propriété devait gagner en étendue comme elle avait gagné en durée, et les peuples civilisés allaient tenter de se garantir réciproquement par des conventions diplomatiques la protection des écrits de leurs nationaux » (9).

La France a conclu un premier traité de ce genre au mois d'août 1843 avec la Sardaigne, en 1851 trois autres Etats sont liés par un régime de réciprocité avec la France, à savoir la Grande-Bretagne, le Portugal et le Hanovre. Mais les accords diplomatiques n'aboutissaient pratiquement qu'à des régimes de réciprocité entre deux Etats. Pour hâter le progrès de la garantie internationale prend une magnifique et généreuse initiative : Napoléon, Président de la République, rend le décret du 31 mars 1852.

Ce décret interdit sur le territoire français la contrefaçon des ouvrages de littérature ou d'art publiés à l'étranger ; *sans stipulation de réciprocité*, et à la seule condition de remplir en France les formalités prescrites aux œuvres d'origine française. La France créait ainsi un précédent désintéressé, mais la compréhension publique internationale a dû mettre quelque temps pour arriver à la hauteur de l'initiative française.

(9) Cf. Gastambide, o. cit. p.

61. — La loi des 8-15 avril 1854.

En 1854 Napoléon III réalisa ce que les gouvernements depuis Napoléon I^{er} n'avaient pas réussi.

Au mois de mai 1853 une députation des auteurs et artistes porta leurs réclamations à l'Empereur. Comme premier résultat un projet de loi fut immédiatement rédigé et envoyé aux corps législatifs. Par ce projet on accordait aux veuves une jouissance viagère et aux enfants un droit qui s'étendait sur une période de 30 ans après la mort de l'auteur ou celle de sa veuve. Le 8 mars 1854 le projet fut discuté brièvement et adopté sous la forme suivante :

« Loi sur le droit de propriété garanti aux veuves et aux enfants des auteurs, des compositeurs et des artistes. »

« Les veuves des auteurs, compositeurs et artistes jouiront pendant toute leur vie des droits garantis par les lois des 13 janvier 1791 et 19 juillet 1793, le décret du 5 février 1810, la loi du 3 août 1844 et les autres lois et décrets sur la matière. La durée de la jouissance accordée aux enfants par ces mêmes lois et décrets est portée à 30 ans à partir soit du décès de l'auteur, compositeur ou artiste, soit de l'extinction des droits de la veuve. »

Les autres héritiers restent sous l'empire des anciennes dispositions légales. Le mérite de cette loi est, en dehors de l'augmentation de la durée du droit, d'avoir fait une assimilation parfaite entre les œuvres dramatiques et les œuvres des auteurs prévus par la loi de 1793.

62. — Le Congrès de la propriété littéraire de 1858, Bruxelles.

En 1858, à Bruxelles, des hommes experts en la matière du droit d'auteur se sont réunis en un congrès. Leur but était de soumettre aux délibérations de ce congrès quelques questions intéressant tout spécialement la propriété littéraire et artistique.

Les discussions portèrent principalement sur deux points : a) d'abord il s'agissait de savoir si cette propriété devait être perpétuelle ou temporaire, b) en second lieu on se demandait si elle devait être l'objet d'une protection internationale.

La deuxième question, c'est-à-dire la reconnaissance internationale du droit d'auteur, fut admise sans contradiction aucune. La question concernant la durée du droit fut en échange amplement et vivement discutée. Finalement le congrès vota — à une impressionnante majorité — une résolution par laquelle le droit des auteurs sur leurs œuvres était proclamé « *propriété temporaire* ». Le congrès s'était arrêté à la durée de 50 ans après la mort de l'auteur, mais comme il professait un droit viager au bénéfice de la veuve, la protection de 50 ans ne commençait à courir qu'à partir de la mort de l'auteur ou de la veuve.

Les propositions de ce congrès aboutiront en partie en 1866 en France. Parmi les autres, que nous ferons suivre, il en est certaines qui ont trouvé leur consécration grâce à l'influence de l'Union de Berne, mais nombre d'entre elles sont encore à l'état de projet.

Le congrès avait voté de nombreuses résolutions. Nous retenons celles qui nous paraissent être

les plus intéressantes : 1. le congrès souhaitait que le principe de la reconnaissance internationale de la propriété des œuvres littéraires et artistiques prenne place dans la législation de tous les peuples civilisés même en l'absence de réciprocité ; 2. de même, il proposait l'uniformité de la législation en fait de droit d'auteur ; 3. le congrès considérait que les auteurs et les artistes devaient jouir, durant leur vie entière, du droit exclusif de publier et reproduire leurs ouvrages, et d'en céder, en tout ou partie, la propriété ou le droit de reproduction. Le conjoint survivant devait conserver les mêmes droits pendant sa vie et les héritiers ou ayants droit de l'auteur devaient en jouir pendant 50 ans à partir du décès de l'auteur, soit de l'extinction des droits du conjoint ; 4. le congrès proposait pareillement que la protection accordée aux œuvres dramatiques et musicales — droit de représentation ou d'exécution publique — devait être de la même durée que celle accordée à l'impression. Finalement : 5. le congrès décidait que l'auteur avait seul le droit de reproduire, pour les œuvres de dessin, peinture, sculpture, architecture, etc., par un art semblable ou distinct sur quelque échelle que ce soit... et même dans les applications à caractère industriel.

63. — Loi du 14 juillet 1866, sur les droits des héritiers et des ayants cause des auteurs.

En 1866 le législateur ne réussit pas à donner la loi d'ensemble qu'on attendait, à juste titre, depuis longtemps. Le législateur se garde même bien de toucher à la question de principe ; et son attention ne porte que sur la durée du droit d'auteur.

A cause de son importance nous donnons la loi dans son entier :

« *Art. 1^{er}* : La durée des droits accordés par les lois antérieures aux héritiers, successeurs irréguliers, donataires ou légataires des auteurs, compositeurs ou artistes, est portée à 50 ans, à partir du décès de l'auteur.

« Pendant cette période de 50 ans, le conjoint survivant, quel que soit le régime matrimonial, et indépendamment des droits qui peuvent résulter en faveur de ce conjoint du régime de la communauté, a la simple jouissance des droits dont d'auteur prédécédé n'a pas disposé par acte entre vifs ou par testament.

« Toutefois, si l'auteur laisse des héritiers à réserve, cette jouissance est réduite, au profit de ces héritiers, suivant les proportions et distinctions établies par les art. 913 et 915 du Code Napoléon.

« Cette jouissance n'a pas lieu lorsqu'il existe, au moment du décès, une séparation de corps prononcée contre ce conjoint ; elle cesse au cas où le conjoint contracte un nouveau mariage.

« Les droits des héritiers à réserve et des autres héritiers ou successeurs, pendant cette période de 50 ans, restent d'ailleurs réglés conformément aux prescriptions du Code Napoléon.

« Lorsque la succession est dévolue à l'Etat le droit exclusif s'éteint sans préjudice des droits des créanciers et de l'exécution des traités de cession qui ont pu être consentis par l'auteur ou par ses représentants.

« *Art. 2* : Toutes les dispositions des lois antérieures contraires à celle de la loi nouvelle sont et demeurent abrogées. »

Chose digne à signaler : la loi évite d'employer les termes « propriété littéraire et artistique ». De

cette façon le législateur croyait échapper de prendre parti sur la question de la nature de ce droit (10).

Le rapport de la Commission le dit même d'une manière expresse : « Il a été loyalement entendu que toutes les questions hétéroclites demeuraient expressément réservées. En ce qui concerne les principes, l'adoption du projet n'est donc autre chose qu'une trêve sous les armes. »

Quelles sont les innovations de la loi de 1866 ?

a) Le droit reconnu à l'auteur dure toute sa vie et s'étend encore à une période de 50 ans après sa mort.

Lors de la discussion de cette partie de la loi, la perpétuité fut de nouveau lancée dans le débat. Le délai de 50 ans est le plus long que la législation ait admis en France. La veuve voit sa jouissance anéantie ; en effet son droit viager ne figure plus dans la nouvelle loi ; b) Le conjoint — d'après le droit commun — n'avait pas le droit d'usufruit sur la succession du conjoint prédécédé. Cette prérogative ne lui sera reconnue que par une loi du 9 mars 1891. En outre — et toujours en vertu du droit commun — le conjoint ne venait à la succession du conjoint prédécédé qu'à défaut d'héritiers (au 12 degré). La loi de 1866 accorde, en matière du droit d'auteur, au conjoint survivant, et sans distinction entre la femme et le mari, également sans tenir compte du régime matrimonial, et indépendamment des droits qui peuvent résulter pour le conjoint survivant du régime de la communauté, une jouissance de 50 ans sur tous les droits qui figurent encore dans le patrimoine du conjoint décédé. Cette dérogation a été justifiée dans l'exposé des motifs

(10) V. pour la discussion de la loi : Worms, op. cit., t. II, p. 228 et s.

par la considération que les femmes des auteurs prennent part à tous leurs soucis et que la justice la plus élémentaire impose donc au législateur de leur accorder cette jouissance. Mais ce raisonnement pourrait être invoqué aussi pour légitimer la vocation de toute femme mariée. C'est plutôt la nature spéciale du droit, objet du débat, qui explique cette dérogation au droit commun.

Certaines difficultés soulevées par cette loi doivent être mentionnées. Le conjoint survivant, en vertu du droit commun, avait un droit exclusif sur la moitié de la masse partageable de la communauté ; grâce à la loi de 1866 il jouira d'un droit d'usufruit sur le tout. Ce qui est singulier, c'est que l'auteur est moins favorisé par cette disposition, car il se voit réduit à la moitié en toute propriété de l'œuvre. Si l'auteur avait cédé son ouvrage de son vivant, le prix tombe en communauté et le conjoint n'aurait que la moitié en pleine propriété. Ce qui est encore singulier, c'est que cette simple jouissance soit réduite au profit des héritiers à réserve. En effet, ici la loi se réduit elle-même, car les éléments requis par le droit commun ne sont pas existants. Il n'y a ni libéralité, ni testament et ni disposant ; c'est la loi qui dispose et qui ensuite se réduit.

Le droit accordé au conjoint survivant est qualifié de : « simple jouissance » ; le législateur a voulu indiquer par là que, dans son intention, il ne voulait point décerner un droit d'usage, mais en quelque sorte un simple droit d'usufruit. Toutefois, pour ne pas produire une confusion, il s'est bien gardé d'employer ce dernier terme.

Nous n'insistons pas davantage sur les dérogations au droit commun consacrées par la loi de 1866 ;

car cette analyse n'a pour l'instant aucune portée pratique pour notre étude.

En résumé : la loi de 1866 fait disparaître la distinction entre les descendants et les autres héritiers. La durée du droit d'auteur embrasse une période comprenant la vie de l'auteur et 50 ans après sa mort. Le délai court pendant la jouissance accordée au conjoint survivant.

64. — Loi, qui étend aux œuvres de sculpture l'application de la loi des 19-24 juillet 1793 sur la propriété artistique et littéraire, du 11 mars 1902.

Dès 1900 la Chambre a été saisie d'un projet de loi ayant pour objet d'étendre aux œuvres de sculpture l'application de la loi de 1793. Le projet gouvernemental vise tout spécialement la sculpture de figure et d'ornement. La sculpture n'était protégée que par la jurisprudence. Quant à la sculpture d'ornement, la jurisprudence s'était montrée hésitante et maintes fois arbitraire (11).

C'est à cette incertitude que le gouvernement voulait mettre fin. La commission a reconnu la nécessité de cette réforme « en apparence fort modeste, en réalité fort importante pour notre production artistique appliquée à l'industrie ». En voici les deux articles de la loi :

« *Art. 1^{er}* : Il est ajouté à l'article 1^{er} de la loi des 19-24 juillet 1793, après les mots : « les auteurs d'écrits en tous genres, les compositeurs de musique » les mots « les architectes, les statuaires ».

(11) V. note sous Cassation, 17 janvier 1882, S. 1883.1. 305.

« Art. 2 : Il est ajouté à l'art. 1^{er} de la loi des 19-24 juillet 1793 un paragraphe ainsi conçu : « Le même droit appartiendra aux sculpteurs et dessinateurs d'ornement, quels que soient le mérite et la destination de l'œuvre ».

La commission dans son rapport a même voulu que la protection la plus large fût accordée. C'est dans ce but qu'elle a ajouté au paragraphe additionnel du projet gouvernemental, les mots : « quels que soient le mérite et la destination de l'œuvre ». Cette addition était nécessaire pour mettre fin à une situation intolérable pour nombre d'industries artistiques. En effet, la jurisprudence s'attachait tantôt à la destination de l'œuvre, tantôt à une prétendue conception esthétique ou industrielle. Le résultat était que la protection devenait incertaine.

65. — Loi du 9 avril 1910, relative à la protection du droit des auteurs en matière de reproduction des œuvres d'art.

Le législateur a introduit par cette loi dans le droit français positif, un principe d'une grande importance pour la propriété artistique. L'objet de la loi est de préciser que l'aliénation d'une œuvre d'art n'entraînait pas nécessairement l'aliénation du droit de reproduction.

Voici quelques considérations de l'exposé des motifs du Sénat : « ... on a depuis longtemps reconnu et proclamé que la création d'une œuvre d'art donne à ses auteurs deux droits distincts ; l'un portant sur l'objet matériel qui a réalisé la conception de l'artiste, l'autre consistant dans la reproduction de l'œuvre originale par un procédé quelconque. Le

premier de ces droits est un droit de propriété ordinaire régi par la loi commune ; le second, désigné sous le nom de propriété artistique ou plus généralement encore sous celui de droit d'auteur, est un droit *incorporel* d'une *nature particulière*, et qui, par suite, doit être régi par une législation spéciale. Ces deux droits sont indépendants l'un de l'autre et de l'avis de tous les juristes, à la suite des vœux exprimés par de nombreux congrès internationaux, toutes les législations modernes ont sanctionné cette indépendance par un texte législatif à peu près unanimement conçu dans les termes suivants : L'aliénation d'une œuvre d'art n'entraîne pas, à moins de stipulations formelles contraires, l'aliénation du droit de reproduction. »

Comme la loi, de 1793, gardait le silence sur cette question, la jurisprudence s'était montrée hésitante (12).

C'est cette loi spéciale, que depuis l'arrêt de 1842 tous les artistes et tous les jurisconsultes n'ont cessé de réclamer. On a essayé d'ailleurs de légiférer dans ce sens en 1841, en 1879, en 1883 et en 1886.

« *Article unique* : L'aliénation d'une œuvre d'art n'entraîne pas, à moins de convention contraire, l'aliénation du droit de reproduction. »

66. — Loi du 20 mai 1920, frappant d'un droit, au profit des artistes, les ventes publiques d'objets d'art.

Le but de la loi était d'assurer aux œuvres d'art la même protection qu'aux œuvres littéraires et mu-

(12) Dans le sens de la nouvelle loi : Ch. crim., 23 juillet 1841, S. 1841.1.561 ; Contre : Ch. réunies du 27 mai 1842, S. 1842.1.385 ; Paris, 18 août 1879, S. 1880.2.257.

sicales. Les auteurs et compositeurs ont le droit exclusif d'exploiter à leur profit leurs productions et de transmettre à leurs héritiers le droit d'en tirer bénéfice. Par contre les œuvres d'art, peinture, sculpture, gravure, dessin, ne bénéficiaient pas de la même protection.

Par cette loi le législateur accorde aux artistes un *droit de suite* inaliénable chaque fois que leurs œuvres passent en vente publique.

Voici la loi : « *Art. 1^{er}* : Les artistes auront un droit de suite inaliénable sur celles de leurs œuvres qui passeront en vente publique, à la condition que lesdites œuvres, telles que peintures, sculptures, dessins, soient originales et représentent une création personnelle de l'auteur.

« Le même droit appartiendra aux héritiers et ayants cause des artistes, tels qu'ils sont désignés par la loi du 14 juillet 1866, et ce pour une période de temps égale à la durée de la propriété artistique d'après les lois en vigueur.

« Le droit de suite s'exercera nonobstant toute cession de propriété artistique que les artistes, leurs héritiers et ayants cause auraient pu consentir antérieurement à la présente loi. »

Art. 2 (fixe le tarif du droit de suite).

Art. 3 (sans intérêt).

Le rapporteur — A. Hesse — nous précise comme suit l'intention du législateur : « Il n'est pas rare, dit-il, qu'une peinture, matérialisation d'une conception de l'intelligence, parfois d'un génie, ne trouve amateur qu'à un prix dérisoire, quand son auteur est jeune et porte un nom obscur. Après de longues années de travail, le peintre obscur connaît enfin la gloire. Il vend ses nouvelles toiles à un prix

rémunérateur mais, en même temps, ses peintures de jadis ont acquis la même réputation rétrospective et sont revendues avec un gros bénéfice par leur détenteur actuel à leur profit. Souvent même l'œuvre d'un artiste n'est goûtée qu'après son décès ; ses œuvres atteignent alors des prix énormes, mais n'enrichissent que les revendeurs, qui ne sont parfois que des spéculateurs. Pendant ce temps la famille, héritière d'un nom célèbre, achève dans la misère une existence de privations. »

Ce droit est en contradiction avec les principes qui régissent les ventes mobilières établies par le droit commun. En effet, la propriété d'un objet immobilier se transmet par le seul consentement et la convention a un effet absolu et complet ; le vendeur n'a plus aucun droit sur l'objet vendu ; l'acheteur par contre peut en user à son gré. Il y a donc pour l'acheteur une plénitude de droits qui ne souffre aucune limitation. Pour l'objet d'art la question se présente autrement, en effet, il faut distinguer d'une part l'objet d'art proprement dit, qui peut être transféré par la vente et d'autre part l'idée, la pensée, la manifestation personnelle de talent de l'artiste qui l'a créé, et qui ne peut pas faire l'objet d'une cession.

C'est ce principe que reconnaissent les lois organiques en France à l'auteur. L'écrivain, le compositeur, le peintre, le dessinateur, le sculpteur, le graveur ont le droit exclusif de consentir à toute reproduction de leurs ouvrages. C'est ce droit exclusif de reproduction qui a été baptisé tantôt propriété littéraire et artistique, tantôt droit d'auteur. Ce droit est distinct du droit qui porte sur la possession matérielle de l'objet d'art, c'est un droit de « propriété intellectuelle », comme disent certains auteurs. L'acheteur n'acquiert pas tout ce dont l'au-

teur est titulaire, parce que l'auteur même n'a pas la possibilité de lui transmettre toutes ses prérogatives.

La nature de ce droit n'est pas précisée par le législateur. Des travaux préparatoires il résulte que ce droit avait, selon le législateur, un caractère personnel très accentué. Il est appelé *droit de suite* et il ne faut pas le fondre avec un simple droit portant sur la plus-value.

Bénéficiaire de ce droit, étant donné son caractère, ne peut être que l'auteur ou ses représentants, qui peuvent l'exercer dans les limites prévues par la loi de 1866. Ce droit a un caractère *inaliénable*. Le législateur voulait par là empêcher que ce droit finisse par devenir un profit de plus pour les spéculateurs. L'auteur ne peut donc disposer par actes entre vifs car cette prérogative est placée en dehors du commerce et soustraite au pouvoir de libre disposition.

Ce droit ne peut être exercé qu'à l'occasion de ventes publiques (sur ce point un projet de 1936 — projet Jean Zay — contient un complément : il accorde le même droit à percevoir à toute vente constatée par acte authentique). L'objet qui donne lieu au droit de suite est l'objet concrétisant le travail d'un artiste tel qu'il a été défini par la jurisprudence à savoir « œuvre qui procède d'une inspiration saisissant l'esprit comme les yeux et par elle-même, et indépendamment de toute alliance, avec d'autres objets, devient pour le public la source de jouissance intellectuelle » (Trib. civ. Seine, 27 nov. 1877 ; Cas., 17 janvier 1882 ; S. 1883.1.305). L'article 1^{er} de la loi précise même que ces œuvres doivent être originales et représentant une création personnelle de l'auteur.

67. — Les projets récents tendant vers la réglementation d'ensemble du droit d'auteur et de ses moyens de publication.

Un projet — de Monzie — fut proposé le 8 décembre 1932 (projet n° 1039). Ce n'est qu'un essai de légiférer sur la matière du contrat d'édition. Pour notre étude il ne renferme que quelques vagues indications ; nous passons donc, après avoir fait mention de son existence, à un autre beaucoup plus complet et plus sérieux dans ses dispositions.

En juin 1936 un projet de loi sur le contrat d'édition fut élaboré par la Société d'études législatives. La commission chargée des travaux préparatoires contenait à côté de juristes émérites des hommes de lettres et des hommes touchant de près à la profession d'éditeur. C'est une œuvre qui s'inspire des intérêts de l'auteur, de l'éditeur et du public. Par sa composition même et par les intérêts qu'elle devait concilier cette commission ne pouvait faire qu'un travail de transaction. D'un côté les nécessités pratiques inéluctables, de l'autre la nature du droit d'auteur qui apparente ce droit si étroitement à la personnalité et qui tend à le mettre hors du commerce. La Société d'études législatives a voulu donner à la France ce que les circonstances n'avaient pas permis au législateur. En effet, « la protection des droits intellectuels nécessite une double réglementation : il convient d'abord de dégager la notion de droit d'auteur ; il faut ensuite réglementer les conditions de son exploitation. Et à cette double nécessité doivent répondre deux séries de textes bien distinctes ; ceux qui régissent la structure interne du droit d'auteur et ceux qui réglementent l'édition ou la représentation de l'œuvre » (rapport Rault).

En France la loi définit seule la structure interne du droit d'auteur et même dans ce domaine il lui reste beaucoup à faire. Ce qu'il faut souligner dans le projet de 1936 c'est le souci de chaque instant de la commission d'adapter les principes qui régissent la matière du droit d'auteur aux possibilités de chaque genre d'édition.

Le 13 août 1936 le gouvernement présente un nouveau projet portant sur le droit d'auteur et le contrat d'édition (projet n° 1164). Ce projet, avant de faire toute observation critique sur son contenu, a le grand mérite d'être la première tentative d'organisation d'ensemble du droit d'auteur. Le projet contient 56 articles divisé en 6 titres. En voici le sommaire : 1. De la nature du droit d'auteur et des règles qui en dérivent ; 2. Du contenu du droit d'auteur ; 3. Du droit d'auteur après la mort de l'auteur ; 4. De l'exploitation du droit pécuniaire ; 5. Des sanctions ; 6. Dispositions diverses (13).

Le projet gouvernemental rompt avec la tradition du droit français en cette matière. L'individualisme qui l'avait caractérisé jusqu'à présent est soumis à l'influence d'une conception socialisante. C'est d'ailleurs sur ce chapitre que le projet encourt la plupart des critiques qu'on lui adresse.

Le projet tend à instaurer en France le système de la licence légale obligatoire (art. 21, 3° et 4° alinéas), système qui n'est applicable d'après la législation d'aujourd'hui qu'à certains des modes d'exploitation du droit d'auteur. La licence légale

(13) Pour la critique détaillée de ce projet voir : Escarra, Rault, Hepp, *La doctrine française du droit d'auteur*, Paris 1936. De même les articles mentionnés par le même ouvrage à la page 225. On trouve également le texte intégral, p. 193 et suiv.

obligatoire généralisée a des mérites incontestables, mais ne saurait donner des bons résultats que si un régime international semblable était édicté et adopté par tous les pays civilisés (V. dans ce sens l'ouvrage indiqué plus haut).

La conception qui domine le projet trouve son explication dans les circonstances politiques qui dominent, partout, à l'heure actuelle. Son examen doit être donc mené tenant compte de certains faits. Mais comme le projet est en refonte nous nous contentons de signaler quelques détails intéressant tout spécialement notre étude. Dans son article premier, d'une teneur plutôt doctrinale, le projet essaie de donner une définition du droit d'auteur. Malheureusement il n'y réussit pas : dire que le droit d'auteur est un droit *sui generis*, c'est constater qu'on n'a rien défini. L'effort de préciser le contenu du droit est remarquable et mérite un grand intérêt. Du projet il se dégage l'idée que le droit d'auteur est un droit intimement lié à la personne, à la personnalité de l'auteur ; constatation qui détermine son auteur à le déclarer inaliénable et en quelque sorte indisponible.

En conclusion : Le projet gouvernemental avec quelques changements peut devenir la réglementation d'ensemble dont la France a besoin.

CHAPITRE II

LA NATURE JURIDIQUE DU DROIT D'AUTEUR

SECTION I. — *La doctrine française*

68. — La théorie du droit d'auteur = droit de créance.

Préciser la nature juridique du droit d'auteur est la tâche première de tout législateur. Sans connaître la nature d'un droit on ne peut pas édicter son régime d'application.

Rechercher cette nature, quant au droit d'auteur, cela a été dès le ^{xviii}^e siècle le souci de tous les grands juristes. Mais ils sont loin d'être d'accord et depuis la première loi française portant sur le droit d'auteur maintes théories juridiques ont été élaborées.

Le droit d'auteur a été considéré par certains comme étant un droit de créance. Renouard dans ses œuvres s'est fait le champion de cette théorie. Selon lui entre le public et l'auteur par le simple fait de la publication une sorte de quasi contrat intervenait, « le public acquiert le droit de jouissance de l'œuvre et l'auteur en compensation acquiert un droit pécuniaire. Les droits ainsi perçus constituent la contre-partie de l'aliénation consentie et Renouard assimile l'opération à une aliénation à charge de rente ».

Cette théorie est aujourd'hui à peu près abandonnée ; en effet, elle est d'une argumentation artificielle et surtout elle est incapable d'expliquer le caractère complexe du droit d'auteur et de justifier les solutions très différentes de celles acceptées par le droit commun.

69. — La théorie du droit d'auteur = droit de propriété (1).

Une théorie qui a dominé tout le *xix^e* siècle et qui a été adoptée par la jurisprudence jusqu'à la fin du siècle passé c'est la théorie qui voyait dans le droit d'auteur sur son œuvre un droit en tout semblable à la propriété. Les origines de cette théorie remontent au début du *xviii^e* siècle. Un des pre-

(1) Pour : Pouillet, *op. cit.*, 3^e éd. 1908 ; Accolas, *op. cit.*, 1887 (p. 17) ; Laboulaye, *Etude sur la propriété littéraire* (p. 34-38) ; Gastambide, *op. cit.*, p. 83 ; Huard, *op. cit.*, t. I (p. 21 et suiv.) ; Josserand, *op. cit.*, t. I, n^{os} 1513, 1523 et suiv. ; Bonnet, *op. cit.*, n^o 389, t. V, p. 853 ; Roger, note sous Paris, 1^{er} mai 1925 ; Dalloz Périodique 1925.2.100 ; Rigaud, *op. cit.*, p. 385 et suiv. ; Planiol, Ripert, Picard, *op. cit.*, t. III, n^o 8, 574.

Contre : Proudhon, *Les majorats littéraires*. Renouard, *op. cit.*, t. I, p. 433 ; Darras, *op. cit.*, n^{os} 32 et suiv. Morillot, *De la protection accordée aux œuvres d'art en Allemagne*, n^{os} 95 et suiv. ; Ed. Picard, *J. de dr. int. priv.*, 1883, p. 574 ; Weiss, *op. cit.*, t. II, p. 219 et suiv. Saleilles, *Notes sous Paris* 1.2.1900, S. 1900.2.121 ; Colin, *Notes sous Cass. civ.*, 25 juin 1902 ; D.P. 1903.1.5 ; Beaudoin, *Conclusion sous le même arrêt* ; Léon Bérard, *op. cit.*, p. 32-34 ; Gény, *op. cit.*, t. I, n^o 135 ; Colin et Capitant, t. I, *op. cit.* ; Planiol, *op. cit.*, t. I ; Stétea, *op. cit.* ; Perras, rapporteur du projet de la loi de 1866 ; Sarrut, *Note sous Cass. civ.* 15 juillet 1887 ; D.P. 1888.1.5 ; Rault, *op. cit.*, ch. 2, et Rapport Soc. d'Et. Légis., 1936 ; Escarra, *op. cit.*, ch. 1 ; Michaelides-Nouaros, *op. cit.*, introduction et ch. 1.

miers qui l'ait formulée a été avocat d'Héricourt lors du procès qui opposait les libraires privilégiés aux libraires de province. Aujourd'hui cette théorie a peu de partisans, toutefois il faut lui reconnaître le mérite d'avoir été la théorie de combat qui a beaucoup fait pour émanciper le droit de l'auteur du pouvoir royal.

L'assimilation qu'on faisait avec la propriété selon ses partisans devait renforcer la position des écrivains et des artistes. Aujourd'hui les auteurs s'accordent volontiers pour reconnaître que le droit d'auteur est essentiellement distinct du droit de propriété dont est titulaire l'auteur, l'artiste, sur l'objet matériel dont il use pour concrétiser sa pensée. Ce dernier droit est sans conteste un droit réel et sur ce point la doctrine et la jurisprudence sont d'accord (cf. Rault, p. 28-29).

Voici les arguments que les partisans de cette théorie ont amplement développée : un argument de texte ; un argument tiré de la communauté d'origine.

En effet, les lois organiques et les rapports qui les ont précédées consacrent en apparence la thèse qui voit dans le droit d'auteur un droit de propriété. Contre cet argument de texte nous dressons les idées et les principes qui se dégagent des débats qui ont précédé l'élaboration des lois organiques et les lois qui sont venues par la suite les compléter. Dès son apparition le nom de propriété littéraire et artistique a connu une vive opposition. Pour voir les critiques qu'il a suscitées nous renvoyons le lecteur à la conclusion de notre première partie et au premier chapitre de la deuxième. On peut opposer à cet argument de texte toutes les lois et toutes les résolutions des congrès qui se sont occupé de cette matière dans la deuxième partie du xix^e siècle. Les pré-

rogatives qui sont consacrées par la législation française en faveur de l'auteur et de ses représentants sont inconciliables avec les normes édictées par le droit commun en faveur d'un titulaire de droit de propriété, droit réel.

A côté de l'argument de texte les partisans de cette théorie mettent en avant la communauté d'origine des deux droits, « si nous recherchons la propriété dans ses origines nous découvrons bientôt que le droit de l'auteur procède de la même source : le travail ». Mais ce deuxième argument n'est pas plus concluant que le premier, en effet, pour qu'il soit rigoureusement exact il faudrait d'abord que le travail soit la seule source du droit de propriété et que deuxièmement le droit de propriété soit le seul produit du travail. Comme on l'a très justement remarqué le producteur n'est pas nécessairement le propriétaire du produit. « Toute production est un travail et tout travail mérite salaire ; mais la possibilité d'une appropriation ne dépend pas des désirs de l'homme, mais de la nature des choses. Le monde matériel est destiné à l'appropriation parce qu'il ne peut donner son plus grand rendement utile que par la répartition des choses et le cantonnement des possessions individuelles. Le monde des idées est d'une nature toute différente : il est fait pour la communauté... l'idée répugne donc par sa nature au droit de propriété qui suppose la possibilité d'une possession exclusive » (cf. M. Picard).

Il est donc inadmissible de voir dans une communauté d'origine la raison péremptoire d'une assimilation que condamnent formellement les principes généraux du droit.

Pour faire ressortir mieux les différences qui séparent ces deux droits le meilleur moyen est d'étudier leur nature foncière. Cet examen conclut à la

condamnation de l'assimilation proposée par les partisans de cette théorie.

S'il y a certains caractères qui se trouvent dans les deux droits, ces mêmes caractères se retrouvent dans d'autres droits d'une toute autre nature. L'assimilation faite entre le droit d'exclusivité d'un auteur sur son œuvre et du droit de jouir et d'user qu'un propriétaire a sur une chose, a certainement un fondement sérieux. Tout d'abord le droit de l'auteur n'est pas perpétuel ; il comporte en outre certaines restrictions quant au droit de disposition ; ses possibilités de démembrement sont sans nombre.

Le droit de propriété est par essence même perpétuel. Donc le premier des caractères essentiels du droit de propriété ne se retrouve pas dans le droit d'auteur. D'ailleurs le droit d'auteur serait bien peu pratique par les difficultés suscitées par son éparpillement entre des héritiers sans nombre, s'il devait comporter un caractère de perpétuité. Il serait aussi peu pratique car finalement cette perpétuité d'exploitation exclusive n'enrichirait que l'éditeur sauf — comme très justement le remarque M. Escarra — dans l'hypothèse des redevances proportionnelles à la vente, système qui n'est pas consacré en législation. La perpétuité serait inefficace aussi à cause de l'oubli dans lequel tombent la plupart des œuvres après leur époque de publication.

Les pouvoirs qu'un propriétaire a sur une chose, objet du droit, sont plus étendus que ceux que possède le cessionnaire d'un droit d'auteur. Sans doute le créateur d'une œuvre est le titulaire d'un droit absolu, mais ce caractère se retrouve aussi dans le droit de créance ; en effet, le titulaire d'un droit de créance peut lui aussi exercer son droit ou anéantir le titre qui assure la possibilité d'en tirer profit. « Néanmoins ce pouvoir... ne lui confère pas à pro-

prement parler la propriété de la créance elle-même, mais uniquement celle du titre. Bref, son droit ne constitue nullement un droit de propriété. »

Là où la différence nous apparaît la plus évidente c'est lorsqu'on compare la situation d'un cessionnaire du droit d'auteur et celui d'un droit réel. Le doute n'est pas possible car le cessionnaire d'un droit d'auteur n'a pas la possibilité et le pouvoir de disposer, que dans un cadre strictement limité, limité par la nature et les prérogatives du droit dont reste investi l'auteur-cédant ou ses représentants. « La cession quelques généraux qu'en soient les termes et quelque absolu que soit le pouvoir conféré au bénéficiaire n'a pas pour effet de transporter sur sa tête l'intégralité des droits que possédait l'auteur. » Or, le propriétaire par la vente se dépouille de l'intégralité de ses droits.

L'auteur malgré la cession conserve dans son patrimoine certaines prérogatives, certains droits d'une valeur incontestable. Il est même investi d'un droit dont il ne peut pas disposer : le droit moral. Et à l'appui de notre argument nous pouvons invoquer toutes les prorogations accordées par la loi et qui profitent à l'auteur et à ses héritiers et non pas à ses cessionnaires. De même il faut invoquer la loi instituant le droit de suite qui est venu s'ajouter aux prérogatives reconnues à l'auteur et qui n'a pas hésité à déclarer que ce droit ne saurait profiter aux cessionnaires.

Un troisième argument contre la théorie de la propriété est la faculté reconnue à un auteur de consentir à la cession d'une infinité de démembrements sur son droit. Le propriétaire ne peut conférer sur sa chose d'autres droits réels que ceux qui sont établis limitativement par la loi. L'auteur est libre de

céder son droit en totalité ou de faire des cessions dont le dosage lui est entièrement confié.

En résumé donc, des différences essentielles séparent les deux droits. Différences qui portent sur l'étendue du droit dans le temps et sur les prérogatives dont son titulaire est investi. Et ces différences sont importantes car les principaux attributs du droit réel ne se retrouvent pas dans le droit d'auteur. La thèse du droit d'auteur = droit de propriété néglige entièrement l'existence du droit moral qui exerce une influence capitale et qui donne pour ainsi dire le caractère propre au droit d'auteur.

70. — Le droit d'auteur = droit de propriété incorporelle.

Comme les cadres du droit réel ne pouvaient pas contenir le droit d'auteur, certains auteurs se sont ingénié à élargir les confins de cette catégorie de droits. Ils croyaient de cette manière répondre aux objections adressées par la doctrine à la théorie de la propriété. Les partisans de cette théorie soutiennent que le droit d'auteur doit être catalogué dans une catégorie spéciale de propriété, celle de la *propriété incorporelle*. « Ils reconnaissent que du point de vue purement technique il est inexact de qualifier de propriété les prérogatives qui découlent de la création d'une œuvre littéraire ou artistique, mais ils soutiennent que la notion première, la notion pure de propriété, a évolué et s'est étendue à des formes nouvelles d'approbation, s'appliquant à des biens incorporels, moins complètes que le droit de propriété proprement dit, mais du même ordre et qui, rapprochées de ce droit, permettent d'appré-

cier sa force d'expansion. » Cette théorie a le mérite de distinguer le côté moral du côté pécuniaire que le droit d'auteur renferme. Elle pourrait, au besoin, suffire aux nécessités pratiques tout en respectant les principes généraux du droit.

Mais elle commet deux fautes : elle veut d'une part élargir les cadres d'une catégorie de droits strictement définis depuis le droit romain ; et d'autre part elle s'ingénie à appliquer à un droit d'une autre nature les règles et les prescriptions des droits réels, opération qui risque de dénaturer et de dévier ce nouveau droit de sa fonction.

Du moment que les partisans de cette théorie reconnaissent qu'il y a certaines différences entre le droit d'auteur et le droit de propriété, on ne peut pas comprendre l'assimilation qu'ils font. La principale différence réside dans la nature même de l'objet sur lequel le droit porte. C'est ici le point vital de la critique que nous adressons à cette théorie. « Le droit d'auteur ne présenter un caractère original qu'en raison même de son objet, on n'aperçoit aucune raison décisive qui force à ranger le droit d'auteur dans la catégorie même ainsi élargie du droit de propriété. »

71. — Le théorie du droit d'auteur = droit de la personnalité (2).

Cette théorie attache le droit d'auteur « aux prérogatives d'ordre supérieur qu'on a coutume de dé-

(2) Bertauld, *op. cit.*, t. I, n^{os} 220 à 252, n^o 260 ; Gierke, *op. cit.*, p. 756, 767, 812, 813 ; Bluntschli, *Privatrecht*, par. 46-47 ; Darras, *op. cit.*, p. 47 ; Palmade, *op. cit.* ; Sfetea, *op. cit.* ; Thaller, *Rev. trim. de dr. civ.*, 1903, Bull. Soc. Et. Lég., 1909, p. 242 ; Piola Caselli, *op. cit.*

signer sous l'expression de droit de la personnalité ». Bertauld a été un des premiers à formuler cette doctrine, mais ce sont les auteurs allemands qui l'ont mise en lumière et approfondie.

Dans cette doctrine le droit d'auteur devient inséparable de la personne de l'auteur ; c'est en quelque sorte la projection en dehors de lui de sa personnalité. Le droit deviendrait intransmissible et la contrefaçon ne serait pas une atteinte aux biens des auteurs, à leur patrimoine, mais une atteinte à leur personne, à leur liberté, « elle ne serait pas un vol mais en quelque sorte une violence ». Les partisans de cette théorie aboutissent à l'intransmissibilité totale de ce droit car les attributs de la personnalité ne sont pas dans le commerce et les ayants cause d'un auteur ne pourraient selon eux avoir qu'un simple droit d'exercice.

Il faut rattacher toujours à cette théorie « la conception selon laquelle la protection du droit d'auteur n'est que la contre-partie nécessaire de la responsabilité morale qui pèse sur l'auteur du fait de la publication de l'œuvre » (cf. Darras). Les partisans de cette conception veulent assurer la liberté de travail à l'auteur. La protection du droit d'auteur ne serait qu'une des formes de protection de la liberté individuelle de l'honneur ou de la réputation de l'écrivain ou de l'artiste. Parmi les conséquences que cette théorie comporte, d'après ses auteurs, il faut en signaler notamment une : en effet le droit d'auteur étant par sa nature incessible il ne saurait être compris au nombre des biens qui composent la communauté conjugale ; les créanciers ne sauraient valablement en pratiquer la saisie (cf. Sfetea, Palmade, et Rault).

Quelles sont les critiques qu'on peut adresser à cette théorie ? En première ligne il faut signaler

qu'elle aboutit à des conséquences pratiques inadmissibles « en restreignant à l'excès les droits des tiers ou des ayants cause de l'auteur ». Deuxièmement elle est en contradiction indiscutable avec les aspirations des deux principaux intéressés : l'auteur et l'éditeur.

Selon M. Rault cette théorie était admissible à une époque où le droit d'auteur se traduisait pratiquement par des avantages d'ordre honorifique voire même sentimental, mais elle apparaît aujourd'hui comme une conception juridique de « grand seigneur ».

La principale objection formulée à l'encontre de cette théorie est le caractère d'intransmissibilité qu'elle imprime au droit d'auteur. Aujourd'hui la législation et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître en faveur de l'auteur un droit de retirer de son travail un profit pécuniaire, mais le seul moyen pour le réaliser est l'aliénation d'une partie du droit dont il est le titulaire.

On a généralement répondu à cette objection par une subtilité d'argumentation, en affirmant que l'ayant cause a justement l'exercice du droit dont l'auteur seul conserve la jouissance.

La législation et la jurisprudence consacrent des solutions pratiques qui vont à l'encontre de la doctrine de la personnalité ; les lois organiques reconnaissent aux auteurs le droit de céder leurs droits, en tout ou en partie ; les tribunaux reconnaissent aux cessionnaires du droit d'auteur la faculté d'intenter l'action en contrefaçon et cela même contre l'auteur ; « c'est la preuve — comme dit M. Rault — que la contrefaçon constitue non seulement une atteinte à la personnalité de l'auteur ou du cessionnaire, mais aussi à son patrimoine ». En jurisprudence se dessine une tendance en faveur de la

reconnaissance aux créanciers du droit de saisie sur le droit d'auteur lui-même.

En résumé donc, quelles sont les raisons qui plaident contre cette théorie ? Le plus grave défaut est de n'envisager le problème du droit d'auteur que dans son aspect moral. Si l'assimilation avec la propriété négligeait complètement son aspect moral pour le soumettre au caractère patrimonial, cette doctrine tombe dans l'excès contraire. Elle est en contradiction avec les nécessités de la pratique car elle entrave l'exploitation de ce droit, raison première de sa reconnaissance et consécration légale.

72. — Le théorie du droit double (3).

Cette théorie est le résultat des exagérations de la théorie de la propriété et de celle de la personnalité. C'est en quelque sorte une explication du droit d'auteur et non pas une théorie scientifique. Elle a revêtu de multiples nuances en doctrine et elle domine — ou pour mieux dire elle dominait — en jurisprudence. Son fondement réside dans la dissociation des deux éléments : pécuniaire et moral du droit d'auteur et de la prédominance de l'élément moral. Le droit d'auteur, comme le fait remarquer M. Escarra, a fait son apparition sous la forme de privilèges en librairie, dans les mêmes conditions que les brevets d'invention, mais il s'est définitivement différencié de ces derniers à raison

(3) Picard, *op. cit.*, p. 566 et 579 ; Kohler, *Das Autorrecht*, par. 3 ; Saleilles, *Note S.* 1900.2.121 ; Capitant, *Introd. dr. civ.*, p. 97 ; Gény, *op. cit.*, vol. 1 ; Masse, *op. cit.* ; Lyon-Caën, *Note civ. cass.*, 25.6.1902, *S.* 1902.1.305 ; Stolfi, *op. cit.*, 3^e éd., n^{os} 302 et suiv.

de la prédominance de l'élément personnel qu'il contient.

Edmond Picard est le premier à avoir proposé la création d'une nouvelle catégorie de droits. Il a été amené à cette solution par l'étude de la nature intime de certains droits. D'après lui la classification en droits personnels, réels, et obligationnels ne suffit plus à la vie moderne ; de nouveaux droits sont apparus, de nouvelles prérogatives cherchent leur consécration légale. Son idée a été reprise par les partisans de la théorie du droit double qui professent aujourd'hui la nécessité de consacrer une catégorie nouvelle de droits : celle des *droits intellectuels*.

Les auteurs partisans de cette théorie, du droit double, sont loin d'être d'accord sur les éléments constitutifs et dominants du droit qu'ils analysent. Mais tous sont prêts à constater la coexistence de deux éléments : l'élément moral et l'élément purement patrimonial. Ces deux éléments ne sont pas indépendants et leur influence réciproque se manifeste lors de l'exercice du droit d'auteur. « Il s'agit, dit M. Rault, en réalité d'une synthèse dont l'analyse permet sans doute d'identifier les deux éléments, mais qui dans la pratique se présentent toujours à l'état complexe d'un composé. »

Le droit d'auteur apparaît comme une récompense attribuée à l'auteur en raison de son travail de création ; pour que la garantie légale puisse intervenir efficacement il y a besoin d'un objet, fruit de la création originale. La protection s'est traduite par une double série de prérogatives, l'une concerne le travail concrétisé, l'autre tend vers la sauvegarde de l'idée créatrice en soi. Les premières trouvent leur application à l'occasion de la publication ; mais les liens existant entre l'auteur et son œuvre en vue

de la réalisation n'ont rien de commun avec un droit réel ou un droit de créance, ils confèrent seulement à l'auteur un droit privatif d'exploitation. Dans son aspect moral le droit d'auteur permet au créateur de garantir sa personnalité dans le sens le plus pur du mot. Ces prérogatives « ne sont pas des biens, mais seulement des droits d'un caractère spécial qui très certainement doivent être rangés dans la catégorie des droits hors du commerce » (Rault).

Le vrai caractère du droit d'auteur et son véritable aspect lui est imposé par l'existence de son côté moral.

Le désavantage de la théorie du droit double est d'envisager le droit séparément dans chacun de ses deux éléments ; de cette façon elle aboutit à leur dénier l'influence qu'ils exercent réciproquement. Il semble impossible de parler de deux droits distincts, car cette distinction impliquerait une autonomie « incompatible avec la nature et les effets du droit d'auteur ».

C'est la raison pour laquelle cette doctrine n'est plus aujourd'hui satisfaisante. En effet, en constatant le caractère de complexité que le droit d'auteur comporte, on ne peut pas comprendre que ses éléments constitutifs aient des sphères d'application distinctes et sans aucun point de contact.

Il faut envisager le droit d'auteur dans tous ses aspects, mais il faut accorder la primauté à son caractère moral, contenu de la nature de son objet.

73. — Le droit de l'auteur sur son œuvre et ses produits est un droit intellectuel.

Après la théorie du droit double qui a expliqué plutôt qu'elle n'a créé, il faut signaler que les doc-

trinaires s'attachent de plus en plus à formuler celle du droit d'auteur = droit intellectuel.

On a constaté que le droit d'auteur est un droit incorporel qui ne trouve son régime ni dans la catégorie des droits réels, ni dans celle des droits personnels. Comme une troisième n'existait pas il fallait la créer. La théorie du droit double a fourni les éléments nécessaires à la construction de cette nouvelle classe de droits. Mais il ne suffit pas de constituer une classe nouvelle pour avoir résolu la question de la nature des droits qu'elle renferme.

La nouvelle catégorie a été appelée « des droits intellectuels ». Les droits qui y viennent prendre place « offrent ce caractère commun d'être une forme d'appropriation de valeur incorporelle, valeur que l'on rencontre dans différents domaines du droit. Il y a une parenté manifeste entre la faculté d'exploiter un brevet d'invention, la clientèle et l'achalandage d'un fonds de commerce, le droit du bail, l'exploitation d'une œuvre littéraire ou celle d'une œuvre artistique. Dans tous ces cas l'être physique ou moral sujet de droits possède la faculté de tirer un parti économique d'une valeur qui n'est pas incluse dans un objet tangible et tombant sous les sens, mais qui n'en a pas moins une *réalité objective*. Les droits qui portent sur un élément non tangible ne peuvent avoir que le caractère de représentation de l'esprit, c'est la raison pour laquelle ces droits sont des droits intellectuels » (Escarra, op. cit., p. 35-36).

Le droit et la faculté d'exploiter exclusivement sont les éléments essentiels de tous les droits intellectuels. Le droit intellectuel ne porte pas sur l'objet corporel qui concrétise la conception idéale de l'auteur ou de l'artiste, mais il porte sur l'idée ou sur une forme d'expression, donc sur quelque chose d'immatériel.

Le droit d'auteur prend donc son origine dans la personne de l'auteur qui est le sujet de ce droit. En second lieu il porte sur un bien incorporel.

Ce n'est qu'en tenant compte de ces données qu'on peut comprendre les dérogations auxquelles le droit d'auteur a donné lieu pour sa réglementation légale.

74. — Conclusion sur la nature du droit d'auteur.

Le droit français s'est arrêté à la théorie du droit double ; certains doctrinaires cherchent à élaborer la théorie générale du droit intellectuel ; des jurisprudences récentes viennent confirmer la nouvelle tendance. Les théories que nous avons passées en revue ne sont pas les seules qui aient été élaborées quant à la nature de ce droit. Nous avons ramené les nombreuses opinions de doctrinaires, comme d'autres commentateurs l'ont fait avant nous, autour de quelques-unes qui ont eu un plus grand écho. Si nous avons négligé des théories relativement récentes et très répandues, surtout dans la doctrine étrangère, c'est parce que nous nous étions proposé de dégager seulement ce qui avait trouvé un écho dans la jurisprudence française.

Le projet du gouvernement de 1936 et certaines doctrines socialisantes du droit attirent de plus en plus l'attention des hommes de science. En effet, l'évolution de ce droit accuse la tendance grandissante à sacrifier les prérogatives reconnues à l'individu pour faire bénéficier la collectivité.

SECTION II. — *La Jurisprudence*

75. — L'évolution de la jurisprudence ; ses principales étapes.

Le rôle de la jurisprudence dans l'élaboration du droit d'auteur a été capitale et les lignes de M. Esmein n'ont jamais été aussi actuelles et si à-propos que dans notre matière : « que la doctrine, dit-il, prenne la jurisprudence pour principal objet d'étude ; elle ne perdra point pour cela son originalité et sa force ; elle acquerra au contraire une sève rajeunie et des floraisons nouvelles ».

La jurisprudence s'est d'abord ralliée à la thèse de la propriété. Encore en 1880 la Cour de Cassation déclarera qu'une composition littéraire, matérialisée par la publication, constitue un bien susceptible de propriété et mobilier dans sa valeur comme dans ses produits. L'une des conséquences déduites de ce principe par la Cour de Cassation est que le droit de l'auteur sur son œuvre, droit réel mobilier, tombe dans la communauté légale et fait partie, en cas de dissolution, de sa masse partageable. La jurisprudence applique purement et simplement le droit commun sans s'inquiéter de la nature du droit d'auteur. Selon cette jurisprudence le droit lui-même tombe en communauté en même temps que ses produits (4).

Un arrêt du 25 juillet 1887 (5) — Ricordi — produit une réaction. L'arrêt dit : « Les droits d'au-

(4) Cass. req. 16 août 1880, D.P. 1881.1.25.

(5) Cass. req. 25 juillet 1887, D.P. 1881.1.5, Note Sarrut.

teur et le monopole qu'ils confèrent, désignés d'ordinaire sous la dénomination de propriété littéraire, ne constituent pas, à proprement parler, une propriété, ils confèrent seulement aux personnes qui en sont investies le privilège exclusif d'une exploitation commerciale temporaire.»

Il faut citer les lignes d'un Conseiller — Lepelletier — qui devant l'injustice à laquelle aboutissait le droit commun écrivait : « ... Dégageons-nous donc de cette idée fausse que la propriété d'une œuvre artistique ou littéraire serait, dans l'état actuel de la législation, une propriété ordinaire, comme celle que le Code Civil a organisée pour les biens, meubles ou immeubles... »

L'arrêt Lecoq — du début du xx^e siècle — vint continuer l'émancipation de la jurisprudence, amorcée par l'arrêt Ricordi (6).

Cet arrêt a été le principal support de la théorie du droit double. C'est pour la première fois que la nature du droit d'auteur fait l'objet d'un examen attentif. On a renoncé à le ranger dans des catégories qui faussent sa destination et on a cherché de dégager ses caractères prédominants.

La Cour de Cassation répète que le droit d'auteur n'est pas une propriété, mais un monopole d'exploitation. Certes l'arrêt reconnaît que ce droit d'exploitation, réservé par la loi à l'auteur et à sa famille, temporairement, constitue un bien entrant dans le commerce et soumis dès lors — à défaut de dispositions légales contraires — aux règles générales du Code Civil, mais elle ajoute : en tant que

(6) Arrêt Lecoq : Paris, 1^{er} février 1900, S. 1900.2.121 (note Saleilles) ; Cass. civ., 25 juin 1902, D.P. 1903.1.5 (note A. Colin et conclusions du procureur général Baudoin).

cela est compatible avec la nature particulière du droit d'auteur. Et c'est ici son plus grand mérite ; à partir de ce moment l'attention de la jurisprudence se porte « *sur cette nature particulière* » de ce droit.

« Bien entrant dans le commerce », ne signifie nullement que ce bien soit l'objet d'un droit de propriété. Non, la Cour Suprême entendait par là faire entrer dans l'actif de la communauté légale les produits matériels de l'exploitation exclusive reconnue par la loi, en faveur de l'auteur et de sa famille.

Mais la mise en commun de ces produits ne peut porter atteinte à la faculté de l'auteur, « *inhérente à sa personnalité* » ; de disposer librement de son œuvre. La Cour ajoute : « pourvu que l'auteur n'agisse point dans un but de vexation à l'égard de son conjoint ou des représentants de ce dernier », mais cette réserve n'a qu'un rôle purement judiciaire.

Dans cet arrêt on établit qu'il faut compter avec une « situation juridique mixte, faite d'un double élément, l'élément immatériel et personnel se rattachant au droit de la personnalité et à la liberté inaliénable de l'individu, et l'élément patrimonial et économique dont l'auteur, à n'en pas douter, entend rester le maître et qui reste subordonné et relié à sa liberté d'action personnelle, mais qui n'en a pas moins une valeur d'estimation susceptible d'être cédée et d'être livrée aux transactions juridiques » (Note de Saleilles).

La thèse consacrée par la jurisprudence en 1902 tient compte des deux éléments qui composent le droit d'auteur. Elle se voit adresser les mêmes critiques qu'on a formulées à l'occasion de la discussion doctrinale de la théorie du droit double. On lui a spécialement objecté qu'elle produisait « une disso-

ciation absolue du droit moral et du droit pécuniaire », chose qui entraîne, dans des circonstances particulières, des conséquences profondément injustes. Mais cette doctrine est aujourd'hui, en France, encore considérée comme rattachant le plus grand nombre de partisans.

L'affaire Canal, jugée par le Tribunal civil de la Seine, le 1^{er} avril 1936, força les instances judiciaires à franchir une nouvelle étape, sur le chemin où elles s'étaient engagées en 1887.

Cette fois-ci, les points acquis en 1902 ne pouvaient plus faire face aux circonstances. En appliquant la doctrine de l'arrêt de 1902 on aurait dû consacrer une situation profondément injuste. La femme auteur, renonçant à la communauté, à l'occasion d'un divorce, aurait été dépouillée — et cela même si le divorce avait été prononcé aux torts du mari — du profit de son activité intellectuelle. Il fallait donc soustraire aux normes du droit commun mêmes les produits du droit d'auteur — l'élément matériel — et faire une plus large part à l'élément moral. En un mot : il fallait resserrer les liens des deux éléments, dégagés en 1902. La dissociation n'est pas aussi marquée que voulaient le faire croire les partisans du droit double.

Le Tribunal déclare dans son jugement, confirmé le 19 février par la Cour de Paris, que *les produits* de l'exploitation des œuvres publiées pendant le mariage par la femme *constituent*, en vertu de la loi de 1907, *des biens réservés* dont la femme ne se dépouille pas lorsqu'elle renonce à la communauté.

Dans ses attendus le Tribunal précise : Les œuvres du génie sont le résultat des facultés intellectuelles et des qualités personnelles de l'auteur ; elles participent dès lors intimement à la personnalité de

celui-ci, dont elles ne sont qu'une émanation. Mais l'auteur en vertu de la loi-même peut tirer bénéfice moral et matériel en exploitant son œuvre. Cette faculté, toutefois, apparaît « *comme inhérente à la personne* », mais « elle ne constitue en elle-même un bien au sens de l'article 516 C. Civ. ». Il s'ensuit donc que le droit d'auteur, dénommé improprement « propriété littéraire », constitue à raison de son fondement, de sa nature et de sa destination un droit spécial qui ne peut être régi par les textes du Code Civil et demeure propre à l'auteur. Les principes régissant la communauté sont inconciliables avec la nature du droit en débat, car ce droit n'est qu'une simple faculté inhérente à la personnalité. Et cette faculté prend sa source dans un droit objectif et subsistant dans la seule personne de l'auteur. En effet le jugement dit : « Attendu que de même que cette nature et ce caractère ont amené la jurisprudence à reconnaître à l'auteur toute une série de droits qu'aucune disposition législative n'édicte ni ne consacre, de même il convient nécessairement de décider que le droit d'auteur, consistant en la faculté d'exploiter l'œuvre dans un intérêt pécuniaire, de consentir à des reproductions, à des reprises ou à de nouvelles éditions, doit toujours demeurer propre à l'auteur et que seuls les produits de cette exploitation tombent dans la communauté entre époux. »

Selon M. Escarra, le grand mérite du jugement de 1936 est d'avoir reconnu l'existence *du* droit d'auteur en lui-même et comme source *des* droits d'auteur.

En résumé : La jurisprudence des Tribunaux français a connu trois étapes importantes : a) En 1880 elle proclamait que le droit d'auteur est une

propriété en tout semblable à celle du droit commun ; b) En 1902 elle ne le considère plus comme un droit réel, mais comme un monopole exclusif d'exploitation ; c) En 1936, finalement, elle proclame le droit d'auteur comme une faculté inhérente à la personne de l'auteur (7).

76. — Conclusion générale sur la deuxième partie.

« Il n'y aura de droit privé complet — écrivait Edmond Picard — que lorsque, au Code Civil de chaque nation, on aura joint un livre nouveau comprenant l'organisation spéciale des droits qui ont pour objet les productions de l'intelligence. » Le même auteur réclama, il y a plus de 80 ans, la création d'une nouvelle catégorie de droits. La notion de droit sur une chose intellectuelle a mis du temps pour pénétrer dans la science juridique. La tradition et le culte des anciennes classifications de droits détermine même aujourd'hui certains doctrinaires à s'opposer à cette innovation.

En France, en dépit du silence de la loi, les tribunaux ont élaboré une théorie qui s'efforce d'être satisfaisante et de régler au mieux les intérêts qui leur sont soumis. Le législateur français, dès 1793, s'est inspiré plutôt des besoins urgents et non de questions théoriques. Durant tout le xix^e siècle,

(7) V. pour le jugement Canal : Dr. d'aut., 1936 p. 59 ; D.P. 1936.2.65 (Note Nast) ; Escarra, Rault, Hepp, op. cit., n^{os} 4 et 5. Ce jugement a été confirmé par l'arrêt de la Cour de Paris du 23 février 1938.

chaque fois qu'il devait intervenir, la question de principe était laissée de côté. Aujourd'hui, quand l'analyse des différentes prérogatives qui découlent de la création des œuvres de l'intelligence est amorcée, un texte de portée générale est indispensable. L'incertitude qui règne aujourd'hui dans cette matière est génératrice de situations injustes. La reconnaissance de la catégorie des droits intellectuels s'impose, et pour vaincre l'opposition opiniâtre de certains auteurs l'intervention du législateur apparaît comme le seul moyen réalisable.

Parmi les droits reconnus à l'homme il en est qui concernent le développement de sa personnalité.

Légiférer dans cette matière est chose difficile parce qu'il faut concilier les intérêts de l'auteur — de sa personnalité — ceux des éditeurs et ceux de la collectivité. L'esprit individualiste qui a régné jusqu'à présent dans la législation française est l'objet de maintes attaques. Les exemples de l'étranger et les changements sociaux du siècle cherchent à faire une place prépondérante aux intérêts de la collectivité. L'auteur ne peut être pris comme une entité distincte du milieu dans lequel il vit ; sa personnalité est due en bonne partie à ceux qui l'ont précédé.

Au terme de cette étude il faut se demander ce que l'ancien droit a légué, dans notre matière, au droit moderne. La constatation est à peu près négative : en effet, jusqu'à la législation de 1777, parler de « droit d'auteur » est chose dénuée de tout fondement. A la veille de la Révolution, les quelques principes édictés quelques années avant commençaient à fléchir. Les quelques principes d'ordre général consacrés par la loi depuis la Révolution s'avèrent aujourd'hui insuffisants. La nécessité d'une

législation d'ensemble devient de plus en plus pressante, mais le double objectif de cette intervention du législateur doit être de « consolider les meilleures décisions de la jurisprudence et de s'adapter au caractère international des modes d'exploitation du droit d'auteur ».

Vu : *Le Doyen,*
E. ALLIX.

Vu : *Le Président.*
M. ESCARRA.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- ACCOLAS. — De la propriété littéraire et artistique. Paris 1888.
- AJALBERT. — Enquête sur les droits d'auteur. Paris 1905.
- ALLART. — Traité théorique et pratique de la contrefaçon. Paris 1908.
- ALLEZARD. — Considérations économiques et juridiques sur la propriété intellectuelle. Paris 1881.
- ASSELINEAU. — De la collaboration. 1896.
- ARGOEUVRES (Stanislas de Gorguette d'). — Le droit moral de l'auteur sur son œuvre artistique et littéraire. Paris, Dalloz 1926 (Th. Lille).
- ASTRUC. — Droit privé du théâtre. Paris 1897 (Thèse).
- AUBRY-RAU et MARTIN. — Cours de droit civil français.
- AUSSY. — Du droit moral de l'auteur sur les œuvres de littérature et d'art. Paris 1911 (Thèse).
- MARTIN. — Principes de droit international privé, selon la loi et la jurisprudence françaises. Paris 1930-1935 (3 v.).
— Localisation territoriale des monopoles intellectuels. « Journal de droit international privé », 1934, p. 781 et s.
- BASTIDE. — L'Union de Berne de 1866 et la protection internationale. Paris 1890.
- BEAUME. — Le droit de l'auteur sur son œuvre tombe-t-il dans la communauté ? Plaidoirie aff. Lecocq. Paris 1900.
- BÉRARD (Léon). — Du caractère personnel de certains droits dans les régimes de communauté. Paris 1903.
- BERTAULD. — Questions pratiques et doctrinales du Code Napoléon. Paris 1869.
- BLANC (Etienne). — Traité de la contrefaçon en tous genres et de la poursuite en justice. Paris 1855.
- BOLLECKER. — Etude de quelques problèmes de droit privé en matière de radiodiffusion. Paris 1933 (Thèse).
- BONNECASE. — Supplément au Droit civil de Baudry-Lacantinerie. Paris 1924-1929.

- BOOR (de). — Urheberrecht und Verlagsrecht. Stuttgart 1917.
— Das N. S. J. Entwurf und die Urheberrechtsreform. dans:
« Archiv. fur Urheber-Film-und Theater-recht ». T. VII,
1934 (p. 413 et s.).
- BORCHGRAVE (de). — Evolution historique du droit d'auteur.
Bruxelles 1916.
- BRUN. — Les droits d'auteur sous les différents régimes ma-
trimoniaux et la loi du 13 juillet 1907. Paris 1911 (Th.).
- BRY. — Cours de la propriété littéraire et artistique. Paris
1908-1914 (3^e éd.).
- CABRILLAC (Henri). — La protection de la personnalité de
l'écrivain et de l'artiste. Essai sur le droit moral, Mont-
pellier, 1926.
- CALMELS. — De la propriété et de la contrefaçon des œuvres
de l'intelligence. 1857.
- CAPITANT (Henri). — De la cause des obligations. Paris 1923.
- CAPITANT et COLIN. — Cours élémentaire de droit civil fran-
çais (8^e éd. Paris 1934-1936).
- CAPITANT. — Introduction à l'étude du droit civil. Paris.
- CHABAUD. — La propriété industrielle, littéraire et artistique
et les traités de Paix. Paris, 1921.
- CHARTIER. — Les droits du musicien sur son œuvre. Paris
1923.
- CONSTANT (Ch.). — Code général des droits d'auteur sur les
œuvres littéraires et artistiques. Paris 1888.
— Convention internationale de Berne 1886, révisée à Ber-
lin 1909 (dans : France judiciaire, 1910 ; nouvelle série,
T.XIII, 1^{re} partie, p. 340).
- DARRAS (Alcide). — Du droit des auteurs et des artistes dans
les rapports internationaux. Paris 1887.
- DELALANDE. — Etude sur la propriété littéraire et artistique.
- DELALAIN et LYON-CAEN. — La propriété littéraire et artistique.
1889.
- DEMOGUE. — Traité des obligations en général.
- DJUVARA. — Les droits de propriété littéraire et artistique des
étrangers en Roumanie. Paris 1901.
- DOMMANGE. — La protection du droit d'auteur. Paris 1922.
- DUPONT-ROUGIER. — Du contrat d'édition. Paris 1900 (Thèse).
- EISENMANN. — Contrat d'édition. Paris 1894.
- ESCARRA (Jean), RAULT (Jean) et HEPP (François). — La doc-
trine française du droit d'auteur. Paris 1937.

- FALK (Henri). — Les privilèges de librairie sous l'Ancien Régime. Paris 1906 (Thèse).
- FLINIAUX (Ch.). — Législation et Jurisprudence concernant la propriété littéraire et artistique. Paris 1878 (2^e éd.).
- FLOURENS. — Essai sur la loi du 11 juillet 1866 relative aux droits de l'auteur. 1871.
- FOLLEVILLE (de). — De la propriété littéraire et artistique. Paris 1877.
- GASTAMBEDE. — Historique et théorie de la propriété des auteurs. 1862.
- Traité théorique et pratique des contrefaçons en tous genres. Paris 1837.
- GÉNY (François). — Les droits sur les lettres, missives, étudiées principalement en vue du système postal français. Vol. 2, Paris 1911.
- GEOFFROY (G.). — Etude historique et critique de la législation française sur la propriété littéraire. Paris 1905 (Th.).
- GHICA. — Propriété littéraire et artistique en Roumanie. Paris 1898.
- GIERKE. — Deutsches Privatrecht. B. 1. Leipzig 1893.
- GREUTE. — De la protection des œuvres dramatiques. Paris 1925 (Thèse).
- GRUNEBaum BALLIN. — Le droit moral des auteurs et des artistes. Paris 1928.
- HEINEVILLE-LEPAULLE (Renée). — Les droits d'auteur sur son œuvre. Paris 1926 (Thèse).
- HARMAUD. — La collaboration dans les œuvres intellectuelles. Paris 1901.
- De l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. Clunet 1908, p. 747-752.
- HUARD (André) et MACK (Ed.). — Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence en matière de propriété littéraire et artistique (1895-1909). Paris 1909.
- HUARD (Gust). — Traité de la propriété intellectuelle. Paris 1903.
- Les divers droits qu'il ne faut pas confondre avec la propriété intellectuelle (dans « Le droit d'auteur », 1899, p. 102 et s.).
- Le droit d'auteur de 1869 à 1919 (dans « Les transformations du droit civil depuis 50 ans », T.2, p. 35 et s.).
- JACCOTTET. — Le droit d'auteur et les émissions radio. Lausanne 1935.

- JACOMY (Avocat-général). — Gazette du Palais, 1900, Tome I, p.395.
- JOSSERAND. — De l'esprit des droits et de leur relativité. Paris 1925.
- Cours de droit civil positif français. Paris 1930.
- KOHLER (Joseph). — Urheberrecht an Schriftwerken und Verlagsrecht. Stuttgart 1907 (v. résumé : droit d'auteur, 1907-3).
- LABOULAYE et GUIFFREY. — La propriété littéraire au XVIII^e siècle. Paris 1859.
- LEBRET (Georges). — Du droit des auteurs et des artistes sur leurs œuvres (Paris 1878).
- LEGRIS. — Du secret des lettres missives, de leur propriété et de leur propriété en justice. 1894.
- LEUSSE (Robert de). — L'auteur et la radiodiffusion. Lyon 1934 (Thèse).
- LYON-CAEN et DELALAIN. — Lois françaises et étrangères sur la propriété littéraire et artistique. 1889 et supplément 1890-1896.
- MAAS-GERTERANNS. — Le droit moral de l'auteur dans la législation moderne. Agen 1932.
- MAILLARD. — Etude sur les principes qui pourraient servir de base à l'unification des législations sur le droit d'auteur dans les pays de l'Union. 1895.
- MALAPERT. — Histoire abrégée de la législation sur la propriété littéraire avant 1789. Paris 1881.
- MALAPLATE (Léon). — Le droit d'auteur. Sa protection dans les rapports franco-étrangers. Bordeaux 1931 (thèse).
- MALLIAVIN (René). — Tableau de la protection internationale du droit d'auteur. 1930.
- MARIN. — Loi du 30 juin 1926. Domaine d'application de cette loi. Revue Trimestrielle de droit civil. 1927, p. 827.
- MASSE (Pierre). — Le droit moral de l'auteur. Paris 1906 (Thèse).
- MELSE. — Le droit d'auteur et les régimes matrimoniaux. Paris 1903.
- MICHAELIDES NOUARIOS (Georges). — Le droit moral de l'auteur (préface ESCARRA). Paris 1935.
- MONNET. — Protection internationale des œuvres littéraires. Répertoire pratique. Paris 1929.

- MONTAGNIER. — De la lettre missive en droit privé. Paris 1907.
- MORILLOT. — De la protection accordée aux œuvres d'art, aux photographies, aux dessins et modèles industriels et aux brevets d'invention dans l'empire d'Allemagne. Paris-Berlin 1878.
- NICOLAU (A.). — La propriété littéraire et artistique du point de vue international. Paris 1892 (Thèse).
- L'état actuel de la doctrine de la législation et de la jurisprudence en ce qui concerne la propriété littéraire et artistique en Roumanie. Bucarest 1906.
- NIBOYET (Jean-P.). — Manuel de droit international privé. Paris 1928, 2^e éd.
- OLAGNIER (Paul). — Le droit d'auteur. Paris 1934 (2 volumes).
- PALMADE (Maurice). — La propriété littéraire et artistique et les régimes matrimoniaux. Bordeaux 1909 (Thèse).
- PERRAUD-CHARMANTIER (André). — Le droit de réponse. Paris 1930.
- PERREAU. — Des droits de la personnalité (Revue trimestrielle de droit civil, 1909, p. 501 et s.).
- PICARD (Edmond). — Embryologie juridique. Nouvelle classification des droits (Journal de droit international privé, 1883, p. 565 et s.).
- Le Droit pur. Paris 1908.
- PIOLA-CASELLI. — Trattato di diritto di autore et del contratto di edizione. Napoli-Torino 1927 (2^e éd.).
- PLAISANT. — La création artistique et littéraire et le droit. Paris 1920.
- PLAISANT-PICHOT. — La conférence de Rome. Commentaire pratique. Paris 1934.
- PLANIOL-RIPERT. — Traité élémentaire de droit civil français (3 volumes).
- Traité pratique de droit civil français (14 volumes).
- POUILLET (Eugène). — Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique. Paris 1908. 3^e éd. par G. Maillard et Ch. Claro.
- PRODAN (Constantin). — Essai d'une théorie générale des droits réels. Paris 1909 (Thèse).
- RAESTAD. — La convention de Berne révisée à Rome. Paris 1931.
- RAHM. — Le régime de la presse quant au droit de reproduction. Lausanne 1932. (Thèse).

- RAULT (Jean). — Le contrat d'édition en droit français. Paris 1927 (Thèse).
- RENOUARD (Augustin). — Traité des droits d'auteur dans la littérature, les sciences, les beaux-arts. Paris 1839, 2 vol.
- REYNAUD (Pierre). — Nature et cas d'application du délit de contrefaçon en matière littéraire. Lyon 1934 (Thèse).
- RIGAUD (Louis). — Le droit réel. Histoire et théorie. Son origine institutionnelle. Toulouse 1912 (Thèse).
- RIPERT (Georges). — La règle morale dans les obligations civiles. Paris 1935, 3^e éd.
- ROGUIN (Ernest). — La science juridique pure. Paris-Lausanne 1923 (3 vol.).
- RÖTHLISBERGER (Ernest). — Du droit des auteurs et des artistes dans les rapports créés par les Unions internationales et notamment par l'Union prototype de Berne. Berne 1912.
- RUFFINI. — Recueil des cours de l'Académie de Droit international de la Haye. 1926. T.II, p. 391-569.
- SALZEDO. — Le droit d'auteur des journalistes. Paris 1933.
- SAVATIER. — Les difficultés juridiques de la collaboration littéraire ou artistique. D.H. 1927.
- SFÉTÉA. — De la nature personnelle du droit d'auteur. Paris 1923 (Thèse).
- SILZ. — La notion juridique du droit moral de l'auteur. Revue trimestrielle de Droit civil, 1933, p. 331 et s.
- SOURDOIS. — Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail. Revue Trimestrielle de droit civil.
- STOLFI (Nicola). — Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique. Paris 1925 (Paris 1925-1926).
— Il diritto di autore. Milano 1932 (2 vol.), 3^e éd.
- STRIFFLING (Raymond). — Le contrat d'édition. Dijon 1936 (Thèse).
- Union (L') Internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. Sa fondation et son développement. Mémoire publié par le Bureau de l'Union. Berne 1936.
- VAUNOIS. — Protection internationale des œuvres littéraires et artistiques d'après la convention de Berne révisée à Berlin, 1912.
— Loi 1910. Paris 1913 (2^e éd.).
— De la protection artistique en droit français. Paris 1884.

VAUNOIS-GEOFFROY-DARRAS. — La propriété littéraire. Extrait du Juris-classeur civil. Annexe, Paris 1929.

VILBOIS (Jean). — Du domaine public payant en matière de droit d'auteur. Paris 1928 (Thèse).

WAUWERMANS. — La convention de Berne révisée à Berlin pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.
— La propriété littéraire et artistique aux Etats-Unis. Bruxelles 1891.

WEISS (Raymond). — La protection des œuvres journalistiques dans le droit français. Agen 1933.

WORMS. — Etude sur la propriété littéraire. 1878.

COLLECTIONS, REVUES ET JOURNAUX

Actes de la conférence réunie à Rome du 7 mai au 2 juin 1928. Berne 1929.

Annales du droit commercial (v. 1903, T. XVII, Lacour, p. 1 et 5).

Annales de la propriété industrielle, artistique et littéraire. Paris 1855 et s. 1926.

Association littéraire et artistique internationale fondée en 1878. Bulletin annuel.

Bulletin de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.

Bulletin de la Société française de législation comparée

Bulletin de la Société d'Etudes législatives.

Dalloz. — Recueil Hebdomadaire (D.H.).

— Répertoire méthodique et alphabétique de la législation de doctrine et de jurisprudence.

— Recueil périodique et critique (D.P.).

— Répertoire pratique de législation et de jurisprudence.

Institut international de coopération intellectuelle (de la S. D.N.). La protection du droit d'auteur, « Cahiers des droits intellectuels », Paris, 1928.

Inter-Auteurs. — Bulletin officiel de la confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs. Paris 1930 et s.

ISAMBERT. — Recueil des anciennes lois françaises. Tome XXV (1777-1778), p. 108, n° 755.

Journal de droit international privé.

Le droit d'auteur. — Organe officiel du bureau de l'Union internationale de Berne, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Memento des règles en usage et des points à prévoir dans les rapports entre auteurs et éditeurs. Le Droit d'auteur, 1920, p. 88.

Recueil des Gazettes des Tribunaux.

Répertoire général alphabétique du droit français. 35 volumes parus.

Revue critique de législation et de jurisprudence.

Revue trimestrielle de droit civil.

Sirey. Recueil périodique.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION	11

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉVOLUTION HISTORIQUE DU DROIT D'AUTEUR

CHAPITRE PREMIER. — L'ANTIQUITÉ	21
SECTION I. — <i>Rome et Grèce</i>	21
1. — Intérêt de cette recherche historique	21
2. — De l'existence du droit d'auteur	21
3. — Les causes de la méconnaissance	23
4. — Conclusion	27
SECTION II. — <i>Moyen âge</i>	28
5. — Jusqu'à la diffusion de l'imprimerie	28
6. — L'inexistence du droit d'auteur au Moyen âge	31
CHAPITRE II. — BREF APERÇU HISTORIQUE DE LA LIBRAIRIE DEPUIS L'INVENTION DE GUTENBERG ET JUSQU'À LA VEILLE DE LA LÉGISLATION MODERNE	33
7. — Diffusion de l'imprimerie. Les premiers établissements typographiques en France	33
8. — L'organisation intérieure de la librairie française, depuis son origine et jusqu'aux Statuts de 1618	36
9. — L'évolution de la librairie aux xvii ^e et xviii ^e siècles	38
10. — Le régime de la librairie. — Son organisation extérieure. — Les permissions d'impression	39
11. — La concentration des pouvoirs aux mains de la royauté et ses conséquences dans notre matière	41
12. — Les sanctions du régime de la librairie et les organes qui les appliquent	44
13. — Les tempéraments apportés au régime de la librairie	47

CHAPITRE III. — LES PRIVILÈGES EN LIBRAIRIE	53
SECTION I. — <i>Origine</i>	53
14. — Les raisons de cette institution	53
15. — Les premiers privilèges accordés en France	56
16. — Les premiers privilèges connus (Venise)	57
17. — Les autorités chargées de délivrer « les lettres de privilège » en librairie	58
18. — Les caractères des premiers privilèges	59
19. — La procédure d'obtention et la classification des privilèges	61
20. — L'évolution des privilèges	68
SECTION II. — <i>Les prolongations de privilège</i>	70
21. — La jurisprudence et les prolongations. Le plaidoyer de l'avocat Marion	70
22. — Les lettres-patentes de 1618	76
23. — De 1618 aux Statuts de 1649	78
24. — L'arrêt du 27 février 1665. (Affaire Josse-Malassis)	83
25. — Les édits de 1686 et les lettres-patentes de 1701. — Le Mémoire de 1702	85
26. — Le Règlement de 1723, et ses antécédents	88
CHAPITRE IV. — L'APPARITION D'UN DROIT EN FAVEUR DE L'AUTEUR	93
27. — Le mémoire de Louis d'Héricourt	93
28. — L'Affaire Crébillon (21 mars 1749). — La Requête des libraires et imprimeurs jurés de Paris. — L'Affaire La Fontaine	102
29. — Les « Notes » de d'Hémery (Mai 1764)	107
30. — Le Mémoire du mois d'août 1764	116
31. — Le Mémoire des Libraires et Imprimeurs de Lyon	118
32. — Le Mémoire de Diderot	123
33. — L'Affaire Boisjermain	127
34. — Un dernier mémoire avant les arrêts de 1777	130
35. — L'Affaire Fénelon (20 mars 1777)	136
CHAPITRE V. — VERS LA CONSÉCRATION LÉGISLATIVE DU DROIT DE L'AUTEUR	139
SECTION I. — <i>Les bases de la nouvelle législation</i>	139
36. — La lettre de Louis XVI, du 6 septembre 1776	139
37. — Les arrêts réglementaires du 30 août 1777	140
38. — Le 5 ^e et le 6 ^e arrêt ; analyse critique des dispositions qu'ils renferment	150

39. — La polémique issue des arrêts	158
40. — Contre les arrêts de 1777 ; la consultation de l'avocat Cochut. (23 décembre 1777)	159
41. — Les consultations qui sont venues confirmer la requête rédigée par l'avocat Cochut	168
42. — Le Mémoire Linguet	172
43. — Les trois lettres de l'abbé Pluquet	178
44. — Les défenseurs des arrêts : la réponse de l'Académie, concernant les arrêts	183
SECTION II. — <i>La confirmation de la nouvelle orientation de la législation</i>	
45. — L'arrêt du Conseil, du 30 juillet 1778	186
46. — L'arrêt complémentaire de 1778 et la Lettre du libraire Leclerc à M. de Neville	188
47. — Le procès Pauton-Dessaint	193
48. — Le compte rendu du Parlement	194
49. — Le compte rendu de l'avocat général Antoine-Louis Séguier	195
49 bis. — Les suites du compte rendu de l'avocat général	209
50. — Les années 1778 à 1789	209
51. — Conclusion générale sur l'évolution des privilèges en librairie et sur leur nature juridique jusqu'à la veille de la Révolution	212

DEUXIÈME PARTIE

LE XIX^e ET LE XX^e SIÈCLES DANS LA MATIÈRE DU DROIT D'AUTEUR

AVANT-PROPOS DE LA DEUXIÈME PARTIE	223
CHAPITRE PREMIER. — LA LÉGISLATION EN VIGUEUR ..	225
SECTION I. — <i>Les lois organiques et les événements qui les ont précédés</i>	
52. — La Révolution 1789	225
53. — Les années 1790-1793	226
54. — La loi des 19-24 juillet 1793	234
SECTION II. — <i>L'évolution législative des XIX^e et XX^e siècles</i>	
55. — Le décret impérial du 1 ^{er} Germinal An XIII (22 mars 1805)	239

56. — Le décret du 5 février 1810	241
57. — Le Code Pénal (19 février 1810)	246
58. — Essai d'une législation d'ensemble	246
59. — La loi du 3 août 1844	251
60. — Le décret du 31 mars 1852	252
61. — La loi des 8-15 avril 1854	254
62. — Le congrès de la propriété littéraire de 1858	255
63. — La loi du 14 juillet 1866, sur les droits des héritiers et des ayants cause des auteurs	256
64. — Loi, du 11 mars 1902, qui étend aux œuvres de sculpture l'application de la loi de 1793 ..	260
65. — Loi du 9 avril 1910, relative à la protection du droit des auteurs en matière de reproduction des œuvres d'art	261
66. — Loi du 20 mai 1920, instituant le droit de suite	262
67. — Les projets récents, tentatives vers la réglementation d'ensemble du droit d'auteur et de ses moyens de publication	266

CHAPITRE II. — LA NATURE JURIDIQUE DU DROIT D'AUTEUR 269

SECTION I. — *La Doctrine française*

68. — La théorie du droit d'auteur = droit de créance	269
69. — La théorie du droit d'auteur = droit de propriété	270
70. — Le droit d'auteur = droit de propriété incorporelle	275
71. — La théorie du droit d'auteur = droit de la personnalité	276
72. — La théorie du droit double	279
73. — Le droit de l'auteur sur son œuvre et ses produits est un droit intellectuel	281
74. — Conclusion sur la nature du droit d'auteur	283

SECTION II. — *La Jurisprudence*

75. — L'évolution de la jurisprudence ; ses principales étapes	284
76. — Conclusion générale sur la deuxième partie	289
77. — Bibliographie	293

